

Tous les résultats en France, par départements, et en Europe



# Le Monde

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16915 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

MARDI 15 JUIN 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Les alliés au Kosovo

■ Britanniques, Français et Allemands sont accueillis en libérateurs par les Albanais de la province

■ Les Russes s'imposent et devraient obtenir la gestion d'une « zone de responsabilité »

■ Les reportages de nos envoyés spéciaux à Pristina, Prizren et Belgrade

Lire pages 14, 15, 16 et 20, notre enquête page 19 et notre éditorial page 21

## ■ Privatisation du Lyonnais

Les actions seront proposées au public à partir du 15 juin à un prix compris entre 21,8 et 25,5 euros par titre. Le Crédit agricole sera comme prévu, avec 10 % du capital, le premier actionnaire du Crédit lyonnais.

p. 56

## ■ Le Salon de la guerre

Le Salon du Bourget 1999 est la vitrine de la technologie militaire testée au Kosovo. Les Etats-Unis y exposent leur supériorité.

p. 22

## ■ Les remords d'un dopeur

Bruno Roussel, ancien directeur sportif de l'équipe Festina, fait part au *Monde* de ses remords après l'affaire du dopage. Les organisateurs du Tour de France publieront, le 16 juin, la liste des coureurs invités à participer à l'épreuve.

p. 23

## ■ Affaire des fiancés de Fontainebleau

La mort tragique, il y a dix ans, d'Anne-Sophie Vandamme et de Gilles Naudet en forêt de Fontainebleau n'a jamais été élucidée. Enquête.

p. 18

## ■ La petite musique d'Aubervilliers

Cirque, musique, écriture, bals du samedi : les Laboratoires d'Aubervilliers tentent de réussir les noces de l'art et de l'insertion sociale.

p. 28

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 FCFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 € ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 FCFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 F

M 0147 - 615 - 7,50 F

# Européennes : séisme à droite, rééquilibrage à gauche

- En France, le scrutin provoque une crise à droite et affaiblit M. Chirac
- La liste Pasqua-de Villiers devance la liste Sarkozy-Madelin
- La gauche « plurielle » l'emporte avec une percée des Verts grâce à Daniel Cohn-Bendit
- Partout ailleurs en Europe, la droite est en tête et dominera le Parlement
- L'abstention atteint un niveau record

**EN EUROPE**, les partis de droite – les démocrates-chrétiens et leurs alliés – ont remporté les élections européennes, dimanche 13 juin, avec un total d'au moins 224 sièges (sur les 626 de l'assemblée de Strasbourg), soit un gain de 34 sièges. Pour la première fois, le Parti populaire européen (PPE), qui les regroupe, devrait devenir la première formation à Strasbourg. Le Parti socialiste européen perd 34 sièges et revient à 180 sièges. Ce fort recul s'explique d'abord par la défaite des travailleurs britanniques : le parti de Tony Blair n'obtient que 28 % des voix et perd 31 sièges, soit la moitié de son résultat de 1994. Gerhard Schröder est l'autre grand perdant du scrutin. Son parti, le SPD, n'a recueilli que 30,7 % des suffrages. Deux autres formations vont compter à Strasbourg : les libéraux, qui sont renforcés d'un beau succès en Grande-Bretagne, et les Verts, qui gagnent 9 sièges grâce à leur performance en France. Le scrutin a été marqué par un fort taux d'abstention : 51 % pour la moyenne européenne contre 43,2 % pour le précédent scrutin de 1994, et près de 53 % en France.



- Le nouveau Parlement européen
- En France, une droite disloquée
- L'effet Cohn-Bendit à gauche
- Les quatre-vingt-sept élus français

- Le scrutin dans les autres pays
- Qui sont les abstentionnistes ?
- Les résultats complets en France
- Les résultats à l'étranger

- p. 10 à 13
- p. 34
- p. 35 à 54
- p. 54 et 55

En France, à la différence de ce qui s'est passé dans le reste de l'Europe, la gauche est sortie victorieuse de la consultation, avec 39 % des voix au total contre 35 % pour la droite. A gauche, l'événement est la progression des Verts qui, derrière Daniel Cohn-Bendit, frôlent 10 % des voix. Tandis que, dans *Le Monde*, Guy Hascoët, chef de file des députés Verts, plaide pour un renforcement de la présence écologiste au gouvernement, Dominique Voynet a déclaré, lundi matin sur France-Inter, que « les élections européennes, ce n'est pas le moment de faire du chantage ». Mais la véritable surprise du scrutin est à droite où la liste « souverainiste » conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers a devancé avec 13,09 % des voix celle de Nicolas Sarkozy et Alain Madelin (12,71 %). L'extrême gauche, avec 5,20 % des voix, entre pour la première fois au Parlement européen, tandis que l'extrême droite, avec 9 % au total, est en recul.

AINSI donc, la France fait exception. En Europe, et surtout en Allemagne et en Grande-Bretagne, les électeurs ont saisi l'occasion du vote pour sanctionner des gouvernements élus à gauche et se réclamant désormais exclusivement des valeurs du libéralisme. En France, une gauche certes modeste, mais qui avait choisi de s'assumer, s'est trouvée confortée. Partout, l'abstention massive, toujours signe de défiance vis-à-vis des gouvernements, montre s'il en était besoin que l'Europe, telle qu'elle fonctionne, laisse les Européens non pas hostiles, mais indifférents. Et partout, la droite l'emporte. La victoire des chrétiens-démocrates au Parlement est d'ailleurs celle de la famille politique la plus europhile, la plus convaincue de la nécessité de l'intégration. En France, en revanche, la droite apparaît comme la première victime du scrutin de dimanche.

Accélérée il y a deux ans par une dissolution-suicide, sa crise se prolonge et s'aggrave au cœur de sa principale famille – le gaullisme – qui forme l'assise partisane du président de la République. Pis, elle se traduit par un éloignement accru de l'Europe, de son projet et de ses valeurs : en réussissant au-delà de toute espérance son pari et en figurant en tête des listes de droite, Charles Pasqua et son « Rassemblement pour la France » impose la soudaine domination d'une droite « nationale », souverainiste et tricolore, sur les droites européistes, fédéralistes et libérales.

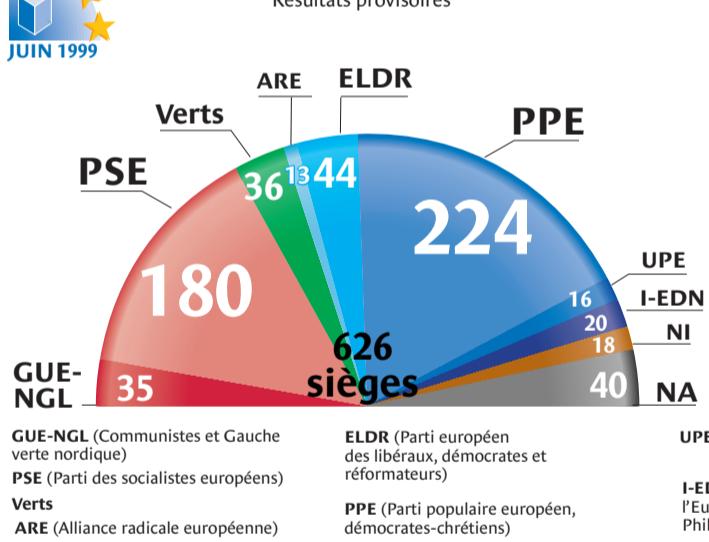
J.-M. C.

Lire la suite page 21



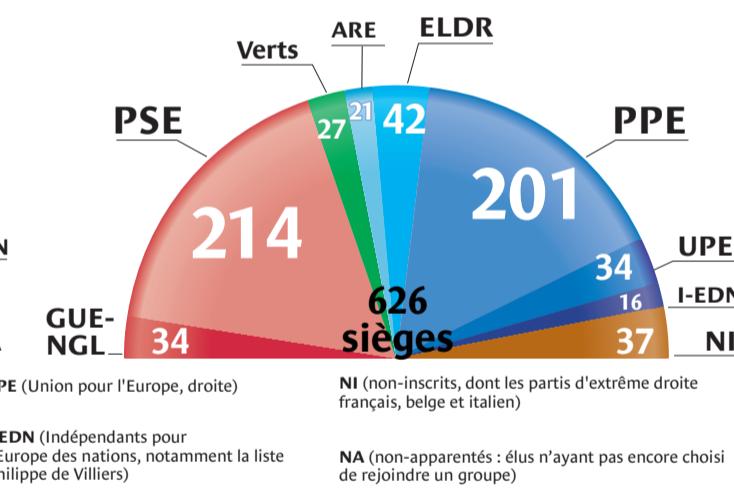
## LE NOUVEAU PARLEMENT

Résultats provisoires



## LE PARLEMENT SORTANT

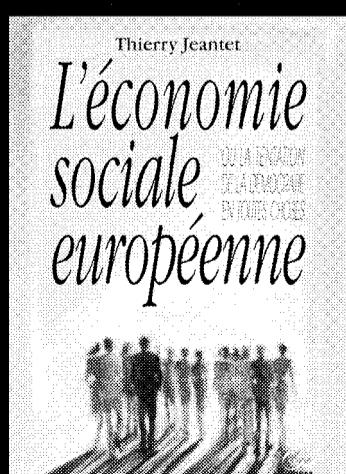
Le Parlement européen est passé de 567 députés à 626 après les adhésions de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995



Thierry Jeantet

## L'Economie sociale européenne

Une alternative au système dominant pour une Europe plus attachante, à nouveau porteuse d'avenir.

336 pages  
170 F TTC - 25,92 € TTC

Ciem Edition

67, rue Blomet - 75015 Paris - www.ciem.fr



## L'Europe en panne d'électeurs

CE WEEK-END, les armées internationales sont entrées au Kosovo pour mettre fin à la volonté de nettoyage ethnique du régime de Belgrade. Après dix ans d'attemptoirs, l'Europe s'est unie pour ne plus tolérer l'ignoble à ses portes. Acte fondateur d'une conscience morale et d'une volonté. Ce même week-end, les Européens votaient pour élire leur Parlement. Avec pour résultat le plus marquant un taux d'abstention record de 51 % contre 43,2 % pour les élections de 1994. Même si cette élection a toujours été boudée par les électeurs depuis son origine en 1979, le décalage est cruel. Salutaire fondation politique ici, pittoresque désintérêt électoral là.

Si la création de l'euro le 1<sup>er</sup> janvier, qui soude l'avenir des différents Européens, ni le renforcement récent des pouvoirs du Parlement de Strasbourg n'ont convaincu de l'importance de ces élections. On pouvait espérer que la participation irait en progressant au fur et à mesure que l'Europe se construit. Il n'en est rien. L'Europe gagne la guerre du Kosovo au nom de la démocratie, mais refuse ce premier geste des démocrates qu'elle se donne pour mission d'enseigner : voter.

En Grande-Bretagne, 23 % de la population a voté, un chiffre qui désole par sa constance. La participation n'a été que de 40 % chez les Portugais, qui savent pourtant ce que leur niveau de vie doit à Bruxelles. De 45 % en Allemagne, pays dont la contribution budgétaire est la plus lourde. De 30 % aux Pays-Bas, pays fondateur de la Communauté européenne. De 46 % également en Finlande, pays qui, lui, vient de rejoindre l'Union. Chez les riches ou les pauvres, les anciens comme les nouveaux, le dédain de l'électeur a été le même.

Le paradoxe est que le « sentiment européen » reste positif parmi les Quinze. Les Européens, dans leur immense majorité, partagent un mode de vie semblable et veulent un modèle commun mêlant la liberté économique et la sécurité sociale. Les sondages soulignent qu'ils veulent plus d'intégration européenne et non pas moins (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin). En un peu plus de quarante ans, le chemin parcouru est considérable. Mais le fossé s'est creusé entre l'Europe et ses concitoyens.

Eric Le Boucher

Lire la suite page 21

Corse, l'île à histoires



JEAN ROUAUD

DANS « Une île à histoires », texte publié en page « Débats », Jean Rouaud, écrivain, prix Goncourt, décrit à sa manière l'affaire du préfet Bonnet. Tous les ingrédients seraient réunis, selon lui, « pour un petit film comique à la française », s'il n'y avait, à l'origine, l'assassinat du préfet Claude Erignac, abattu parce qu'il était le représentant de l'Etat. A lire aussi l'appel signé par cent Corses ou amis de la Corse qui croient en l'avenir de l'île.

Lire page 20

Européennes .....	2	Météorologie, jeux .....	26
International .....	14	Carnet .....	27
Société .....	18	Abonnements .....	27
Horizons .....	19	Culture .....	28
Entreprises .....	22	Guide culturel .....	30
Aujourd'hui .....	23	Radio-Télévision .....	31

# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**STRASBOURG** Les élections européennes de dimanche 13 juin ont été marquées par un fort taux d'abstention : 51 % contre 43,2 % pour le précédent scrutin de 1994. ● LES DÉ-

MOCRATES-CHRÉTIENS et leurs alliés de droite, réunis au sein du Parti populaire européen (PPE), deviennent la première formation à Strasbourg, avec 224 sièges, soit 23 de plus que

dans la chambre sortante. ● CETTE ASSEMBLÉE va s'opposer aux gouvernements des pays membres, qui sont majoritairement à gauche. ● Le Parti socialiste européen perd

34 sièges et revient à 180 sièges. Ce fort recul s'explique d'abord par la défaite des travaillistes britanniques. Le parti de Tony Blair n'obtient que 28 % des voix et perd

31 sièges, soit la moitié de son résultat de 1994. ● LE CHANCELIER SCHRÖDER est l'autre grand perdant du scrutin. Son parti, le SPD, n'a reçueilli que 30,7 % des suffrages.

## La droite victorieuse au Parlement européen pour la première fois de son histoire

**Après quatre législatures, les chrétiens-démocrates et leurs alliés deviennent le premier parti à Strasbourg en remportant 224 sièges. Les défaites sévères de Tony Blair et de Gerhard Schröder font perdre 34 sièges aux socialistes. L'abstention atteint le niveau record de 51 %**

**BRUXELLES**  
de notre envoyé spécial

Soirée historique pour les démo-crates-chrétiens : après quatre législatures, ils ont enfin réussi à devenir la première formation du Parlement européen, devant les socialistes. Certes, ils ont ratissé large pour atteindre leur objectif mais le résultat obtenu leur permet en outre d'établir un équilibre entre droite et gauche au sein de l'assemblée des Quinze, sans tenir compte des libéraux, lesquels, avec l'arrivée des représentants britanniques, sont pour l'instant inclas-sables.

Ce n'est pas le moindre des para-doxes que le Parti populaire européen (PPE) créé autour de la démocratie-chrétienne, pro-euro-péenne et attachée aux idées fédé-ralistes, comporte dans ses rangs les conservateurs britanniques qui représentent la deuxième délégation nationale, (37 sièges), soit deux fois plus que dans l'Assemblée sortante, derrière celle de l'Allemagne (53 sièges). La seule vraie déception des responsables du PPE est l'échec de la liste conduite par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, dont les élus vont rejoindre le PPE, selon le président de ce groupe, le Belge Wilfried Martens.

Si tel était le cas, la représen-tation française (21 sièges) viendrait en cinquième position, les déléga-tions espagnole et italienne la de-vançant également. Cette question sera définitivement réglée lors de la constitution du groupe PPE, le 7 juillet à Malaga, ainsi que celle de

la candidature à la présidence. Malgré les scores médiocres de la liste RPR/DL et de celle de François Bayrou, le nom de Nicole Fontaine (UDF) est pour l'instant le seul cité, ce qui accroît les chances de l'actuelle première vice-présidente du Parlement sortant (*voir ci-dessous*).

### La défaite des socialistes est due essentiellement à la dégringolade des travaillistes britanniques

Au total, le PPE compterait 224 sièges, soit 23 de plus que dans la précédente législature. A ce nombre pourraient s'ajouter les sept élus de la liste de Romano Prodi, le parti « Les démocrates ». Pour tenter de « s'approprier » les amis du nouveau président de la Commission de Bruxelles, José Maria Gil-Robles, le président sortant, qui est élu sur la liste du Parti populaire du premier ministre espagnol, José Maria Aznar, a affirmé, dimanche soir à Madrid, que M. Prodi et l'équipe qu'il constituera seront assurés du soutien du PPE.

Autant dire que les démo-crates-chrétiens et leurs partenaires ont

bien l'intention de jouer un jeu commun avec l'exécutif communautaire pour s'opposer aux gouvernements membres de l'Union qui sont dirigés par des socialistes ou des sociaux-démocrates, c'est-à-dire onze d'entre eux. L'avance prise (43 sièges) sur les socialistes, qui ont perdu 34 sièges, les auto-riste à penser que le temps de la re-

aujourd'hui d'imaginer la part que réservera le PPE à la confrontation avec les socialistes et celle qui sera destinée au compromis et, pour tout dire, au consensus mou. Sauf que les deux mastodontes de l'Hémicycle européen ne peuvent ignorer le poids de la formation charnière que sont les libéraux. En dépit de sa faible représentation

### La constitution des groupes

Le règlement du Parlement européen, modifié en fin de législature, privilégie le plurinationalisme. Si, dans le passé, il suffisait de rassembler vingt-neuf parlementaires d'une même nationalité pour former un groupe politique, désormais ce chiffre est de vingt-trois parlementaires pour les groupes comportant des élus de deux Etats membres, dix-huit pour ceux regroupant des parlementaires de trois Etats membres, enfin quatorze pour quatre nationalités représentées. Ce système vise à favoriser les regroupements transnationaux et éviter l'émettement de la représentation parlementaire. Le Parlement sortant comportait huit groupes politiques, ainsi que le regroupement administratif des non-inscrits.

conquête, du moins au niveau euro-péen, est venu. La défaite des socialistes – 180 sièges –, due essentiellement à la dégringolade des travaillistes britanniques (moins 31 sièges) et, dans une moindre mesure, au recul des sociaux-démocrates allemands (moins 7 sièges), n'empêche pas les dirigeants du PPE de vouloir poursuivre ce que M. Martens appelle la « coalition technique avec le groupe socialiste », très commode dans la répartition des postes et des fonctions parlementaires. En d'autres termes, il est difficile

(44 sièges), le groupe libéral peut jouer un rôle déterminant sur certains dossiers. Là encore, c'est un peu l'inconnu.

L'émergence des Libéraux britanniques (LD), qui, du même coup, deviennent la représentation la plus nombreuse du groupe libéral (11 sièges), change quelque peu la donne. De quel côté penchera le LD, qui se situe plus à gauche que les travaillistes ? Sur les questions économiques et sociales, il se situera probablement à droite de l'Hémicycle, mais qu'en sera-t-il des grands problèmes de société ?

Le LD pourra-t-il trouver des positions communes avec, par exemple, ses partenaires belges qui sont devenus très conservateurs ? Rien n'est moins sûr.

La seconde « petite » formation qui va peser de tout son poids, ce sont les Verts. En gagnant neuf sièges – grâce à la performance de la liste conduite par Daniel Cohn-Bendit, qui place ainsi les eurodéputés français en première position, devant les Allemands –, le mouvement écologique peut être un soutien non négligeable des socialistes. Mais ici aussi, cet appui risque d'être défaillant dans certains cas. Les déclarations faites dimanche soir par M. Cohn-Bendit sur le nucléaire ne vont pas faciliter le dialogue avec les socialistes français. La défense sans concession du consommateur peut également engendrer de sérieuses tensions avec le groupe socialiste. La crise de la « vache folle » en est un exemple.

Les travaillistes s'étaient montrés moins pugnaces après l'arrivée au pouvoir de Tony Blair. Qu'en sera-t-il avec les poulets contaminés par la dioxine et la lancinante question des farines animales ? Les quatre autres groupes continueront, comme par le passé, à jouer un rôle marginal. C'est le cas des communistes, rassemblés dans le Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), qui a un représentant près, conserve la même représentation (35 sièges). Le bon résultat de la liste de Charles Pasqua et Philippe de Villiers va augmenter de cinq sièges la formation des Indépendants pour l'Europe (I-EDN) mais ce « succès » ne changera strictement rien au rapport de forces au sein de l'Hémicycle.

Outre les socialistes, les grands perdants de la consultation de dimanche sont d'abord l'Union pour l'Europe (UPE) où siégeaient jusqu'à présent les élus du RPR. Le Fianna Fail irlandais, les post-fascistes de l'Alliance nationale et les Portugais du CDS, auront du mal à conserver ce groupe, ne répondant pas aux critères (nombre de sièges et de nationalités) nécessaires à la création d'une formation. Le même cas de figure se présente pour l'Alliance radicale européenne (ARE) qui avait été constituée en 1994 autour des eurodéputés de la liste de Bernard Tapie.

Le regroupement de la gauche française a privé l'ARE de sa principale composante. Malgré le score flatteur réalisé par Emma Bonino, commissaire démissionnaire responsable de l'aide humanitaire (8 sièges), ce groupe peut disparaître. Les deux formations peuvent trouver leur salut en allant « pêcher » dans les quelque quarante eurodéputés provisoirement comptabilisés chez les non-inscrits, parmi lesquels figurent les élus de l'extrême gauche française, l'extrême droite belge flamande, autrichienne et française, les nationalistes gallois et écossais et des régionalistes espagnols.

Marcel Scotto

## La « victoire » de l'abstention

**EST-CE** « l'effet Kosovo », qui a monopolisé les médias ? Ou les scandales de la Commission euro-péenne ? Ou encore un sursaut des nations, comme le veulent les « souverainistes » ? Le débat est ouvert sur les raisons qui ont fait de l'abstention la grande vedette de ces élections, même si le déclin de la participation aux scrutins eu-ropéens est constant depuis vingt ans. Car l'abstention a connu, dimanche, des hausses record dans la plupart des pays.

Le glissement à la baisse du taux de participation aux européennes fut jusque-là régulier : 63 % (1979), 61 % (1984), 58 % (1989), 56,8 % (1994). Mais il a maintenant chuté à 49 %. Ce brusque plongeon sous la barre des 50 % a inquiété le pré-sident du Parlement européen sortant, José Maria Gil-Robles, qui a relevé une autre explication : le fait que ces scrutins ne servent pas à « désigner un chef de gouvernement » comme les autres élections.

Trois pays seulement ont échappé à la débâcle, si l'on exclut ceux où le vote est obligatoire (Bel-

gique, Luxembourg et Grèce). Mais il s'agit du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande, c'est-à-dire les pays qui, avec la Grèce, bénéficient du fonds de cohésion ou d'une aide spéciale de Bruxelles. Ce qui incite leurs habitants à comprendre l'importance des enjeux européens. Ailleurs, la compréhension est, à des degrés divers, plus laborieuse. Le déicit de « communication » a bien sûr été mis en cause, mais des dirigeants furent aussi accusés d'avoir délibérément évité le sujet.

### RECORD EN ALLEMAGNE

« Dans certains Etats membres, une approche sérieuse des élections européennes n'était pas de mise, notamment en Grande-Bretagne », a déploré Jacques Santer, pré-sident démissionnaire de la Commission européenne. Moins d'un électeur sur quatre s'est en effet rendu aux urnes au Royaume-Uni. Le taux de participation est tombé à 10 % en Ecosse, l'Irlande faisant cavalier seul avec 51 %. Le Parti travailliste a fait une

campagne des plus discrètes, pour ne pas s'exposer sur un dossier toujours délicat dans un pays soucieux de son insularité.

En Allemagne, dont la culture politique est celle de participations fortes, l'abstention a fait un bond de plus de dix points par rapport à 1994, dépassant les 54 % – soit le plus fort taux de tous les scrutins nationaux de l'après-guerre. En France, l'abstention a atteint 53 %, ce qui constituerait aussi un record : en 1994, ce même pourcentage fut celui des votants. Le camp abstentionniste a même progressé dans des pays à « vote obligatoire » : consigne observée par 68 % des Grecs (qui ne risquent plus de sanctions réelles s'ils s'absentent) et 85 % des Belges (malgré le cumul avec les législatives nationales). Mais l'Europe a pu compter sur les 71 % de votants d'Italie (contre 70 % en 1994), où certains bureaux de vote étaient encore ouverts trois heures après la clôture officielle...

Sophie Shihab

### BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

« Un coup d'arrêt à la vague rose, un vote de défaillance à l'égard des gouvernements en place ! » Le dépassagement des socialistes par le Parti populaire européen (PPE) constituait, vu de Bruxelles, le seul vrai suspense des élections européennes ; une fois acquis, il devint vite l'unique sujet de débat de la soirée électorale organisée autour de l'hémicycle. Quelles conséquences pour le fonctionnement du Parlement, pour l'avenir de ses relations avec la Commission et le conseil des ministres ? Comment Romano Prodi, le président de la Commission désigné en mars à Berlin et déjà investi par les eurodéputés, allait-il prendre en compte ce glissement à droite pour la composition du nouveau collège ? Le Belge Karel Van Miert, commissaire sortant à la concurrence, constatait que celui-ci devrait être constitué en tenant compte du nouveau rapport de forces, que M. Prodi allait se trouver en porte-à-faux par rapport aux gouvernements.

Orchestres, buffets, hôtesses souriantes, écrans de télévision omniprésents, la soirée avait gentiment commencé. Devant les écrans, les invités semblaient plus intéressés par les mouvements de foules et de chars au Kosovo que par le dépouillement des urnes. Les résultats des élections belges, ressentis comme une formidable incongruité en raison de la chute des socialistes et surtout du Parti social-chrétien flamand du premier ministre Jean-Luc Dehaene, commen-

cèrent à réveiller les esprits. Il apparut bien vite qu'un peu partout l'électeur manifestait son mécontentement, sanctionnant, chacun à sa manière, une Europe qu'il ressentait faite de scandales et de dysfonctionnements. Du coup, la droite mordait sur le dos du centre gauche, et les partis les moins conventionnels, écolos, extrême droite, souverainistes, marquaient des points.

Les supputations allaient bon train. Un directeur général de la Commission expliquait le mauvais score des sociaux-démocrates en Allemagne par « la mauvaise gestion des affaires depuis qu'ils viennent de prendre le pouvoir », par « la pagaille régnant à la chancellerie ». Un universitaire britannique estimait que la « gifle » reçue par le Labour et par le SPD allemand pouvait aussi être analysée comme une marque de méfiance à l'égard du « nouveau centre » cher à Tony Blair et à Gerhard Schröder.

Lors des conférences de presse, en fin de soirée, les représentants des socialistes « ne voyaient pas de glissement particulier » et préféraient s'appuyer sur le haut niveau d'abstention. Wilfried Martens, pré-sident du Parti populaire européen, se félicitait du « renversement très important des influences », indiquait que le maintien de l'accord qui lie le PPE aux socialistes demeurait le meilleur moyen pour le Parlement d'agir avec efficacité. Comme si tout changeait, mais que tout restait pareil !

Philippe Lemaître

## Tout changeait, mais tout restait pareil !

VACHERON CONSTANTIN

En vente chez les distributeurs agréés :  
Paris 1<sup>er</sup> : CHRONOPASSION • DUBAIL • LÉON • Paris 6<sup>e</sup> : Antoine de MACEDO  
Paris 8<sup>me</sup> : DUBAIL • ÉLYSEES HORLOGERIE • (06) Cannes : FERRET • (06) Nice : FERRET  
(13) Marseille : FROJO • (69) Lyon : J.L. MAIER • Informations au 01 42 18 54 16

**L'ARRIVÉE** au pouvoir du parti social-démocrate allemand à l'automne 1998, concluant une série de victoires électorales des partis de gauche dans l'Europe des Quinze,

**ANALYSE**  
Une période de turbulences s'ouvre pour les dirigeants de la gauche européenne

avait braqué les projecteurs sur le nouvel ancrage politique de l'Union européenne, ce qu'on a alors appelé « l'Europe rose ». Le résultat des élections européennes, plutôt favorable dans son ensemble aux droites européennes, ne modifie pas le fait que onze des quinze gouvernements européens sont aujourd'hui dirigés par des formations socialistes ou sociales-démocrates, seules ou en coalition avec d'autres forces de gauche ou du centre gauche. Mais il annonce pour les dirigeants de la

gauche européenne une période de turbulences qui, paradoxalement, pourraient donner à la démocratie européenne un élan salutaire.

Pour la première fois dans l'histoire du Parlement, le groupe parlementaire des socialistes européens ne sera plus le plus important de l'Assemblée de Strasbourg. Il y est devancé par le groupe du Parti populaire européen, qui rassemble la droite chrétienne et ses alliés. Or celle-ci ne devrait pas laisser passer l'occasion que lui offre ce rapport de forces pour affirmer ses positions face à la majorité socialiste du Conseil.

### AFFICHER UN FRONT UNI

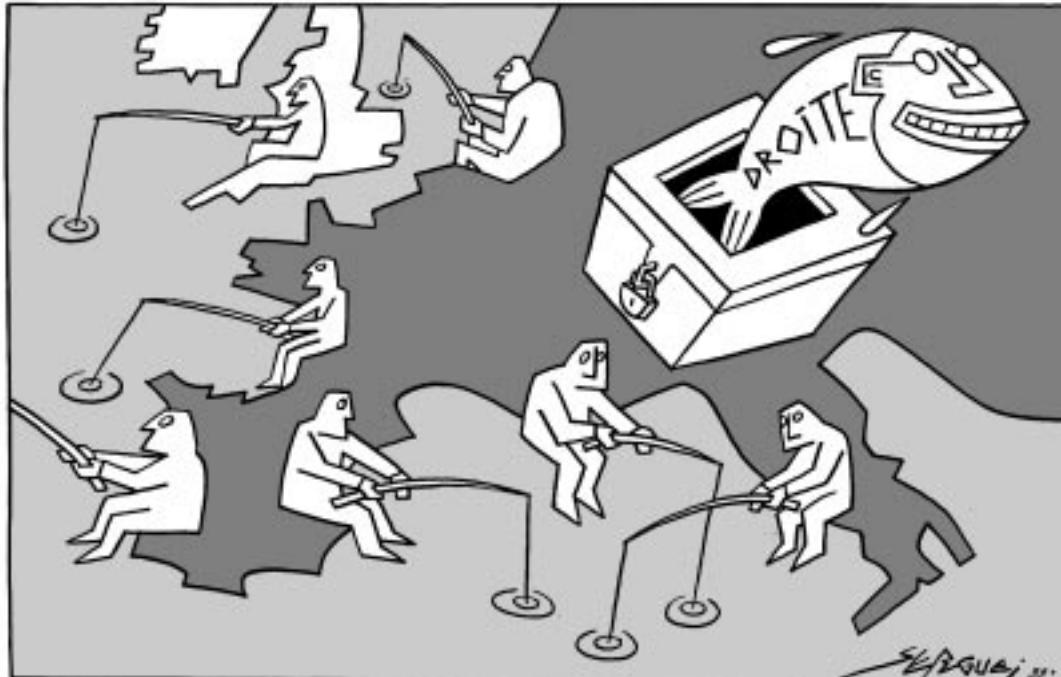
Le traité de Maastricht, puis celui d'Amsterdam, qui vient d'entrer en vigueur en mai, ont étendu les domaines où les gouvernements doivent trouver un accord avec le Parlement européen sur les politiques de l'Union, ce qu'on appelle la co-gestion. S'il est attendu que les intérêts nationaux des pays continuent

à peser sur les débats parlementaires, amenant à rechercher parfois des compromis hors du jeu politique classique, il est probable néanmoins que l'on verra les partis d'opposition nationaux utiliser de plus en plus le Parlement européen comme prolongement de leur action dans les Parlements nationaux. Le temps touche à sa fin où il était de règle de voir les deux grands groupes parlementaires du Parlement européen régler leurs différends par consensus pour ne pas gêner l'exécutif européen. La crise qui a provoqué la chute, en mars, de la Commission européenne, a fait apparaître clairement que les formations nationales pouvaient avoir des intérêts propres à défendre en menant bataille au niveau européen.

Cette évolution a été anticipée du reste par les gouvernements eux-mêmes. On a vu dans la campagne électorale les formations de gauche au pouvoir tenter de jouer sur le fait qu'elles forment la majorité des gouvernements en place en Europe pour convaincre les électeurs de l'intérêt de voter pour elles. C'était le sens du grand meeting réuni au Palais des sports de Paris le 27 mai autour des dirigeants des principaux gouvernements européens, parmi lesquels Lionel Jospin, Tony Blair, Gerhard Schröder, Massimo D'Alema.

Ce souhait de montrer un front uni s'est pourtant révélé à double tranchant pour l'Europe rose. Au lendemain de la victoire des sociaux-démocrates et des Verts en Allemagne, les chefs de gouvernement socialistes européens avaient profité du sommet de Pötschach, en Autriche, pour affirmer une volonté de leadership, une responsabilité commune à l'égard de l'Union européenne, à laquelle ils se promettaient de donner une nouvelle vision de son avenir. Ils avaient assuré les Européens que leurs préoccupations seraient davantage prises en compte, notamment en matière de lutte contre le chômage, de défense de l'Etat-providence.

## L'Europe rose confrontée à un nouveau



## La victoire et la défaite restent nationales

**AU SOIR** des élections européennes, les victoires et les défaites restent obstinément nationales. Les poids lourds de l'Union, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ont donné le ton. Pour l'opposition des deux premiers pays, les élections ont constitué une sorte de « divine surprise ». Quelques jours après la publication de leur manifeste pour une « troisième voie » – une sociale-démocratie très fortement teintée de libéralisme à laquelle les socialistes français n'avaient pas voulu se mêler – les chefs des gouvernements allemand et britannique, battus, tombent de haut.

Le chancelier Gerhard Schröder a admis qu'il s'agissait « d'un mauvais résultat » et d'un « avertissement clair » : « [les chrétiens-démocrates de la CDU] ont gagné et nous avons perdu ». Selon lui, ce « mauvais résultat » est dû « à un taux de participation catastrophique » et au fait « que nous ne sommes pas encore aussi bons en politique économique et sociale qu'en politique étrangère ». C'est à quoi nous devons maintenant nous atteler ». Mais pour le président de la CDU, Wolfgang Schäuble, c'est

bien « la politique catastrophique du gouvernement rouge-vert [qui] a été sanctionnée ».

Pour le premier ministre britannique Tony Blair, qui avait décidé de ne quasiment pas faire campagne, le réveil est tout aussi rude. Son parti est devancé par les conservateurs et, du fait de l'introduction du mode de scrutin proportionnel, il perdra la moitié de ses 62 sièges dans le Parlement sortant. A rebours, c'est en terme de confiance exprimée à la politique conduite par le gouvernement que les socialistes français ont analysé les résultats qui témoignent surtout de la décrépitude d'une opposition de droite éclatée en trois formations de taille sensiblement égale.

### EMMA BONINO, LA SURPRISE

En Italie, autre pays avec la Grèce où la majorité au pouvoir a été battue et où les résultats sont analysés comme le désaveu des équipes gouvernementales, la seule candidate à faire une campagne résolument pro-européenne, Emma Bonino, a pourtant créé la surprise avec un score (proche de 10 %) bien supérieur au pourcentage es-

compté pour le Parti radical (droite libertaire) dont elle est issue et qui avait obtenu 2,1 % des voix en 1994 et 1,9 % aux législatives de 1996.

Pourtant, les revers de la gauche en Allemagne et en Grande-Bretagne sont à l'origine d'une modification du rapport de forces au Parlement européen qui a été analysé comme telle dès dimanche soir. Les partis sociaux-démocrates et socialistes vont perdre en effet leur position de premier parti au profit du Parti populaire européen (PPE, chrétiens-démocrates) et ce dernier a salué une « victoire historique ». « Pour la première fois en vingt ans d'élections directes du Parlement européen, le PPE aura jusqu'à 30 sièges de plus que les socialistes », a précisé, dans un communiqué, le PPE qui devrait compter 224 élus contre 180 aux socialistes.

Le groupe des Verts au Parlement européen qui devrait également nettement progresser, passant de 27 députés à 36, selon les indications données par la présidente du groupe, Magda Alvoët, a suscité un autre des rares commentaires « européens » de la soirée. – (AFP, Reuters.)

## La France à rebours de ses partenaires

**A LA LECTURE** des résultats des différents partis en Europe, le dépit du RPR, parti du président français Jacques Chirac, est monté d'un cran. La France est le seul pays « où la droite n'a pas su gagner car elle n'a pas su faire son unité », a regretté, dimanche 13 juin, sur France 2, le député RPR Patrick Devedjian.

En sens inverse, la députée européenne sortante, Catherine Lalumière (PRG), qui figure en quatrième position sur la liste du Parti socialiste, a estimé que « les listes de gauche sont largement en tête. C'est au niveau européen que la gauche va être minoritaire ».

Pour Philippe de Villiers, numéro deux de la liste Rassemblement pour la France, le niveau d'abstention reflète « un boycott des Français pour cette Europe qu'ils n'aiment pas ». « L'Europe ne peut que mourir si on poursuit la construction européenne actuelle », a-t-il ajouté.

A gauche, la publication, début mai, d'un manifeste appellé à moderniser l'Europe et à

tourner le dos à une société « d'assistance » par le premier ministre britannique Tony Blair et le chancelier allemand Gerhard Schröder, a nourri les réactions. Ce texte avait fait paraître Lionel Jospin quelque peu isolé dans « l'Europe rose » mais, dimanche soir, les scores enregistrés par les dirigeants britannique et allemand ont conforté les socialistes français, arrivés en tête.

### DÉCEPTION POUR M. HUE

« Les citoyens attendent davantage de l'Europe sur l'emploi, sur le social, sur la protection de l'environnement. Ce sera le rôle des socialistes en Europe de répondre maintenant à ces attentes et plus particulièrement aux socialistes français, puisque certains ont voulu leur lancer un défi », a commenté le premier secrétaire du PS, François Hollande.

Commentant le score des Verts français, il a ajouté : « Les électeurs socialistes les plus libéraux ont pu choisir avec Daniel Cohn-Bendit le candidat le plus en phase avec les sociaux-libéraux dominants en Europe. »

## rappor de forces

Intentions louables, qui se sont très vite heurtées aux différences entre les perceptions, les projets politiques de chacun. C'est ce qu'ont cruellement illustré les discussions à quinze sur le pacte sur l'emploi que les gouvernements de gauche s'étaient engagés à faire adopter lors du sommet de Cologne, en juin 1999.

Le Britannique Tony Blair et l'Allemand Gerhard Schröder n'ont finalement pas pu résister à la tentation de marquer leur différence, à la veille des élections, en rendant public leur propre manifeste pour défendre une politique réformiste de centre gauche, plus sociale-libérale que socialiste au sens classique. Il leur faut maintenant en répondre. Leur revers politique est aussi aujourd'hui celui de leurs partenaires. Malgré les gains des socialistes français et portugais, leurs pertes affaiblissent sensiblement le groupe des socialistes européens au Parlement.

La première conséquence est de rendre plus incertaines pour beau-

coup de leurs gouvernements les négociations qui doivent avoir lieu ces prochaines semaines entre les institutions européennes sur la formation de la nouvelle Commission de Bruxelles. Romano Prodi, le président désigné du futur exécutif bruxellois, va pouvoir, s'il le souhaite, s'appuyer sur la droite européenne pour être plus exigeant sur le choix de son équipe. Il avait revendiqué, dès samedi, dans une interview, son pouvoir de mettre un veto sur un commissaire proposé par un gouvernement.

La compétition entre les deux grands groupes parlementaires ouvre une place à d'autres pour se faire entendre. C'est vrai des libéraux, mais aussi des Verts. Leur montée en puissance va être une nouvelle donne de ce Parlement, dont ils ont l'intention d'utiliser les nouvelles prérogatives afin de dynamiser le débat politique européen. Daniel Cohn-Bendit, qui va jouer parmi eux un rôle de premier plan après son succès en France, a

annoncé la couleur, estimant qu'ils avaient vocation à constituer autour d'eux « la vraie troisième gauche qui donnera une réponse au social-libéralisme de M. Blair et de M. Schröder, et qui donnera une réponse aussi aux vieilles ficelles archaïques d'une extrême gauche qui n'a aucune réponse aux problèmes de l'urgence ».

Les parlementaires européens ont tous une leçon à tirer de la crise qui a conduit à la démission de la Commission de Bruxelles : ils seront d'autant plus pris au sérieux qu'ils seront capables de montrer à l'opinion leur existence en dehors des gouvernements. A eux de saisir leur chance. La situation actuelle leur donne les moyens de faire émerger une conscience européenne dont on pressent, dans des crises comme le Kosovo, qu'elle est tout près de naître, alors même que l'importance de l'abstention pourrait faire croire le contraire.

Henri de Bresson

## Nicole Fontaine accroît ses chances d'accéder à la présidence du Parlement

### BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Les résultats du scrutin européen renforcent les chances de Nicole Fontaine (UDF) d'accéder à la présidence du Parlement de Strasbourg, même si un certain nombre d'hypothèques doivent encore être levées. La première, et sans doute la plus importante, concerne la venue des élus du RPR et de Démocratie libérale au Parti populaire européen (PPE). L'après de la confrontation entre François Bayrou et Nicolas Sarkozy pendant la campagne électorale complique un peu plus l'opération, mais le PPE a des ressources. Ses statuts permettent l'adhésion collective mais aussi individuelle ou le simple appartenir. Autant dire que les gaullistes et les partisans d'Alain Madelin ont de la marge pour siéger aux côtés des élus de l'UDF sans donner l'image d'un ralliement.

Le PPE passant en tête il est mis fin à une habitude vieille de dix ans. Depuis 1989, PPE et socialistes ont conclu un pacte qui accorde la première moitié de la législature à un socialiste et la seconde à un démocrate-chrétien. C'est ce qui explique que le président sortant, José Maria Gil-Robles, soit issu du Parti populaire du premier ministre espagnol, José María Aznar. Cette présidence tient à ce que les socialistes ont toujours été plus nombreux que les démocrates-chrétiens. Ces derniers sont, pour la première fois, en position de leaders. La logique du système fait donc que la priorité devrait aller à un membre du PPE. Personne n'est officiellement candidat mais on parle beaucoup, et seulement, de la candidature de la première vice-présidente sortante : l'idée selon laquelle la droite française serait ainsi remerciée de rentrer dans le rang s'étoffe de jour en jour, le « cadeau » devant profiter à Nicole Fontaine.

Dans ce cas de figure, le « perchoir » pour la deuxième moitié de la législature serait confié à un socialiste. Le mieux placé a priori est Mario Soares. L'ancien premier ministre et président de la République portugaise a conduit la liste socialiste dans son pays pour prendre la présidence de l'assemblée des Quinze mais... tout de suite. Va-t-il attendre deux ans et demi pour réaliser son objectif ? On fait valoir dans les couloirs du Parlement que ce serait mieux pour lui. Il aurait le temps, ainsi, de maîtriser les rouages parlementaires et de déjouer les manœuvres, sinon la rouerie, des « anciens », forts de leurs réseaux et habiles à installer des chaus-

trappes. Surtout qu'il est fort probable que le PPE, après la présidence du Belge Wilfried Martens, soit repris en main par les chrétiens-démocrates allemands, soit par Hans Poettering (CDU), soit par Ingo Friedrich (CSU).

Les Allemands du SPD peuvent aussi représenter un obstacle pour M. Soares. Ils sont prêts, dit-on, à confier le poste à un représentant du PPE. Ainsi, le délai entre deux présidences socialistes s'allongerait, Klaus Hänsch ayant occupé le perchoir de juillet 1994 à janvier 1997. Ce dernier, qui a conduit la liste des sociaux-démocrates dans son pays, se verrait bien retourner à la tête de l'Assemblée. Quant au nom de la travailliste Pauline Green, il est aujourd'hui exclu. Ses « amis » allemands reprochent à la présidente sortante du groupe socialiste son attitude lors de la crise de la « vache folle » – elle est devenue plus compréhensive après l'arrivée au pouvoir de Tony Blair –, ainsi que pendant celle de la Commission de Bruxelles : la défense de Jacques Santer et de son équipe pour tenter de sauver la tête d'Edith Cresson et de Manuel Marin lui vaut l'animosité du SPD.

Aussi la seule ambition de Pauline Green est-elle d'être reconduite à la tête de la formation socialiste, un objectif qui est loin d'être atteint, vu le score médiocre des travaillistes britanniques. Le scénario ne répondant pas au schéma consensuel appliquée au cours des deux législatures est bien sûr possible, au cas où PPE et socialistes décideraient d'en découvrir. Assidue et travailleuse, Mme Fontaine jouit d'une bonne réputation au sein de l'Assemblée. Pendant sa carrière parlementaire, elle s'est surtout illustrée dans la défense du siège de Strasbourg et les négociations avec le conseil des ministres de l'Union dans le cadre de la procédure de codécision destinée à arrêter les directives communautaires.

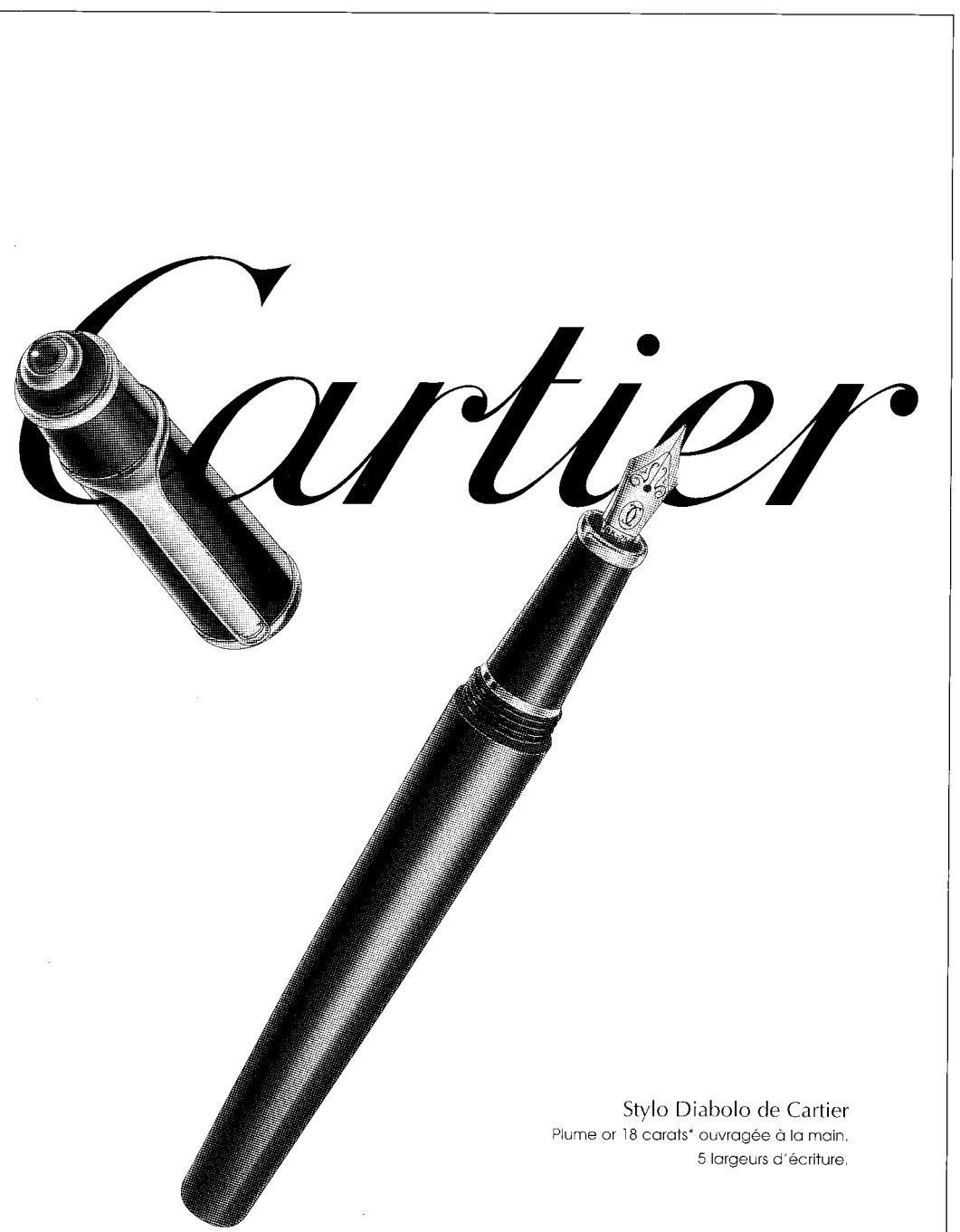
M. S.

### PROFIL

#### ASSIDUE ET TRAVAILLEUSE...

Nicole Fontaine (UDF), cinquante-sept ans, est l'un des plus anciens députés européens. Elu pour la première fois en 1984 et membre depuis cette date du Parti populaire européen (PPE), elle est désignée vice-présidente du Parlement européen dès son deuxième mandat. En 1994, elle réalise le meilleur score des quatorze vice-présidentes élues. Forte de sa notoriété, elle tente de lancer sa candidature à la présidence en janvier 1997, malgré la désignation de l'Espagnol José María Gil-Robles par le PPE. Elle renonce à son projet et rentre dans le rang.

Assidue et travailleuse, Mme Fontaine jouit d'une bonne réputation au sein de l'Assemblée. Pendant sa carrière parlementaire, elle s'est surtout illustrée dans la défense du siège de Strasbourg et les négociations avec le conseil des ministres de l'Union dans le cadre de la procédure de codécision destinée à arrêter les directives communautaires.



Stylo Diabolo de Cartier  
Plume or 18 carats\* ouvrage à la main.  
5 largeurs d'écriture.

# La gauche « plurielle » devance largement une droite disloquée

L'abstention, en France, de 53 % des électeurs a affaibli l'opposition, tandis que la majorité, au sein de laquelle les Verts se renforcent, atteint son meilleur niveau depuis quinze ans dans ce type de scrutin. L'extrême droite, scindée en deux, décline

Les élections européennes ont été marquées, en France, dimanche 13 juin, par un niveau d'abstention inégalé depuis les élections cantonales de l'automne 1988. Quelque 53 % des électeurs inscrits ne se

sont pas rendus aux urnes, tandis que le nombre des bulletins blancs et nuls approche 6 % des votants. L'abstention a affecté principalement la droite, qui totalise 35 % des voix et au sein de laquelle la liste

du RPR et de DL, conduite par Nicolas Sarkozy et appuyée officiellement par Jacques Chirac, a été devancée par celle de Charles Pasqua. François Bayrou, à la tête de la liste de l'UDF, a dépassé 9 % des suffrages.

A gauche, le PS, avec près de 22 % des voix, obtient un résultat proche de celui de Lionel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 1995. Les Verts, emmenés par Daniel Cohn-Bendit, sont ar-

rivés tout près de 10 % des voix, soit 3 points de plus que le PCF, qui, avec moins de 7 %, ne devance la liste LO-LCR que de moins de 2 points. L'extrême droite, avec 9 % au total, est en net recul.

**COMPARÉ** à ce qu'il a été dans les quatorze autres pays de l'Union européenne, le niveau de l'abstention, en France, dimanche 13 juin, s'est situé dans la moyenne, très en dessous de l'indifférence exprimée massivement par les Britanniques ou les Néerlandais. Il n'en reste pas moins qu'une participation inférieure à la moitié de l'électorat (47 %), aggravée par un nombre inhabituel de bulletins blancs ou nuls, doit être considérée comme un signe alarmant d'incompréhension, voire d'hostilité devant le débat européen tel qu'il a été mené durant la campagne. En l'absence d'enjeux de politique intérieure suffisamment clairs pour l'attirer aux urnes, plus d'un électeur sur deux n'a pas été convaincu de s'y rendre par les options européennes qui lui étaient proposées.

Cette désertion ne peut pas être minimisée par une comparaison avec les quatre élections européennes précédentes. La mise en place de l'euro, la chute, provoquée par le Parlement de Strasbourg, de la Commission européenne présidée par Jacques Santer, et la guerre du Kosovo ont donné à la politique européenne une densité qu'elle n'avait pas auparavant. La plupart des partis en ont tenu compte et ont fait dans leurs discours, positifs ou critiques, une large place à l'Europe. L'attitude des abstentionnistes relève donc d'une sorte de grève du vote devant des évolutions qui sont ressenties comme impénétrables au sens commun ou comme ayant pour effet de déposséder les citoyens de toute influence sur les choix des dirigeants. S'y est ajouté,

en France, le mécontentement spécifique de certains secteurs de la population, dont les préférences vont généralement à la droite et que finit par lasser le marasme dans lequel celle-ci ne cesse de s'enfoncer.

## ÉCART RESPECTABLE

La gauche a profité de cette double abstention. L'hostilité envers l'Europe frappe moins, en effet, son électorat que celui de la droite, et les électeurs qui avaient voté pour elle en 1997 ont moins de reproches à lui faire que ses adversaires n'ont de griefs envers les dirigeants de l'opposition. Lionel Jospin s'est félicité d'un « très bon résultat » pour la liste qui conduisait François Hollande, en ajoutant que « pour la majorité plurielle, dans son ensemble, avec des modifications qui tiennent aussi à la nature du scrutin, c'est aussi un bon résultat ». Avec 22 % des voix, le PS, auquel s'étaient associés le MDC et le PRG, a obtenu, sinon un « très bon » résultat, du moins un niveau d'adhésion pas très éloigné du pic atteint en 1989 (23,62 %), un an après la réélection de François Mitterrand et la mise en place du gouvernement de Michel Rocard. Quant à la gauche gouvernementale dans son ensemble, avec près de 39 % des voix, elle réussit son meilleur score des quatre scrutins européens qu'elle a affrontés en étant au pouvoir.

C'est pour elle l'événement principal, qui, non seulement, la place, pour la première fois dans ce type d'élection, devant l'opposition, mais à bonne distance du total (35 %) des trois formations de

droite. Cependant, l'événement secondaire, que M. Jospin a attribué à la « nature du scrutin », est presque aussi important. Avec près de 10 % des voix, les Verts, autour de Daniel Cohn-Bendit, appa-

raissent aujourd'hui comme la deuxième formation de la gauche.

Leur électorat représente presque la moitié de celui du PS, du MDC et du PRG réunis. Quand on se souvient des charges lancées contre M. Cohn-Bendit par les représentants de la gauche installée, parmi lesquels s'était distingué Jean-Pierre Chevènement, on comprend sa mauvaise humeur : le ministre de l'intérieur a diagnostiqué « un effet Cohn-Bendit et un effet dioxine » qui sans doute, à ses yeux, ne font qu'un..

Il est peu probable que M. Jospin, qui avait fait savoir qu'à ses yeux le résultat des élections européennes ne peut influer sur la composition du gouvernement, change d'avis du jour au lendemain. Les réalités parlementaires – trente-trois députés communistes, sept Verts – vont reprendre leurs droits, à charge pour les écologistes, une fois M. Cohn-Bendit revenu à Bruxelles, de traduire en projets et propositions le « score assez extraordinaire » dont s'est félicitée leur tête de liste. Les discussions sur la préparation des élections municipales de mars 2001, déjà commencées entre les Verts et les socialistes, vont prendre une tournure nouvelle, notamment à Paris, où les écologistes apparaissent comme les principaux partenaires d'une éventuelle victoire de la gauche.

## ÉCHEC DU PCF

Pour les communistes, le résultat des élections européennes est évidemment décevant. « Mutation », participation au gouvernement, intégration dans la gauche « plurielle », changement de visage de la CGT, ouverture de la liste à des personnalités non communistes : rien n'y fait, le PCF, loin de retrouver le niveau rassurant atteint par Robert Hue au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 (8,64 %), plafonne au-dessous de 7 % des voix. Le renouvellement a fait long feu. Sans doute la stagnation de l'extrême gauche – Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire, ensemble, ne font pas mieux que les 5 % obtenus par la seule Arlette Laguiller en 1995 – atténue-t-elle l'échec du Parti communiste, mais le risque existe, pour M. Hue, d'apparaître comme le dirigeant d'un parti annexé en fait par le PS, sous couvert de majorité « plurielle ».

A droite, l'échec de Nicolas Sarkozy, dont la liste arrive derrière celle de Charles Pasqua, est d'abord celui de Jacques Chirac. Au total, les deux listes dont la démarche était clairement déconnectée de celle du chef de l'Etat – pour ne pas dire en rupture franche avec lui –, celle de M. Pasqua (plus de 13 % des voix) et celle de François Bayrou (plus de 9 %), devancent de près de 10 points celle du RPR et de DL (environ 12,7 %). Au moment où l'extrême droite, scindée en deux, semble bien confirmer dans les urnes, avec 9 % des voix au total, la baisse d'influence enregistrée par les sondages, la droite ne profite pas du déclin de cette force politique, qu'elle a longtemps présentée, pourtant, comme la principale cause de ses difficultés. Non seulement la situation de M. Chirac, deux ans après sa dissolution de l'Assemblée nationale, ne s'est pas améliorée, mais elle s'est dégradée.

Pascale Robert-Diard

Patrick Jarreau

## Jacques Chirac, le grand absent qui a marqué cette campagne de son omniprésence

**LE TREMBLEMENT** de terre à droite a son épicentre à l'Elysée. Accusé ou annexé, organisateur, détonateur et acteur, Jacques Chirac n'a cessé d'occuper la première place dans la campagne de la droite.

Accusé, Jacques Chirac, par Charles Pasqua. Lorsque, vendredi 1<sup>er</sup> janvier, le cofondateur du RPR annonce qu'il conduira une liste séparée aux élections européennes, il le fait contre le président de la République, qui vient de signer le décret de convocation du Parlement en Congrès pour la ratification du traité d'Amsterdam. Une décision qu'il qualifie d'*« erreur, en rupture avec l'esprit des institutions »*. Accusé encore, Jacques Chirac, par Philippe Séguin. Lorsque, vendredi 16 avril, le député des Vosges annonce avec fracas sa démission de la présidence du RPR et de la liste qu'il conduit aux élections européennes, il vise une personne et une seule, le chef de l'Etat, quand il dénonce, pour justifier sa démission, une *« cohabitation émolliente »* et les *« nouvelles stratégies suicidaires des entourages »*.

Organisateur, Jacques Chirac. Rien, dans la campagne européenne de M. Sarkozy ne s'est fait sans laval de l'Elysée : de l'élaboration du discours à celle de la stratégie, en passant par la composition de la liste RPR-DL. C'est M. Chirac qui a imposé sur la liste Margie Sudre, Eric Raoult ou, encore, Clara Lejeune-Gaymard. C'est avec M. de Villepin, le secrétaire général de l'Elysée, qu'à l'occasion d'incessantes conversations

téléphoniques M. Sarkozy établissait et aménageait chaque jour son plan de campagne.

Supporteur, Jacques Chirac. Samedi 29 mai, c'est dans la voiture du président de la République que M. Sarkozy s'est rendu à la finale du championnat de France de rugby. Mercredi 9 juin, pour le grand meeting de campagne parisien de la liste RPR-DL, c'est l'équipe de l'Elysée presque au complet qui lui a apporté son soutien, Claude Chirac en tête. Dès vendredi, c'est du bureau du chef de l'Etat et de

celui du secrétaire général que sont parties les consignes sur les commentaires à venir des résultats électoraux : *« parlez de réconciliation », « n'ouvrrez pas le débat interne au RPR »*.

C'est aussi là que, désormais, on élaborera l'après-13 juin. Maintenir M. Sarkozy à la tête du RPR, comme la promesse lui en a été faite, samedi, à l'Elysée, par M. Chirac ; freiner les ambitions de Jean-Louis Debré, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui se verrait bien en ré-

## Dominique de Villepin de nouveau contesté

**Même faute, même punition.** Dès dimanche 13 juin au soir, les critiques ont recommencé à pleuvoir sur le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin. Les conséquences de la défaite de la droite aux élections européennes devront aussi être tirées à l'Elysée, expliquaient plusieurs chiraquiens, qui souhaitent *« un changement dans l'équipe politique »* du chef de l'Etat.

Ennemi déclaré de Philippe Séguin, M. de Villepin a soutenu la candidature du maire de Neuilly à la tête de la liste RPR-DL. Copilote officieux de la campagne de M. Sarkozy, il a également entretenu un contact téléphonique, au cours des dernières semaines, avec François Bayrou. Au lendemain des élections législatives de 1997, consécutives à la dissolution, dont il avait été un farouche partisan, plusieurs responsables de la droite avaient déjà souhaité son départ.

conciliateur des gaullistes ; préparer le retour d'Alain Juppé ; paralyser M. Bayrou ; organiser un nouveau mouvement derrière le chef de l'Etat – parti, club, alliance, la forme n'est pas arrêtée – autour de quelques personnalités dûment estampillées chiraquienes. Bref, dénicher, dans le champ de ruines de la droite, la... « dream team » de la future campagne présidentielle de M. Chirac.

Un premier signe pourrait être donné cette semaine. A l'initiative de Christian Poncelet, président (RPR) du Sénat, tous les présidents des groupes de l'opposition des deux Assemblées sont conviés à déjeuner au Petit Luxembourg. Le chef de l'Etat pourrait lui aussi s'y inviter. Heureusement que la guerre du Kosovo est terminée. Car, selon la version officielle de l'Elysée, vendredi 11 juin, le chef de l'Etat, *« entièrement accapré par le conflit en Yougoslavie »* pendant toute la durée de la campagne, ne s'est pas *« mêlé aux querelles fratricides »*. Pacificateur, Jacques Chirac ?

Sur les écrans apparaît l'image d'un François Bayrou, champion UDF, rayonnant. *« Vous êtes formidables ! »* ose-t-il, à destination de ses électeurs. Il est presque minuit. Sous les projecteurs, les esprits n'en finissent pas de s'échauffer à l'extrême droite. Serge Martinez, un fidèle de Bruno Mégret, évoque *« Crozemerie-Le Pen »*. Quelques instants auparavant, le président du Front national a qualifié son ancien bras droit de *« matamore »*, de *« traître »* et de *« olibrius »*.

**L'HEURE DES MISES AU POINT**  
A droite, Nicolas Sarkozy s'explique de plateau en plateau. C'est un échec, il en assume la responsabilité. Il le repète longuement, comme si l'insistance en atténueait la portée. Il faut tenir, travailler, se rassembler, souligne la tête de liste RPR-DL, désormais distancée par celle de Charles Pasqua et Philippe de Villiers. L'heure est grave, assène-t-il. Elle est à ce point qu'elle occupe tout... y compris les interrogations quant à son sort personnel. *« Vous allez démissionner ?* lui demande-t-on sur France 2. *– Ce n'est pas la question de l'avenir de tel ou tel qui*

*est aujourd'hui importante, répond le maire RPR de Neuilly. – Vous allez démissionner ?, réitére-t-on sur TF 1. – C'est normal que le numéro un porte les responsabilités de l'échec. Mais il est temps aujourd'hui de prendre des décisions collectives et non hâtives. »*

Il est minuit passé. Alain Madelin, collègue de M. Sarkozy, a rejoint les studios de France 2. Lui aussi assume l'échec et offre une mise au point : s'il a semblé traîner la jambe, durant la campagne, c'est au sens propre, car il s'est blessé à la cheville. Il propose des états généraux pour reconstruire l'opposition. *« Certainement pas ! »,* lâche, hors champ, Hervé de Charette, numéro deux de l'UDF et fervent supporteur de François Bayrou. C'est sonore, sec, définitif. *« Moi, je souhaite des nouvelles bases pour l'opposition »,* poursuit M. de Charette, qui précise : *« Des nouvelles bases, c'est le respect mutuel, y en a besoin, et c'est un vrai débat. – On dit la même chose, enchaîne le président de Démocratie libérale. – Non, on ne dit pas la même chose. »* La discussion est close.

Caroline Monnot

## Entre vainqueurs et vaincus, à la télé, la guerre continue

**C'EST** la loi du genre. A la télévision, les soirées électorales n'ont de sel que dans le dramatique. Les vainqueurs tranquilles existent moins que les gagnants trublions. Quant aux vaincus, on scrute leurs moindres mimiques. Comment vont-ils faire face, rebondir ?

Sur France 3, Christine Ockrent l'a comprise, qui introduit sa soirée à la manière d'une *telenovela* : ce scrutin « passionnant » a donné lieu à des duels « croustillants », promet « des surprises tout au long de la soirée ». Il est 22 h 30, et les surprises sont un peu émoussées. Déjà, on a vu Jean-Claude Gayssot faire grise mine. Le ministre communiste des transports a évoqué, sur France 2, *« la Corse, le Kosovo, le manifeste Schröder-Blair »* pour expliquer la désaffection des électeurs et, en creux, le score décevant de la liste Bougler Europe !. Plus tard, Robert Hue, député, s'en prendra lui aussi violemment au manifeste des sociaux-libéraux.

« Moi, je crois qu'est en train de naître en Europe une troisième gauche, celle du développement durable et de la biodiversité », annonce, tout à trac, Noël Mamère. Le député écologiste se sent des ailes. « Nous

sommes devenus, ce soir, la deuxième force politique de la majorité plurielle », annonce-t-il aux téléspectateurs de France 2. Avant de réclamer la place due aux Verts dans la définition des politiques publiques, notamment en ce qui concerne la sortie du nucléaire ou la régularisation des sans-papiers. A ses côtés, Dominique Strauss-Kahn se contracte. « Il s'agit d'élections européennes, les Français ne se sont pas prononcés pour définir un programme de gouvernement », prévient le ministre de l'économie et des finances, agacé.

Vient le tour de Jean-Pierre Chevènement. Depuis la Place Beauvau, le ministre de l'intérieur, imperturbable, commente les résultats et le bon score des Verts, qui « est sans doute à attribuer à un effet Cohn-Bendit et à un effet dioxine ». Dans son esprit, il ne fait aucun doute que les deux relèvent d'une seule et même catégorie : celle de la catastrophe industrielle. L'intéressé lui règle ses comptes, ironique : « Je tiens à remercier tous ceux qui ont déclaré que nous étions partis trop tôt en campagne. Au vu des résultats, je crois que nous sommes partis trop tard », indique la tête de liste des Verts.

**REUSSIR**  
**HEC-ESSEC-ESCP**  
Classes préparatoires et stages intensifs voie S et voie E  
**Math Sup - Math Spé**  
Classe Math Spé PC\* - stages intensifs sup et spé  
**Sciences Po**  
Classes préparatoires - stage intensif d'été  
**Baccalauréat**  
Terminales ES orientées HEC ou Sciences Po - Stage de révision  
**Médecine-Pharmacie Droit - Sciences éco.**  
Encadrement annuel - stages de révision et perfectionnement  
**IPESUP**  
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris 01 43 25 63 30  
3615 IPESUP  
Enseignement supérieur privé

# Le RPR, avec l'appoint de DL, obtient un résultat inférieur à celui de la liste de Charles Pasqua

Nicolas Sarkozy espère la « cohésion », mais redoute la « dispersion complète »

Devancée par la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers, celle du RPR et de DL, emmenée par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin,

a obtenu, dimanche 13 juin, un résultat qui représente, selon M. Sarkozy, un « électrochoc ». Le président par intérim a convoqué, mardi ma-

tin, les organes dirigeants du RPR et compte sur l'appui de Jacques Chirac pour déjouer l'offensive lancée dimanche soir par Jean-Louis Debré.

« AVEC les résultats de ces élections, somme toute moyens, nous soldons, ce soir, les comptes de la dissolution. » A la différence du 15 mars 1998, date des élections régionales, Philippe Séguin n'était pas là pour le dire, mais beaucoup se sont souvenus, dimanche 13 juin, de la sentence. A la différence, aussi, du 15 mars 1998, les résultats des élections européennes ne sont pas « somme toute moyens ». Ils sont, comme l'a reconnu Jean-Louis Debré, carrément « mauvais » pour la droite. « Ce résultat est un échec. Il n'est pas à la hauteur de notre engagement. J'assume la responsabilité de cet échec », a affirmé Nicolas Sarkozy.

Le parti dont est issu le président de la République obtient moins de 13 % des suffrages. Il est talonné par la liste de l'UDF, née d'une suite rébellion contre les « coups de sifflet » lancés par le RPR. Il est devancé par Charles Pasqua, qui, le 1<sup>er</sup> janvier, s'était insurgé contre le choix du Congrès plutôt que du référendum pour ratifier le traité d'Amsterdam et qui, pendant la campagne, n'a pas cessé de s'en prendre à Jacques Chirac. « Détourne, chacun d'entre nous a montré qu'il savait le faire. Chacun doit désormais apporter sa pierre pour la reconstruction », a encore dit le président par intérim du RPR. Le chantier s'annonce vaste.

Dans les moments de doute, les dirigeants du RPR n'imagineaient jamais que leur chef de file puisse obtenir un résultat inférieur à celui de M. Chirac aux élections européennes de 1979 (16,31 %). Dans les dernières sondages qui ont précédé le scrutin, et qui ne pouvaient être publiés, la liste RPR-DL recueillait

encore 14 % des intentions de vote. « Nous nous sommes effondrés pendant la semaine où Chirac nous a apporté son soutien », constate un membre de l'équipe de campagne, en faisant référence à la présence, le 9 juin, de Claude Chirac et de plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat au dernier meeting parisien de M. Sarkozy.

**« Nous nous sommes effondrés pendant la semaine où Chirac nous a apporté son soutien »**

Tout au long de la campagne, le député des Hauts-de-Seine avait réfléchi à la composition de la future direction du RPR, qu'il voulait renouvelée, rajeunie et féminisée. Toutefois, il était décidé à dicter ses conditions sur le plan programmatique. Toujours très réservé vis-à-vis de la politique suivie pendant les deux premières années du septennat de M. Chirac, il se promettait d'inflétrir le discours de l'opposition, « sans outrance, mais sans complexe ». « Ce que la gauche anglaise met en pratique, il serait temps que la droite française ait le courage de le proposer », répétait-il, sous les applaudissements, dans chacune de ses réunions publiques.

Or le voilà contraint de s'assurer que les chiraquiens du RPR n'ont pas une véritable solution de rechange à lui opposer, aussi longtemps qu'Alain Juppé sera freiné à

la fois par l'affaire des emplois fictifs de l'Hôtel de Ville de Paris et par les animosités qu'ont suscitées ses deux années passées à l'hôtel Matignon. De M. Séguin, il ne sait quoi attendre : après deux mois de silence, le député des Vosges peut tout aussi bien choisir entre une neutralité bienveillante, une alliance exigeante ou un rapprochement avec M. Pasqua. Ce dernier a confirmé, dimanche, sa volonté de créer une nouvelle formation. Le comité politique du RPR va donc devoir décider rapidement du sort à réservé à un des fondateurs du mouvement. Enfin, bien qu'il n'ait pas tout à fait atteint le seuil de 10 % à partir duquel cela aurait été le « paradis », M. Bayrou est désormais installé comme candidat à la prochaine élection présidentielle.

Du même coup, la perspective de créer un « parti du président », comme le voudrait une partie de l'entourage de M. Chirac, s'éloigne. « Il est né ce soir une force politique nouvelle - appellons-la "souverainiste" -, et elle n'entend pas se laisser récupérer par ceux qui ont perdu l'élection », affirmait, dimanche soir, William Abitbol, un des principaux conseillers de M. Pasqua. Les amis du sénateur des Hauts-de-Seine espèrent, tout au contraire, que l'échec de la liste RPR-DL aura pour conséquence de libérer des parlementaires qui jusqu'ici n'avaient pas osé sauter le pas. Le président de l'UDF, son côté, ne peut qu'être conduit à affirmer l'identité de son parti. Il s'agit donc bien pour le RPR de calmer les voies d'eau.

« Le temps est maintenant venu de se réconcilier et de se regrouper. Il faut le faire dans la clarté,

tin, les organes dirigeants du RPR et compte sur l'appui de Jacques Chirac pour déjouer l'offensive lancée dimanche soir par Jean-Louis Debré.

d'abord autour du président de la République, qui doit être notre inspirateur », a affirmé Alain Juppé, à Bordeaux. « C'est un électrochoc pour le RPR. Cela peut favoriser la cohésion ou, au contraire, déboucher sur une dispersion complète », estime M. Sarkozy. La réunion, mardi 15 juin, du conseil politique restreint, puis celle du bureau politique du RPR devront déjà arrêter un calendrier et une méthode. Faut-il précipiter l'élection du nouveau président ou attendre l'autonomie pour permettre au débat de s'organiser, au risque de laisser se pourrir la situation ? Dimanche soir, M. Sarkozy penchait pour une élection fin septembre. Faut-il, par ailleurs, organiser de nouvelles assises, comme le réclame M. Debré, afin de redéfinir le projet et l'identité du mouvement ? Comment, enfin, concevoir les relations entre le président de la République et le président du RPR ?

Pour expliquer l'échec de la liste RPR-DL, M. Pasqua indique que « le président aurait dû accepter que le RPR se distancie de lui ». Cette analyse était partagée, de longue date, par M. Séguin. Cette latitude ne lui ayant pas été donnée, le député des Vosges a d'abord patienté, de mauvais gré, puis, quand il a jugé la position intenable, il en a tiré les conséquences en démissionnant, le 16 avril. M. Sarkozy, lui, estime toujours pouvoir être le meilleur mécano du président dans la recomposition de l'opposition, dans la mesure où, en raison de son âge, il ne peut pas être en concurrence avec M. Chirac pour la prochaine élection présidentielle.

Jean-Louis Saux

## Pour Nicolas Sarkozy, le pire était au rendez-vous

« A MOINS de 17 %, ce serait médiocre. A moins de 16 %, ce serait catastrophique. » Le 8 juin, à la veille de son grand meeting parisien de fin de campagne, Nicolas Sarkozy n'imaginait pas que ce serait pire encore. Dimanche 13 juin, peu après 20 heures, au siège du RPR, il fait pourtant bonne figure. Il reçoit les rares élus qui poussent la porte de son bureau. La liste RPR-DL est alors donnée à 13,5 %, celle de Charles Pasqua à 12 %, celle de François Bayrou à 8 %-9 %. « Si c'est bien ça, la droite est très basse », observe le président par intérim du RPR.

A la mi-journée, il a failli flancher. Quelques amis – des vrais, des faux – sont venus à la rescouasse pour le convaincre de tenir bon. Il a aussi reçu plusieurs coups de téléphone, y compris de l'Elysée. « Le RPR morflé sévèrement. J'assume. Je fais le service après-vente », dit-il, un cigare à la main. « Il y a deux explications : on peut dire que c'est à cause de moi ; on peut dire aussi que le RPR a été victime d'une triple division », ajoute-t-il. Son interlocuteur

précise : la division interne (Sarkozy-Pasqua), la tenaille Pasqua-Bayrou, le divorce au sommet entre Jacques Chirac et Philippe Séguin. « La division était si bruyante que le discours n'était pas audible », estime le député des Hauts-de-Seine.

Un rien rageur, M. Sarkozy fait encore le compte des détestations : « Que Séguin déteste Chirac, que Balladur déteste Chirac, que Juppé déteste Séguin, tous ces combats-là ne sont pas pour moi ! » Il vérifie, alors, son utilité pour l'avenir. Il a quarante-quatre ans. Il est prêt à travailler en liaison étroite avec le président de la République. Aux chiraquiens qui lui ont demandé de rester à son poste, il a fait remarquer que cela représente pour lui « un effort important ». « Je suis quelqu'un de très binaire. On ne peut pas me dire une chose et faire son contraire », a-t-il coutume de dire.

Après vingt-cinq années de fréquentation de la famille gaulliste, M. Sarkozy sait très bien d'où peuvent venir les prochains coups. Un candidat se profile pour la présidence du

RPR, le président du groupe de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, qui, dès dimanche, sur France 2, a souhaité la convocation d'« assises de la rénovation ». M. Sarkozy cherche à s'assurer que l'Elysée n'est pas derrière. Dès mardi 15 juin, il réunira le conseil politique restreint, lequel comprend, outre M. Debré, Alain Juppé et Edouard Balladur ; puis, aussitôt après, le bureau politique du mouvement. Décidé à respecter les règles de fonctionnement interne établies sous le règne épiphémère de M. Séguin, M. Sarkozy estime que l'élection du nouveau président du RPR pourrait se faire à la rentrée.

Tout au long de la campagne, il a pu évaluer les thèmes qui rencontraient le plus de succès : le service minimum en cas de grève, la suspension des allocations familiales pour les parents de délinquants récidivistes. « Il est temps que le gaullisme sorte des généralités », assure-t-il.

J.-L. S.

## Les centristes de François Bayrou se fraient un « nouveau chemin »

POUR L'UDF, dimanche 13 juin, la géométrie a, avec bonheur, primé l'arithmétique. Dans le « champ de ruines » de l'opposition, pour reprendre la formule employée par François Bayrou après le retrait de Philippe Séguin, le parti centriste a assuré ses fondations. Abandonnée par Alain Madelin et ses amis il y a un an, au lendemain des élections régionales, en butte, durant les mois suivants, à l'hostilité conjuguée du RPR et de Démocratie libérale, qui lui a coûté la présidence du Sénat en septembre, l'UDF peut aujourd'hui se targuer d'avoir fait valider sa démarche par ses électeurs, en leur soumettant, le 13 juin, ce qui faisait, depuis son origine, le cœur de son identité politique : son choix européen.

De fait, avec 9,25 % des suffrages exprimés en métropole, la liste de l'UDF fait un peu mieux que les 8,41 % de la liste de Simone Veil en 1989. Après avoir négligé de se présenter devant les électeurs en dehors d'une association avec le RPR depuis dix ans, la famille centriste retrouve leurs suffrages dans ses aires d'influence traditionnelles. Les Pyrénées-Atlantiques, dont le président du conseil général n'est autre que

M. Bayrou, lui donnent son meilleur score (18,41 %) en métropole. Comme pour Raymond Barre en 1988, mais aussi pour Edouard Balladur au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, les départements alsaciens (16,16 % dans le Bas-Rhin et 13,81 % dans le Haut-Rhin), ceux de Maine-et-Loire (14,97 %), de Mayenne (13,85 %), de Haute-Loire (13,04 %) et les départements bretons ont le plus massivement voté pour la liste de M. Bayrou. Il n'a pas recueilli une forte adhésion sur le pourtour méditerranéen, dans le Limousin ni en Picardie.

**UN PARTI RESSOUDE**  
Cependant, la liste de l'UDF n'atteint pas la barre des 10 % fixée par son chef de file pour pouvoir parler d'un véritable décollage de sa formation. Durant les derniers temps de la campagne, les centristes avaient fait leur deuil de la possibilité de devancer Charles Pasqua, et donc d'être la deuxième liste de l'opposition. Dimanche, les responsables du RPR auraient bien voulu pouvoir afficher un autre signe extérieur de victoire : un score supérieur à celui de la liste de Daniel Cohn-Bendit, leur concurrent di-

rect en matière de discours européen. Les premiers applaudissements entendus au siège national du parti furent déclenches, d'ailleurs, par une estimation qui plaçait l'UDF devant les Verts. Ce n'est finalement pas le cas.

L'effondrement du tandem formé par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, au bénéfice de celui de M. Pasqua et de Philippe de Villiers, balaye les bémols qui auraient pu surgir des rangs de l'UDF. D'abord, parce que, précisément, la campagne européenne a été, pour M. Bayrou, un instrument efficace pour souder autour de lui un parti moribond il y a un an. Chez les centristes proprement dits, y compris chez les plus réservés, initialement, sur le principe d'une liste autonome, aucune voix dissonante n'a perturbé la campagne. Les libéraux qui ont refusé de suivre M. Madelin, comme François Léotard, Gilles de Robien et Gérard Longuet, ont participé à la campagne, tout comme Hervé Charette et – qui plus est, en tant que candidat – Thierry Cornillet, président du Parti radical qui s'est fondu dans l'UDF.

L'ampleur de l'échec de la liste RPR-DL, reprise *nolens volens* par M. Sarkozy après le retrait de

M. Séguin, s'inscrit ensuite dans la revendication portée par M. Bayrou en faveur d'un rééquilibrage de l'opposition. Le président de l'UDF ne cesse de répéter que trois courants structurent l'opposition : les « nationaux », incarnés par la liste de M. Pasqua, la droite libérale de MM. Sarkozy et Madelin, et les « modérés » qu'il se charge d'incliner.

Cette tripartition recouvre pour lui le fait capital, qui lui permet d'espérer avoir enfin un droit de regard sur le fonctionnement de l'opposition : la cassure du RPR. « Il n'y a plus de parti dominant dans l'opposition », commentait-il, dimanche soir, à l'UDF. « C'est une opposition plurielle », ajoutait M. Bayrou. « Conviction, courage et vérité, c'est ce que nous allons mettre au service de la vie politique française, de la reconstruction de l'opposition pour trouver un nouveau chemin pour la France », a déclaré M. Bayrou. Ce nouveau chemin, les invités de la soirée électorale de l'UDF en avaient une petite idée lorsque, écoutant M. Sarkozy évoquer Jacques Chirac, ils ont ri.

Cécile Chamraud

**Juin 1999**

**Le LIVRE de POCHE**

**POCHOTHÈQUE**

Jean Delumeau Des religions et des hommes

**LITTÉRATURE GÉNÉRALE**

Erik Orsenna Longtemps	Irène Frain L'Inimitable
Danielle Steel Les Promesses de la passion	Stefan Zweig Marie-Antoinette
Madeline Chapsal Un été sans toi	Katherine Pancol Encore une danse
Patrick Poivre d'Arvor Une trahison amoureuse	Malika Mokeddem Les hommes qui marchent
Axel Aylwin L'Envol du faucon (Le Faucon du Siem 2)	Jean-Claude Libourel Le Secret d'Adélaïde (Antonin Mailléfer 3)
Fatima Nasreen L'Alternative	Alain Nadaud Auguste fulminant
Fernando Vallejo La Vierge des tueurs	Philipp Vandenberg La Conjuration de la Sixtine
Michel Besnier La Roseraie	Vladimir Fédorovski Les Deux Soeurs
Laurent Chalumeau Neuilly brûle-t-il ?	

**THRILLERS - POLICIERS**

Robin Cook Contagion	Paul Carson Scalpel - Rouge irlandais
Michael Palmer Traitements spéciaux	Christianna Brand La Rose dans les ténèbres
Georges Simenon Maigret et la Grande Perche	

**CLASSIQUES**

Concours Grandes Écoles Scientifiques
Flaubert Bouvard et Péciuchet
Platon Ménon

**THÉÂTRE**

Molière Les Précieuses ridicules

**LE LIVRE DE POCHE À 10 F**

Balzac Les Secrets de la Princesse de Cadignan

Marcel Schwob Le Roi au masque d'or

Diderot Lettre sur les aveugles

**BIBLIO/ROMANS**

Ivan Gontcharov Oblomov

**BIBLIO/ESSAIS**

Michel Onfray Politique du rebelle

**RÉFÉRENCES (Inédits)**

Insee L'Économie française 1999-2000

La France contemporaine sous la direction de J.-F. Sirinelli

- De la Belle Époque à la Grande Guerre par Michel Leymarie
- Les Années 20 par Frédéric Monier
- Les Années 30 par Olivier Dard

**SCIENCE-FICTION**

Robert Silverberg Les Montagnes de Majipoor

**PRATIQUES**

Jean-Louis Fournier Peinture à l'huile et au vinaigre

Fédération française du bridge Le Premier Livre de bridge

Alain Sillard Bouddhismes. Les Voies du bonheur

# Le grand écart de l'électorat gaulliste bouleverse le parti de Jacques Chirac

Le réflexe légitimiste n'a pas joué en faveur de la liste RPR-DL

La liste RPR-DL conduite par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, qui s'étaient donné pour objectif, au nom de la reconquête du pouvoir, de devan-

cer celle des socialistes, accuse, au bout du compte, un retard de près de 9 points. Le réflexe légitimiste n'a pas joué, la liste dite de « l'union de l'opposition » ne dépassant 20 % que dans neuf départements. Elle réalise ses meilleurs scores en Bretagne et en Corrèze.

**LA LISTE RPR-DL** conduite par Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, qui s'étaient donné pour objectif, au nom de la reconquête du pouvoir, de devan-



peut être observée dans la Creuse et dans l'Yonne.

Les deux cartes, celle du « non » à Maastricht et celle du vote Pasqua-Villiers, ne se superposent pas entièrement pour autant. Ainsi le Rassemblement pour la France a-t-il obtenu plus de 15 % des suffrages exprimés – soit deux points de plus, au moins, que la moyenne nationale – dans l'Ain, la Loire, la Haute-Loire et la Lozère, quatre départements qui avaient majoritairement approuvé le traité de Maastricht. A l'inverse, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et la Haute-Normandie, qui s'étaient entièrement rangés, en 1992, sous la bannière du « non », échappent à l'influence conjointe de l'ancien ministre de l'intérieur et du pré-

sident du Mouvement pour la France : dans cinq départements sur les sept qui comptent ces trois régions, la liste Pasqua-Villiers est nettement au-dessous de sa moyenne nationale. La percée des chasseurs, particulièrement sensible en Picardie, pourrait expliquer en partie ce résultat en demeure. Au total, le Rassemblement pour la France est en dessous de 10 % des suffrages dans dix départements.

L'éclatement de l'électorat RPR a conduit la liste emmenée par Nicolas Sarkozy à obtenir ses meilleurs scores dans plusieurs départements relativement peu sensibles à l'influence de MM. Pasqua et de Villiers. C'est notamment le cas en Bretagne, dont au-

**Alain Madelin n'a pas su faire entendre sa différence**

**Parti en campagne derrière son « contraire », le président du RPR Philippe Séguin, Alain Madelin s'est retrouvé quelques semaines plus tard, aux côtés de son « double » politique, Nicolas Sarkozy. Pour le président de Démocratie libérale, la partie est alors devenue difficile, tant sa différence libérale a eu du mal à se faire entendre.**

**M. Madelin a pris à plusieurs reprises ses distances avec Jacques Chirac. Au lendemain de la démission de M. Séguin, il avait déploré les « petites manœuvres » et mis en cause ceux qui avaient « retiré le tapis sous [les] pieds » de l'ancien président du RPR. M. Madelin avait encore suscité l'agacement de l'Elysée en soulignant « l'occasion gâchée » de l'élection de M. Chirac, lors du quatrième anniversaire, le 7 mai, de cet événement. Le faible score de la liste RPR-DL, qui devait préfigurer la recomposition de la droite, augure mal du rôle du parti de M. Madelin pour l'après-13 juin.**

## Charles Pasqua diagnostique la « mort » du RPR et annonce la création de son propre parti

**JUSQUE-LÀ**, Charles Pasqua s'était refusé à envisager la création d'un nouveau parti. Par tactique autant que par sentimentalisme : on ne se lance pas contre un mouvement que l'on a cofondé, en 1976, au côté de Jacques Chirac, surtout si ce parti paraît encore le mieux structuré à droite. Quelques heures après avoir compris que sa liste commune avec Philippe de Villiers avait définitivement mis KO celle de Nicolas Sarkozy et Alain Madelin, M. Pasqua a pourtant franchi doucement le pas. Sans montrer la même joie carnassière que ses militants, l'ancien ministre de l'intérieur, après quelques moments d'isolement en compagnie de son épouse dans l'un des bureaux de son QG de Neuilly, a lâché discrètement un premier diagnostic en forme de faire-part : « Le RPR est mort. Ceux qui ont fait passer les tractations avant leurs convictions sont dévoués. » Puis il est allé regarder ses scores, département par département, avant de passer à l'étape suivante : annoncer la création prochaine d'un « Rassemblement pour la France ».

Dès la proclamation des premiers résultats, son coéquipier Philippe de Villiers, plus nettement triomphant, avait donné le ton : « Ce soir, le titre de notre liste, "Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe", devient le nom d'une force politique nouvelle, dont la vie politique française avait le plus grand besoin. » Mais il avait trouvé M. Pasqua plus flou, plus abstrait, lâchant seulement devant les caméras de télévision : « L'action que nous avons engagée sera poursuivie : la rénovation de la vie politique française est une nécessité. »

Beaucoup des amis de l'ancien ministre ont milité jusqu'au bout pour une démarche indépendante de celle de leur coéquipier. « Si l'on dépasse nettement Sarkozy, alors on pourra se passer de Villiers », disait en début de soirée Paul-Marie Couteaux, treizième de la liste. Le petit groupe des nationaux-républicains gravitant autour de la Fondation Marc-Bloch, les souvenistes rêvant d'une alliance avec les amis de Jean-Pierre Chevène-

ment croyaient encore à une ouverture vers la gauche plutôt qu'à une alliance avec le président du Mouvement pour la France, jugé trop « réactionnaire ». Le ralliement public de deux partisans de M. Chirac, Max Gallo et Didier Motchane, la semaine précédant le scrutin, pouvait le laisser espérer. Jusqu'au bout, ils l'ont plaidé auprès de M. Pasqua.

### « Chirac a eu tort de se mêler de cette élection »

C'est en comprenant cela que M. Villiers a pris bien soin, au soir du scrutin, de « coller » à son coéquipier, affirmant même la suprématie de ce dernier pour toute démarche ultérieure que le duo pourrait entreprendre. Pour sa part et en coulisse, M. Pasqua a bien été obligé de préciser sa pensée assez rapidement dans la soirée. « Je ne veux rien faire à l'intérieur du RPR, je ne tenterai aucune recomposition en interne », a-t-il confié, coupant court aux menaces des siens, qui, à l'instar d'Alain Robert, assuraient encore aux journalistes : « On va leur piquer le parti. »

Alors que, quelques jours auparavant, M. Pasqua évoquait un éventuel soutien de Philippe Séguin, il a clairement laissé transparaître, le soir du scrutin, sa déception à l'égard de son ancien compère de la campagne contre Maastricht : « Je n'attends plus rien de Philippe Séguin. D'ailleurs, si j'attends beaucoup du peuple français, je n'attends rien des cadres du RPR. » Puis, évoquant les contours de ce nouveau « mouvement politique », M. Pasqua a lâché : « J'espérais que nous ne ratisserons pas uniquement à droite. »

Pourtant, en regardant département par département les résultats, l'ancien ministre de l'intérieur a bien dû se rendre à l'évidence qu'il gland d'abord ses voix au détriment de la liste RPR-DL et de l'extrême droite. L'excellent score de son ami, le préfet Jean-Charles

# L'extrême droite sort affaiblie de la guerre entre M. Le Pen et M. Mégret

FN et MN totalisent à peine 9 % des suffrages

M. Le Pen se situant dans les départements où la désindustrialisation s'est fait particulièrement sentir et où le vote populaire est important (Nord, Haute-Marne, Aube, Moselle, Pas-de-Calais...). A Paris, le fondateur du FN fait son meilleur score dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, son plus mauvais dans le 6<sup>e</sup>, tandis que le meilleur score mérégétiste est enregistré dans le 16<sup>e</sup> et le plus mauvais dans le 3<sup>e</sup>. Enfin, si la carte du vote lepéniste montre que les résultats les plus importants sont assez bien distribués dans les zones où l'extrême droite était bien implantée (Oise, Alpes-Maritimes, Moselle, Bas-Rhin, Vaucluse, Aisne, Seine-Saint-Denis, Var, Aube, Haute-Marne), la carte du vote Mégret est nettement plus méridionale (Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Alpes-Maritimes, Gard, Hérault), même s'il est présent aussi dans le Haut-Rhin, à Belfort, dans la Seine-Saint-Denis et les Ardennes.

A Paris, où Edouard Balladur avait publiquement souhaité un bon résultat, la liste Sarkozy-Madelin obtient 17,20 % des suffrages et devance la liste Pasqua de 5 points. Dans l'Eure, chez Jean-Louis Debré, le Rassemblement pour la France devance avec 13,83 % des suffrages la liste d'union RPR-DL (12,26 %). En Gironde, fief de M. Juppé, la liste Pasqua (10,94 %) n'est devancée que très légèrement par la liste Sarkozy (11,33 %). Cette dernière obtient un avantage un peu plus conséquent (14,70 % contre 13,28 %) dans les Vosges, dont l'ancien président du RPR, Philippe Séguin, est l'élu. Enfin, en Ille-et-Vilaine, terre d'élection de M. Madelin, la liste RPR-DL l'emporte largement avec 16,24 % des suffrages contre 9,41 % à la liste Pasqua.

J.-B. de M. et J.-L. S.

Tandis que le maître des lieux regardait dans son bureau tomber les premières estimations, sa femme Jany, deux de ses filles, Marine et Yann, ainsi que son gendre, Samuel Maréchal, faisaient leurs commentaires au milieu des militants. M. Maréchal, une des chevilles ouvrières de la « démocratisation » du parti lors de la crise, promu depuis peu directeur de la communication, tentait un bon mot. « Il y a le menhir qui reste avec le temps et le galet qui part avec la marée », lançait-il en faisant référence à M. Mégret qui, lui, obtient finalement 3,29 % des voix. « Nous avons sauvé le FN, c'est déjà l'essentiel », expliquait de son côté Carl Lang, le secrétaire général.

### LA FAUTE AUX « TRAHISONS »

Arrivant peu après 22 heures pour faire sa déclaration devant les caméras, M. Le Pen a immédiatement rendu responsables de l'effondrement de son parti tant les « trahisons » que les « comptes bloqués » par les mérégétistes et la donation qui a tardé à être versée. Selon lui, « le taux d'abstention démontre que (...) les Français (...) restent attachés à la nation française » et que « sans la trahison, le FN aurait été en deuxième ou troisième position ». En attendant, son nom n'a pas suffi à convaincre les électeurs, pas plus que celui d'un petit-fils du général de Gaulle, Charles de Gaulle – joker de la dernière phase de campagne – n'est pas parvenu à drainer les « voix d'ouverture » espérées. Sa liste devance partout (sauf dans les Bouches-du-Rhône et à Mayotte) celle de M. Mégret, mais ne dépasse 10 % des voix dans aucun département.

Globalement, la carte de l'extrême droite reste la même, les écarts les plus forts en faveur de

Avant ce nouvel affrontement devant les électeurs, les deux partis d'extrême droite devront, l'un comme l'autre, faire le bilan tant des élections que des dix mois écoulés. Pour M. Mégret s'ajoute le souci de l'argent. Non seulement il ne peut plus compter sur la dotation de l'Etat mais, n'ayant pas franchi les 5 %, il voit s'envoler les possibilités de remboursement de frais de campagne.

Dimanche soir, M. Mégret en était réduit à lancer un appel aux dons à ses sympathisants pour pouvoir rembourser les dettes ou aider les militants qui ont hypothéqué des biens afin d'avancer de l'argent au MN.

En l'absence de mandat européen, le président du MN et son second, Jean-Yves Le Gallou, endettés eux aussi, ont décidé de demander, « comme M. Jospin en 1993 », leur réintégration dans leurs corps d'origine : les ponts et chaussées pour le premier, l'inspection générale de l'administration pour le second.

**Christiane Chombeau**

## Les chasseurs français s'apprentent à faire leur entrée au Parlement européen

APRÈS deux tentatives infructueuses aux scrutins de 1989 et 1994, où ils avaient recueilli 4,13 % et 3,97 % des voix, les chasseurs français s'apparentent à faire leur entrée au Parlement européen, décidés à en découdre. « Toutes les têtes de liste qui ne siégeront pas à Strasbourg, je vais leur tirer dessus car ce sont des menteurs », a déjà annoncé, dimanche 13 juin, Jean-Saint-Josse, président du mouvement Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), dont la liste a créé la surprise en obtenant un score spectaculaire de 6,77 % des voix, à 6 000 bulletins du Parti communiste.

Si les écologistes ont pu bénéficier d'un « effet dioxine », les chasseurs ont quant à eux gagné des points au cours de la campagne avec l'interdiction de la chasse nocturne au gibier d'eau – décidée en mai par le Conseil d'Etat – et la condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme, à la fin du mois d'avril, de la « loi Verdeille » permettant aux chasseurs d'exercer leur « passion » sur les propriétés privées de moins de 20 hectares. Avec la restriction de la chasse à la tuerie et l'avancement au 1<sup>er</sup> janvier de la fermeture de la chasse dans certains départements, les raisons ne manquaient pas, pour les 1,5 mil-

**Bac+2,+3**  
Valorisez votre formation en intégrant une Grande Ecole parisienne de notoriété internationale

**ESG**

Diplôme visé par le Ministère de l'Education Nationale

**CONCOURS PARALLELES**  
en 1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> année en juillet et septembre

3 options :

Sciences

Lettres et Langues

Droit-Science Eco-Gestion

**Ecole Supérieure de Gestion**  
Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé  
Reconnu par l'Etat  
25 rue Saint-Amboise - 75011 Paris  
Tél. : 01 53 36 44 00  
Fax : 01 43 55 73 74  
web : www.esg.fr

**Alexandre Garcia**

# Les Verts deviennent la deuxième force de la gauche « plurielle »

Avec près de 10 % des voix, la liste conduite par Daniel Cohn-Bendit devance de trois points celle du Parti communiste. Dominique Voynet, tout en estimant que les Verts ne doivent pas « se contenter d'un seul ministère », a écarté lundi matin tout « chantage » auprès de Lionel Jospin

Lionel Jospin s'est félicité, dimanche 13 juin, du « très bon résultat » de la liste socialiste conduite par François Hollande et, plus largement, de la bonne tenue de la gauche « plurielle ». Pourtant, ces résultats

positifs semblent déjà être la source de tensions entre les alliés. Les Verts, qui dépassent le Parti communiste et deviennent ainsi la deuxième force de la majorité, réclament un rééquilibrage ministriel en

leur faveur. C'est une demande que le premier ministre ne semble pas disposé à satisfaire. Pour sa part, Daniel Cohn-Bendit a aussi assuré que le bon score du courant écologiste doit lui permettre de reposer la

question de la régularisation des sans-papiers, que M. Jospin ne paraît pas davantage disposé à réexaminer. Au PS, le score atteint par M. Hollande, en recul d'un peu plus de 1 point de pourcentage sur celui de

M. Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, est une bonne performance pour le premier secrétaire du PS. Le député de Corrèze ne peut qu'en être renforcé à la tête de ce parti.

**L'USAGE**, les urnes du 13 juin pourraient bien receler leur part de désagréments pour Lionel Jospin. Dans un premier mouvement, celui-ci s'est félicité de leur contenu. « C'est un très bon résultat », a-t-il déclaré, sourire aux lèvres, lors d'un rapide passage au siège du Parti socialiste, dans la soirée de dimanche. Et la bonne tenue globale de la gauche « plurielle », involontairement mise en valeur par l'éclatement de la droite républicaine, n'a pu que le renforcer dans son contentement. Malgré tout, le premier ministre possède trop ses gammes politiques pour ne pas apercevoir les périls qui obscurcissent déjà son horizon post-electoral.

Le premier, visible de tous puisqu'il fait l'objet de discussions publiques, concerne l'équilibre de son équipe gouvernementale. Jusqu'ici, le Parti communiste comptait deux ministres et un secrétaire d'Etat quand les Verts, eux, se contentaient d'un ministère, celui de l'environnement, confié à Dominique Voynet. Leur nette avance par rapport au PCF (9,71 % contre 6,80 %), ce 13 juin, les incite aujourd'hui à réclamer un renforcement rapide de leur présence au sein du gouvernement (lire page 8 les propos de Guy Hascöet).

## ÉQUILIBRES IDÉOLOGIQUES

Cette revendication, prévisible dès les premières heures de la campagne, a suscité très tôt des tentatives de parade de la part des responsables socialistes. « Ce qui est en cause [avec les élections européennes], déclarait M. Jospin lui-même, le 24 novembre, sur France-Info, c'est le nombre plus ou moins grand [de députés] que telle ou telle formation politique enverra au Parlement européen. Quant à la modification des équilibres du gouvernement – au sens des équilibres politiques –,

ce sera réglé naturellement aux prochaines élections législatives. »

Cette position de principe, exprimée loin de l'échéance électoralement, suffira-t-elle à repousser une revendication nourrie de l'excitation de la bataille ? Chez les communistes, on veut le croire. « Le premier ministre l'avait dit il y a quelques mois : il ne refondra pas sa majorité après un scrutin européen », a rappelé au *Monde*, dimanche soir, au siège de la liste communiste, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports. Il ne faut pas être politicien. » Selon quelques-uns de ses interlocuteurs des derniers jours, M. Jospin lui-même semblait déterminé à préserver l'ossature de son équipe. Peut-être en parlerait-il directement avec Mme Voynet, attendue lundi 14 juin à l'hôtel Matignon

pour une entrevue qui, à l'origine, devait porter sur l'enveloppe du prochain budget de l'environnement. Ce problème formel en recouvre un autre, plus délicat sans doute pour M. Jospin, puisqu'il touche aux équilibres idéologiques façonnés par deux années de gouvernement de la gauche « plurielle ». En effet, depuis juin 1997, date de son installation à l'hôtel Matignon, M. Jospin a entretenu un dialogue nourri avec sa composante communiste et avec la sensibilité chevénementiste. En revanche, il a semé plus distant vis-à-vis de ses partenaires écologistes, dont il avait voulu l'entrée au Parlement et au gouvernement, mais attendait de mesurer la solidité et la consistance à l'épreuve du pouvoir.

Cette attitude s'explique par la culture politique du premier ministre, ébauchée dans les années 50 et la lutte contre la guerre d'Algérie, puis renforcée dans les deux décennies suivantes, où prédominaient les combats sociaux et les critiques économiques. Du coup, il n'a jamais montré une grande réceptivité aux problèmes posés par les Verts, venus à la politique dans les années 70 et porteurs depuis lors, sur la scène publique, d'exigences quantitatives plutôt que qualitatives.

Mme Voynet a exprimé assez clairement cette singularité, dimanche soir, sur France 2 : « La volonté de savoir ce qu'il y a dans notre assiette, de savoir ce que l'on respire, de savoir à quoi servent les biens que l'on produit et comment on doit prendre ses responsabilités dans son travail,

ce genre d'attentes qui se sont exprimées de façon, très diverse, au cours de cette campagne, il faut qu'elles soient prises en compte. » Plus concrètement, Daniel Cohn-Bendit a demandé, lui, à voir rapidement le premier ministre. « Nous avons beaucoup de choses à nous dire, Lionel Jospin et moi, a-t-il insisté, et je crois que, sur l'Europe, il a beaucoup plus de choses à nous dire qu'à Jean-Pierre Chevènement. »

Le chef de file des écologistes a réclamé en outre « un vrai débat » sur la politique d'énergie, « pour que la France soit au diapason de l'Europe qui ne veut plus du nucléaire », et aussi une régularisation des sans-papiers. Sur ce dernier thème, M. Jospin s'est refusé jusqu'ici à la moindre concession. Il n'a pas paru davantage prêt à en

accepter sur le nucléaire, assurant, le 15 décembre 1998, sur RTL, que celui-ci constitue « une source d'énergie indispensable en France ». « En dehors des Verts, a-t-il ajouté, toutes les autres forces politiques françaises y sont favorables. »

## RAIDISSEMENT COMMUNISTE

Prêtera-t-il, demain, une oreille plus attentive à ces demandes pour la seule raison qu'elles sont formulées par les écologistes, devenus la deuxième force politique de sa majorité ? Rien ne permet de l'assurer, mais s'il devait persister dans ses refus, les tensions iraient à coup sûr grandissant au sein de la gauche « plurielle ». Comme pour les prévenir, Mme Voynet a assuré, lundi matin, sur France-Inter : « Je n'ai jamais considéré comme évident que les Verts doivent se cantonner au champ de l'environnement. Je n'ai jamais considéré comme évident que les Verts doivent se contenter d'un seul ministère, mais les élections européennes, ce n'est pas le moment de faire du chantage. »

Dans ce contexte, l'attitude du PCF peut, elle aussi, se modifier. Affaiblie par les résultats du scrutin, la direction de ce parti ne peut donner le sentiment à ses troupes d'être moins entendue qu'auparavant. Déjà, dans les derniers jours de campagne, Robert Hue a durci le ton, dénonçant par exemple « les privatisations » qui « ont affaibli le service public » (*Le Monde* du 2 juin). Un tel raidissement est également perceptible dans la critique que font les dirigeants communistes de la seconde loi sur les 35 heures et dans leurs mises en garde au sujet des retraites.

Ainsi, loin d'apaiser une majorité globalement victorieuse, les chiffres de ce 13 juin paraissent lourds de dérèglements futurs.

Jean-Michel Aphantie

## Rue de Solférino, au bonheur de Ségolène Royal

**PEU APRÈS** 21 heures, rue de Solférino, au siège du Parti socialiste, le bureau national est réuni depuis une demi-heure. Dans les couloirs, Ségolène Royal affiche une satisfaction discrète. Les fourchettes donnent entre 19 % et 22 % à la liste de François Hollande, avec un point moyen à 20 %, et de 11 % à 13 % à Daniel Cohn-Bendit. « L'effet dioxine a joué sur la dernière semaine », explique la ministre déléguée à l'enseignement scolaire, en commentant le score des Verts. A 21 h 30, le contentement du « patron » du PS est aussi modeste. « J'ai atteint mes trois objectifs : arriver en tête, creuser l'écart avec la droite, conforter la majorité "plurielle" », note-t-il prudemment. Le résultat est « plutôt bon ».

Relayée par trois ministres, Claude Bartolone, Daniel Vaillant, Alain Richard, et par Jean-Christophe Cambadélis – « Tout le monde gagne avec Jospin ! » –, la satisfaction ressemble à un exercice obligé. La déception n'est pas loin. 20 % ? Les socialistes espéraient mieux. Jack Lang n'avait-il pas promis, le 10 juin, qu'ils franchiraient « aisément » le cap des 25 % ? Déjà, Jean-Luc Mélenchon, in-

quiet du sort d'Harlem Désir, 22e sur la liste, incrimine le manifeste de Tony Blair et Gerhard Schröder. Comme en écho, Pierre Guindon, secrétaire national chargé de l'international, insiste sur « les lourdes défaites » des travaillistes britanniques et des sociaux-démocrates allemands.

Vers 22 h 40, le climat bascule. Des estimations donnent entre 22 % et 23 % pour M. Hollande. Sous une tente décorée de drapeaux européens, les militants ovationnent plus fort leur tête de liste, moquent davantage l'apparition télévisée de Nicolas Sarkozy. Les « On a gagné ! » gagnent en conviction. Peu après 23 heures, M. Hollande ne contient plus sa joie. « Je suis personnellement et collectivement, au nom du Parti socialiste, très heureux du résultat que nous obtenons ce soir, déclare le député de Corrèze. Il dépasse en effet tous nos objectifs. » Un peu à l'écart, Ségolène Royal est très souriante.

Non content de pointer « plus de dix points d'avance par rapport à la première liste de l'opposition », M. Hollande, bon prince, associe toute la majorité, qui « dépasse sensible-

ment les suffrages qui se sont portés sur la droite divisée et querelleuse ». « Il y a un soutien fort au gouvernement de Lionel Jospin pour qu'il amplifie son action », souligne-t-il. « Renforçons donc la cohésion de la majorité et je suis sûr que le Parti socialiste en restera le bloc le plus important, et si je puis dire, le socle », affirme le premier secrétaire, en accordant à M. Cohn-Bendit des « dividendes » de l'action de M. Jospin. « Je n'en tire pas de gloire personnelle », conclut-il, rayonnant.

M. Hollande n'est pas au bout de sa joie. « C'est un très beau résultat, complimente Elisabeth Guigou, et François le mérite. » Avant minuit, Lionel Jospin, accompagné de son épouse Sylviane, fend la foule des militants en compagnie de M. Hollande et Mme Royal, radieux. Le premier ministre se dit « très heureux » de ce score qui, « dans le contexte d'une élection européenne, toujours dispersée, éclatée, est un très bon résultat ». « Jospin, Hollande, même victoire ! », scandent les jeunes. Le tête de liste est sur un petit nuage.

M. N.

## François Hollande consolide sa position à la tête du Parti socialiste

**ÉTONNANTE** alchimie électorale ! En 1989, un an après la réélection de François Mitterrand et neuf mois avant le désastreux congrès de Rennes, symbole des

### ANALYSE

Le premier secrétaire du PS a préservé les acquis engrangés depuis 1995

nel Jospin au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, le premier secrétaire du PS a réussi à préserver les acquis.

Avec une abstention supérieure de 1,8 point à celle de 1989, la concurrence de dix-huit listes au lieu de quatorze, M. Hollande réussit l'exploit non seulement d'arriver en tête, pour la première fois dans une élection européenne, mais de distancer la liste suivante, celle de Charles Pasqua, de près de neuf points, là où M. Fabius accusait plus de cinq points de retard par rapport à Valéry Giscard d'Estaing qui faisait la course en tête.

Même si la comparaison avec le scrutin de 1994 n'a pas grand sens – le député de Corrèze fait 7,51 points de mieux que Michel Rocard qui, avec 14,49 %, avait réalisé un score calamiteux –, parce qu'il faudrait tenir compte des ré-

sultats du MDC (2,54 %) et de ceux de la liste Tapie (12,03 %), qui comprenait des radicaux, M. Hollande se trouve indéniablement consolidé à la tête du PS. Il s'est bien tiré d'un baptême du feu qui était surveillé de très près par Jack Lang et les amis de M. Fabius comme par nombre de proches du premier ministre...

Si l'effondrement de la droite a toute sa part dans ce résultat, le sondage de la Sofres montre que M. Hollande a retrouvé sur son nom, malgré l'éparpillement propre à ce type de scrutin, 60 % des électeurs de M. Jospin au premier tour de la présidentielle de 1995 (lire page 34). Certes, parmi eux, 15 % ont voté pour la liste de Daniel Cohn-Bendit et 11 % se sont répartis entre Robert Hue et le tandem Laguiller-Krivine, mais la déperdition est limitée par rapport à

l'électorat de Jacques Chirac qui explose entre les trois listes de droite.

Dans vingt départements, M. Hollande fait un peu mieux que M. Jospin en 1995, l'écart le plus haut (8,78 points) étant obtenu dans son département de la Corrèze, où il distance de près de 9 points la liste de Nicolas Sarkozy... Dans vingt autres départements, son handicap est inférieur à 1 point. Ainsi, sur les terres de Jean-Pierre Chevènement, dans le Territoire de Belfort, il fait, à 0,02 point près, jeu égal avec le premier ministre. Dans vingt-six départements, il obtient plus de 2 points de moins (2,52 en Haute-Garonne et 5,81 à Paris).

Au total, le tête de liste socialiste dépasse son score national de 22 % dans quarante-huit départements et franchit la barre des 25 % dans vingt-cinq. Dans vingt-cinq autres départements, il est en dessous de 20 %. Il en résulte que, à défaut d'accepter un rééquilibrage de la majorité au sein du gouvernement, récusé dès le début de la campagne, sous peine d'ouvrir une crise avec un PCF fragilisé, les socialistes vont d'abord tirer des enseignements pour les municipales de 2001.

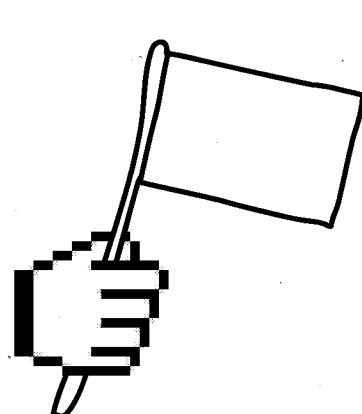
### MAIGRES CONSOLATIONS

Nul doute que M. Hollande, pressé par certains de ses amis de s'investir dans la capitale, va regarder à la loupe les résultats de Paris où la gauche « plurielle », avec 41,92 % dépasse la droite et où le premier secrétaire du PS est en tête dans onze arrondissements...

Il reste que si M. Hollande peut se flatter d'avoir (juste) atteint ses objectifs « qualitatifs », son pari

d'avoir au Parlement européen une majorité de gauche, en concordance avec la direction socialiste de onze gouvernements sur quinze, est perdu. Non seulement, le Parti des socialistes européens, malgré son programme commun, est largement distancé par le Parti populaire européen, mais trois des cinq chefs de gouvernement qui avaient participé à la fête socialiste parisienne du 27 mai – Tony Blair, Gerhard Schröder et Massimo D'Alema – ont subi de sévères revers. Le PS ne se privera ni d'insister sur son renforcement relatif au sein du groupe socialiste européen, ni d'incriminer l'orientation libérale des deux premiers. Pour construire « l'Europe sociale » promise, il ne s'agira que de maigres consolations.

Michel Noblecourt



## Tout ce que vous cherchez sur les élections européennes est dans voila.™

Voila, c'est votre guide sur Internet. Gratuit pour tous les internautes, voila est aussi accessible par Wanadoo.



Tout ce que vous cherchez est là.

# Les Verts savourent leur victoire et affichent déjà leurs ambitions

Daniel Cohn-Bendit a rallié à lui la « deuxième gauche »

Avec 9,76 % des suffrages exprimés, les Verts devancent largement le PCF et affirment leur place au sein de la majorité « plurielle ». Lundi 14 juin, sur

**IL Y A** des hasards heureux. Lundi 14 juin, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, devait rencontrer Lionel Jospin pour évoquer le budget de son ministère. Dimanche soir, au cinéma L'Entrepôt, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, QG choisi par les Verts pour leur soirée électoral, Mme Voynet a d'abord très sagement indiqué qu'un remaniement ministériel ne l'intéressait pas : « *Le choix qu'on a fait, c'est de construire les Verts dans la majorité. C'est pas d'emmerder nos voisins* » de la gauche « plurielle »...

Avec 9,76 % des voix, les Verts, pourtant, triplent quasiment le score de Mme Voynet à l'élection présidentielle de 1995 (3,32 %) et font presque autant qu'en 1989 (10,59 %). Nul doute que la tentation sera forte pour la ministre écologiste de faire valoir ce bon score.

Depuis quinze jours, les sondages étaient sur une pente favorable. L'actualité leur a été particulièrement propice. De l'effet « poulet à la dioxine » en Belgique à l'intervention au sol au Kosovo, le discours des Verts s'est trouvé conforté. Au grand dam de leurs détracteurs de la gauche « plurielle », du Mouvement des citoyens au PCF. Les Verts ont dû aussi bénéficier d'un contre-effet, dans les rangs socialistes, de la déclaration de Tony Blair et de Gerhard Schröder en faveur d'une « Europe sociale-libérale ». « Si les élections avaient eu lieu quelques jours plus tard, on aurait encore fait plus... », assure Alain Lipietz, numéro trois sur la liste Cohn-Bendit.

Il y aussi l'effet « Dany ». « Il nous a clairement ramené la deuxième gauche. Le Nouvel Obs a quitté le PS pour nous. On a Alain Touraine sans perdre tout Pierre Bourdieu »,

## EFFECTIFS SQUELETTIQUES

Depuis quinze jours, les sondages étaient sur une pente favorable. L'actualité leur a été particulièrement propice. De l'effet « poulet à la dioxine » en Belgique à l'intervention au sol au Kosovo, le discours des Verts s'est trouvé conforté. Au grand dam de leurs détracteurs de la gauche « plurielle », du Mouvement des citoyens au PCF. Les Verts ont dû aussi bénéficier d'un contre-effet, dans les rangs socialistes, de la déclaration de Tony Blair et de Gerhard Schröder en faveur d'une « Europe sociale-libérale ». « Si les élections avaient eu lieu quelques jours plus tard, on aurait encore fait plus... », assure Alain Lipietz, numéro trois sur la liste Cohn-Bendit.

Il y aussi l'effet « Dany ». « Il nous a clairement ramené la deuxième gauche. Le Nouvel Obs a quitté le PS pour nous. On a Alain Touraine sans perdre tout Pierre Bourdieu »,

un héritage social, la modernisation de la vie publique et les grands enjeux de l'environnement.

**2** Pour Jean-Pierre Chevènement et Robert Hue, il faut relativiser le score des Verts. Selon eux, Daniel Cohn-Bendit a profité d'un « effet poulet » ou d'un « effet dioxine »...

On ne donne jamais autant d'importance aux autres que celle qu'on s'accorde à soi-même. Je suis toujours étonné d'entendre des gens qui, parce qu'ils n'ont pas de score, passent leur temps à commenter celui des autres, voire l'interprètent, sortant de leur rôle de ministre de l'intérieur.

Ces commentaires sont ceux de Jean-Pierre Chevènement. Ce ne

résume M. Lipietz. Monté à la tribune, « Dany » se félicite du score « assez extraordinaire » de sa liste et interpelle le premier ministre. « Nous avons beaucoup de choses à nous dire, Lionel Jospin et moi. Il en a plus à nous dire qu'à Jean-Pierre Chevènement. » Et de réclamer la « régularisation » des sans-papiers, un « vrai débat » sur le nucléaire et un « moratoire » sur les organismes génétiquement modifiés.

Les Verts restent un petit parti. Avec 7 500 adhérents et 10 000 inscrits pour la fin de l'année, ils sont loin d'avoir les effectifs de leur ambition. Déjà, dans le cadre de la campagne électorale, Mme Voynet a esquissé les contours « d'un parti vert renoué » doté d'une vraie « assise populaire ». La formation écologiste entend donc mettre sur pied des « états généraux de l'éologie politique », à partir d'août, lors de ses journées d'été, et qui devraient s'achever en novembre 2000.

Pour cela, il va falloir, à la fois, « continuer un travail à long terme avec les amis de Dany » et « sortir de l'image d'un parti monothématique », explique très doctement Denis Baupin, porte-parole des Verts et responsable de ces futurs états généraux. Ces résultats devraient aussi aiguiser leur appétit pour les élections municipales de mars 2001. Avec 17 % des voix à Paris et à Grenoble, 14 % à Nantes et 22,63 % à Chamonix, la liste Cohn-Bendit dépasse dans trois arrondissements celle conduite par François Hollande (PS). Pour la première fois, les Verts ont les moyens de peser sur l'élection des maires de plusieurs grandes villes.

Alain Beuve-Méry et Clarisse Fabre

# L'ouverture à des non-communistes n'empêche pas l'effondrement du PCF

Les résultats de dimanche risquent de contrarier la « mutation » engagée par Robert Hue. Le secrétaire national envisage de recourir à un système de double congrès pour faire avaliser son orientation

**ILS AVAIENT PRÉVU** le pire, mais pas celui-là. Pas 6,80 % des voix. Pas un score inférieur à celui de Francis Wurtz en 1994 (6,88 %), alors que ce responsable communiste marchaisien, inconnu du grand public, emmenait la liste du PCF aux élections européennes. Pas sept députés – le même nombre qu'auparavant : derrière Sylviane Ainard, nouvelle chef de file des eurodéputés du PCF, seuls Robert Hue, Yasmine Boudjnah, Francis Wurtz, ainsi que trois non-communistes, Geneviève Fraisse, Fodé Sylla, Philippe Herzog, ont été élus, dimanche au Parlement européen. Les dirigeants communistes n'avaient pas un tel déaveau, enfin, pour le secrétaire national, parti au combat avec la certitude qu'il devancerait Daniel Cohn-Bendit et ferait valider sa « ligne » auprès des électeurs.

Alors que la gauche prospère, le PCF s'effondre partout. Il ne retrouve son score de l'élection présidentielle de 1995 (8,6 %) que dans trois départements : Corse-du-Sud, Seine-Saint-Denis et Paris. La liste « Bouge l'Europe ! » n'a été que faiblement concurrencée par l'extrême gauche : seuls 16 % des électeurs de M. Hue à l'élection présidentielle ont voté pour Arlette Laguiller (lire page 34). En revanche, la liste « à double parité » du secrétaire national du PCF semble avoir été victime, dans ses rangs, d'une abstention massive, de votes blancs ou nuls.

« Ces résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances », a dû reconnaître M. Hue, dans une déclaration lue à la télévision. Avec dans le champ la seule Geneviève Fraisse, le secrétaire national a tenté d'invalider le verdict des urnes par le taux d'abstention « record ». Il a ensuite expliqué que son résultat devait être « apprécié » dans un « contexte particulier » : la guerre au Kosovo, qui a souligné « les incohérences et les injustices de la construction en cours dans l'espace européen », le manifeste de Tony Blair et de Gerhard Schröder, qui « a favorisé l'abstention à gauche », et, enfin, les « scandales dans l'agroalimentaire », qui ont aidé les Verts. « Les électeurs socialistes les plus libéraux ont pu choisir, avec Daniel Cohn-Bendit, le candidat le plus en phase avec les sociaux-libéraux dominants en Europe », a lancé, amer, le « numéro un » du PCF.

## POURSUIVRE NOS EFFORTS

Mais le cœur n'y est pas. Car le danger est moins chez les Verts que dans ses propres troupes. M. Hue a clairement répété que cette nouvelle « campagne ne serait pas sans lendemain ». « Tout, au contraire, nous encourage à poursuivre dans la voie d'un lien plus fort et plus étroit avec le mouvement social dans sa diversité (...). C'est dans ce sens que nous allons poursuivre nos efforts », a-t-il insisté à l'usage des militants, en allusion à la « force communiste » qu'il entend bâti autour de son parti.

Derrière cette menace d'entraves à la « mutation », il y a l'aveu de la fragilité d'un parti, à quelques mois de son 30<sup>e</sup> congrès, en février 2000. Les résultats donnent la mesure de l'assise réelle du PCF pour cette première élection de la législature où il s'est battu sous ses propres couleurs.

Ils ne valident pas la « ligne » de M. Hue. Le 14 juin, la Gauche communiste, qui avait pris pos-

tion pour le boycottage de la liste Hue-Fraisse, a pris acte que « l'orientation réformiste de la direction actuelle est sanctionnée par nombre de communistes et d'électeurs communistes ». Pour Georges Gastaud, membre de la Coordination communiste du Pas-de-Calais, qui tiendra une conférence de presse, le 16 juin, à Paris, « le score médiocre de la liste Hue-Fraisse prouve que le peuple communiste n'est plus dupé ». Patrick Braouezec, porte-parole des « refondateurs », a, de son côté, critiqué, sur France-Info, une liste « patchwork », « sans projet clair ».

Les débats des délégués au comité national, les 24 et 25 juin, donneront une idée de l'état du « parti ». La direction n'a devant elle aucune opposition structurée, mais des militants et des fédérations découragés ou ouvertement contestataires. Preuve de son inquiétude : alors qu'elle devait installer, en février prochain, à Martigues, sa « force communiste » (Le Monde du 3 juin), la Place du Colonel-Fabien envisage désormais d'organiser deux congrès : celui du « parti », qui élira une sorte de « constituante » (une direction provisoire) mandatée pour préparer un second congrès de transformation. « Constituante ? La formule avait été employée par le dernier secrétaire du Parti communiste italien, Achille Occhetto, avant les doubles congrès de 1990 et 1991, quand il peinait à faire « passer » le changement de nom. C'était avant que le PCI n'éclate et ne devienne le PDS de l'actuel président du conseil italien.

Ar. Ch.

## TROIS QUESTIONS À...

GUY HASCOËT

**1** Député du Nord, vous êtes vice-président du groupe Radical, Citoyen et Vert de l'Assemblée nationale, chef de file des députés Verts. Saluer l'avènement d'une « troisième gauche », comme l'a fait Daniel Cohn-Bendit, est-ce pour mieux enterrer la gauche « rouge », voire « rose » ?

C'est la fin d'une croyance : celle selon laquelle la gauche « plurielle » se résumerait à la vieille union de la gauche, plus un soupçon de vert. Les Verts sont devenus une composante à part entière du paysage politique. Ils incarnent en effet la troisième gauche, celle qui est capable de faire la synthèse entre

sont pas ceux du premier ministre. Les Français ont voté pour l'accélération des mouvements sociaux, la modernisation des enjeux sociaux. Ils ont indiqué clairement qu'ils veulent tout ça plus fort, mieux, plus vite. Ils ont imposé un démenti à la gauche de la tradition et de l'ordre.

**3** « *Et un, et deux, et trois ministres !* », ont scandé, dimanche soir, vos militants. Avec 9,7 % pour les Verts et 6,8 % pour le Parti communiste, estimez-vous qu'il faut revenir aux équilibres gouvernementaux ?

Quand il y a dynamique collective, il faut faire en sorte que l'équipage qui représente cette dynamique soit en adéquation avec les aspirations de la société, à chaque moment donné. Si Lionel Jospin pense qu'une adaptation technique de cet équilibre suffit, il se trompe. Les résultats du 13 juin l'obligent à une réelle analyse politique.

Propos recueillis par Ariane Chemin

## INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

FULLY ACCREDITED \*

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

### ieMBA International Executive Master of Business Administration

■ 520 h de formation intensive en management international :

- 10 séminaires mensuels à PARIS
- 2 mois à NEW YORK et thèse
- ieMBA accrédité \*

### MBA Master of Business Administration in International Management

■ Diplômés de l'enseignement supérieur, 27 à 35 ans, avec expérience professionnelle

■ 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité \*

### DBA Doctorate of Business Administration

■ Pour cadres ou dirigeants, 35 à 45 ans, titulaires d'un MBA ou équivalent

■ Sur une période de deux ans, compatibles avec votre vie professionnelle :

Séminaires intensifs spécialisés et thèse : DBA accrédité \*

◆

Certificats : finance & marketing : 120 heures

### International School of Management

148, rue de Grenelle, 75007 Paris

Tél. : 01-45-51-09-09 – Fax : 01-45-51-09-08

Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA

Internet : <http://ism-mba.edu> email : [info@ism-mba.edu](mailto:info@ism-mba.edu)

ISM

## Effet dioxine avenue Parmentier

**AVEC SA BARBE** et deux Leica autour du cou, le photographe de *L'Humanité* en a vu, des soirées électorales à Saint-Denis. Mais ce dimanche soir, il a beau faire, il a du mal avec son cliché. Sur le trottoir du 16, avenue Parmentier, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, devant le siège de « Bouge l'Europe ! », où se tient pour la première fois la soirée du PCF, dans son téléphone portable, il articule patiemment à sa rédaction : « Je te dis que j'en trouve pas, des souriants ! »

Avant même les premières estimations, des responsables évoquent, l'air furieux, cet « effet dioxine » qui devient, le temps d'une soirée, le nouveau nom de code de Daniel Cohn-Bendit. André Lajoinie note consciencieusement sur sa serviette en papier les premiers résultats. Autour de lui, on applaudira les mauvais scores de la droite, on accueillera d'une houle de réprobation la confirmation du succès de la tête de liste des Verts. « Ça, vous avez été gentils avec lui », lance Bernard Vasseur aux journalistes. Pierre Zarka, Alain Bocquet, Jean-Claude Gayssot sont absents. Francis Wurtz (6,88 % en 1994) sourit, comme d'habitude, peut-être un petit peu plus que d'habitude.

L'architecte Paul Chemetov entre dans la pièce. Il interpellle son ami refondateur Roger Martelli, rallié à « Bouge l'Europe ! » : « Tu vois, Roger, ce qui arrive quand on met Herzog et Castro sur sa liste ? » Puis,

s'approchant : « Le problème, c'est que votre ouverture, c'est de l'organisation, comme toujours. Un communiste, un non-communiste, un homme, une femme... Tu sais ce qu'ils ont fait, les communistes, à Partin ? Sur le bulletin de vote, ils écrivaient : « Bouge ton cul ! »

Pour le point presse de Robert Hue, on a laissé en place le décor prévu – affiche « Bouge l'Europe ! » et pupitre assorti. Deuxième sur sa liste, Geneviève Fraisse accompagne le secrétaire national devant les caméras. M. Hue fait quelques apartés à l'oreille de la philosophie : les images seront là pour témoigner qu'il n'abandonne pas l'ouverture avec son mauvais score. Bonne camarade, Marie-George Buffet danse au son du jazz-band avec le nouvel eurodéputé Fodé Sylla. « Merci, madame la ministre », souligne le DJ au micro. A l'entrée, une main a écrit : « C'est pas grave, on continue. »

Pierre Blotin, Paul Lepagnol et M. Hue se mettent à chanter « Bouge l'Europe » sur un rap-reggae endiablé. S'en souvient-il ? Le 3 juin, à Nantes, M. Hue avait raconté devant mille personnes son cauchemar de campagne : se réveiller, le matin, avec la radio qui le donne derrière les Verts, « talonné par Arlette Laguiller », quelque part à 7 %. « Il y a des jours comme ça, disait-il, où on préfère tourner le bouton de la radio et se recoucher. » Ou danser.

Ar. Ch.

## Extrême gauche : le rêve brisé d'un grand parti « anticapitaliste »

POUR la première fois de son histoire, l'extrême gauche française

va faire son entrée au Parlement européen. La liste Lutte ouvrière-Ligue communiste révolutionnaire conduite par Arlette Laguiller a recueilli 905 032 voix, soit 5,23 % des suffrages. En passant la barre des 5 %, LO, qui s'est présentée à toutes les élections européennes depuis 1979 – seule en 1984, 1989 et 1994, déjà avec la LCR en 1979 –, obtient cette fois cinq députés (trois pour LO et deux pour la LCR).

En dépit de cette reconnaissance sans précédent à l'échelon national, l'ambiance était plutôt morose, dimanche 13 juin à la Mutualité, QG parisien choisi pour la soirée électorale. Les trois cents personnes présentes se sont même fait une frayeur, vers 22 h 40, lorsque la liste LO-LOCR a été annoncée à 4,5 %, selon certaines estimations. Prévue à cet horaire, la première déclaration à la presse et aux caméras de Mme Laguiller et d'Alain Krivine est repoussée. C'est finalement une heure plus tard que les duettistes de l'extrême gauche acceptent de

s'exprimer. Après le secrétaire national du PCF, Robert Hue. D'une grande sobriété et sans aucun triomphalisme, la déclaration commune écrite par LO et la LCR est lue successivement par les deux porte-parole. Ils se déclarent satisfaits d'un score qui « confirme les résultats de l'extrême gauche depuis 1995 », ce qui en fait « une force politique significative et stable ». « Les classes populaires, disent-ils, ont non seulement voté contre le patronat, la droite et l'extrême droite, mais elles ont aussi sanctionné la politique du gouvernement dit de « gauche plurielle ».

« Nous sommes très contents de notre campagne », conclut Mme Laguiller. Derrière cette satisfaction de façade pointait une certaine déception. Le score obtenu par la liste LO-LOCR est en dessous de la

# Les quatre-vingt-sept députés français qui siègeront à l'Assemblée de Strasbourg

Selon des estimations provisoires, les 87 nouveaux élus sont :

**PS, MDC, PRG : 22 ÉLUS.** François Hollande (PS), (né en 1954), premier secrétaire du Parti socialiste depuis novembre 1997, député de la circonscription de Tulle (Corrèze) depuis 1997, conseiller municipal de Tulle, et vice-président du conseil régional du Limousin.

2. **Pervenche Berès (PS).** (1957), député européen depuis 1994, elle préside, depuis 1997, la délégation française au sein du groupe du Parti des socialistes européens, dont elle est vice-présidente. Ancien conseiller auprès de Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale.

3. **Sami Nair (MDC).** (1946), professeur de sciences politiques à l'Université de Paris-VIII depuis 1979, délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, d'avril 1998 à mai 1999. Il est vice-président du Mouvement des citoyens.

4. **Catherine Lalumière (PRG).** (1935), docteur en droit public, élue en 1994 au Parlement européen sur la liste radicale de Bernard Tapie, est devenue présidente du groupe de l'Alliance radicale européenne. Vice-présidente du Parti radical de gauche. Mme Lalumière a été ministre dans les gouvernements de MM. Mauroy et Fabius ; elle a également été secrétaire générale du Conseil de l'Europe entre 1989 et 1994.

5. **Michel Rocard (PS).** (1930), député européen depuis juin 1994, date à laquelle il a conduit la liste socialiste, en qualité de premier secrétaire du PS. Élu président de la commission de développement au Parlement européen, en janvier 1997. Ancien ministre.

6. **Danielle Darras (PS).** (1943), député européen depuis 1994, proche de Laurent Fabius.

7. **Georges Garot (PS).** (1936), agriculteur à la retraite, député européen depuis juillet 1997.

8. **Marie-Noëlle Liénemann (PS)** (1951), député européen depuis 1997, vice-présidente de l'Association des maires de France, et présidente, depuis 1999, du Conseil national de l'habitat, elle est une des animatrices du courant de la Gauche socialiste.]

9. **Gérard Caudron (PS).** (1945), député européen depuis 1989, membre de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle au Parlement européen.

10. **Marie-Hélène Gillig (PS)** (1946) première adjointe au maire de Strasbourg depuis 1997 et depuis 1989, vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg, chargée de la politique d'insertion.

11. **Jean-Claude Fruteau (PS)** (1947), agrégé de lettres, depuis 1983, maire de Saint-Benoit et de 1994 à 1998, deuxième vice-président du conseil général de la Réunion, chargé des ressources humaines, des finances et des transports.

12. **Marie-Arlette Carlotti (PS)** (1952), député européen depuis 1996, membre de la commission coopération et développement au Parlement, conseillère générale depuis mars 1998, dans le sixième canton des Marseille, ancien cadre de l'industrie aéronautique.

13. **Adeline Hazan (PS).** (1956) conseiller auprès de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité de 1997 à mai 1999, ancien juge, ancienne présidente du Syndicat de la magistrature de 1986 à 1990. Conseillère régionale de Champagne-Ardennes depuis 1998, et depuis 1995, chargée des questions de Saint-Cyr.

14. **Gilles Savary (PS).** (1954), professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, depuis 1992. Ce proche de Laurent Fabius est le chef de file des socialistes au conseil municipal de Bordeaux.

15. **Michel Dary (PRG).** (1945), député européen depuis 1994, ancien directeur de société. Depuis 1997, il est membre du groupe de l'Alliance radicale européenne au Parlement européen. Trésorier du MRG en 1989-1990, il est premier vice-président du Parti radical de gauche depuis 1998.

16. **Béatrice Patrie (MDC).** (1957), conseillère technique, chargée des affaires judiciaires et des libertés publiques, au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. Depuis 1994, elle est vice-présidente du Mouvement des citoyens. Elle a été présidente du Syndicat de la magistrature de 1989 à 1994.

17. **Bernard Poignant (PS).** (1945), professeur d'université, maire de Quimper depuis mars 1989, président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains depuis 1993 et secrétaire général de l'Asso-

ciation des maires de France depuis 1998.

18. **Martine Roure (PS).** (1948), professeur certifié de lettres modernes et conseiller municipal du troisième arrondissement de Lyon depuis 1989.

19. **Olivier Duhamel (PS).** (1950), agrégé de droit et de sciences politiques, professeur de droit et de sciences politiques à la Sorbonne et, depuis 1997, député européen.

20. **Catherine Guy-Quint (PS)** (1949), biologiste, maire de Cournon d'Auvergne depuis 1989, conseillère générale de Cournon d'Auvergne depuis 1996, conseillère régionale d'Auvergne depuis 1998.

21. **François Zimeray (PS).** (1961), maire du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) depuis 1989, conseiller général de Seine-Maritime depuis 1994, vice-président du district de l'agglomération rouennaise, et vice-président de l'association des éco-maires.

22. **Harlem Désir (PS).** (1959), membre du Conseil économique et social, fondateur de SOS-Racisme, qu'il a présidé de 1984 à 1992. Membre de la Gauche socialiste et depuis 1997, membre du bureau national du PS.

**LISTE « RASSEMBLEMENT POUR LA FRANCE ET L'INDEPENDANCE DE L'EUROPE » : 13 ÉLUS**

1. **Charles Pasqua.** (1927) conseiller politique de la commission exécutive du RPR depuis 1998, président du conseil général des Hauts-de-Seine et sénateur de ce département. Ancien ministre de l'intérieur.

2. **Philippe de Villiers.** (1949), député de la Vendée et président du Mouvement pour la France qu'il a fondé en 1994. Ancien ministre.

3. **Marie-France Garaud.** (1934), conseiller-maître à la Cour des comptes, ancienne collaboratrice de Jacques Chirac, candidate à l'élection présidentielle de 1981, où elle a obtenu 1,33 % des suffrages.

4. **Georges Berthu.** (1950), il est député européen depuis 1994 et vice-président de la commission institutionnelle du Parlement, ancien élève de l'ENA.

5. **William Abitbol.** (1949), président de l'Association Demain la France depuis 1994, ancien chargé de mission auprès du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, de 1993 à 1995.

6. **Elisabeth Montfort.** (MPF), siège depuis 1998 au conseil régional d'Auvergne dont elle est la vice-présidente. Elle est également, depuis octobre, membre suppléant du Conseil supérieur du travail social.

7. **Isabelle Caullery.** (RPR), (1955), conseillère municipale de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) et, conseillère régionale d'Île-de-France depuis 1996, secrétaire national du RPR, chargée des femmes depuis 1998.

8. **Dominique Souchet.** (1946), député européen depuis 1994, élu sur la liste de Philippe de Villiers, il est membre de la commission des relations économiques extérieures et vice-président de la commission de l'agriculture et du développement rural. Ancien élève de l'ENA, il est maire (MPF) de Luçon (Vendée) depuis 1995, et conseiller régional des Pays-de-la-Loire depuis 1998.

9. **Jean-Charles Marchiani.** (1943), ancien préfet du Var, de 1995 à 1997, et depuis préfet secrétaire général de la zone de défense de Paris.

10. **Thierry de La Perrière.** (MPF), (1953), chef de cabinet de Philippe de Villiers, président du conseil général de la Vendée, depuis 1992, ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.

11. **Florence Kuntz.** conseiller régional RPR de Rhône-Alpes depuis 1998. En mai, elle est suspendue de ses fonctions locales au sein de la fédération RPR du Rhône.

12. **Nicole Thomas-Mauro.** (1951) membre du comité directeur national du Mouvement pour la France depuis 1996, et coordinateur régional pour la Champagne-Ardennes depuis 1997.

13. **Paul-Marie Couteaux.** (1956), rédacteur en chef de la revue trimestrielle du RPR, *Une certaine idée*, depuis 1998, conseiller technique au cabinet du président de l'Assemblée Nationale, Philippe Seguin, de 1993 à 1996, ancien élève de l'ENA.

**LISTE RPR-DL : DOUZE SIÈGES**

1. **Nicolas Sarkozy (RPR).** (1955), secrétaire général du RPR en 1998, puis président par intérim du mouvement gaulliste, depuis avril, au lendemain de la démission de M. Séguin. Avocat, il a commencé sa carrière politique en 1977, comme conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine, dont il est devenu maire en 1983. Député des Hauts-de-Seine depuis 1988, il a été ministre du bud-

get dans le gouvernement de M. Balladur dont il avait dirigé la campagne présidentielle de 1995.

2. **Alain Madelin (DL).** (1946), préside, depuis juin 1997, Démocratie libérale, nouvelle identité du Parti républicain, qui a quitté l'UDF en mai 1998. M. Madelin est maire de Redon depuis 1995 et député d'Ille-et-Vilaine depuis 1978. Ancien ministre dans les gouvernements de M. Chirac, Balladur et Juppé.

3. **Margie Sudre (div. d.).** (1943), docteur en médecine (anesthésiste), membre, depuis 1993, du conseil régional de la Réunion, qu'elle a présidé de 1993 à 1998. Ancien secrétaire d'Etat au budget.

4. **Françoise Grossetête (DL).** (1946), députée européenne depuis 1994, adjointe au maire de Saint-Etienne depuis 1995.

5. **Hugues Martin (RPR).** (1942), conseiller général de la Gironde depuis 1979 et adjoint au maire de Bordeaux depuis 1983, membre du comité politique du RPR depuis 1998.

6. **Thierry Jean-Pierre (DL).** (1955) ancien magistrat, Thierry Jean-Pierre s'est rendu célèbre en conduisant, au Mans, l'instruction de l'affaire Urba sur le financement du parti socialiste. Élu député européen, en 1994, sur la liste de Philippe de Villiers, il est, depuis juin 1997, trésorier de Démocratie libérale.

7. **Joseph Daul (div. d.).** (1947), membre du Conseil économique et social, où il représente la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), depuis 1990, et maire de Pfettisheim (Bas-Rhin).

8. **Tokia Saifi (GE).** (1959), a participé, en 1988, à la fondation de l'association France-Plus dans le Nord-Pas-de-Calais.

9. **Marie-Thérèse Hermange (RPR).** (1947), secrétaire nationale du RPR, chargée de l'enfance de la famille et du lien social, député européen depuis 1994, adjointe au maire de Paris depuis 1989.

10. **Christine de Veyrac (div. d.).** (1959), collaboratrice de Valéry Giscard d'Estaing, d'abord au Parlement européen puis, depuis 1993, à l'Assemblée nationale.

11. **Roger Karoutchi (RPR).** (1951), directeur du cabinet du président par intérim du RPR depuis avril. Devenu député européen en octobre 1997, il préside le groupe RPR du conseil régional d'Île-de-France depuis 1998. Ancien chef du cabinet de M. Séguin à la présidence de l'Assemblée nationale.

12. **Hervé Novelli (DL).** (1949), conseiller général d'Indre-et-Loire depuis septembre 1997. Ancien député, proche d'Alain Madelin.

**UDF : 9 ÉLUS**

1. **François Bayrou (UDF).** (1951), député des Pyrénées-Atlantiques depuis 1986 et président du conseil général depuis 1992. Ministre de l'éducation nationale de 1993 à 1997, il a présidé, de 1997 à juin 1998, le groupe UDF de l'Assemblée nationale, avant d'être élu à la présidence de l'UDF le 16 septembre 1998.

2. **Nicole Fontaine (UDF).** (1942), députée européenne depuis 1984, vice-présidente du Parlement européen depuis 1989 et première vice-présidente depuis 1994.

3. **Philippe Morillon.** (1935), général ayant quitté l'armée active, il a commandé les Casques bleus en Bosnie d'octobre 1992 à juin 1993 et la Force d'action rapide d'avril 1994 à décembre 1995.

4. **Alain Lamassoure (UDF).** (1944), conseiller maître à la Cour des comptes, maire d'Anglet depuis mai, ancien ministre et ancien député.

5. **Jean-Louis Bourlanges (UDF).** (1946), député européen depuis 1989, conseiller régional de Haute-Normandie depuis 1986, il préside la section française du Mouvement européen depuis 1995.

6. **Marielle de Sarnez (UDF).** (1951), déléguée générale à l'organisation de l'UDF depuis décembre 1998 et directrice adjointe de campagne de la liste UDF, elle est la collaboratrice de François Bayrou depuis 1992.

7. **Jannely Fourtou (UDF).** (1939), conseillère municipale de Neuilly-sur-Seine depuis 1983, épouse de Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc.

8. **Thierry Cornillet (UDF).** (1951), maire de Montélimar depuis 1989 et vice-président du conseil régional Rhône-Alpes depuis janvier, il préside le Parti radical depuis octobre 1997. Il est premier vice-président de l'UDF depuis octobre 1998.

9. **Francis Decourrière (UDF).** (1936), ancien directeur commercial, il est député européen depuis 1994.

## VERTS : 9 ÉLUS

1. **Daniel Cohn-Bendit.** (1945), ancien leader de la révolte des étudiants en mai 1968, interdit de séjour pendant dix ans en France, député européen depuis 1994, élu sur la liste des Grünen, il a été adjoint au maire de Francfort de 1989 à 1994. Il est, à Bruxelles, vice-président de la commission culture, jeunesse, média et sport jusqu'en 1995, puis rapporteur, à la commission des affaires étrangères, sur la coopération régionale entre les différents Etats de l'ex-Yugoslavie.

2. **Marie-Anne Isler-Bégin (Verts).** (1946), députée européenne de 1989 à 1994 sur la liste d'Antoine Waechter, elle a conduit la liste de l'Union des écologistes pour l'Europe en 1994 (2,95 % des suffrages). Porte-parole des Verts depuis 1994, elle est membre du collège exécutif des Verts.

3. **Margie Sudre (div. d.).** (1943), docteur en médecine (anesthésiste), membre, depuis 1993, du conseil régional de la Réunion, qu'elle a présidé de 1993 à 1998. Ancien secrétaire d'Etat au budget.

4. **Françoise Grossetête (DL).** (1946), députée européenne depuis 1994, adjointe au maire de Saint-Etienne depuis 1995, puis rapporteur, à la commission culture, jeunesse, média et sport jusqu'en 1995, puis rapporteur, à la commission des affaires étrangères, sur la coopération régionale entre les différents Etats de l'ex-Yugoslavie.

5. **Geneviève Fraisse (Verts).** (1948), directrice de recherches au CNRS, a été déléguée interministérielle aux droits des femmes de novembre 1997 à novembre 1998. Membre, depuis 1998, du comité économique social et culturel du PS.

6. **Yasmine Boudjnah (PCF).** (1970), prépare une thèse de doctorat sur l'économie algérienne, a été membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France de 1990 à 1998.

7. **Alain Lipietz (Verts).** (1947), économiste, directeur de recherches au CNRS, est membre, depuis 1997, du conseil d'analyse économique du premier ministre. Il a été porte-parole des Verts depuis 1997 à novembre 1998.

# Gerhard Schröder subit une déroute face aux chrétiens-démocrates

BONN

de notre correspondant

Moins de neuf mois après sa victoire triomphale contre Helmut Kohl, le chancelier allemand Gerhard Schröder a subi, dimanche 13 juin, une déroute électorale : le Parti social-démocrate (SPD) n'a recueilli que 30,7 % des suffrages, soit 1,5 point de moins que lors du précédent scrutin de 1994 – qui avait déjà marqué une défaite historique du SPD lors d'élections législatives de septembre 1998. Les chrétiens-démocrates (CDU) et leurs alliés chrétiens-sociaux de Bavière (CSU) enregistrent pour leur part un véritable triomphe, remportant 48,7 % des suffrages. Ils améliorent de plus de 13 points leur score de septembre dernier et de 10 points celui de 1994 ! C'est tout naturellement que Wolfgang Schäuble, président de la CDU, et Edmund Stoiber, président de la CSU, ont parlé de « victoire grandiose ».

## « COMME UN FRUIT MÛR »

En dépit d'une participation qui a été la plus faible de tous les scrutins nationaux de l'après-guerre (45,2 % contre 60 % aux dernières européennes de 1994), les leçons du scrutin sont claires : le SPD est sérieusement devancé par la CDU et n'enverra au Parlement européen que 33 députés (contre 40 en 1994), alors que la CDU-CSU en aura 53 (contre 47 en 1994). La campagne électorale, quasi inexistante, a été totalement occultée par la guerre au Kosovo, mais les succès diplomatiques du chancelier et de son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, n'ont pas permis de faire oublier les difficultés intérieures. Selon l'Institut de recherche politique de Mannheim (*Forschungsgruppe Wahlem*), le chômage venait en tête des préoccupations de 72 % des électeurs, la guerre au Kosovo ne concernant que 21 % d'entre eux et l'euro 4 % seulement.

L'électorat du centre, qui avait voté pour Gerhard Schröder par lassitude de Helmut Kohl, reproche au chancelier de ne pas avoir mené la « politique moderne » annoncée, notamment en faveur des entreprises. Il retourne aujourd'hui vers son parti « naturel », la CDU, qui s'est remise de sa défaite de 1998 beaucoup plus vite que ne le pronostiquaient les experts. « La victoire est tombée comme un fruit mûr pour la CDU à cause des erreurs du gouvernement, comme elle était tombée pour la gauche en septembre 1998 parce que les Allemands en avaient assez de Helmut Kohl », note un observateur.

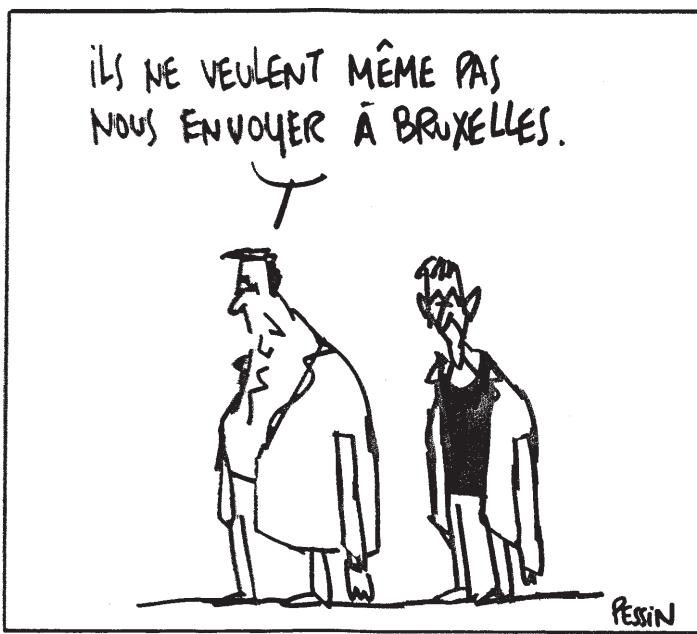
Depuis septembre, le SPD a perdu, aux yeux des Allemands, une partie des compétences qu'il avait ravies à la CDU dans le domaine

économique et celui de la lutte contre le chômage. L'opposition a été entendue par les électeurs lorsqu'elle a reproché à M. Schröder d'avoir présenté un manifeste « libéral » avec Tony Blair (*Le Monde* du 10 juin) dont il n'était même pas capable d'appliquer les recommandations en Allemagne. Elle a été entendue lorsqu'elle a reproché au gouvernement rouge-vert d'avoir annulé les réformes de Helmut Kohl et détruit des emplois en soumettant aux cotisations sociales les emplois « bas de gamme », payés 630 marks (315 euros) par mois. C'est sur ce type d'enjeux que les élections se sont décidées : une affiche de la CDU expliquait que « celui qui échoue déjà sur les emplois à 630 marks devrait laisser à d'autres le soin de s'occuper de l'Europe ».

Mais M. Schröder est aussi attaqué sur sa gauche. Le patron des

s'est pas joint aux Français pour faire avancer réellement le pacte pour l'emploi au sommet de Cologne début juin.

Traditionnellement, le SPD a du mal à convaincre lors des élections européennes et l'Union des partis chrétiens-démocrates (CDU-CSU) est apparue plus séduisante aux électeurs : même si elle a beaucoup tempéré son credo proeuropéen, la CDU – le parti de Helmut Kohl – reste perçu comme « le » parti européen de l'Allemagne. A ses côtés, la CSU du Bavarois Edmund Stoiber apparaît comme un refuge plus crédible que le SPD pour les eurosceptiques. En demandant un partage plus juste des dépenses européennes, mais également une répartition plus équitable des réfugiés du Kosovo ainsi qu'un surcroît de pouvoir pour les régions, M. Stoiber parle au cœur des Allemands, lui



communistes au Bundestag, Gregor Gysi, a jugé que les électeurs avaient sanctionné le néolibéralisme du gouvernement. Les électeurs de gauche se sentent un peu orphelins depuis qu'Oskar Lafontaine, ancien président du SPD et ministre des finances, a quitté la scène politique en mars 1998. Publié à quelques jours du scrutin, le manifeste Blair-Schröder a suscité une vive réaction dans la gauche allemande.

## CONTRADICTION

Sur l'Europe, le SPD a été incapable de tenir un discours positif, placardant des affiches où M. Schröder affirmait que son pays n'attendait rien de l'Europe et ne voulait pas lui faire de « cadeaux » non plus. Cette profession de foi est en contradiction avec les actes du chancelier, qui n'a pas obtenu au sommet européen de Berlin (à la fin du mois de mars) un rabais de la contribution financière allemande au budget de Bruxelles. Tout en parlant d'Europe sociale, le SPD ne s'est pas montré, dans les faits, pressé de la mettre en œuvre : il ne

qui a recueilli près des deux tiers des suffrages dans son fief de Bavière.

M. Schröder a reconnu dimanche soir la défaite de son parti. Il l'a attribuée au « niveau catastrophique de la participation électorale ». La moitié des pertes du SPD par rapport aux élections législatives de 1998 sont dues aux abstentionnistes. Mais le chancelier n'a pas nié ses difficultés en Allemagne : « Nous ne sommes pas encore aussi bons en politique intérieure et économique qu'en politique étrangère », a-t-il déclaré.

Se disant prêt à entendre l'« exhortation » des électeurs, M. Schröder a annoncé son intention d'accélérer les réformes, confirmant sa volonté de supprimer « 30 milliards de marks de déficits structurels » lors de l'examen du projet de loi de finances pour l'an 2000 à la fin juin, de « baisser les impôts des entreprises », de « faire plus pour les familles » et de relancer la politique du « nouveau centre » qui lui avait permis de gagner les élections législatives de 1998.

*Arnaud Leparentier*

## Les Verts allemands évitent la catastrophe

BONN

de notre correspondant

Les Verts sont parvenus à limiter les dégâts lors des élections européennes, recueillant 6,5 % des suffrages, soit un recul de 0,2 % par rapport aux législatives de septembre 1998, ce qui leur permet d'obtenir sept sièges à Strasbourg. Même si les écologistes ont perdu 3,6 points par rapport au scrutin de 1994, ce score est dans la fourchette haute des attentes. La catastrophe annoncée par certains n'a pas eu lieu, et le scrutin ne remet pas en cause la coalition au pouvoir à Bonn.

Sur le fond, ce résultat reste inquiétant pour les Verts, car il s'inscrit dans une tendance déclinante du parti, qui recule systématiquement à chaque scrutin depuis les élections régionales de Basse-Saxe en mars 1998. Les Verts sont toutefois parvenus à éviter l'explosion, en dépit des difficultés immenses qu'ils ont rencontrées depuis leur entrée au gouvernement : ils ont dû largement tempérer leurs exigences sur l'abandon du nucléaire et la réforme du code de la nationalité.

Surtout, ils ont dû soutenir la participation de l'Allemagne à la guerre en Yougoslavie et se sont déchirés lors d'un congrès extraordinaire sur le Kosovo en mai. La direction du parti s'est trouvée alors décalée avec sa base, toujours très idéaliste. La cote du ministre Vert des affaires étrangères, Joschka Fischer, homme politique le plus populaire d'Allemagne devant le chancelier Schröder, ne suffit pas à donner un second souffle au parti Vert.

Dans les petits partis, les ex-communistes du PDS sont les gagnants du scrutin. Seul parti à s'être opposé aux bombardements de l'OTAN, ils franchissent pour la première fois la barre des 5 % à un scrutin européen (5,8 % des voix, contre 4,7 %

en 1994), ce qui leur permet d'envoyer six députés à Strasbourg. Ils réalisent comme d'habitude un excellent score dans l'ancienne RDA, recueillant plus de 23 % des voix, contre 1,3 % seulement à l'Ouest.

En revanche, le petit Parti libéral (FDP), faiseur de coalitions à Bonn pendant trente ans, tantôt avec le SPD, tantôt dans la CDU, rate comme en 1994 son entrée à Strasbourg, ne recueillant que 3 % des voix. Il ne réussit pas à se présenter comme candidature de coalition crédible pour le SPD, si ce lui-ci était amené un jour à rompre son alliance avec les Verts, et traverse une crise existentielle profonde.

## UN CASSE-TÊTE POUR M. SCHRODER

A court terme, le premier débat lancé par le scrutin européen va être celui de la nomination des deux commissaires européens allemands. La droite allemande a réclamé dès dimanche soir d'avoir un représentant à Bruxelles et compte sur le président de la Commission, l'Italien Romano Prodi, pour qu'il exige, au vu du scrutin, la présence d'un chrétien-démocrate allemand.

M. Schröder risque de se trouver face à un casse-tête, puisque le contrat de coalition signé à l'automne 1998 avec les Verts prévoit que ces derniers aient le droit de nommer un commissaire à Bruxelles. Il paraît difficile de ne pas accéder à leur demande, vu leur score honorable. M. Schröder devrait alors renoncer à envoyer un social-démocrate à Bruxelles, alors que Günter Verheugen, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, est candidat.

*Ar. Le.*

# Fiasco pour les travaillistes de Tony Blair sur fond de raz de marée abstentionniste

LONDRES

de notre correspondant

C'est un véritable raz de marée abstentionniste qui s'est abattu sur le scrutin européen du Royaume-Uni. Traditionnelle lanterne rouge de l'Union en termes de participation électorale européenne, la Grande-Bretagne, avec 77 % d'abstentions, contre 65 % en 1994, a battu tous ses records historiques de désintérêt pour une élection à l'échelon national.

Plus touché par ce phénomène que les autres formations, ses dirigeants n'ayant pratiquement pas fait campagne, le Parti travailliste enregistre, en proportion du vote, un indéniable fiasco avec 28 % seulement des voix contre 38 % aux conservateurs et 13 % aux libéraux-démocrates. Les résultats d'Irlande du Nord et d'Ecosse, qui ne seront publiés qu'en fin d'après-midi lundi 14 juin, ne devaient pas fondamentalement modifier cette tendance. C'est la première fois depuis sept ans que les Tories devancent les travaillistes. Plusieurs ténors du parti de William Hague évoquaient du reste dimanche soir avec une mine gourmande un « *profond retournement de tendance* ».

## EFFET DE LA PROPORTIONNELLE

Une seule chose est sûre : grâce à l'introduction – une première à l'échelon national au Royaume-Uni – du système proportionnel, les conservateurs multiplient pratiquement par deux leur nombre de sièges au Parlement de Strasbourg, tandis que le parti de Tony Blair perd la moitié de son effectif. L'amplitude de l'abstention rend évidemment difficile toute lecture prospective de ces résultats. Les conservateurs ont mené une campagne vigoureuse, habilement centrée sur le rejet du fédéralisme et de l'euro, et leur tactique a payé. Les sujets britanniques qui refusent l'éventuelle disparition de la livre sterling – selon un sondage du *Daily Telegraph* la semaine dernière, ils sont désormais 66 % dans ce cas – sont plus volontiers allés aux urnes que les partisans de la monnaie unique, presque exclusivement défendue, lors de cette élection, par le Parti libéral-démocrate. « Ce soir et pour la première fois, s'alarmait Paddy Ashdown, le chef de ce parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), héritier du parti du référendum de Jimmy Goldsmith, qui triple son score par rapport aux élections générales de 1997 et fait son entrée à Strasbourg avec trois mandats. Même les Verts britanniques, qui ont centré leur campagne contre l'alimentation génétiquement modifiée et font également leur entrée à Strasbourg avec deux mandats, sont opposés à « l'Europe des marchés » comme à l'euro. »

Les relations proches entretenues par les libéraux-démocrates avec le gouvernement de Tony Blair risquent d'en être d'autant plus empoisonnées que, d'une part, le partisan numéro un de cette quasi-alliance, Paddy Ashdown lui-même,

se retire de la politique active

en août, et que, d'autre part, beaucoup de ses seconds, dont ceux qui ambitionnent sa succession, reprochent ouvertement au premier ministre de se montrer beaucoup trop timoré sur l'Europe en général et sur l'euro en particulier. La position, assez floue, de Tony Blair est qu'un référendum sur l'opportunité de rejoindre la monnaie unique aurait « si les conditions sont réunies » après les prochaines élections générales prévues en 2002. De toute évidence, cette attitude de « *wait and see* » n'était pas de nature à convaincre les électeurs travaillistes traditionnels à se rendre aux urnes.

## DÉSINTÉRÊT GÉNÉRAL

Dimanche soir, à la BBC, les représentants des différents partis ont tour à tour inventorié les motivations abstentionnistes de l'électorat. D'abord, c'est un fait, l'Europe, au Royaume-Uni, n'a jamais été un thème porteur pour qui

des régions traditionnellement travaillistes, avaient délibérément déserter le parti gouvernemental pour apporter leurs voix à des formations nettement eurosceptiques.

Occupé par le Kosovo, Tony Blair, tactiquement et parce qu'il sait qu'il n'a aucune chance en ce moment de faire partager ses ambitions européennes à l'électorat, a choisi de ne pas s'investir. Le parti de la « troisième voie », dans ses clips télévisés et ses tracts de campagne, a évité le sujet européen et tout tablé sur la popularité personnelle de son chef, qui reste exceptionnelle dans les sondages. Cela n'a pas suffi.

En recul un peu partout et notamment dans le Grand Londres, au Pays de Galles, où les nationalistes du Plaid Cymru font également leur entrée à Strasbourg avec deux mandats, et également en Ecosse où, selon un sondage, les nationalistes du SNP le talonnent, le nouveau Parti travailliste subit sa première vraie défaite depuis son

## Député pour la quatrième génération

Le fils de Tony Benn, ancien ministre travailliste et député aux Communes, a été élu député lors d'une partie qui s'est déroulée, jeudi 10 juin, à Leeds, en même temps que les élections européennes. Plus proche de Tony Blair et du « nouveau travaillisme » que son père, Hilary Benn, quarante-cinq ans, a recueilli 6 361 voix contre 4 068 au candidat libéral-démocrate.

L'élection de Leeds Central entre dans l'histoire politique du Royaume-Uni comme la plus boycottée de l'après-guerre. Seuls 19,6 % des inscrits se sont déplacés aux urnes. Hilary Benn, fils, petit-fils et arrière-petit-fils de député, reprendra néanmoins le flambeau de la dynastie.

conque. Le recul enregistré par les libéraux-démocrates en termes de voix (13 % contre 16,8 % en 1994), l'absence d'impact du nouveau Parti conservateur pro-européen fondé il y a quelques mois par des dissidents torries le démontrent également. A ceci s'ajoute la forte avancée enregistrée par la plus anti-européenne de toutes les formations se présentant aux suffrages, le Parti de l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), héritier du parti du référendum de Jimmy Goldsmith, qui triple son score par rapport aux élections générales de 1997 et fait son entrée à Strasbourg avec trois mandats. Même les Verts britanniques, qui ont centré leur campagne contre l'alimentation génétiquement modifiée et font également leur entrée à Strasbourg avec deux mandats, sont opposés à « l'Europe des marchés » comme à l'euro.

Au vu des sondages qui prédisent une forte abstention, la direction travailliste expliquait avant l'élection que le désintérêt général était dû au « facteur de contentement » : les électeurs, globalement satisfaits de leur gouvernement, ne seraient pas l'intérêt de se déplacer à nouveau aux urnes. Dimanche soir, cependant, il était clair qu'une importante proportion de ceux qui s'étaient déplacés, y compris dans

l'arrivée au pouvoir en mai 1997. Une enquête interne sur les raisons de ce fiasco a été ordonnée dès dimanche soir par la direction du parti et la directrice de la campagne, Margaret Beckett, accusée d'être partie en vacances au beau milieu de la campagne, paraissait condamnée à un retour à la base.

Pour William Hague, en revanche, c'est la renaissance. Contesté, critiqué, moqué souvent, le leader conservateur a pris le risque de diviser un peu plus son parti en radicalisant son message pour chevaucher la vague eurosceptique qui submerge le pays. La tactique a payé. Avant l'élection, tous les commentateurs prédisaient la chute de M. Hague si les Tories faisaient moins de 33 % des voix, soit leur score aux élections locales du 6 mai. Son leadership est sauvé. Michael Heseltine et Kenneth Clarke, les deux ténors et anciens ministres conservateurs courtisés par Tony Blair en raison de leur attitude pro-euro, n'ont pas fait entendre une seule fois leur différence durant la campagne. Le parti s'est battu sur un slogan simple : « *Dans l'Europe oui, mais pas gouvernés par l'Europe* ». Pour l'heure, celle semble bien être la position de l'électeur britannique.

*Patrice Claude*

## Stabilité pour le Fianna Fail et le Fine Gael

LONDRES

de notre correspondant

Bien qu'elle ait été couplée avec un référendum national concernant le pouvoir des régions et de nombreux scrutins locaux et municipaux, l'élection européenne en République d'Irlande n'a pas attiré les fous. Moins

de la moitié des 2,8 millions d'électeurs inscrits (43,5 % contre 44 % en 1994) se sont effectivement déplacés pour répondre majoritairement « oui » à une réforme constitutionnelle qui légalisera formellement le pouvoir des régions et obligera le gouvernement à organiser un scrutin régional tous les cinq ans, ainsi que pour choisir leurs conseillers municipaux et députés européens.

Pourtant, au vu des résultats provisoires publiés dans la nuit de dimanche à lundi, il ne fallait pas s'attendre à des bouleversements électoraux notables pour ce scrutin. Les deux principaux partis du pays – le Fianna Fail, qui dirige la coalition au pouvoir à Dublin, et le Fine Gael, qui domine l'opposition –, devaient conserver leurs sièges à Strasbourg (7 pour le premier, 4 pour le second), les Verts gardant leurs deux mandats et les travailleurs leur unique siège.

L'un des résultats les plus remarquables est celui enregistré dans le Connacht-Ulster par la chanteuse

Dana – Rosemary Scallon, de son vrai nom –, qui a remporté plus de 51 000 voix en tant qu'indépendante et sur une rhétorique chrétienne-populiste de bon aloi. Dana avait remporté le Grand Prix de l'Eurovision dans les années 70 et s'était présentée sans succès il y a deux ans à la présidence – honoraire – de la République irlandaise.

Le Sinn Fein, qui a la particularité d'être le seul parti à avoir livré bataille aussi bien en République d'Irlande que dans la « province » britannique d'Irlande du Nord – deux territoires qui, selon lui, n'en font et n'en feront qu'un dans le futur – s'est finalement mieux comporté que prévu. Avec 6,6 % des voix à Dublin, la branche politique de l'Armée républicaine

## L'opposition de droite devient majoritaire

ROME  
de notre correspondant

Trois ans après la victoire historique du centre-gauche aux élections générales du 21 avril 1996, le premier scrutin d'importance en Italie donne la victoire à l'opposition, selon les résultats encore partiellement des élections européennes. Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, arrive largement en tête avec un score de l'ordre de 25 % - largement supérieur aux 20,6 % de 1996 -, mais cependant en nette chute par rapport aux européennes de 1994 (30,6 %).

La formation du magnat de l'audiovisuel s'affirme néanmoins comme le premier mouvement du pays et le centre droit devrait donc légèrement dépasser la coalition de gauche si l'on y ajoute les voix obtenues par la liste Alliance nationale (AN), dirigée par Gianfranco Fini, qui, toujours d'après des résultats incomplets, devrait se stabiliser autour de 10,5 %, soit en net recul par rapport au précédent scrutin de 1994 et devrait obtenir 8,5 % des suffrages.

La performance de ce membre du Parti radical de Marco Pannella a incontestablement surpris par son ampleur. Le populaire Emma Bonino a bénéficié de son rôle joué à Bruxelles, mais aussi de la campagne qu'elle a menée pour l'élection du président de la République, il y a un mois, où elle fut la seule candidate officielle. Ses électeurs sont sans doute venus des deux bords politiques, mais probablement plus de la gauche que de la droite. En se positionnant au quatrième rang, juste devant les Démocrates, la liste Bonino perturbe quelque peu la lecture politique qui peut être faite d'un scrutin où la participation à égalité devrait être de 30,8 % des suffrages et 22 sièges. Il obtient cette fois 35,34 % des voix et 24 sièges.

De leur côté, les formations nationalistes se maintiennent, que ce soit le centre droit catalan de Convergencia i Unio (3 sièges), les partis basques de la coalition des nationalistes modérés (2 sièges), la Coalition européenne (2 sièges), tandis que le Bloc nationaliste galicien et les nationalistes basques d'Euskal Herritarak, la version électorale de Herri Batasuna, « bras politique » de l'ETA, emportent, chacun, un siège.

A l'évidence, le grand perdant par rapport aux dernières européennes, où elle comptait 13,4 % des voix et 9 sièges, est la coalition de la gauche communiste, Izquierda Unida (IU), qui n'a plus que 5,78 % des suffrages et seulement

Massimo D'Alema en a pris la direction.

Son principal allié, le Parti populaire (PP), ancienne aile gauche de la défunte Démocratie chrétienne, laisse aussi des plumes dans ce scrutin européen, puisque les résultats provisoires ne lui attribuent que 4 % des suffrages, contre 10 % il y a cinq ans et 6,8 % en 1996.

Toutes les autres formations de gauche ou de centre-gauche qui étaient unies pour remporter la victoire des législatives subissent une certaine désaffection, que ce soit Rifondazione communiste de Fausto Bertinotti (aujourd'hui dans l'opposition) ou les Verts, de même que le petit parti du ministre des affaires extérieures, Lamberto Dini, Rinnovamento italiano.

Deux nouvelles listes sont venues jouer les trouble-fête au sein de la majorité. Tout d'abord, les Démocrates de l'ancien président du conseil Romano Prodi, qui réalisent une bonne percée, avec près de 8 % des suffrages au détriment du PDS, mais surtout du PP, et apparaissent désormais comme la force d'appui indispensable de la majorité. Ensuite, le succès inattendu de la liste d'Emma Bonino, commissaire européen aux affaires humanitaires, qui quadruple ses résultats de 1994 et devrait obtenir 8,5 % des suffrages.

La performance de ce membre du Parti radical de Marco Pannella a incontestablement surpris par son ampleur.

Le populaire Emma Bonino a bénéficié de son rôle joué à Bruxelles, mais aussi de la campagne qu'elle a menée pour l'élection du président de la République, il y a un mois, où elle fut la seule candidate officielle. Ses électeurs sont sans doute venus des deux bords politiques, mais probablement plus de la gauche que de la droite. En se positionnant au quatrième rang, juste devant les Démocrates, la liste Bonino perturbe quelque peu la lecture politique qui peut être faite d'un scrutin où la participation à égalité devrait être de 30,8 % des suffrages et 22 sièges. Il obtient cette fois 35,34 % des voix et 24 sièges.

De leur côté, les formations nationalistes se maintiennent, que ce soit le centre droit catalan de Convergencia i Unio (3 sièges), les partis basques de la coalition des nationalistes modérés (2 sièges), la Coalition européenne (2 sièges), tandis que le Bloc nationaliste galicien et les nationalistes basques d'Euskal Herritarak, la version électorale de Herri Batasuna, « bras politique » de l'ETA, emportent, chacun, un siège.

A l'évidence, le grand perdant

de notre correspondante

MADRID  
Les électeurs espagnols ont choisi la voie de la continuité et de la « sécurité » en donnant la victoire au Parti populaire (centre droit) du chef du gouvernement, José María Aznar, qui recueille 39,6 % des

suffrages et 27 sièges au Parlement de Strasbourg. Ils ont aussi, dans une moindre mesure, décidé d'accorder à nouveau un certain crédit au Parti socialiste ouvrier espagnol, le PSOE, qui opère une remontée de près de 5 points par rapport aux dernières élections européennes de 1994, où il n'avait obtenu que 30,8 % des suffrages et 22 sièges. Il obtient cette fois 35,34 % des voix et 24 sièges.

De leur côté, les formations nationalistes se maintiennent, que ce soit le centre droit catalan de Convergencia i Unio (3 sièges), les partis basques de la coalition des nationalistes modérés (2 sièges), la Coalition européenne (2 sièges), tandis que le Bloc nationaliste galicien et les nationalistes basques d'Euskal Herritarak, la version électorale de Herri Batasuna, « bras politique » de l'ETA, emportent, chacun, un siège.

Le travail incontestable et l'appel d'air frais apporté par la candidate tête de liste socialiste, la Basque Rosa Diez, jusqu'à pratiquement inconnue au niveau national, a sans doute fortement contribué au regain socialiste. Et sans doute Rosa Diez

4 élus. Plus qu'un échec brutal, c'est la confirmation de l'effritement observé ces derniers mois de l'électorat de la gauche communiste, que n'a pas révélé le débat sur les 35 heures, thème central de la campagne avec la condamnation des opérations de l'OTAN au Kosovo. Cette polémique avait beaucoup durci le ton des discours de Julio Anguita, le coordinateur de IU, qui en était venu à qualifier le secrétaire général de l'OTAN, le socialiste espagnol Javier Solana, de « criminel de guerre ». Une partie des voix communistes semble s'être donc reportée sur les socialistes, qui ont de plus bénéficié d'une plus grande participation (l'abstention n'est « que » de 35,7 %, contre 41 % il y a quatre ans).

### « APPEL D'AIR FRAIS »

Mais la « percée » inespérée faite par le PSOE aux européennes est peut-être le premier signe de réveil politique d'un parti jusque-là en pleine léthargie et dominé par les divisions internes. Une situation intenable qui, plus peut-être que le scandale financier auquel était mêlé deux de ses anciens collaborateurs, avait sans doute motivé la démission, il y a quelques semaines, de celui qui était le candidat officiel du parti aux législatives de l'année prochaine, José Borrell.

Le travail incontestable et l'appel d'air frais apporté par la candidate tête de liste socialiste, la Basque Rosa Diez, jusqu'à pratiquement inconnue au niveau national, a sans doute fortement contribué au regain socialiste. Et sans doute Rosa Diez

s'est-elle taillé, ce dimanche soir, une place dans l'avenir de son parti. De même, le sursaut du PSOE doit sûrement beaucoup au « retour » en scène de l'ex-président socialiste, le toujours populaire Felipe Gonzalez, accouru occuper le vide laissé par José Borrell pour en découdre avec M. Aznar.

### « LES TEMPS CHANGENT »

En réalité, après un vote de puissance particulièrement sévère aux européennes de 1994, où le PSOE, alors à bout de souffle et englué dans force scandales, s'était retrouvé 10 points derrière le Parti populaire, il semble que son électorat soit resté à peu près stable. Et ce, en dépit des difficultés à se renouveler auxquelles fait face le PSOE. Cette constatation est plutôt de bon augure pour les socialistes, qui avaient perdu les élections législatives de 1996 à quelques milliers de voix seulement, dans la perspective des prochaines échéances, en mars 2000.

Dimanche soir, le secrétaire à l'organisation du PSOE avait donc beau jeu de remarquer « Nous sommes le seul parti qui avance. Il y aura des surprises ! » Et Rosa Diez, rayonnante, d'enchaîner : « Les temps changent, les électeurs nous font à nouveau confiance. Nous ne décevrons pas. »

La partie n'est pas jouée pour autant, loin de là. Comme devait le faire remarquer un porte-parole du PP : « Nous sommes le premier parti en Espagne : ce vote confirme notre pouvoir. » De fait, aux trois élections auxquelles étaient conviés les Espagnols le 13 juin, c'est-à-dire les européennes, les

municipales et le renouvellement de 13 parlements autonomes sur 17, le Parti populaire, en dépit du sursaut socialiste, s'est imposé comme le grand vainqueur. Il n'a perdu, semble-t-il, qu'une seule région autonome (les Asturies), surtout en raison de ses propres querelles locales, tandis qu'il se consoliderait avec parfois de fortes majorités, dans toutes celles qu'il gouvernait déjà. Un succès répété, à quelques nuances près, aux municipales.

Pour ces élections, les premières au niveau national où PP et PSOE pouvaient s'affronter dans ce qui peut ressembler à une « primaire » avant les législatives de l'année prochaine, les Espagnols ont de fait exprimé un satisfecit, au terme de trois ans de gouvernement Aznar, pour la stabilité politique et les bons résultats de l'économie. Sans compter bien sûr, ce qui était important pour une Espagne traumatisée par la dictature et qui a vécu personnellement chaque phase de la construction européenne comme une nouvelle chance de se moderniser, le fait qu'ils ont salué l'entrée de leur pays dans le peloton de tête de l'euro. Une entrée, certes préparée en son temps par les socialistes, mais symbolisée, dimanche, par celle qui fut une des négociatrices les plus acharnées à Bruxelles, l'ex-ministre de l'agriculture et tête de liste du PP, Loyola de Palacio, et par un José María Aznar, dont le « centrisme réformateur » jusqu'à un peu isolé en Europe, sortira renforcé des succès du groupe populaire aux élections.

*Marie-Claude Decamps*

## Une victoire significative pour les socialistes de Mario Soares

LISBONNE  
de notre correspondant

Le Parti socialiste, dont la liste aux élections européennes était conduite par l'ancien président Mario Soares, a remporté une victoire significative avec 43 % des voix, contre 35 % en 1994, et en faisant élire 12 députés contre 10 lors des précédentes élections. Le Parti social-démocrate (PSD-libéral), la plus importante formation de l'opposition, n'était pas encore sûre, à l'heure de la fermeture des bureaux de vote, d'élire son neuvième député. Le PSD a

enregistré une baisse de 3 points, à 31 %, par rapport à 1994, et reste à 12 points du Parti socialiste. « C'est la première fois qu'il y a une telle différence entre le Parti socialiste et le deuxième parti » dans l'histoire récente de la démocratie portugaise, a affirmé le premier ministre, Antonio Guterres. Il a également souligné que cette victoire, obtenue contre le courant des résultats européens des partis socialistes, « vient donner plus de force aux socialistes portugais ».

L'entrée en lice de Mario Soares, qui a quitté sa retraite, ses livres et la fondation qui porte son nom pour devenir député européen, avait été critiquée par l'opposition, qui considérait sa candidature comme un « lèvre » du premier ministre en vue des législatives d'octobre prochain.

La tête de liste du PSD, José Pacheco Pereira, a estimé, le soir du scrutin, que le PS avait échoué dans ses intentions et qu'il était loin d'avoir obtenu une victoire écrasante. Selon lui, « les résultats ont été très maigres, compte tenu de la puissance de feu du PS utilisée pendant la campagne électorale ».

Mario Soares s'est dit conscient du défi que représentait, il y a deux mois, son retour à la vie politique. Il affirme être récompensé d'avoir réussi « les liens affectifs qui [l]unissent au peuple portugais », au cours d'une campagne électorale mouvementée qui l'a conduit, inlassablement, aux quatre coins du pays.

### CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE

Mario Soares a rappelé qu'il s'était porté candidat à Strasbourg et qu'une fois élu il serait disponible pour briguer la présidence. « Cela dépendra notamment de l'accord entre le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen », a-t-il déclaré. Son action au Parlement aura alors pour objectif de défendre et d'assurer les intérêts du Portugal, et de « faire avancer l'Europe sociale, ainsi que de proposer des réformes en vue d'accueillir les pays de l'autre Europe qui frappent à la porte ».

Faisant allusion à la candidature de Mario Soares à la présidence du Parlement, le premier ministre a estimé que cette possibilité tenait toujours, en dépit des résultats des élections dans les autres pays qui accordent une majorité au Parti populaire européen. Les élections européennes

représentaient en quelque sorte, au Portugal, un test pour les législatives d'octobre, que les états-majors des partis préparent déjà activement.

Le président du PSD, José Manuel Durão Barroso, a manifesté son intention de « devenir une alternative à l'actuel gouvernement ». « Il y a des conditions pour remplacer le gouvernement PS et briser ainsi l'hégémonie socialiste excessive », a-t-il affirmé. La quatrième formation politique portugaise, la Coalition démocratique unitaire (CDU), constituée par le Parti communiste et les Verts, obtient, avec 10,32 %, deux des trois sièges qu'elle occupait depuis les élections précédentes. Sa tête de liste, Ilda Figueiredo, s'est plainte d'avoir perdu le troisième siège par le seul effet du scrutin proportionnel, sans que cela représente, a-t-elle dit, une perte d'influence du Parti communiste.

Finalemment, le jeune président du Centre démocratique et social-Parti populaire (CDS-PP, droite) a obtenu deux sièges sur les trois qu'il comptait auparavant. Il s'est déclaré satisfait de ses 8 % de voix, sachant que les sondages les plus récents ne lui accordaient pas plus de 3 %. Son objectif pour les législatives d'octobre a été fixé à 10 %. Dimanche soir, seuls 24 députés ont pu être élus. Le nom du 25e sera connu que la semaine prochaine avec le compte définitif des Portugais à l'étranger et de la répétition du scrutin dans plusieurs circonscriptions où les électeurs ne se sont pas déplacés.

*Alexandre Flucher-Monteiro*

## La Nouvelle Démocratie (droite) devance le Pasok au pouvoir

ATHÈNES  
de notre correspondant

Le grand parti conservateur grec, Nouvelle Démocratie (ND), dans l'opposition depuis six ans, a remporté dimanche les élections européennes devant le Pasok, le Parti socialiste au pouvoir, sans cependant menacer l'avenir du gouvernement de Costas Simitis. Le premier ministre, visiblement détrôné, a reconnu sa défaite tout en se félicitant du résultat, une différence de 3 points qui limite les dégâts. Il a déclaré que le Pasok avait « échoué dans son objectif, qui était d'atteindre la première place », impuissant notamment ce revers à l'« usure normale » du pouvoir pour son gouvernement élu en septembre 1996. « Mais les résultats sont positifs car la Grèce peut continuer d'avancer avec stabilité sur la voie de la paix et du développement », a-t-il souligné.

Il est en tout cas un autre dossier qui semble clos : la compétition pour le leadership à droite. Gianfranco Fini avait réclamé des primaires. Silvio Berlusconi lui avait répondu que les urnes décideraient de la prééminence en fonction des résultats obtenus par chacun des partis. Forza Italia et Silvio Berlusconi l'ont facilement emporté.

*Michel Bôle-Richard*

nérales prévues à l'automne 2000, « les grands choix politiques concernant la position internationale du pays, son entrée dans l'Union européenne et économique ainsi que les grands choix pour l'économie et les institutions ». Il avait demandé aux électeurs de ne pas remettre en question, par leur vote, les bons résultats économiques. M. Simitis devrait ainsi poursuivre son œuvre de redressement économique pour achever son grand dessein : arrimer la Grèce à l'euro le 1er janvier 2001, un but quasi atteint.

La marche forcée qu'il a lancée pour réaliser son objectif, avec son cortège d'austérité, de restrictions, de chômage et de mécontents, a toutefois favorisé les scores des partis d'opposition de gauche et d'extrême gauche. Le chef du gouvernement avait déjà connu un revers aux élections municipales et régionales d'octobre dernier, remportées par la Nouvelle Démocratie. La défaite de dimanche – il s'agit d'un des plus mauvais scores du Pasok –, risque aussi de redonner des forces à l'opposition interne du Parti socialiste, qui conteste le « professeur » Simitis. Donné largement perdant au début de

l'année, le Pasok a rattrapé son retard à l'occasion du conflit yougo-slave, pendant lequel il a satisfait une opinion publique largement pro-serbe en refusant que la Grèce participe aux frappes alliées.

### NOUVEAU VENU

Le chef de l'opposition, Costas Caramanlis, qui avait fortement politisé l'élection et développé pendant la campagne des thèmes populistes, s'est félicité « du non retentissant adressé au gouvernement Simitis, le pouvoir le plus glacial que le pays ait connu ces dernières années ». Le scrutin, comme en 1994, a désavoué les deux grands partis dominant la vie politique grecque. Le Pasok et le ND n'ont recueilli à eux deux que 70 % des suffrages, alors qu'ils atteignent 80 % aux élections générales.

Ce recul a profité aux trois partis d'opposition de gauche et d'extrême gauche, et en premier lieu au Parti communiste, le KKE, qui obtient plus de 8 % (6,3 % en 1994) et un troisième siège au Parlement de Strasbourg. Opposé à l'Union européenne, très présent dans les luttes sociales, le KKE a aussi mené, pendant tout le conflit yougo-

slave, de multiples manifestations anti-OTAN à travers le pays.

Le nouveau venu, Dikki, un petit parti populiste issu d'une scission du Pasok, qui recueille près de 7 % des voix et obtient 2 députés, est le deuxième gagnant de cette élection. Enfin, la Coalition de gauche (SYN), influente dans l'intelligentsia, conserve ses deux parlementaires à Strasbourg tout en se tassant cependant par rapport à 1994 avec près de 5 % des suffrages contre 6,2 %. En revanche, le parti néonationaliste d'Antonis Samaras, qui avait obtenu en 1994 8,65 % et 2 sièges, ne dépasse pas la barre fatidique des 3 %. Le Parti libéral, dissident de la ND, créé il y a à peine un mois par Stefanos Manos, a fait sa première apparition électorale avec un score de près de 2 %.

Alors que le vote est en principe obligatoire en Grèce, l'abstentionnisme a quand même atteint plus de 30 % contre 28 % en 1994, amenant le premier ministre à tirer la sonnette d'alarme devant un phénomène inquiétant pour tous les partis politiques.

*Didier Kunz*

## Succès du Parti libéral, recul des conservateurs

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant

Marit Paulsen aura été la sensation des élections en Suède. Avec son air de mame à qui on ne la fait pas, cette femme de soixante ans a réussi à hisser le petit Parti libéral à un niveau inespéré : 13,8 % des voix, contre 5 % avant la campagne. Elle a surtout démontré que, dans ce pays profondément sceptique à l'égard de l'Europe, on peut être à la fois pro-européen et critique à l'égard de Bruxelles.

Sur les affiches, Marit Paulsen pose assise sur une valise, toute de noir vêtue, les bras croisés et l'air sévère. Dans sa grosse valise, qu'elle promena de meeting en meeting, on trouva un attirail allant du châle orné de motifs folkloriques - pour souligner sa nationalité suédoise - au poinçon pour astiquer les fonctionnaires européens... Les slogans alternent sur ses affiches : « gênante », « directe », « droite ». Entendez : « Faites-moi confiance, je ne vais pas me laisser marcher sur les pieds à Strasbourg ! »

Ancienne employée d'une conserverie de poissons, militante écologiste, écrivain, ce transfuge du Parti social-démocrate au pouvoir explique sa popularité par le fait qu'elle n'est pas « une politicienne professionnelle ». Très active dans la campagne pour le « oui » à l'adhésion à l'Union européenne lors du référendum de 1994, elle plaide aujourd'hui en faveur de l'euro. Un thème qui divise les Suédois. Le gouvernement dirigé par le social-démocrate Göran Persson s'est abstenus d'adopter l'euro dès cette année, sans exclure un ralliement dans les années à venir.

Le discours de Marit Paulsen a sans doute coûté des voix au Parti conservateur pro-européen de Carl Bildt, qui n'a obtenu que 20,6 % des suffrages, contre 23,2 % en 1995. L'absence dans la campagne de

**L'Europe continue d'être un ferment de division du royaume**

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
en Europe du Nord

On peut lire de plusieurs façons les résultats du scrutin au Danemark. Les anti-européens y ont vu l'expression d'un mécontentement persistant à l'encontre de la construction européenne. Le camp opposé s'est réjoui d'avoir gagné du terrain. Question de points de vue...

De fait, des deux côtés, les plus engagés dans le débat, ont sinon marqué des points, du moins maintenu leurs positions par rapport au scrutin de 1994. Un constat qui démontre que l'Europe continue à diviser le royaume près de trois décennies après son adhésion. Les Danois sont notamment très sensibles à la façon dont l'UE gère ses affaires financières et craignent de perdre leur identité dans une organisation trop fédérale. Dans le même temps, le débat laisse visiblement un électeur sur deux : le taux de participation s'est élevé à 50 %, contre 52,9 % il y a cinq ans.

« Il y a désormais six opposants sur les seize députés danois » élus au Parlement de Strasbourg, s'est félicité Ole Krarup, la tête de liste du Mouvement populaire contre l'UE. Soit un peu plus qu'en 1994. Peu importe pour Ole Krarup, de sensibilité de gauche, si le siège supplémentaire ira à la tête de liste d'une formation d'extrême droite, le Parti du peuple danois (DF). L'heure n'est pas aux querelles droite-gauche mais à la mobilisation de toutes les forces contre l'Europe... A cette aune, force est de constater que plus de 35 % des suffrages exprimés se sont portés sur les différentes composantes du courant ouvertement anti-UE, soit à peu près autant qu'au précédent scrutin : 15,7 % au Mouvement de juin, 7,1 %

au Mouvement populaire, 6,9 % aux Socialistes de gauche et 5,6 % au DF, qui siégera pour la première fois à Strasbourg.

Dans le camp adverse, les libéraux, principale force d'opposition, peuvent se targuer d'avoir progressé. Avec 23 %, ils ont fait mieux qu'il y a cinq ans et leur nombre de sièges passe de quatre à cinq. Comme en 1994, ils distancent les sociaux-démocrates du premier ministre Poul Nyrup Rasmussen. Si le Parti libéral n'est plus dirigé par Uffe Ellemann-Jensen, l'ancien ministre des affaires étrangères aux chaussures marquées du drapeau européen, il demeure le plus favorable à l'UE. En revanche, les conservateurs, privés cette année de l'ex-premier ministre Poul Schlüter, qui ne se représentait pas, ont perdu deux de leurs trois sièges (8,2 %).

Divisé de longue date sur l'Europe, le Parti social-démocrate, principal partenaire de la coalition minoritaire de centre-gauche au pouvoir, a une nouvelle fois réalisé un score largement inférieur à ceux obtenus dans le cadre des législations. Avec 16 % des voix, il améliore toutefois légèrement son score de 1994. Au fil des années, les cadres du parti sont devenus plus favorables à l'Europe que naguère. Cette année, plusieurs de ses candidats ont réclamé des référendums visant à lever des dérogations accordées par les autres membres de l'UE en 1992. Touchant à la monnaie unique, à la défense commune et à la coopération politique et judiciaire, ces dérogations restreignent en effet l'implication du Danemark dans certains domaines de la construction européenne. Il est difficile de déterminer si l'irruption de cette question dans la campagne a nui aux sociaux-démocrates. Mais les querelles entre candidats à propos du bien-fondé de cette proposition ont donné l'image d'un parti divisé.

« Il y a désormais six opposants sur les seize députés danois » élus au Parlement de Strasbourg, s'est félicité Ole Krarup, la tête de liste du Mouvement populaire contre l'UE. Soit un peu plus qu'en 1994. Peu importe pour Ole Krarup, de sensibilité de gauche, si le siège supplémentaire ira à la tête de liste d'une formation d'extrême droite, le Parti du peuple danois (DF). L'heure n'est pas aux querelles droite-gauche mais à la mobilisation de toutes les forces contre l'Europe... A cette aune, force est de constater que plus de 35 % des suffrages exprimés se sont portés sur les différentes composantes du courant ouvertement anti-UE, soit à peu près autant qu'au précédent scrutin : 15,7 % au Mouvement de juin, 7,1 %

## Groen Links (Verts) a quadruplé sa représentation, la coalition de centre-gauche s'affaiblit

**LA HAYE**  
de notre correspondant

Les résultats officiels du scrutin, qui s'est tenu jeudi 10 juin aux Pays-Bas (où on ne vote jamais le dimanche), ont confirmé l'image donnée par les sondages : l'extrême gauche et les Verts sont les principaux gagnants, les chrétiens-démocrates décrochent le plus grand nombre d'eurodéputés sur les trente et un que les Néerlandais envoient à Strasbourg, tandis que la coalition au pouvoir s'affaiblit.

« Pour la quatrième fois consécutive, le parti Groen Links (Vert Gauche) améliore sa position au cours d'une élection », a fièrement commenté Paul Rosenmöller, sa tête de liste. Selon les résultats officiels, son parti a quadruplé sa représentation, de un à quatre députés (de 3,7 % à 11,9 %).

Jusqu'à récemment, ce parti né de la fusion de divers mouvements communistes, d'extrême gauche, ainsi que d'écolos, regroupait un petit noyau dur de militants, auquel venaient s'agglomérer des électeurs de gauche mécontents de la politique du grand parti social-démocrate PvdA et du réformateur D 66. Or les observateurs politiques estiment que, de plus en plus, Groen Links peut compter sur une base d'électeurs fidèles de plus en plus large. En outre, la campagne du parti, qui se dit « pro-européen critique », et qui a voté contre l'euro et le traité d'Amsterdam, s'est appuyée

sur un slogan porteur aux Pays-Bas : « Honnêteté et environnement ». Même s'il convient d'être prudent compte tenu du taux record d'abstentions - 70,1 %, contre 64,4 % en 1994 -, le bon score de Groen Links ne peut que conforter Paul Rosenmöller lorsqu'il affirme que son parti est « prêt à participer à un gouvernement ». Absent du Parlement européen, le Socialiste Partij (SP), qui se situe à l'extrême gauche, pourrait bien avoir remplacé Groen Links dans le rôle du parti des mécontents de la gauche. Fortement anti-européen, le SP obtient 5 % des votes (contre 1,3 % en 1994) et dispose désormais d'un représentant à l'Assemblée européenne.

Des trois partis qui composent actuellement la coalition de centre-gauche au pouvoir, deux sont en recul en termes de sièges. Le PvdA du premier ministre Wim Kok, était sorti du scrutin de 1994 avec 22,9 % des voix et 8 députés. Son score est passé à 20,1 %, soit deux députés de moins. Faut-il y lire une sanction de l'électorat à l'égard de la politique menée ces derniers mois par un premier ministre qui donne souvent la raison de son succès par le fait qu'il donne souvent l'impression de ne pas « tenir » ses troupes gouvernementales ? Là encore, le faible taux de participation incite à la prudence.

Mais les récents déboires de sa « coalition violette », comme le scandale du Bijlmer, ou certains râts depuis l'apparition du poulet à la dioxine ont sans doute joué un rôle. La preuve ? Le parti réformateur D 66, dont plusieurs ministres ont été parmi les principales cibles des critiques de la presse et de l'opinion publique, voit les votes en sa faveur

passer de 11,7 % à 5,8 %, ce qui ramène sa représentation à deux députés. Seul le VVD, libéral, troisième composante du gouvernement, sort indemne du scrutin, en conservant ses six représentants et en augmentant légèrement ses soutiens, de 17,9 % à 19,7 %.

### FORT TAUX D'ABSTENTION

Une projection du scrutin européen sur la composition du Parlement néerlandais montre que le gouvernement perdrait sa majorité absolue : de 97 à 70 sièges sur un total de 150 députés nationaux. Les chrétiens-démocrates deviendraient le premier parti avec 42 sièges au lieu des 29 actuels. Surtout, le PvdA de Wim Kok chuterait de 45 à 31 députés. Autre paradoxe de ce vote : les chrétiens-démocrates du CDA, qui font depuis cinq ans une cure d'opposition après des décennies au pouvoir, restent le plus important d'eurodéputés néerlandais, malgré une baisse du score de leur parti. Celui-ci passe de 30,8 % à 26,9 %, soit neuf représentants contre dix précédemment. Reste une exception néerlandaise : la présence d'une liste religieuse de droite, anti-européenne et antipaste. Sa représentation augmente, de deux à trois députés (7,8 % à 8,7 %).

Selon le politologue Cees van der Eijk, de l'université d'Amsterdam, la raison principale de l'abstention record - qui se lit d'ailleurs en filigrane du même sondage -, se résume en une seule phrase : « l'intérêt structurellement moindre des citoyens pour la politique ». Interrogé par le NRC Handelsblad, l'universitaire y voit la conséquence de la participation dans un même gouvernement de deux pôles opposés : les libéraux et les sociaux-démocrates. Ce désintérêt déclouerait aussi d'un autre facteur : dans ce pays qui privatisé à outrance et prône la domination du marché, « on rebat les oreilles du citoyen avec un seul message : il ne doit pas trop attendre de la politique. Cela joue un rôle inconscient mais néanmoins certain dans le record d'abstentions ».

**Alain Franco**

## La défaite de la droite nationaliste FPO de Jörg Haider

**VIENNE**  
de notre correspondante

Les sociaux-démocrates du chancelier Viktor Klima, partis en croisade pour défendre la neutralité, ont été soutenus par les Autrichiens : ils ont légèrement amélioré leur score, obtenant 31,7 % des suffrages et 7 sièges au Parlement de Strasbourg, alors qu'ils en détenaient 6 sur les 21 qui sont alloués à l'Autriche.

Les conservateurs ont progressé aussi, obtenant 30,6 % des voix et ils conserveront leurs 7 sièges.

Grande déception pour la droite nationaliste FPO qui, contrairement aux indications de sondages trop optimistes, n'a obtenu que 23,5 % des voix, soit une perte de 4 %.

Elle verra son équipe européenne passer de 6 à 5 députés. Les Verts, avec 9,2 % des voix, auront droit à deux députés, mais le Forum libéral, n'ayant obtenu que 2,6 % des suffrages, disparaît de la scène européenne. Le taux de participation très faible de 49 % a d'autant plus surpris que, selon des sondages récents, 65 % des Autrichiens approuvent l'adhésion de leur pays, en 1995, à l'Union.

Le SPO a bien tiré son épingle du jeu en misant toute sa campagne

sur le chancelier Viktor Klima, dont la popularité dépasse de loin celle de la tête de liste du parti, Hans Peter Martin, un journaliste dont la nomination n'a pas fait l'unanimité. Menant sa campagne avec un candidat peu connu et peu convaincant, le SPO a cependant réussi à contrecarrer ce handicap par son slogan « Votz SPO pour garantir la neutralité ». En pleine guerre au Kosovo, les sociaux-démocrates et notamment le chancelier ont joué à fond la carte de la neutralité pour mobiliser les électeurs, excluant pratiquement l'Europe de la campagne. Les Autrichiens ont ainsi appris bien peu de choses sur les compétences renforcées du Parlement européen.

### LA VOIX DE LA NEUTRALITÉ

Pour le commentateur du quotidien viennois Kurier, « la force persuasive de la campagne de Klima » a porté ses fruits. Les questions européennes étant jugées trop absentes pour la majorité des électeurs, la stratégie du SPO de transformer le scrutin européen en référendum sur la neutralité était manifestement la bonne. Les réactions mitigées, voire négatives, suscitées par les frappes aériennes de l'OTAN dans un pays situé à deux heures de vol seulement de Vienne, ainsi que le « non » à l'OTAN martelé par les sociaux-démocrates, ont finalement amené l'ÖVP et le

FPO, tous deux favorables à l'adhésion de l'Autriche à l'Alliance atlantique, à se retrancher derrière des positions plus floues. Pour sauver les meubles, Ursula Stenzel, tête de liste du ÖVP, a préféré parler du « système de défense européenne » sans trop évoquer le rôle de l'OTAN dans ce système.

A en juger par le score obtenu par son parti, elle a mieux résisté à la campagne du SPO de Viktor Klima que ne le prévoyaient les sondages, et ce même si elle n'a apparemment pas réussi à faire comprendre aux électeurs que le Parlement européen n'a que peu de compétence en matière de politique de défense européenne, et n'a strictement rien à dire sur le maintien ou non de la neutralité autrichienne.

La droite nationaliste FPO de Jörg Haider est la grande perdante de ce scrutin, sans doute victime de l'indifférence des électeurs en matière européenne. M. Haider, qui réclame depuis des années l'entrée de l'Autriche au sein de l'OTAN, a fait profil bas sur ce thème, conscient de soulever peu d'intérêt de la part des électeurs. Populiste imbattable dès qu'il s'agit de critiquer les partis au pouvoir, le leader de la droite nationaliste est resté effacé dans la campagne, sous prétexte d'avoir des préoccupations plus importantes, celles liées par exemple à son poste de gouver-

neur de Carinthie, qu'il occupe depuis mars. Avec 9,2 % des voix, les Verts ont obtenu leur meilleur résultat, et renforcent de 2 députés le groupe des écologistes au Parlement européen. Ils ont également tiré profit de leur défense sans servir de la neutralité.

Ce scrutin, perçu par les partis en lice comme la répétition générale pour les législatives du 3 octobre, ne devra cependant pas laisser la classe politique dans l'illusion que le mauvais score de la droite nationaliste se répétera aux législatives, ont estimé plusieurs politologues. Le secrétaire général du FPO, Peter Westenthaler, a d'ailleurs été très clair à ce sujet, précisant que son parti « commencera immédiatement sa campagne pour les législatives ».

Pour le politologue Fritz Plasser, les européennes « étaient le premier acte d'un drame qui risque de se prolonger » si les deux partis de la coalition au pouvoir, sociaux-démocrates et conservateurs, n'arrivent pas à trouver une ligne commune en matière de politique de sécurité. Il n'est pas exclu, selon lui, que la question de la neutralité ou de son abandon devienne au lendemain des législatives « le point crucial dans les futures négociations sur une coalition gouvernementale ».

**Waltraud Baryli**

## Il ne reste que deux véritables eurosceptiques finlandais à Strasbourg

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
en Europe du Nord

Contrairement à la Suède ou au Danemark, personne en Finlande ne remet sérieusement en cause l'appartenance du pays à l'Union européenne. Quatre ans et demi après leur adhésion, les Finlandais, dans l'en-

semble, n'en sont pas mécontents, estimant notamment que leur sécurité est mieux garantie qu'auparavant. Cela n'empêche pas certains d'être en désaccord avec l'abandon de la markka, la monnaie nationale, ou d'autres de s'inquiéter des projets de défense européenne, peu populaires dans ce pays neutre. Ou, tout simplement, de faire preuve d'indifférence à l'égard d'une Europe perçue comme lointaine.

Une façon d'exprimer cette défiance ou ce désintérêt est de ne pas aller voter. Profitant du beau temps après un long hiver sombre, plus des deux tiers des électeurs ont boudé les urnes dimanche 13 juin. Le taux de participation, qui s'est élevé à 31,4 %, est le plus faible jamais enregistré dans le pays nordique...

L'ensemble de la classe politique s'est évertuée dimanche soir 13 juin à trouver des explications à ce qu'elle a volontiers qualifié de « catastrophe ». Lors des scrutins législatifs, le taux de participation avoisinait en général les 80 %. Parmi les coupables : le beau temps, donc, mais aussi le fait que les élections européennes n'ont pas été couplées à d'autres scrutins, comme cela avait été le cas en 1996. La faible implication des chefs de parti dans la campagne électorale a également joué un rôle certain, et les candidats, pour beaucoup des « seconds couteaux » ou des célébrités peu familières des affaires publiques, se sont retrouvés en première ligne.

Ari Vatanen, le pilote automobile plusieurs fois vainqueur du rallye Paris-Dakar, ainsi qu'une championne olympique de ski nordique, ont ainsi été élus sous les couleurs du Parti conservateur.

### CONSERVATEURS EN TÊTE

Celui-ci, seconde force de la coalition gauche-droite au pouvoir, termine en tête, avec 25,3 % des suffrages, soit un gain de cinq points par rapport à 1996. Avec quatre sièges, il devance largement les sociaux-démocrates du premier ministre Paavo Lipponen (17,8 %), qui perdent près de quatre points et un siège, pour n'en garder que trois. La faute en revient aux abstentionnistes, selon M. Lipponen.

Egalement membre de la coalition au pouvoir, le parti des Verts a bénéficié de l'engagement actif de sa députée européenne sortante, Heidi Hautala, pour obtenir un second siège. « Notre travail sur les questions de la vie quotidienne, comme l'alimentation, et notre lutte en faveur d'une plus grande trans-

A. J.

A. J.

# Le scandale de la dioxine provoque la défaite de la coalition sortante

**BRUXELLES**  
de notre correspondant

Le scandale de la viande contaminée à la dioxine, survenu une semaine avant les élections législatives, régionales et européennes en Belgique, a provoqué la défaite cuisante de la coalition sortante, qui rassemblait au pouvoir les sociaux-chrétiens et les socialistes flamands et francophones. Selon des résultats partiels portant sur 75 % des suffrages exprimés, les formations qui soutenaient le premier ministre Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand, CVP) ne disposent plus que de 66 députés sur les 150 de la Chambre des représentants. Ces partis perdent également la majorité aux Parlements de Flandre et de Wallonie, alors qu'à Bruxelles, la coalition sortante, composée des libéraux (PRL-FDF) et des socialistes, tire son épingle du jeu, grâce notamment au maintien du PRL, première formation de la capitale avec près de 34 % des voix.

Pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, la famille sociale-chrétienne (CVP flamand et PSC francophone, 32 sièges) est dépassée par les deux autres principales familles politiques du royaume, les libéraux (41 sièges) et les socialistes (34 sièges). Les grands vainqueurs de ces élections, en Flandre comme en Wallonie et à Bruxelles, sont les deux formations écologistes, Ecolo (francophone) et Agavel (flamande), qui totalisent 20 sièges contre 11 dans la législature précédente. L'extrême droite séparatiste flamande progresse également, atteignant 15 % des suffrages dans la partie néerlandophone du pays.

Ce résultat constitue un désaveu cinglant pour le premier ministre sortant Jean-Luc Dehaene, qui a reconnu son échec en parlant d'une «*rupture*» dans l'histoire politique belge. Il y a donc bien eu un «*effet dioxine*» qui a incité les électeurs à sanctionner les partis au pouvoir, et au premier chef le CVP auquel appartenait le ministre démissionnaire de l'agriculture Karel Pinxten, et les socialistes (SP) du ministre de la santé Marcel Colla, également mis en cause dans le scandale. En Wallonie, le tassement du PS et des socialistes (PSC) est également sensible, mais le PS sauve les meubles en demeurant le premier parti de la région devant des libéraux, qui ambitionnaient de les détrôner.

Les écologistes progressent partout, notamment dans les fiefs «rouges» de Liège et de Charleroi. L'extrême droite francophone, mi-

née par les divisions, recule notamment en Wallonie et à Bruxelles, alors qu'une nouvelle formation politique, Vivant, animée par Roland Duchatelet, un industriel qui prône le revenu minimum universel, est la seule des petites formations à tirer son épingle du jeu avec près de 3 % des suffrages.

Cette nouvelle donne politique, qualifiée de «*vote émotionnel*» par les partis qui en sont victimes, va rendre extrêmement délicate la constitution des exécutifs fédéraux et national. En début de semaine, le roi Albert II, au vu des résultats du scrutin, va désigner un «informateur» chargé d'explorer les conditions de mise sur pied d'un gouvernement de coalition. Il devrait, en toute logique, être choisi parmi les dirigeants libéraux, la famille politique arrivée en tête. Ce pourrait être Louis Michel, président des libéraux francophones, qui présente l'avantage, rare chez les hommes politiques wallons, de maîtriser parfaitement le flamand. Mais la tâche sera rude, et rien n'assure qu'il sera en mesure de passer du statut d'*«informateur»* à celui de formateur du nouveau gouvernement.

L'arithmétique électorale exige en effet une coalition composée d'au moins trois partis. Une formule amenant les libéraux au pouvoir aux côtés des socialistes et des sociaux-chrétiens serait mathématiquement possible, mais laisserait dans l'opposition les écologistes, grands vainqueurs du scrutin, qui ont clamé haut et fort leur souhait d'accéder au pouvoir.

**MAIGRE SATISFACTION**  
Cette situation met le PS en situation délicate : tenant compte, avant le scandale de la dioxine, de l'évolution politique dans la partie francophone, ce parti avait pris langue avec les libéraux pour envisager un changement de coalition en Wallonie, le PSC étant renvoyé dans l'opposition. Cette option, qui a la faveur du président du parti, Philippe Busquin, a été dès dimanche soir battue en brèche par plusieurs dirigeants socialistes, dont Laurette Onkelinx, ministre-présidente de la Communauté française, qui préconise un «front progressiste» rassemblant le PS, le PSC et les écologistes. On en arriverait alors à une situation redoutée par ceux qui craignent un éclatement à terme de la Belgique, la constitution de gouvernements «asymétriques» en Flandre et en Wallonie, qui verraient ces régions dirigées par des coalitions différentes (la Flandre pouvant être gouvernée à l'avenir par une alliance entre le CVP et les Libéraux).

Tous les observateurs s'accordent également à pronostiquer une relance de la querelle communautaire entre Flamands et francophones. Le succès relatif du Vlaams Blok et

le maintien du parti nationaliste flamand modéré Volksunie, qui prône pour le premier l'indépendance de la Flandre, et pour le second une autonomie accrue de la province, vont inciter les partis traditionnels flamands à durcir leur position dans ce domaine afin de ne pas être débordés. La défaite personnelle de Jean-Luc Dehaene, qui représentait au sein du CVP l'aile «fédéraliste», modérée sur le plan communautaire, renforce au sein de cette formation les tenants d'une ligne plus radicale.

C'est une bien maigre satisfaction, pour la coalition sortante battue, de constater que l'offensive menée sur Bruxelles par le Vlaams Blok a échoué. L'extrême droite séparatiste flamande avait fait de gros efforts dans la capitale, en essayant de séduire l'électorat francophone. Le Vlaams Blok avait pris comme figure de proue Johan De Mol, un ancien commissaire de police du quartier difficile de Schaerbeek, partisan des méthodes musclées de lutte contre la délinquance. Il n'atteint pas – et de loin – son objectif de devenir majoritaire dans le collège électoral flamand de Bruxelles. Un tel résultat aurait eu comme conséquence de bloquer totalement le fonctionnement institutionnel de Bruxelles.

*Luc Rosenzweig*

# Le Luxembourg renvoie ses socialistes dans l'opposition

**A L'IMAGE** de la Belgique voisine, le Grand-Duché de Luxembourg votait dimanche 13 juin à la fois pour élire ses députés au nouveau Parlement européen et renouveler son Parlement national. Les libéraux, jusque-là dans l'opposition, sortent grands vainqueurs de ce double scrutin, qui va voir

le Luxembourg changer de coalition au détriment des socialistes.

Constrain en mars à démissionner avec l'ensemble de l'exécutif Bruxellois, le président sortant de la Commission européenne, Jacques Santer, ancien premier ministre social-chrétien, avait décidé de conduire lui-même la liste de son parti aux élections européennes. Il y avait pour principal adversaire le président du Parti socialiste, Jacques Poos, ministre des affaires étrangères du gouvernement sortant. Les deux hommes se retrouvent côté à côté sur les bancs de l'Assemblée européenne. Leurs partis, qui gouvernaient jusqu'à là le Grand-Duché en coalition, ont retrouvé chacun leurs deux sièges au Parlement européen. Mais ils ont été rejoints par le Parti libéral, qui a gagné un siège,

passant de 1 à 2, au détriment des Verts, qui perdent leur seul représentant.

Au scrutin législatif, les socialistes subissent en revanche une défaite cuisante. Ils sont dépassés par les libéraux, alors que le Parti chrétien-social du premier ministre Jean-Claude Juncker se maintient en tête. Les pertes des socialistes, qui ont annoncé leur décision d'entrer dans l'opposition se font faire au profit d'une formation, l'ADR, apparue en 1994 sur la scène politique pour protester contre la réforme des retraites, et une petite formation de gauche qui emporte un siège. C'est la première fois depuis le succès de la vague rose en Europe que les socialistes sont contraints de se retirer d'un gouvernement des Quinze. Désormais le Luxembourg fera partie avec l'Espagne et l'Irlande du petit club de pays qui ne comptent pas au sein de leurs gouvernements ne comptant pas de formations de gauche.

Meilleur élève de la classe européenne au regard des critères de Maastricht, le Luxembourg jouit toujours d'une situation économique excellente, ce qui explique le succès du premier ministre. Tous les partis en présence tiennent des discours fédéralistes européens, l'euroscéticisme étant totalement absent de la culture politique du

Grand-Duché. L'échec des socialistes, et la montée des libéraux sont plus liés à des problèmes de personnalité qu'à de sévères divergences politiques.

Le grand nombre d'étrangers, notamment de Portugais, qui constituent 35 % de la population, n'a pas suscité de réactions xénophobes dans le pays, même si il pose quelques problèmes d'adaptation d'un système scolaire très complexe, marqué par le bilinguisme français-allemand du système d'enseignement. Les ressortissants de l'UE vivant au Luxembourg ne se sont cependant pas précipités aux urnes : seuls 9 800 d'entre eux se sont fait inscrire sur les listes électorales.

Le succès de Jean-Claude Juncker va conforter le premier ministre dans son action pour tenter de s'opposer à une harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne. La prospérité du Grand-Duché doit beaucoup aux conditions très favorables faites aux déposants de fonds dans les banques installées dans le pays. Le Luxembourg se bat pour le maintien, en matière de fiscalité, de la règle de l'unanimité, alors que nombre d'autres pays de l'UE souhaitent que les décisions dans ce domaine soient soumises à la règle de la majorité qualifiée.

*L. R.*

## Scrutin européen : les partis gouvernementaux limitent les dégâts

**BRUXELLES**  
de notre correspondant

Le séisme électoral qui a frappé la Belgique dimanche 13 juin, ce «*vote dioxine*» qui a mis à mal la coalition sortante et accру les incertitudes sur l'avenir politique et institutionnel du royaume s'est répercuté – mais de manière atténuée – sur le résultat du scrutin européen. Le grand nombre de listes, lié à la division du royaume en trois collèges électoraux (flamand, francophone et germanophone) pour l'attribution des vingt-cinq sièges belges au Parlement de Strasbourg rend difficile tout bouleversement considérable de cette représentation.

Le seul siège réservé à la minorité germanophone des cantons de l'Est est revenu au député sortant chrétien-social. Chez les francophones, l'extrême droite perd son seul siège au profit des écologistes, qui auront désormais deux députés. Le PS (trois sièges), les libéraux (trois sièges) et le Parti social-chrétien (deux sièges) gardent le même nombre de représentants.

En Flandre, c'est le Parti socialiste (SP) qui fait les frais de la poussée des écologistes, en perdant un de ses trois sièges au profit d'Agavel, qui compte désormais deux députés. Les autres

partis flamands conservent les mêmes effectifs que dans la précédente législature : quatre sièges pour le CVP, trois pour les Libéraux, deux pour le Vlaams Blok, un pour la Volksunie. On pourra noter la meilleure résistance du CVP au scrutin européen qu'aux législatives, grâce à la popularité de Miet Smet, ministre chrétien-social de l'emploi, qui conduisait la liste de ce parti aux élections européennes.

**RÉCOMPENSE**  
Ce résultat pourrait influencer la nomination du prochain commissaire européen belge, qui devrait remplacer le socialiste flamand Karel Van Miert. En bonne logique, ce poste devrait revenir à un francophone (le socialiste Philippe Busquin et le chrétien-social Philippe Maystadt ont fait part de leur disponibilité pour cette fonction très convoitée en Belgique). Mais on évoquait déjà, dans les soirées électorales organisées par les divers partis politiques à Bruxelles, la possibilité d'offrir ce siège de commissaire européen à Jean-Luc Dehaene, qui se verrait ainsi récompensé d'un engagement européen sans faille...

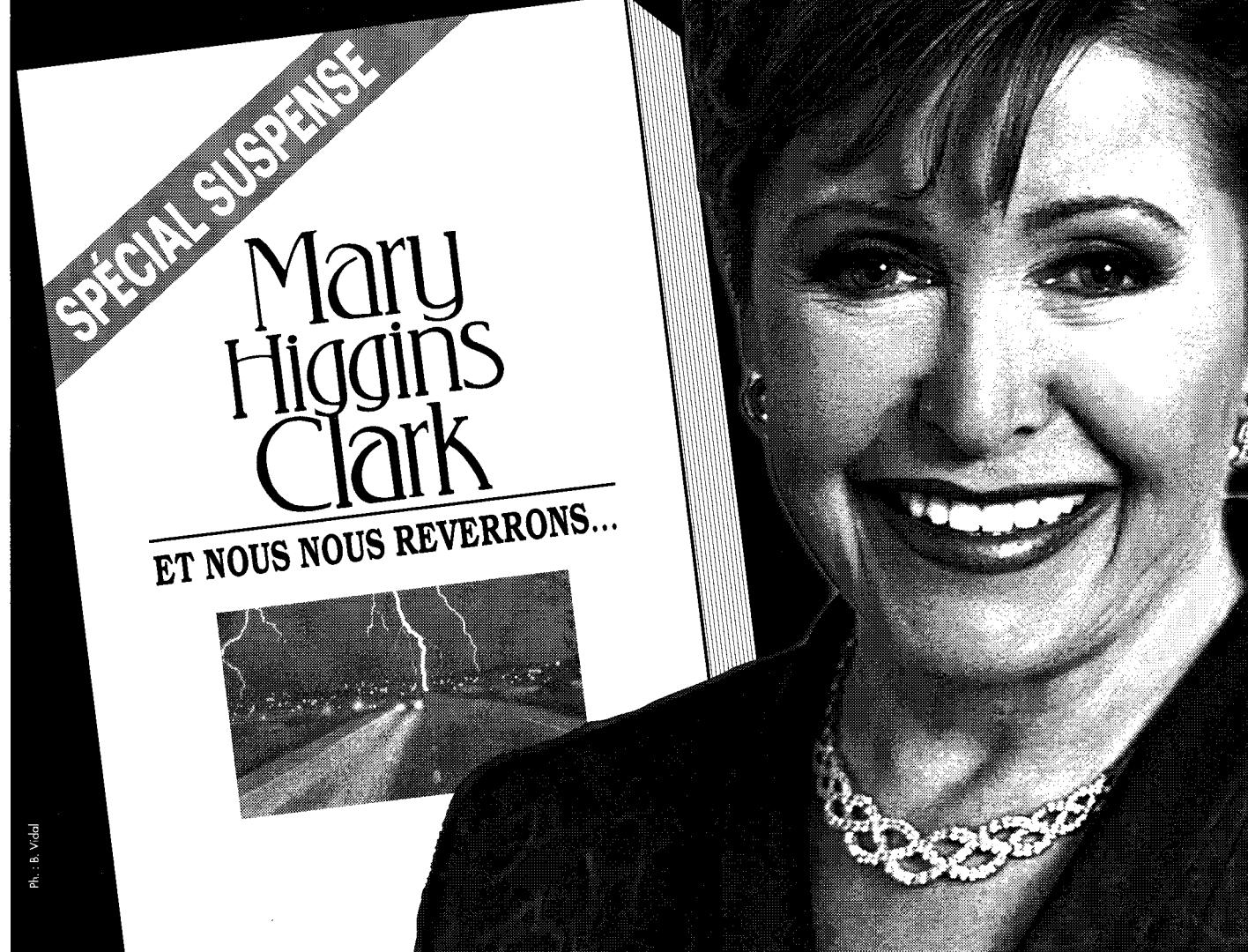
\*Au choix : «La Nuit du Renard» de Mary Higgins Clark ou «Week-end sauvage» d'Hubert Corbin

Offre valable à partir du 10 juin 1999 dans la limite de 30 000 exemplaires.

*L. R.*

**Mary Higgins Clark et Spécial Suspense. 20 ans de succès. Et toujours plus de suspense ! 1 livre en cadeau\* pour 2 livres achetés.**

**ALBIN MICHEL**



## INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**KOSOVO** Les premiers Britanniques ont pris leurs quartiers à Pristina, samedi 12 juin, et les Allemands, dimanche, à Prizren. Entrées samedi, les forces françaises se dirigent vers

Mitrovica, où elles installeront leur QG. Les premiers soldats américains sont également entrés au Kosovo.

## ● LA SITUATION

Sur le terrain est tendue, de nombreuses forces serbes n'ayant pas encore évacué des zones investies par les troupes alliées. Dimanche soir, le général Clark, commandant suprême de l'OTAN en Europe, annonçait que 11 000 soldats

serbes s'étaient déjà retirés de la région. ● LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN à la défense, William Cohen, a appelé les Serbes à dire à Slobodan Milošević : « Vous devriez partir ! » L'opposant

Vuk Draskovic a cependant jugé que le président serbe n'était « pas encore fini » et a appelé de ses vœux l'organisation au plus vite d'élections en Serbie. (Lire aussi notre éditorial page 21.)

## Les alliés investissent des zones d'où les Serbes ne se sont pas retirés

L'entrée de soldats russes dans Pristina a accéléré l'arrivée des troupes de la KFOR, qui, partout, ont été acclamées. Les Américains négocient un accord avec Moscou, selon lequel les Russes contrôleront une « zone de responsabilité » au Kosovo mais ne commanderont aucun « secteur » spécifique

**ALORS** que les troupes de la KFOR poursuivaient, dimanche 13 juin, leur déploiement au Kosovo, des Serbes incendaient des maisons avant de se retirer. Ainsi les troupes britanniques ont-elles évité de se heurter à des éléments de forces serbes qui avaient érigé des barrages dans les environs de Pristina, derrière lesquels plusieurs maisons d'un village étaient en train de brûler, rapporte Associated Press. Parallèlement, l'exode des civils serbes du Kosovo, sans prendre des proportions massives, se poursuit à un rythme accéléré.

● **L'arrivée inopinée des militaires russes vendredi soir à Pristina** avait bousculé le dispositif de retrait serbe approuvé aux négociations de Kumanovo, même si le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, tenait, dimanche, à affirmer devant la presse que l'intrusion russe « n'a affecté en aucune manière » le plan de déploiement des forces de l'OTAN. Concernant le statut précis de la présence russe au Kosovo, les pré-

sidents Bill Clinton et Boris Eltsine se sont entretenus dimanche par téléphone, une nouvelle conversation étant prévue lundi.

● **Les milliers de soldats britanniques qui avaient donné, samedi à l'aube, le signal du déploiement**, ont été suivis par les troupes françaises puis américaines et allemandes. Ces dernières ont dû ré-

pondre à des tirs de snipers serbes, dans leur zone de Prizren. Un tireur isolé serbe a été tué et trois personnes blessées, dont un militaire allemand. Sur les 50 000 hommes qui doivent être à terme déployés au Kosovo, 14 000 étaient entrés dimanche soir, dont près de 2 000 à Pristina.

## ● La tension était forte dans le

## Deux journalistes allemands ont été tués

Deux journalistes allemands ont été tués par des tireurs serbes embusqués près de la ville de Stimilje, au sud du Kosovo, a annoncé un officier de l'OTAN dimanche soir 13 juin, à Pristina. L'officier, rattaché aux forces britanniques de la force d'intervention (KFOR) qui se déploie dans et autour de Pristina, a précisé qu'un journaliste avait été tué sur le coup et que l'autre journaliste blessé avait été soigné par des médecins de l'OTAN avant de succomber, lui aussi, à ses blessures. Il n'a pas fourni d'autres détails.

Plusieurs journalistes à Pristina ont indiqué, de leur côté, qu'au moins l'un des deux journalistes travaillait pour le magazine allemand *Stern*. Stimilje est située à une quarantaine de kilomètres au sud de Pristina. Certaines informations ont fait état de la présence éventuelle de fosses communes dans cette région, ce qui a incité plusieurs journalistes à s'y rendre en dépit d'avertissements sur les groupes armés et les combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) qui y seraient actifs.

**chef-lieu de la province du Kosovo.** Des parachutistes britanniques ont tué un policier serbe qui avait ouvert le feu sur eux, selon les soldats britanniques. Quatre Serbes (deux militaires, un policier et un civil) auraient également été tués dans un quartier du nord de Pristina lors d'attaques menées par l'UCK (Armée de libération du Kosovo), selon des sources serbes.

● **L'aéroport de Pristina, prévu pour être le centre opérationnel du déploiement allié,** était toujours, dimanche soir, sous le contrôle de quelque 200 militaires russes. Des véhicules militaires britanniques et français ont été bloqués par un barrage russe sur la route de l'aéroport. Le chef du détachement russe, le général Viktor Zavarzin, a rencontré samedi et dimanche le général britannique Michael Jackson, commandant de la KFOR, pour tenter de régler la question du contrôle de l'aéroport, où des unités britanniques se seraient déployées dès samedi.

● **Cette opération russe a permis à Moscou d'obtenir des concessions dans les discussions en cours sur le rôle et la place de la Russie dans le dispositif de la force multinationale.** Le secrétaire d'Etat adjoint américain Strobe Talbott, qui négociait à Moscou, a convenu que la Russie doit avoir une zone au Kosovo « où sa responsabilité sera claire et visible ». En échange, le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, aurait donné l'assurance que Moscou « soutenait un arrangement de commandement unifié » pour la KFOR. Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américaine, a cependant affirmé que « les Russes auront une zone, mais ne doivent pas avoir leur propre secteur, car l'une des choses que nous voulons éviter est le partage du Kosovo ».

● **Un premier convoi humanitaire des Nations unies** est entré dimanche au Kosovo. Le haut-commissaire aux réfugiés Sadako Ogata a estimé à environ un demi-million le nombre de personnes déplacées ayant fui leur foyer mais restées à l'intérieur du Kosovo durant la guerre. Parmi les 440 000 réfugiés d'Albanie et les 245 000 de Macédoine, quelques dizaines à quelques centaines ont tenté de regagner leur village dimanche sans attendre l'autorisation du HCR.

● **Le général yougoslave Nebojsa Pavković**, commandant de la 3<sup>e</sup> armée, la première à se retirer du sud du Kosovo, a assuré ses compatriotes dimanche que l'armée « a remporté une grande victoire », ajoutant : « Nous retournerons au Kosovo si l'accord [signé avec le G 8] échoue ». A Belgrade, cependant, beaucoup évoquent la « capitulation » de leur pays devant la coalition alliée. Le secrétaire d'Etat américain William Cohen a appelé « le peuple de Serbie » à « regarder » Slobodan Milošević et à lui dire : « Vous devriez partir ». L'opposant Vuk Draskovic a estimé que le président serbe n'est « pas encore fini ». « Quiconque croit le contraire fait une erreur de jugement », a-t-il estimé, ajoutant que M. Milošević « est toujours le maître de la rétractation ; quand il rencontre un adversaire plus fort que lui, il change de cap, provisoirement ».

## Sur la route de Pristina, la joie incrédule des Kosovars, l'amertume des Serbes

Route BLACE-PRISTINA  
de nos envoyés spéciaux

Ignorant la cabine vitrée du poste-frontière macédonien de Blace et son fonctionnaire en uniforme, le tank britannique entre, sans coup férir, au Kosovo. Depuis l'aube, les troupes de l'OTAN défilent sur la province yougoslave. Auparavant, leur pénétration s'était effectuée lentement, par crainte des mines et des pièges qu'auraient pu laisser les forces serbes durant leur retrait. Les hélicoptères s'étaient déployés en rase-mottes pour observer les alentours. Les soldats du génie avaient dû ouvrir la voie en contrôlant la route, en vérifiant les ponts et les tunnels, au fur et à mesure de leur progression. Puis le rythme s'est accéléré et, en cette fin d'après-midi du samedi 12 juin, jour J de l'entrée de l'OTAN en Yougoslavie, c'est désormais un défilé continu de chars, de véhicules blindés et de camions qui foncent vers Pristina.

Passez le poste-frontière, le Kosovo s'ouvre sur un paysage désolé, dominé par le silence et le vide. Le bourg de Dzeneral Jankovic, comme les autres villages sur des kilomètres, est abandonné. A gauche, une immense cimenterie désaffectée, aux cheminées poussiéreuses. Le long de la route, des carcasses de voitures brûlées. Sur l'une d'elles, le slogan serbe des « 4 S » a été peint en lettres rouges : « Samo sloga spasava srbina » (« Seule l'unité sauve les Serbes »). Dans la montagne, pas un son ne s'élève des villages. Ici, le Kosovo est un pays mort et muet.

A la nuit tombée, dans la ville déserte de Dacanik, de rares patrouilles britanniques s'aventurent à l'écart de la route Blace-Pristina. On distingue le minaret de la mosquée, intact, dressé dans la pénombre. Les magasins, les cafés et certaines maisons ont été pillés, détruits, incendiés. Deux soldats passent devant un bistrot où les démineurs ont peint un signe sur le mur, « Not clear », indiquant qu'ils soupçonnent que l'endroit pourrait être piégé. « Nous craignons plus les pièges des miliciens ou des civils serbes qui quittent la région, les explosifs cachés dans les maisons, que les mines des militaires sur les routes », explique un soldat anglais.

Devant la station de police serbe, abandonnée depuis le début des bombardements de l'OTAN, un officier de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) discute avec ses hommes. Le bâtiment est devenu au cours de la journée le quartier général des combattants indépendantistes. L'officier s'appelle Xhabir Zharku, surnommé « commandant Qorri », et il est le chef de la brigade 192 « Agim Bajrami » de Dacanik. Il est descendu de la mon-

tagne le matin, vers 7 heures, afin de « souhaiter la bienvenue aux Britanniques, nos alliés, nos amis ». Il affirme avoir eu un contact officiel avec un officier britannique, qui n'aurait cependant pas évoqué l'avenir de l'UCK au Kosovo, et la déminiarisation prévue par le plan de paix.

« Nous attendions ces forces de l'OTAN depuis longtemps. Je ne sais plus quoi dire. Notre but était tout de même l'indépendance du Kosovo... Aujourd'hui, la guerre est finie. C'est la fin de la lutte armée, et le début de la lutte politique. » Le « commandant Qorri » se gratte le front. L'amertume se mêle à la joie. Il est un peu perdu, comme n'importe quel soldat lorsqu'une guerre semble parvenir à son terme. Il ne sait pas quelle sera sa mission demain. « La déminiarisation de l'UCK ? Je ne sais pas... J'attends des ordres de l'état-major. »

« Après dix ans d'oppression, enfin, les troupes de l'OTAN sont là pour nous délivrer de ce joug serbe que nous ne pouvions plus accepter »

L'officier est appellé sur sa radio. Il évoque encore les « 300 civils » qui attendent dans la forêt de revenir en ville, et « les 50 000 habitants » qui sont réfugiés en Macédoine. Dacanik est vide. Hormis cinq officiers de l'UCK et une vingtaine de soldats britanniques, pas une ombre en ville... « Nous attendons que les maisons ne sont pas minées avant de donner le signal du retour », dit le « commandant Qorri ». Il part avec ses hommes. Des soldats britanniques rejoignent la route principale, où des tentes rudimentaires ont été dressées pour la nuit. Il pleut.

Plus loin, peu avant Urosevac, des grappes de jeunes gens se sont rassemblées. Chaque tank qui passe est applaudi. « NATO ! NATO ! NATO ! » (OTAN), hurlent les enfants. « Quel soulagement, s'exclame Adnan Sinoni, vingt ans, étudiant, belle gueule de rocker branché, sourire aux lèvres. Après dix ans ! dix ans d'oppression, enfin, les troupes de l'OTAN sont là pour nous délivrer de ce joug serbe que nous ne pouvions plus accepter. » Passe un nouveau convoi. Hurlements, applaudissements. S'approche en-

suite une petite voiture conduite par un officier serbe. Nouveaux hurlements, mais d'une tonalité différente, cette fois. Les jeunes lèvent agressivement les mains, provoquant le soldat, formant avec leurs doigts le « V » de la victoire. La réponse du Serbe est rapide, presque amusée : l'officier leur tend trois doigts, le signe symbolique du nationalisme serbe.

A l'entrée de la ville, debout, seul devant une station-service occupée par les troupes britanniques, un vieil officier serbe regarde avec une moue dédaigneuse ses ennemis de l'OTAN. Il refuse de répondre aux questions en aboyant une insulte. Puis il s'en va, silhouette un peu pathétique sur la route, seul sous un ciel de pluie, kalachnikov à l'épaule, un sac en plastique dans la main droite. Sur la vitre de la station, un tract serbe qui vient juste d'être collé prévient la population : « Les agresseurs de l'OTAN ont placé partout des mines. Faites attention. Signalez aux autorités tout engin suspect ! »

La pluie tombe dru sur les faubourgs de Pristina. L'orage violent a chassé la foule accueillant ses « libérateurs ». Dans la banlieue à majorité serbe de Caglavica, des gens empilent des meubles et des effets personnels sur les remorques des tracteurs. Après trois mois d'*« épuration ethnique »*, qui ont vu la déportation ou la fuite de près d'un million d'Albanais, c'est désormais un défilé continu de chars, de véhicules blindés et de camions qui foncent vers Pristina.

Dans une ville encore sillonnée de militaires yougoslaves et de combattants incontrôlés, les Albanais semblent hésiter à trop afficher leur joie devant l'entrée des forces de l'OTAN. Ce n'est donc pas une liesse populaire extravagante, simplement un accueil chaleureux des Albanais restés à Pristina. Dans l'après-midi, une unité britannique surgit dans une rue du quartier Aktash. Un soldat se couche dans un fossé, un fusil-mitrailleur pointé vers le bout de la rue. Un homme est posté derrière chaque bosquet, chaque muret. Des Albanais commencent à sortir. Des enfants acclament les guerriers de l'OTAN. Une jeune fille tend un bouquet de fleurs au sniper qui, l'œil solidement fixé à son viseur, lui fait signe de l'offrir à l'un de ses compagnons.

Un homme dresse la liste des personnes du quartier qui ont purement et simplement disparu après avoir été emmenées par les « forces de sécurité » serbes. Le chef de la section britannique met la liste dans sa poche. « Je la transmettrai aux officiers qui sont responsables des enquêtes sur les crimes de guerre », dit-il.

L'officier anglais raconte que

Un attroupement se crée rapidement autour des soldats. Un vieillard, hésitant, demande comment il pourra obtenir des nouvelles de son fils emmené dans un commissariat serbe le mois dernier. Des femmes énumèrent briument les récits de trois mois d'oppression.

Chaque communauté craint la violence venue de l'autre, celle de Serbes régalant leurs derniers comptes ou d'Albanais entretenant de se venger

Un homme dresse la liste des personnes du quartier qui ont purement et simplement disparu après avoir été emmenées par les « forces de sécurité » serbes. Le chef de la section britannique met la liste dans sa poche. « Je la transmettrai aux officiers qui sont responsables des enquêtes sur les crimes de guerre », dit-il.

Le soir de la signature de l'accord militaire entre l'OTAN et le haut commandement yougoslave fut la « nuit la plus longue » pour Ermira. « Les soldats serbes se sont mis à tirer partout, dans toute la ville. On a eu peur qu'ils s'apprêtent à commettre de nouveaux massacres », se souvient-elle. Aujourd'hui, alors que les premiers blindés britanniques de l'OTAN viennent de faire leur entrée dans Pristina, Ermira est une jeune fille heureuse. Même si elle a peur que les jours qui suivent soient encore dangereux : « Les plus violents des paramilitaires savent qu'ils n'ont plus que très peu de temps pour piller et tuer. Vous voyez ces fumées, sur les hauteurs de la ville ? C'est habile ! », dit-elle avec une moue désabusée.

Mais comment, demain, la paix revenue, pourra-t-elle vivre avec les Serbes ? Ermira réfléchit, sourit : « La prolongation d'un conflit avec les Serbes est la dernière chose que souhaitent les Albanais, lâche-t-elle. Mais, pour moi, il est encore trop tôt pour penser au pardon. Mais elle ajoute bien vite, décidée : « Tout de même, si j'étais serbe, je partirais du Kosovo ! »

Rémy Ourdan et Bruno Philip

## « Il est encore trop tôt pour penser au pardon »

PRISTINA  
de notre envoyé spécial

Ermira a vingt ans. Elle était étudiante en droit, à Pristina. Elle vient de passer près de trois mois dans l'appartement de ses parents, au deuxième étage de l'un de ces immeubles de style « socialiste », de ce chef-d'œuvre de laideur architecturale qu'est Pristina. Le jour, elle y vivait avec sa mère, son jeune frère de dix-sept ans et ses deux jeunes sœurs de dix-huit et treize ans. La nuit, toute la famille descendait dans la cave quand le bruit des bombardements, dans les faubourgs de la ville, se faisait par trop intolérable.

La jeune Albanaise blonde, en jean, a peine à croire qu'il reste encore à Pristina quelques dizaines de milliers de ses coreligionnaires. Des réfugiés de l'intérieur, des gens qui n'ont pu fuir et qui n'ont pas été expulsés par les Serbes. On parle de 70 000 Albanais encore en ville. Ermira est sortie pour la première fois jeudi 10 juin, au lendemain de l'accord militaire signé par Belgrade lors des négociations de Kumanovo. « J'ai cru que nous étions les derniers Albanais de Pristina », dit-elle.

Ermira et sa famille vivent dans une « HLM » habité exclusivement par des Serbes. Quand, après le début des bombardements, sa mère est allée demander à ses voisins de les protéger, ils ont refusé. « Nous ne

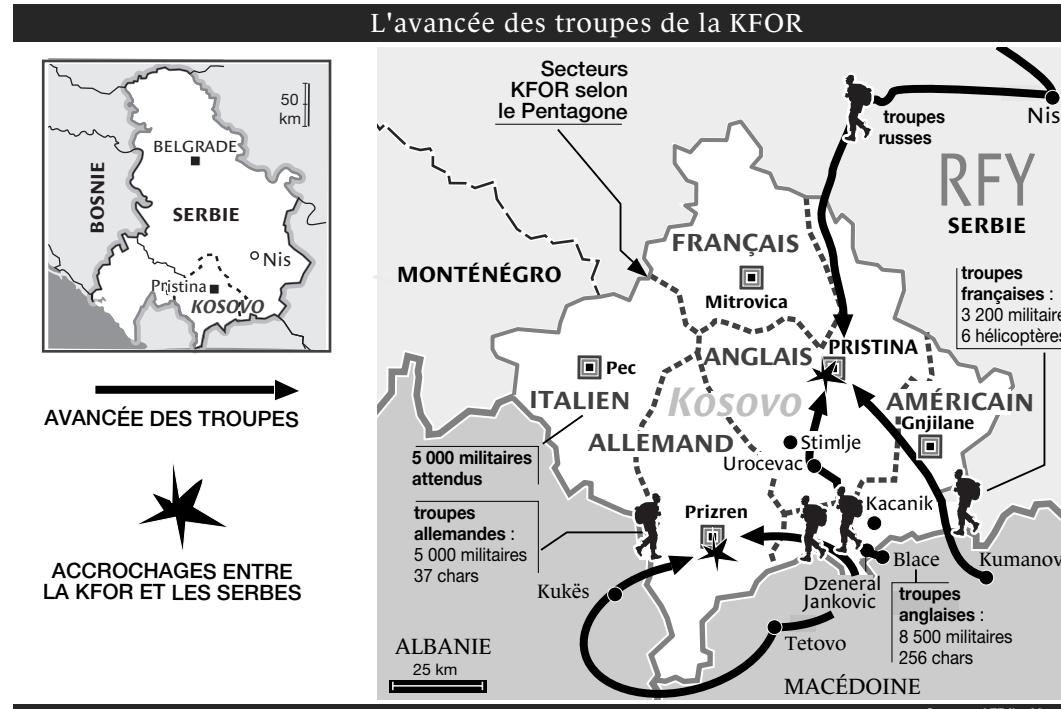
pouvons rien faire pour vous », ont-ils dit. Le père d'Ermira, qui s'est caché, ailleurs dans Pristina, et dont elle est restée sans nouvelles jusqu'à très récemment, fut président de la Cour suprême. Sa famille avait mauvaise réputation.

Avocat de renom, son père était un « défenseur connu de l'UCK », explique Ermira, en regardant autour d'elle : « Même aujourd'hui, en dépit de l'arrivée des troupes de l'OTAN, je ne sens pas en sécurité. » Heureusement, ajoute-t-elle, si nos voisins ne nous ont pas aidés, au moins ne nous ont pas dénoncés aux militaires ou aux policiers serbes. Isolés comme nous l'étions, qu'aurions-nous pu faire ? »

## LA « NUIT LA PLUS LONGUE »

Avant les bombardements, toute la famille avait pris ses précautions en achetant des provisions pour des semaines. De la viande, des légumes, des conserves. Ils ont mis les denrées périsposables dans le congélateur qui fonctionnait car, comme le précise Ermira, « il y avait peu de coupures d'électricité dans le centre parce que les magasins et les cafés tenus par les Serbes étaient encore ouverts. Mais tout ce qui était albanaise a été pillé ou détruit ». Il y a trois semaines, la mère d'Ermira est pourtant descendue faire quelques courses. Au magasin où elle voulait acheter du pain, la patronne l'a ac-

B. P.



## « Ici, le pire a été commis par des Serbes du Kosovo... Ils vont partir, ils doivent partir »

**UROSEVAC (Kosovo)**  
de notre envoyé spécial

« C'est la première fois que nous allumons la lumière, que nous n'avons plus peur. » Pour la famille Hazili, Urosevac sort d'une longue nuit. Trois mois d'angoisse derrière les volets clos, de bruits de bottes et de tanks dans la rue... Autour de Ramush Hazili, les femmes, les enfants et les voisins sont réunis dans le salon enflamé. Chacun boit, religieusement, la première tasse de café du « jour historique de la libération ». Les derniers combattants serbes ont quitté Urosevac peu avant l'aube, samedi 12 juin, et les soldats britanniques sont arrivés à 13 heures. Dans la maison illuminée, on pleure, on rit, on célèbre la première soirée de l'après-guerre.

Un cousin insiste, avant d'évoquer le sinistre trimestre, l'année de guerre et la décennie d'oppression, pour montrer les enregistrements vidéo qu'il a clandestinement effectués, de derrière les persiennes, sur les trois derniers jours à Urosevac. Une maison qui brûle, une colonne de fumée noire émanant du centre-ville, des tanks qui partent à l'aube, quatre soldats serbes dans la rue, un autre lançant une ultime pierre dans une fenêtre, puis les autobus de la retraite de l'armée yougoslave, les tracteurs et les camions des civils serbes et des pilotes, le ballet des voitures volées filant vers la Serbie...

Les images, maladroites, montrent ensuite le premier hélicoptère survolant Urosevac, l'incertitude, un deuxième hélicoptère, la confirmation que l'OTAN a entamé son débarquement, les cris de joie des enfants courant hors de la maison, les « Ils arrivent ! Ils arrivent ! », puis la foule qui attend les soldats de l'OTAN au bord de la route, les hurlements, les bras levés, les drapeaux albanais qui sont agités, les applaudissements lorsque la première Jeep apparaît, les « NATO ! NATO ! » (OTAN), la voiture martelée de coups de pied d'un Serbe quittant le quartier, l'éclaireur britannique qui appelle au calme, les bouquets de fleurs jetés aux tankistes occidentaux, accueillis en libérateurs...

Dans le salon de Ramush, le héros du jour est Lumni. Il arrive de Skopje, en Macédoine, où il s'est réfugié avec sa famille. Il ne parvient pas à sourire en voyant le film vidéo. Pourtant, cette soirée est l'une

des plus importantes de sa vie. « L'idée du retour était une source de joie immense, dit Lumni. Le retour lui-même, la vision de ces destructions, cette ville déserte, sont une source de tristesse et de peine. » D'autant que la famille de Lumni n'est pas encore là. « Ma femme et mes enfants obtiennent des visas pour la Suisse. Ils vont aller là-bas, où vivent mes frères. Puis ils reviendront à Ferizaj, tout ou tard. »

Ferizaj, c'est le nom albanais d'Urosevac. « Urosevac, c'est fini. C'était le temps des Serbes. » Lumni n'imagine pas que les communautés serbe et albanaise puissent un jour vivre ensemble au Kosovo. « Même si nous espérons l'indépendance du Kosovo, ce moment est une victoire... Les Serbes vont partir. Ils doivent partir. Ils ont été mêlés à tous ces crimes, et les rares Serbes innocents auront de toute façon peur. » « Ici, le pire a été commis par des Serbes du Kosovo », conclut Lumni, qui n'accuse pas l'armée de Belgrade d'avoir perpétré des exactions.

### UNE « VICTOIRE » AU GOÛT AMER

Neshe, une amie de Lumni avant la guerre, apparaît. Elle offre des cigarettes à tous les convives. Neshe et Lumni se racontent des histoires, demandent des nouvelles de leurs familles respectives, et parfois s'escravent. Parfois, aussi, leurs regards redeviennent graves.

Puis Ramush Hazili raconte les premiers jours de guerre à Urosevac. « Dès que les bombardements de l'OTAN ont commencé, les Serbes ont pris leurs armes. La première maison détruite fut celle des observateurs de l'OSCE. Le lendemain, ils ont raconté qu'elle avait explosé à cause d'une bombe américaine. » Ramush raconte ensuite la peur, les départs d'Albanais effrayés, puis les départs forcés. « Les soldats serbes ont quitté leurs casernes pour occuper les maisons des civils. Ils ont caché leurs tanks et leurs canons dans les cours et les jardins. »

Chez les Hazili, on célèbre calmement cette « victoire » au goût amer. Personne ne sait encore exactement quoi penser. Un Albanais a été trouvé mort le matin dans un champ. « Je crois que la guerre est bien finie », murmure Lumni. Il n'en est pas certain.

R. O.

## Le détachement allemand est accueilli en libérateur à Prizren

**PRIZREN**  
de notre envoyé spécial

C'est par milliers que les Serbes, policiers, militaires et civils, se préparent à quitter Prizren (sud-ouest du Kosovo), dimanche 13 juin, au lendemain de l'entrée des premiers éléments du contingent allemand de la KFOR dans la ville, en provenance de Macédoine.

En fin d'après-midi, des files de voitures aux galeries surchargées, des camions militaires, des semi-remorques et des bus s'étendent, dans les petites rues de la ville. Prizren tient de la garnison, et les Serbes préparent la retraite en bon ordre. Les abords de la caserne sont envahis de canons tractés. Des milliers de soldats en uniformes bleus de la police, l'arme à l'épaule, ou en treillis camouflage de l'armée yougoslave, attendent sagement l'ordre de départ, dans des bus, à l'arrière de camions ou assis par terre.

### DÉPORTATIONS MASSIVES

Sans agitation ni panique apparente, cette retraite a aussi un air de retour de campagne, avec ces semi-remorques chargées de matériaux divers, et de débâcle, avec ses familles entassées dans des voitures aux galeries surchargées, fondues dans le convoi. La provenance de la cargaison ne fait pas de doute. Les villages environnants, déserts, portent en effet les traces de la violence des exactions serbes, avec leur lot de maisons pillées et brûlées.

Dans Prizren, des dizaines de vitrines éventrées et de magasins vides témoignent des pillages dans une ville traditionnellement cosmopolite sur laquelle,

fois, les Serbes ne semblent pas s'être « trop » acharnés. Elle a néanmoins été systématiquement vidée de la moitié de ses 150 000 habitants à partir de la fin du mois d'avril.

Répondant aux préparatifs de départ des Serbes, la foule albanaise (70 % de la population avant les déportations massives) s'est massée non loin de la caserne, mais évite soigneusement tout face-à-face avec ces forces qu'elle a appris à redouter. Sur la place

### Vifs échanges de tirs dans le centre de la ville

De vifs échanges de tirs – faisant un mort et trois blessés – ont éclaté, dimanche soir 13 juin, entre des tireurs serbes et les forces allemandes de la KFOR, alors qu'une foule de Kosovars albanais faisaient l'arrivée des militaires de l'OTAN à Prizren. Deux Serbes, arrivés en voiture sur la place de Shatervan, au centre-ville, armés d'un kalachnikov et de deux grenades, ont tiré sur la foule. Les soldats de la KFOR ont immédiatement riposté de leurs chars.

D'autres tirs, provenant de la direction opposée, apparemment d'un balcon, ont suivi. Un des tireurs serbes est mort, l'autre est très grièvement blessé. Les Kosovars albanais ont sorti leurs passeports, et certains ont affirmé qu'il s'agissait de policiers serbes en civils. Un soldat allemand a été blessé au bras, sans gravité. Une habitante albanaise a également été blessée au bras.

Shatervan, en contrebas de l'imposante mosquée Sinan Pasha et de la vieille ville aux airs de bazar ottoman, des enfants s'agrippent au canon d'un char allemand Leopard II stationné près de la fontaine. Chaque survol d'hélicoptère, chaque passage d'un véhicule kaki de la Bundeswehr, est salué de « Bienvenue à l'OTAN ! », « Libération ! », hurlés avec enthousiasme.

La foule massée de part et d'autre de l'avenue principale se resserre autour des véhicules de

l'armée, des mains se tendent pour toucher celles des soldats. Les filets de camouflage des blindés s'ornent de fleurs. Entourée d'une nuée d'enfants, une mère de famille explique qu'elle attend « le reste des troupes allemandes », cette colonne de 1 200 soldats et 260 véhicules qui doit arriver à Prizren dans la soirée en provenance de l'Albanie toute proche (20 kilomètres).

Cette ambiance plutôt bon enfant a néanmoins connu quelques

ont réussi à limiter la portée de l'incident. Les deux véhicules ont poursuivi leur chemin.

« Nous n'avons pas l'intention de nous venger. Je désapprouve la réaction des gens. Mais ce n'est rien au regard de ce que nous avons vécu », se défend Fatime, une infirmière au chômage de 45 ans. « Jusqu'au dernier moment, nous avons eu peur », raconte-t-elle. « Nous risquons de nous faire arrêter pour un oui ou pour un non », affirme Jakup. Son voisin Naïm a été libéré de prison il y a une semaine. Il avait été interpellé en dehors de la ville quelques jours seulement après les premiers bombardements de l'OTAN, le 24 mars. « Ils m'ont accusé d'être sorti de la ville pour aller enterrer des armes », raconte-t-il, le visage émacié.

« Même après la signature de l'accord, nous étions sûrs que les Serbes allaient chercher à passer leurs nerfs sur nous », dit encore Fatime. De dépit, ils ont d'ailleurs salué cet événement par des tirs nourris d'armes automatiques. « Ils ont tiré pendant plus d'une heure, la nuit. Je redoutais le pire, un massacre », confesse-t-elle. Comme tous les soirs depuis des semaines, elle a attendu dans le noir que passe l'orage. Jakup a eu moins de chance. « Samedi soir, des policiers sont venus chez moi. Ils ont volé ma voiture. Sans doute pour pouvoir quitter le Kosovo, raconte ce maçon de 30 ans. Mais aujourd'hui l'OTAN est là, et ce sont eux qui partent. Tant pis pour ma voiture. »

Christophe Châtelot

## En privé, les Belgradois parlent de « capitulation »

Certains espèrent que ce sera « la fin de Milosevic »

### BELGRADE correspondance

Après la guerre, que faire ? Le régime de Slobodan Milosevic parle de lancer une vaste « mobilisation populaire », pour « reconstruire les ponts et les usines » démolis par deux mois et demi de bombardements que chacun ici désigne par un mot : « l'agression ». Des officiels proclament sur les ondes que « deux années » pourraient suffire, que le pays se redressera, même s'il devra peut-être « compter seulement avec ses propres ressources ». Mais, loin de vouloir se « mobiliser » pour quoi que ce soit, samedi 12 juin, pour le premier week-end de l'« après-guerre », Ivan et ses amis, employés d'une grande entreprise d'Etat, ont décidé de « se perdre » dans la fête. Une soirée pour célébrer le fait d'avoir survécu aux missiles et pour marquer leur amitié qui, insistant-ils, « a pris une dimension très particulière » pendant les semaines de bombardements. Une fête, aussi, pour « profiter de cet instant » de calme, de paix revenue, depuis que les sirènes d'alarme antiaériennes se sont tuées mardi. Car « on ne sait jamais ce que demain apportera : nous avons compris, avec toutes ces guerres depuis tant d'années, que demain ne peut être que pire qu'aujourd'hui ».

Ils se sont retrouvés dans un restaurant huppé du centre de Belgrade, appartenant à un « ponte » du Parti socialiste au pouvoir, au son d'une stéréo jouant des airs serbes traditionnels, des refrains tsiganes et de la musique pop. La chanson de Chris Rea, « We're on the Road to Hell » (« Nous roulons vers l'enfer ») a remporté un franc succès : « C'est exactement notre situation ! » L'humour noir était de rigueur, mêlé à la joie de se retrouver sains et saufs.

**PROCESSUS DE CONQUÊTE**

Mais tout au long de la soirée, arrosée d'eau de whisky et de vin monténégrin, les conversations avaient tendance à éviter le sujet douloureux du moment : l'entrée, le matin même, des premières troupes occidentales au Kosovo, « terre sacrée serbe ». « Quand on y pense, on n'a pas grand-chose à célébrer, confie un aparté un jeune technicien. Ce qui s'est produit est une capitulation, même si personne ici n'ose prononcer publiquement le mot. » Belgrade semble vivre dans une bulle, recroquevillée sur ses pro-

bèmes et suivant avec fatalité les événements qui se déroulent à quelques centaines de kilomètres de là, vers le sud. « De toute façon, on ne peut rien y faire, tout comme on ne pouvait rien faire contre les bombes, dit une employée. Lorsque quelqu'un te tire dessus et que tu ne peux pas bouger ou répondre, tu es une cible. Et c'est ce que nous sommes. » L'un de ses collègues reprend une théorie apparemment assez répandue pour expliquer toute la crise du Kosovo : « La principale raison de cette guerre est économique. Le Kosovo est une terre riche, avec du cuivre, du plomb, que l'Occident convoitait depuis longtemps, d'autant qu'elle est à l'intersection de l'Est et de l'Ouest, à la limite de la zone d'influence russe. » L'entrée des forces étrangères dans la province n'est à ses yeux qu'une étape de plus dans ce « processus de conquête ».

Le Belgradois ajoute en baissant la voix que « tous ceux ici qui captent un minimum d'informations savent pertinemment que c'est pour nous une capitulation. Comment être dupé de ce que racontent les journaux [serbes], pour qui ce sont de soi-disant « forces de paix » ? » Il hausse les épaules : « Ce sont des affaires de gouvernements, qui échappent aux peuples. » Et ajoute, en souriant, un commentateur qui la plupart des invités de cette fête, pourtant liés par leur profession aux réseaux du régime, n'hésitent pas à formuler en petit comité : « J'espère que ce sera bientôt la fin de Milosevic, ces dix années ne nous ont apporté que des problèmes... » Une femme raconte que le soir de la conclusion de l'accord militaire avec l'OTAN sur le retrait des troupes yougoslaves du Kosovo, elle a vu « des gens se mettre sur les balcons et hurler "Trahison !" ». Bien sûr, ce genre de chose ne figurait pas au journal de RTS », la chaîne télévisée d'Etat.

Les habitants de Belgrade font doucement le bilan de cette guerre, se remémorant leurs morts (le bombardement de l'immeuble de la télévision à beaucoup choqué), évoquant leurs problèmes d'approvisionnement en « essence, cigarettes, huile alimentaire », parlant des destructions subies par leur ville, dont certains « des plus vieux bâtiments ont été touchés, ce qui n'a pu être fait que par un peuple (sous-entendu : les Américains) dépourvu d'histoire ». La télévision, samedi, commentait l'événement ainsi : « Les terroristes du Kosmet (Kosovo) sont très inquiets de la présence des troupes russes. » Elle montrait en boucle des images de Serbes de Pristina, proclamant : « Nous n'avions pas l'intention de partir, et maintenant que les Russes sont là, nous sommes plus fermes encore sur notre position. »

Le bout du compte, les premières troupes étrangères à mettre le pied au Kosovo auront été des Russes, et cette conclusion – si mince consolation soit-elle – est vécue comme un brin de victoire, alors qu'« il est clair que le Kosovo est perdu », constate Ivan, au milieu de sa fête. Il raconte pour finir la dernière blague en vogue : Milosevic et son épouse Mira sont dans leur chambre à coucher (luxueuse). Mira veut un peu d'air, ouvre les portes-fenêtres donnant sur la terrasse et s'étonne d'y trouver un groupe de soldats. Même chose derrière la porte : des soldats. « Qu'est-ce que ça veut dire ? ! », s'énerve-t-elle devant Milosevic, qui répond alors laconiquement : « Laissez, ce sont les gardes-frontières. »

Anna Petrovic

**BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)**

**INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE**

**CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE,**

**SESSION DE JUILLET**

**TITRE ISG HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT**

**ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT**

Contactez Marion Maury : 8, rue de Lota - 75116 Paris  
Tél. 01 56 26 26 26  
ISG INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION  
ESTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECONNNU PAR L'ÉTAT

# L'opération « Pristina » est aussi un enjeu de politique intérieure russe

Les discussions avec l'OTAN se poursuivent pour définir la place des Russes au Kosovo

Après le coup de théâtre de l'arrivée des forces militaires russes à Pristina, les négociations se poursuivent entre l'OTAN et Moscou. En Russie,

MOSCOU  
de notre correspondant

Les Etats-Unis et les autres pays de l'Alliance atlantique n'en ont pas fini avec les exigences de la Russie. Si la crise, déclenchée par l'installation surprise d'un contingent russe sur l'aéroport de Pristina, est contenue, elle n'est pas achevée pour autant. Samedi 12 et dimanche 13 juin, deux nouvelles séances de négociations à Moscou entre le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, et le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, n'ont pas permis de finaliser un accord sur la participation de la Russie à la force de paix. Bill Clinton et Boris Eltsine, qui se sont entretenus au téléphone, dimanche, sont convenus d'un nouveau rendez-vous, lundi après-midi.

Dimanche, Strobe Talbott a présenté la concession faite par Washington : la Russie « devrait avoir une zone dans laquelle sa responsabilité sera claire et visible ». « Il y aura des endroits où la participation russe sera particulièrement importante. »

Zone, endroits... « Ils n'auront pas leur propre secteur », a précisé peu après aux Etats-Unis, Madeleine Albright, chef de la diplomatie américaine. Les désaccords demeurent et la méfiance, elle, ne cesse d'accroître. Dans une brève déclaration, M. Ivanov n'a

cette opération est également un enjeu de politique intérieure. L'opinion publique, majoritairement hostile à l'action de l'OTAN, ne peut que

se féliciter de cette initiative, même si certains s'inquiètent d'une éventuelle dégradation des relations avec l'Occident.

d'ailleurs pas même évoqué cette concession américaine. « Des progrès considérables ont été faits », a-t-il indiqué pour expliquer ensuite que les « zones de déploiement » des contingents et la coordination de leur commandement restaient à déterminer. En attendant, « chacun restera à sa place » et les soldats russes demeureront à Pristina.

M. Ivanov et les conseillers du Kremlin se sont surtout efforcés de faire oublier l'extrême confusion provoquée, samedi à Moscou, par l'entrée au Kosovo de soldats russes. Tenu à l'écart (*lire ci-dessous*), le ministre des affaires étrangères l'avait qualifiée de « malheureuse ». L'approbation officielle donnée plus tard par le Kremlin a obligé les responsables russes à rassurer les rangs.

De fait, les négociations sont menées depuis dix jours à trois niveaux de pouvoir différents, ayant chacun des positions ou intérêts divergents : le Kremlin et les contacts téléphoniques de Boris Eltsine avec les dirigeants occidentaux ; le ministère des affaires étrangères ; les hauts responsables militaires. Ces derniers, par l'entrée réussie d'un contingent au Kosovo, ont dicté le durcissement de la position russe.

Dimanche, un responsable de l'état-major, cité par l'agence Interfax, a estimé que les conditions

étaient désormais « créées pour des négociations plus constructives ». « Nous étions auparavant placés dans une position humiliante, subordonnée à l'OTAN ». Toujours anonymes, ces « responsables militaires » ont expliqué tout au long du week-end que l'OTAN « voulait mettre la Russie devant le fait accompli », que la force de paix avait été organisée à l'avance pour ne pas laisser de place à Moscou, que

condamnait massivement l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, sera sans doute satisfaite de voir Moscou imposer sa présence dans la force de paix. Et la majorité nationalo-communiste de la Douma (Chambre basse du Parlement), qui avait demandé la semaine dernière le renvoi de Viktor Tchernomyrdine, se félicitera de l'opération « Pristina ». « Nous avons fait ce qu'il fallait en entrant

« Nous étions auparavant placés dans une position humiliante, subordonnée à l'OTAN »

Un responsable de l'état-major russe

l'Américain Strobe Talbott adoptait « une position imprudente » en refusant toutes les propositions de la délégation russe.

Le poids soutenu pris par l'armée dans les négociations, à Moscou et, sur le terrain, en Macédoine et au Kosovo, compliquera le travail du ministère des affaires étrangères. M. Eltsine était apparu à la télévision, vendredi, pour se gausser de Bill Clinton peu après que des soldats russes eurent pénétré en Serbie. Il n'a rien dit depuis.

L'opinion publique russe, qui

au Kosovo, nous avons fait ce que la Yougoslavie nous demandait de faire », a déclaré dimanche le président communiste de la Chambre des députés, Guennadi Seleznev. Mais d'autres voix s'inquiètent des risques de dégradation durable des relations avec l'Occident. « Nous ne devons pas oublier nos intérêts stratégiques », a déclaré Vladimir Loukine, député libéral du parti laboutko et président de la commission des affaires étrangères à la Douma.

François Bonnet

## Washington aborde avec optimisme la négociation en cours avec Moscou

NEW YORK  
de notre correspondant

Les responsables américains se sont ostensiblement attachés, dimanche 13 juin, à dédramatiser l'arrivée intempestive et prémature des forces russes au Kosovo, en soulignant que ce contingent ne dépassait pas deux cents hommes et qu'une solution à ce qu'ils présentent comme un incident de parcours était en cours d'élaboration.

Cette solution, selon des indications fournies de source officielle, devrait consister dans l'attribution à la Russie d'une « zone de responsabilité » au sein de l'un ou de plusieurs des secteurs géographiques répartis entre les cinq pays de l'OTAN leaders de la force multinationale de sécurité au Kosovo (KFOR) : Grèce-Bretagne, France, Allemagne, Etats-Unis et Italie. Cette solution permet aux Américains de sauvegarder trois exigences à leurs yeux impératives : un commandement unifié de l'OTAN pour l'ensemble de la KFOR, la présence de troupes de l'OTAN dans chacun des secteurs, et l'absence d'un secteur séparé pour les Russes, lequel aurait abouti à une partition *de facto* du Kosovo, les Serbes se regroupant dans la zone russe et les Albanais dans les autres.

### UNE « ZONE DE RESPONSABILITÉ » RUSSE

Le secrétaire d'Etat adjoint Strobe Talbott, le « Monsieur Russie » de l'administration Clinton, était attendu dimanche soir à Washington où il devait présenter le résultat de ses entretiens moscovites. « Je suis très satisfait et optimiste », a déclaré le responsable américain.

Avant de quitter Moscou, M. Talbott a indi-

qué que Washington examinait la possibilité d'une « zone de responsabilité » russe : « Il y aura des parties du Kosovo où la participation russe sera importante et manifeste », a précisé le diplomate, en prenant soin de spécifier que ce résultat ne pourrait pas « ressembler à une partition du Kosovo ». M. Talbott aurait en outre obtenu des assurances de Moscou qu'aucune autre unité russe ne serait déployée au Kosovo sans accord de l'OTAN.

Le général Henry Shelton, le chef d'état-major américain, a reconnu sur CNN que l'hypothèse d'une zone russe au sein d'un secteur de la KFOR était l'une des formules possibles. Sur le fond, Bill Clinton avait jeté les bases de ce type de solution vendredi soir, au cours d'un entretien accordé à la chaîne de télévision PBS, au moment où il devenait clair que les troupes russes allaient précéder celles de l'OTAN au Kosovo : « Les Russes voudraient jouer un rôle important, mais ils comprennent que nous devons avoir une unité de commandement sous le commandement du général Jackson, c'est la condition sine qua non de toute cette affaire », a expliqué le président. Mais ils savent aussi que, dans chaque secteur, nous devons avoir deux choses : premièrement, la perception et la réalité de la sécurité, afin que les Kosovars puissent rentrer chez eux ; deuxièmement, dans les secteurs où il y a des Serbes, ils doivent savoir que nous nous sommes engagés à les protéger aussi. On a beaucoup réfléchi sur le meilleur moyen de le faire et sous quelle forme les Russes peuvent apporter la meilleure contribution. »

Contrastant avec la tonalité plutôt dramatique des médias américains sur « le coup des

Russes », les membres de l'administration Clinton ont affiché tout le week-end une attitude très philosophique à l'égard d'un épisode qu'ils voudraient présenter comme plus folklorique qu'autre chose – suffisamment sérieux pourtant pour faire faire demi-tour en plein vol à Strobe Talbott, samedi. Pour le secrétaire à la défense, William Cohen, « il n'y a pas de gloire particulière à débarquer à Pristina avec 200 hommes pour dire : on est là les premiers. Ce n'est pas l'essence de l'objectif de cette mission de maintien de la paix. L'OTAN y est aussi, et elle y sera avec 50 000 hommes. Militairement, 200 hommes, c'est insignifiant. »

### GARDONS NOTRE SANG-FROID

Selon le général Shelton, le contingent russe devrait finalement compter 2 000 hommes. Le sénateur républicain John McCain, chef de la commission des forces armées, a évité lui aussi de dramatiser, même s'il a reconnu en souriant qu'il aurait traité « Boris » de « racaille » s'il l'avait eu au téléphone : « Gardons notre sang-froid dans cette affaire », a-t-il recommandé sur NBC.

Quant à la portée de cet épisode sur les relations russo-américaines et la confiance que Washington peut avoir en Moscou à l'avenir, c'est une question que l'on préférera visiblement, dimanche, résérer à plus tard. « Oui, a reconnu le secrétaire d'Etat, Mme Albright, sur NBC, il y a de toute évidence une certaine confusion politique à Moscou, mais les processus constitutionnels fonctionnent. Ma conviction est que Boris Eltsine contrôle la situation. »

Sylvie Kauffmann

## Les militaires russes qui sont entrés au Kosovo auraient agi de leur propre chef

MOSCOU  
de notre correspondant

Qui a donné l'ordre aux soldats russes de pénétrer au Kosovo, dans la nuit de vendredi 11 à samedi 12 juin, et de prendre possession de l'aéroport de Pristina ? Si aucune explication officielle sérieuse n'a été avancée à Moscou, il paraît pratiquement certain que quelques hauts responsables militaires ont décidé, seuls, de cette opération.

Samedi matin, Boris Eltsine n'aurait fait qu'approuver *a posteriori* la réussite de l'opération, qui n'avait été évoquée les jours précédents qu'à titre de scénario parmi bien d'autres. Douze heures après l'entrée des troupes russes au Kosovo, Dimitri Iakouchkine, porte-parole du président, pouvait seulement déclarer : « La Russie est prête à participer à toutes les opérations prévues par le Conseil de sécurité de l'ONU. » Puis était annoncée la promotion, par Boris Eltsine, du général Viktor Zavarzine, qui conduisait le convoi russe au Ko-

sovo. Ainsi seulement était signifiée l'approbation du Kremlin.

Dans l'après-midi, Sergueï Prikhodko, conseiller diplomatique de M. Eltsine, expliquait que « les directives présidentielles » avaient été données et ajoutait que le « déploiement de cette unité avancée faisait partie de la première phase ». Or ce terme, « première phase », avait été, la veille au matin, utilisé pour qualifier l'entrée du contingent russe en Serbie, contingent qui devait alors rester stationné à la frontière du Kosovo.

Les médias russes ont fait la liste des responsables ayant ignoré le déclenchement de l'opération. Le premier ministre, Sergueï Stepachine, était en déplacement vendredi dans le Caucase. Viktor Tchernomyrdine, émissaire de Boris Eltsine, a déclaré « ne pas avoir été tenu au courant ». Igor Sergueïev, ministre de la défense, a participé toute la nuit de vendredi à samedi aux négociations entre le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, et le

ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov. Ce dernier avait, aussitôt connue l'entrée des troupes russes au Kosovo, déclaré sur la chaîne américaine CNN que cela était « malheureux » et qu'un « ordre de retrait immédiat avait été donné ». Enfin, selon la télévision russe NTV, le secrétaire du Conseil de sécurité, Vladimir Poutine, n'a pas plus été informé.

### IGNORANCE MINIMISÉE

Dimanche, le ministère des affaires étrangères s'est efforcé de minimiser l'ignorance dans laquelle il a été tenu. Qui a donné l'ordre ? « Mais pourquoi devrais-je le savoir ? », a répondu M. Ivanov dimanche.

La décision pourrait avoir été mise en œuvre par quatre hauts responsables militaires. Le premier ministre Anatoli Kvachnine, chef d'état-major de l'armée, qui avait fait quelques déclarations tonitruantes au début des frappes. A la mi-avril, le Kremlin avait rappelé les militaires à leur devoir de réserve. M. Kvachnine, dont la

presse russe avait un temps annoncé le limogeage, n'a plus fait de déclarations publiques depuis. Le deuxième, Leonid Ivachov, général responsable de la coopération internationale au ministère de la défense, s'est publiquement opposé au plan de paix accepté par M. Tchernomyrdine.

Général promu par Boris Eltsine, Viktor Zavarzine, qui a conduit le convoi russe à Pristina, était un des militaires qui ont accompagné M. Tchernomyrdine à Belgrade et se sont opposés au plan de paix. Représentant de la Russie auprès de l'OTAN à Bruxelles, il avait violemment critiqué le déclenchement des frappes.

Enfin, l'attaché militaire russe à Belgrade, le général Evgeni Barmantsev, semble avoir joué un rôle déterminant dans la coordination avec le gouvernement de Slobodan Milosevic, des policiers serbes ayant escorté le convoi russe jusqu'à Pristina.

F. Bt

## George Bush junior entre en campagne pour la présidentielle aux Etats-Unis

**CEDAR RAPIDS** (Etats-Unis). Le gouverneur républicain du Texas, George Bush junior, cinquante-deux ans, favori des sondages pour l'élection présidentielle de 2000, est entré en campagne samedi 12 juin, à Cedar Rapids (Iowa). « Je suis candidat, car je veux que notre parti incarne en même temps le conservatisme de l'esprit et la générosité du cœur », a déclaré M. Bush au premier jour d'une tournée électorale dans l'Iowa et le New Hampshire, les deux Etats où débute la campagne des élections primaires du Parti républicain.

Le fils de l'ancien hôte de la Maison Blanche, George Bush, a fait remarquer que le coup d'envoi officiel de sa campagne pour l'investiture du Parti républicain ne sera donné que plus tard cette année, mais il n'a laissé planer aucun doute sur ses intentions. « Je suis candidat à la présidence des Etats-Unis, et il n'est pas question de revenir en arrière », a déclaré M. Bush à ses partisans. – (AFP)

## Les Suisses approuvent largement des restrictions dans le droit d'asile

**BERNE**. Par un peu plus de 70 % de « oui », le corps électoral helvétique a accepté dimanche 13 juin une nouvelle loi sur l'asile, assortie de mesures d'urgence pour « en combattre les abus ». Approuvées il y a juste un an par le Parlement en vue de limiter l'afflux de réfugiés en Suisse, ces restrictions étaient contestées par les organisations d'entraide, qui avaient réclamé un référendum.

Alors que la gauche et les Eglises avaient également appelé à rejeter ce réaménagement du droit d'asile par « solidarité avec les réfugiés », les événements du Kosovo ont plutôt contribué à attiser les inquiétudes de la population. « L'élan de solidarité manifesté au début de l'exode des Kosovars ne s'est pas retrouvé dans les urnes », constatait un commentateur, tout en rappelant que la Suisse accueillait proportionnellement le plus grand nombre de réfugiés en Europe occidentale. – (Corresp.)

## M. Mandela accueille le colonel Kadhafi, en visite en Afrique du Sud

**LE CAP**. Le chef de l'Etat sud-africain, Nelson Mandela, a accueilli, dimanche 13 juin, au Cap, le numéro un libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, qui sera, dans l'exercice de ses fonctions, son dernier hôte. « Nous sommes comblés de recevoir enfin ici, à la pointe sud de l'Afrique, l'une des légendes révolutionnaires de notre époque », a déclaré Nelson Mandela à ses invités lors d'un déjeuner en l'honneur de Mouammar Kadhafi, qui effectue son premier voyage à l'étranger depuis la suspension des sanctions contre la Libye, en avril.

Ce dernier séjournera en Afrique du Sud jusqu'à mercredi pour assister à Pretoria à l'investiture du successeur de Nelson Mandela, Thabo Mbeki. M. Mandela a joué un rôle capital pour persuader le colonel Kadhafi de livrer les deux agents libyens soupçonnés d'avoir pris part à l'attentat contre un Boeing de la PanAm au-dessus de Lockerbie, en décembre 1988. Le colonel Kadhafi, fervent soutien du Congrès national africain (ANC) durant son combat contre l'apartheid, a établi au fil des années des relations étroites avec Nelson Mandela, libéré après vingt-sept ans de détention. Lundi, le numéro un libyen doit visiter la prison de Robben Island, où Nelson Mandela a passé la majeure partie de sa captivité contre la Libye, en avril.

Lors de la première partie, réservée aux taux de change, à l'économie mondiale et à sa surveillance multilatérale, le ministre des finances présidant le conseil des onze pays de l'euro (Euro II) et le président de la Banque centrale européenne (BCE) se substitueront aux gouverneurs des banques centrales des trois pays du G 7 ayant adopté la monnaie unique, à savoir l'Allemagne, la France et l'Italie.

Pour la seconde partie, traitant de tous les autres sujets du système financier, les gouverneurs des banques centrales italiennes, allemande et française pourront reprendre leur place. La Commission européenne pourra participer aux réunions sur des sujets spécifiques, comme l'aide à la Russie.

### PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL/IRAN** : l'un des deux grands rabbins israéliens, Israël Lau, devait demander, lundi 14 juin, au dalai-lama d'intervenir pour obtenir la libération de treize juifs iraniens accusés d'espionnage et qui risquent la peine de mort. Selon son porte-parole, le grand rabbin devait s'entretenir avec le dalai-lama à ce sujet, dans un local du ministère des cultes attenant au mur des Lamentations, à Jérusalem-Est. Le chef spirituel des Tibétains en exil était arrivé samedi en Israël pour une visite de trois jours, qualifiée de « privée ». Le rabbin Lau a déjà appelé dimanche le pasteur américain Jesse Jackson à se rendre à Téhéran pour obtenir la libération des treize juifs emprisonnés. – (AFP)

■ **ISRAËL/PALESTINIENS** : Israël a interdit à Palestiniens Abou Daoud, le cerveau de la prise d'otages de sportifs israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972, de retourner dans les territoires palestiniens, a-t-on annoncé dimanche 14 juin de source officielle. Abou Daoud avait obtenu en 1996 le feu vert des autorités israéliennes pour retourner dans les territoires palestiniens. L'interdiction israélienne serait liée à l'émission par l'Allemagne, jeudi, d'un nouveau mandat d'arrêt pour compléter de meurtre contre Abou Daoud. – (AFP)

### Préparation SCIENCES PO.

- Session intensive d'été

(du 2

# L'Inde et le Pakistan campent sur leurs positions à propos du Cachemire

Les combats s'étendent le long de la ligne de contrôle séparant les deux pays

Le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, a affirmé, dimanche 13 juin au Cachemire, que l'Inde devait être prête pour la guerre, après

**NEW DELHI**  
de notre correspondante en Asie du Sud

« Nous voulons la paix, mais devons être prêts pour la guerre », a déclaré, dimanche 13 juin, aux soldats déployés à Kargil, le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee, au lendemain de l'échec attendu de la rencontre à New Delhi entre les ministres indien et pakistanais des affaires étrangères.

Pour sa première visite sur le front des combats, qui opposent depuis plus d'un mois l'Inde et le Pakistan dans le nord du Cachemire, M. Vajpayee a réitéré la détermination de son gouvernement à repousser les quelque 1 500 militants et soldats pakistanais qui campent toujours, côté indien de la ligne de contrôle (LOC) séparant les deux pays au Cachemire : « Nous voulons l'amitié avec le Pakistan, mais nous avons récolté l'hostilité. Notre territoire a été occupé, notre terre bombardée et notre peuple rendu sans abri. Nous n'autorons de cesse que les forces qui ont fait intrusion soient éjectées. »

La tournée de M. Vajpayee a dû

l'échec d'un dialogue avec le Pakistan sur un conflit qui dure depuis plus d'un mois. De violents combats ont opposé dans la montagne les

forces indiennes et pakistanaises. D'importants renforts militaires ont été acheminés le long de la ligne de contrôle séparant les deux pays.

indien et pakistanais, Jaswant Singh et Sartaj Aziz, chacun d'eux campant sur ses positions. L'objectif de cette rencontre étant, pour le Pakistan, de faire baisser la tension, M. Aziz avait proposé l'arrêt des bombardements aériens et des tirs d'artillerie indiens. Mais Jaswant Singh avait répliqué : « Eliminez d'abord les facteurs qui sont à l'origine de l'escalade de la tension, et la situation retournera à la normale. »

## RENFORTS ACHEMINÉS

Interrogé sur une éventuelle nouvelle rencontre diplomatique, M. Singh avait rétorqué qu'il ne cultivait pas « le luxe de parler pour parler ». M. Aziz avait bien tenté de faire valoir que la situation était la conséquence de l'absence de solution à la question du Cachemire et qu'il fallait donc en discuter. Sans résultats. « En dépit de nos nombreuses divergences, nous croyons que les problèmes ne peuvent être résolus que par des moyens pacifiques, et non par des demandes unilatérales, des allégations infondées, ou l'escalade des tensions », avait-il dit.

Cette attitude avait entraîné samedi l'échec des entretiens entre les ministres des affaires étrangères

réception faite à M. Vajpayee à Lahore, l'atmosphère des entretiens, qui n'ont duré que deux heures, a été glaciale, les ministres refusant de s'arrêter pour la traditionnelle poignée de mains devant les caméras.

Même s'il était prévisible, cet échec fait aujourd'hui craindre un regain des combats, qui s'étendent par ailleurs le long de toute la LOC, et notamment au sud du Cachemire, où les deux pays acheminent des renforts et où les échanges d'artillerie se sont intensifiés. Fort d'un large soutien international et à trois mois d'élections générales, le gouvernement indien veut avant tout restaurer le *statu quo ante*, tentant d'éviter d'envenimer la situation militaire pour empêcher toute intervention internationale.

M. Singh, qui s'est rendu dimanche à Pékin, pour une visite prévue de longue date, aura eu l'occasion de mesurer l'attitude de la Chine, traditionnel allié du Pakistan, mais qui est restée jusqu'à maintenant officiellement neutre.

Françoise Chipaux

plus pauvres du monde répertoriés par la Banque mondiale, 23 étaient jusqu'à présent susceptibles d'être éligibles à ce traitement, qui aboutit à l'annulation de 80 % du stock de la dette bilatérale et multilatérale. Seuls deux, l'Ouganda et la Bolivie, en ont bénéficié, compte tenu de la longueur du processus mis en place.

L'idée était d'assouplir les critères d'accès de manière à accueillir la totalité des pays figurant sur la liste de la Banque mondiale et d'offrir des modalités d'annulation encore plus généreuses. C'est désormais quasi chose faite : hormis quelques pays en guerre comme la Sierra Leone, le Liberia ou la Somalie, l'ensemble de ces pays pourront prétendre à une annulation pouvant aller jusqu'à 90 %, et même au-delà si cela est nécessaire. L'allègement qui portera sur les créances bilatérales et multilatérales devrait représenter un effort de la communauté internationale de l'ordre de 70 milliards de dollars.

Babette Stern

## Dakar doit de nouveau faire face à des combats en Casamance

**DAKAR**  
de notre envoyé spécial

Pour la première fois en dix-sept ans de conflit, des obus sont tombés sur le centre de Ziguinchor, la capitale de la Casamance. Dans cette province méridionale du Sénégal, coincée entre la Gambie et la Guinée-Bissau, les indépendantistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) se battent contre l'armée gouvernementale depuis 1982. Le bombardement de Ziguinchor et la riposte sénégalaise ont fait 26 morts, dont 22 rebelles, selon le gouvernement, les 29 et 30 mai.

Dans les jours suivants, le représentant du MFDC hors de Casamance, Krumah Sané, a annoncé la reprise des combats et dévoilé un projet politique nouveau pour son organisation : la création d'une « Fédération du Gabou » (du nom d'un empire du XVIII<sup>e</sup> siècle) qui regrouperait Guinée-Bissau, Casamance et Gambie. A Dakar, la presse – gouvernementale et d'opposition – a poussé des hauts cris face à ce projet résolument anti-sénégalais, et l'armée a annoncé la réorganisation de son dispositif en Casamance, placé sous le commandement du colonel Yoro Koné, qui s'est récemment illustré en Guinée-Bissau.

Cette brusque dégradation de la situation est la conséquence directe de l'intervention du Sénégal chez son petit voisin lusophone. En juin 1998, Dakar a répondu à un appel à l'aide du président bissau-guinéen, Joao Bernardo « Nino » Vieira, qui devait faire face au soulèvement de son armée. En dépechant ses troupes, Dakar faisait officiellement jouer un accord de défense. Aujourd'hui, on reconnaît presque ouvertement qu'il s'agissait avant tout de prendre pied dans un pays qui a toujours servi de base arrière aux indépendantistes casamanciens. L'armée et le gouvernement sénégalais espéraient créer une zone tampon à la frontière entre la Casamance et la Guinée-Bissau, et ainsi asphyxier la rébellion.

C'est l'inverse qui s'est produit. En ignorant l'isolement politique et militaire du président Vieira, le Sénégal a misé sur le mauvais cheval. Pire, l'arrivée des *djambars* (soldats, en wolof) à Bissau a provoqué l'intervention des troupes du MFDC au côté de la rébellion bissau-guinéenne. Les Casamanciens ont acquis au cours de cette année de guerre civile à éclipser une expérience, un savoir-faire et un armement lourd qui jusqu'ici leur manquaient.

La chute du président Vieira, l'arrivée au pouvoir des militaires à Bissau ont précédé de quelques jours la reprise des combats. Certes, le fondateur du MFDC, l'abbé Augustin Diamaconne Senghor, a appelé à l'arrêt des hostilités. Mais il vit en résidence surveillée depuis des années

et n'a plus de contacts avec le terrain. Depuis des mois, divers acteurs – dont la France et la Gambie – encouragent l'organisation d'une rencontre entre les dirigeants du mouvement, l'abbé Diamaconne, Krumah Sané et les chefs militaires, au premier rang desquels Salif Sadio, qui commande le « front nord ».

## La situation actuelle est la conséquence de l'intervention du Sénégal en Guinée-Bissau

Maintes fois repoussée, cette rencontre est prévue pour le 21 juin à Banjul, la capitale de la Gambie. Car, jusqu'à présent, le Sénégal a fait valoir que l'absence d'interlocuteur crédible empêchait l'ouverture de négociations. En janvier, le président Abdou Diouf s'est rendu à Ziguinchor, où il a rencontré l'abbé Diamaconne. Quelques semaines plus tard, le gouvernement central annonçait un programme de plus d'un milliard de francs pour le développement de la province.

Ce geste symbolique et cet effort matériel montrent bien que Dakar aimerait faire avancer enfin le dossier casamancien, avant l'échéance présidentielle, prévue pour février 2000. L'opinion sénégalaise est hostile aux indépendantistes, mais elle s'inquiète du coût humain et matériel du conflit. Une bonne part du produit de la privatisation de la société de téléphone a ainsi été absorbée par l'intervention en Guinée-Bissau.

Mais les deux camps ont encore un long chemin à parcourir entre l'indépendantisme intrinsèque des combattants et le refus de Dakar de modifier les institutions pour la seule Casamance. La donne est désormais compliquée par les conséquences de la guerre civile en Guinée-Bissau : une grande quantité d'armes a été mise en circulation, et différents trafics (cannabis, noix de cajou) se sont organisés dans la région, favorisant l'émergence de féodalités militaires qui ont tout intérêt à la prolongation du conflit.

Certes, les relations entre la junte et les indépendantistes ne sont pas au beau fixe, mais la faiblesse du nouveau régime bissau-guinéen lui interdit de contrôler efficacement sa frontière. En attendant, les populations de Casamance continuent de souffrir, exposées aux agressions des maquisards et de l'armée, forcées d'abandonner leurs cultures et de se réfugier autour de Ziguinchor.

Thomas Sotinel

# Accord au G 7 pour alléger la dette des pays pauvres

Les Etats répertoriés par la Banque mondiale devraient pouvoir compter sur une annulation allant jusqu'à 90 %

## LES MINISTRES

des finances des sept grands pays industrialisés (G 7) se sont mis d'accord, samedi 12 juin à Francfort, sur une proposition d'allègement de la dette des pays les plus pauvres. Il revient désormais aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'adopter définitivement lors du sommet qui aura lieu le 18 au 20 juin à Cologne. Celui-ci marquera la fin de la présidence allemande.

Depuis près de six mois, les pays les plus riches ainsi que les organisations multilatérales (Fonds monétaire international et Banque mondiale) planchaient sur cette initiative lancée en janvier par le chancelier allemand Gerhard Schröder. En septembre 1996, les institutions de Bretton Woods avaient conjointement proposé et mis en œuvre une initiative en faveur des pays pauvres les plus endettés, appelée Initiative HIPC (Highly Indebted Poor Countries), qui visait à abaisser à des niveaux tolérables la charge de la dette de tous les pays qui poursuivent de vigoureux programmes d'ajustement et de réformes. Sur les 41 pays les

# POUR VOTRE SANTÉ, LA FORCE DE LA SOLIDARITÉ



Face à l'avenir incertain de notre système de santé, certains misent sur la réglementation européenne pour porter un mauvais coup aux mutuelles santé et considèrent la santé comme un commerce.

Pour les 3 000 vraies mutuelles de la Mutualité Française, chacun a le droit de se faire soigner, quelles que soient ses ressources. En remboursant des dépenses non couvertes par la Sécurité Sociale dans un esprit solidaire et désintéressé, les mutuelles permettent à tous d'accéder à une médecine de qualité. Sans exclusion.

La construction européenne doit veiller à ce que les mutuelles santé gardent ce rôle essentiel.

Faites confiance aux mutuelles de la Mutualité Française, de vraies mutuelles.

De vraies mutuelles

Régie par le Code de la Mutualité.

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**FAIT DIVERS** Plus de dix ans d'enquête n'ont pas permis de faire toute la lumière sur la mort tragique, le 31 octobre 1988, dans la forêt de Fontainebleau, d'Anne-Sophie Van-

damme et Gilles Naudet, baptisés depuis lors les « fiancés de Fontainebleau ». La mise en examen de trois braconniers en février a conforté l'hypothèse d'un accident de chasse

ayant dérapé, sans pour autant permettre aux gendarmes d'aboutir.

● **LES AVEUX** de Cédric C., qui, seul, reste incarcéré, ont saisi les enquêteurs par leur précision, mais ils ont varié

quatre fois en 38 heures de garde à vue et ont été totalement renierés depuis lors. ● **LA PERSONNALITÉ** de ce suspect, étudiant en sciences criminelles, passionné d'armes, déchiré par

le divorce de ses parents, se trouve au cœur de cette enquête qui poursuit son cours. ● **LES INVESTIGATIONS** ont révélé, en marge de l'affaire, les secrets de la forêt de Fontainebleau.

# Dix ans n'ont pas suffi pour élucider le mystère des « fiancés de Fontainebleau »

L'enquête sur ce double meurtre commis en 1988 bute sur la personnalité complexe du principal suspect, Cédric M., un braconnier incarcéré depuis ses aveux de février. Mais le jeune homme s'est rétracté après avoir livré quatre versions précises mais différentes des faits

**DEUX** cadavres, dix ans d'enquête, trois suspects en prison : l'affaire dite des « fiancés de Fontainebleau » semblait définitivement close, du moins dans sa phase policière. Le 13 février, plus de dix ans après la mort d'Anne-Sophie Vandamme et de son compagnon, Gilles Naudet, en forêt de Fontainebleau, trois hommes avaient été mis en examen et incarcérés : Cédric M., vingt-huit ans, mineur au moment des faits ; son père, Jean-Bernard M. ; et un ami de la famille, Marcel B. Devant les gendarmes, Cédric M. s'était longuement expliqué sur le meurtre des deux promeneurs. Il avait parlé du braconnage, des coups de feu partis trop vite et du secret si longtemps préservé.

Aujourd'hui, quatre mois après ces aveux, l'heure n'est plus aux certitudes. Le jeune homme, détenu à Fresnes (Val-de-Marne), est revenu sur ses déclarations initiales ; il affirme maintenant qu'il se trouvait avec sa petite amie le jour des faits. Quant aux deux autres, qui n'ont cessé de clamer leur innocence, ils sont libres : la justice n'a pas estimé nécessaire de les maintenir en détention, même s'ils restent mis en examen. Les gendarmes, eux, essaient de boucler une enquête qui a démarré le 31 octobre 1988...

#### CACHÉS SOUS DES BRUYÈRES

Ce jour-là, un lundi, Anne-Sophie Vandamme et Gilles Naudet partent en balade avec leur chien Dundee. Après avoir garé leur voiture sur un parking, en pleine forêt, ils empruntent probablement le chemin de grande randonnée 11. En cette journée d'ouverture de la chasse au gros gibier, les chasseurs sont nombreux, mais la promenade n'est pas interdite. La jeune femme, assistante sociale dans les Yvelines, et son ami, employé de banque, sont des promeneurs aguerris ; ils connaissent bien la région.

Sitôt leur disparition signalée, des battues sont organisées, en particulier sur le plateau du Coquibus, une terre de mares et de bruyères, à quelques centaines de mètres de l'autoroute A 6. Mais les corps ne seront retrouvés que deux mois et demi plus tard, le 10 janvier 1989, dissimulés sous des bruyères, dans une zone marécageuse. Celui de la jeune femme porte traces de trois impacts de balle. Gilles Nau-

det a été touché cinq fois, et le chien deux fois. Deux carabines de calibre 22 ont été utilisées.

Les soupçons s'orientent vite vers les braconniers, très actifs dans ce secteur giboyeux. A Milly-la-Forêt et Arbonne, les communes les plus proches, le milieu des chasseurs bruisse de mille rumeurs. Les enquêteurs s'efforcent de tout vérifier, d'interroger des dizaines de témoins. Marcel B., chasseur connu, est entendu cinq fois, sans qu'aucun élément soit retenu contre lui. Des années plus tard, en janvier 1998, puis en janvier 1999, plusieurs braconniers seront interpellés, des armes seront saisies, mais le mystère restera entier. Il faudra attendre février 1999 pour que Cédric M., son père et leur ami Marcel soient arrêtés et mis en examen.

#### « Ma fille a été massacrée »

De 1988 à 1999, les parents des « fiancés de Fontainebleau » ont toujours été informés de l'évolution de l'enquête. René Vandamme, le père de la jeune femme, affirme avoir noué avec les gendarmes des « relations d'absolue confiance ». M. Vandamme, ancien maire (sans étiquette) de Voisins-le-Bretonneux (Yvelines), reste profondément marqué par ce drame.

« Ma fille a été massacrée, c'est une exécution, a-t-il déclaré au Monde. Plus le temps passait, plus j'avais la certitude que les gendarmes aboutiraient. Aucun détail ne restait inexploité. Je me demandais quand même comment les meurtriers pouvaient vivre avec tel poids sur la conscience et j'avais un peu peur de découvrir que c'étaient des gens comme vous et moi. Maintenant que je connais les suspects, je suis déçu de voir que l'on a affaire à des personnes sans aucune morale. »

Le témoignage d'une vieille dame de la région, désignant Cédric M. comme le responsable probable de ce double meurtre, a grandement facilité la tâche des gendarmes. Les aveux de ce suspect – du moins dans un premier temps – ont fini d'emporter leur conviction. Même s'il s'est rétracté

depuis, le jeune homme apparaît en effet comme le personnage-clé d'une histoire où se mêlent énigme policière et intrigues familiales.

Les M. ont longtemps vécu à Gironville, un village de l'Essonne voisin de la forêt de Fontainebleau. Leur propriété, située peu avant l'entrée du bourg, s'étendait autour d'un immense chalet en bois. Le terrain était assez vaste pour tracer le petit gibier. Cédric y chassait souvent seul, avec son chien, un dratar noir. Il veillait des nuits entières dans une vieille caravane transformée en poste d'observation. Sa mère, Nicole, passait pour une femme rugueuse ; elle fut maire de cette commune rurale de 1977 à 1983. Le père, commandant de bord à Air Inter, partageait avec Cédric la passion de la chasse et de la pêche.

#### RÉPUTATION DE « RAMBO »

Il arrivait qu'à l'adolescent se chamailler, l'arme au poing, avec des chasseurs traditionnels. Son attirance pour les accoutrements paramilitaires lui valait une sale réputation de « Rambo ». Il possédait des treillis, des rangers, des couteaux, un filet de camouflage et se grima volontiers le visage à la manière des commandos. A l'époque – fin des années 80 –, il suivait des études d'armurier à Liège (Belgique) et ne revenait en France qu'à l'occasion des vacances scolaires.

Le seul adulte qu'il semblait vraiment apprécier était Marcel B., le père de sa petite amie de l'époque. Comme lui, cet homme de caractère, employé dans un hôpital des environs, aimait la chasse, les chiens, la forêt. Selon Cédric, il pratiquait fréquemment la « braconnage », de préférence la nuit, et négociait au prix fort – 12 000 francs pour une tête de cerf – ses plus belles pièces. Marcel B. s'était également lié d'amitié avec le père de Cédric, Jean-Bernard M.

Au moment du divorce du couple M., en 1992, la famille se déchire. A tel point qu'en 1993, après son service national dans la marine, l'adolescent engage des poursuites contre son père afin d'obtenir une pension alimentaire. Les accrochages, parfois très violents, se multiplient. Le jeune homme va jusqu'à demander une saisie sur salaire. Il prend fait et cause pour sa mère qui, étrangement, demeure de l'autre côté de la route, à une centaine de mètres du

chalet paternel. Elle occupe une bâtie en triste état, une maison rose dont le jardin paraît abandonné.

C'est cette vie de déchirures et de violences que Cédric raconte aux gendarmes, le 11 février au matin, au début de sa garde à vue. Les enquêteurs découvrent un suspect tourmenté, en mauvais termes avec ses deux sœurs. Il se présente comme un solitaire, préférant la compagnie des arbres à celle des hommes, et ne cache pas ses talents de tireur. Il affirme ainsi avoir possédé un fusil Berreta calibre 12, une 708 Remington, un pistolet 11-43, une 222 calibre 5,5, et un fusil à pompe calibre 12 de marque Mosberg ; sans oublier un fusil d'assaut M 16 utilisé en août 1995 contre des jeunes trop agressifs à son goût. Cette connaissance

sécurise. Le récit est parfois si net, les mots si précis, que le jeune homme semble effectivement avoir été présent sur les lieux. Il décrit les vêtements des victimes, énumère leurs effets personnels, insiste sur les angles de tir, les armes utilisées, les réactions des uns et des autres, le camouflage des corps, le maquillage des armes, sa volonté d'effacer cette affaire de sa mémoire.

Si précises soient-elles, ces déclarations sont néanmoins contestées par ses défenseurs. « Je refuse de parler d'aveux et je m'interroge sur les conditions de la garde à vue, lance l'un de ses avocats, M. Franck Natali. Notre client est resté assis pendant une journée et demi sur un tabouret, sans même un matelas pour se reposer. Dès qu'il est arrivé devant la juge, il a d'ailleurs signalé tout cela et protesté de son innocence ! Des chasseurs et des gardes ! Et puis, je n'ai jamais braconné de ma vie ! Quant à Cédric, je ne lui en veux pas. C'était un bon gamin qu'il fallait sortir de l'impasse. Je m'en suis occupé, il venait souvent à la maison, mais je n'ai chassé qu'une fois avec lui, toujours à Arbonne. Même s'il est vrai qu'il était fasciné par les armes, surtout les armes de guerre, je ne peux pas croire qu'il soit coupable. Qui qu'en disent les gendarmes, cette affaire ne tient pas : des chasseurs ou des braconniers n'utilisent pas du calibre 22. »

#### NOUVELLES VÉRIFICATIONS

Autre invraisemblance, concernant cette fois Jean-Bernard M. : dans la troisième version, Cédric indique à quatre reprises que son père et lui ont utilisé une voiture Volvo blanche modèle 760 GLE automatique. Or, l'avocat de Jean-Bernard M., M. Henri Leclerc, assure que les M. n'ont acheté ce véhicule qu'en mars 1990, soit seize mois après les faits... Le juge était malgré tout hostile à la remise en liberté de l'ancien commandant de bord. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en a jugé autrement, ordonnant sa libération.

Cédric M., lui, est toujours en prison, sa demande de remise en liberté ayant été rejetée. Ses aveux, puis sa brusque marche arrière, continuent d'intriguer : comment expliquer pareille attitude chez un étudiant en sciences criminelles, conscient du poids de chaque mot sur un procès-verbal ? Pourquoi, s'il est innocent, se serait-il accusé de ces meurtres de manière si insistante ? Un expert psychiatre n'a-t-il pas qualifié sa mémoire d'*« alerte »* et de *« précise »* ?

Les vérifications se poursuivent sur les alibis des uns et des autres. Il semble ainsi que Cédric M. se trouvait bien, ce jour-là, avec sa petite amie de l'époque, mais dans l'Essonne et non en province, comme il l'aurait laissé entendre dans un premier temps. En attendant d'éventuelles confrontations, la solution de l'éénigme pourrait venir de la police scientifique. Dans les jours à venir, les empreintes génétiques des trois hommes devraient en effet être comparées à certains éléments recueillis lors de la découverte des corps des « fiancés de Fontainebleau ».

Philippe Broussard

## La bibliothèque de Lyon-II et Lyon-III ravagée par un incendie

**LA PRINCIPALE BIBLIOTHÈQUE** des universités Lyon-II et Lyon-III a été ravagée par un incendie, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 juin. Le sinistre, dont la cause reste inconnue lundi matin, a été signalé samedi vers 1 h 30, dans l'aile sud d'un bâtiment datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, siège de l'université Lyon-II. Il n'a été maîtrisé que samedi, vers 7 heures. Les flammes ont ravagé une partie de la bibliothèque centrale de droit, lettres et sciences humaines, commune à Lyon-II et Lyon-III sur une surface d'environ 3 000 m<sup>2</sup> consacrée au stockage et à la consultation des livres. Quelque 350 000 des 500 000 ouvrages répertoriés ont été détruits. Dimanche, une « chaîne humaine » a permis d'évacuer quelque 5 000 ouvrages datant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, tandis que le dôme de l'édifice menaçait de s'effondrer.

■ **FAITS DIVERS** : une fusillade a fait deux morts et deux blessés, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 juin, dans la cité-jardin de la Butte-Rouge, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine). Mounir et Abdellmalek Adrar ont été tués dans un contexte de règlement de comptes, selon les premiers éléments de l'enquête.

**EN TRENTÉ-HUIT** heures de garde à vue, Cédric M. a donné quatre versions des événements du 31 octobre 1988, jour de la mort des « fiancés de Fontainebleau ». Des aveux qu'il reniera dès sa première comparution devant le juge d'instruction. Il affirmera alors avoir parlé sous la pression des gendarmes.

● **Première version** : Cédric dit avoir agi avec son ami Marcel B. Après dix heures de garde à vue, les gendarmes présentent au suspect une carte du domaine forestier. Pour la première fois, celui-ci confie s'être rendu sur le plateau du Coquibus, à l'époque des faits, afin de chasser le cerf avec son ami Marcel B. Ses explications sont brefs, entrecoupées de pleurs.

Apercevant une ombre dans les branchements, à une cinquantaine de mètres en contrebas, Marcel lui aurait lancé : « Tire ! » ; ce qu'il aurait fait à deux reprises avec sa carabine semi-automatique Browning Grade one (22 LR). La victime, atteinte à hauteur des poumons, se serait affaissée en râlant. L'adolescent aurait alors compris qu'il venait de toucher une personne, sans savoir s'il s'agissait d'un homme ou d'une femme.

Pris de panique, il se serait enfui en courant. Marcel B., armé d'une Browning 300 calibre 7,62, l'aurait alors suivi en voiture – une

fourgonnette – le long de la route la plus proche. A aucun moment, le jeune homme ne parle d'une deuxième victime ni d'un chien. En revanche, il insiste sur le comportement de son ami, qui aurait essayé de rassurer et se serait rendu sur le massif, deux jours plus tard, pour effacer les traces de sang et récupérer sa Browning 300, cachée dans la forêt.

● **Deuxième version** : Cédric dit avoir agi avec son père et Marcel B. Après une pause de plus de trois heures, Cédric M. revient devant les gendarmes. Outre Marcel B., il met désormais en cause son propre père, Jean-Bernard M. Un soir, tous trois seraient partis en forêt après que Marcel B. eut repéré des traces de cerf. Malgré de flagrantes contradictions, le récit est de plus en plus détaillé. Le suspect finit ainsi par expliquer que son père et lui ont tiré en même temps, et à plusieurs reprises, sur l'ombre aperçue par leur ami.

En comprenant qu'il avait touché un homme et non un animal, Jean-Bernard M., en état de choc, aurait fui, laissant tomber son arme (calibre 22 LR). Cédric aurait achevé la victime d'une balle dans la tête avant de tirer sur la femme, qui se tenait quinze mètres plus loin. Marcel B., lui, aurait tué le chien. Il aurait alors demandé à Cédric de l'aider à cacher les corps à quelques

mètres de là, dans une zone marécageuse où, pensait-il, ils seraient mangés par les sangliers.

A mesure que l'interrogatoire se poursuit, dans la nuit du 11 au 12 février, Cédric attribue à son père un rôle de plus en plus important. Loin de s'enfuir, celui-ci aurait en fait achevé la jeune femme. Avec l'aide de son fils, il aurait ensuite caché le corps, tandis que Marcel B. s'occupait de celui de Gilles Naudet.

Jean-Bernard M. aurait pris soin d'emporter les affaires (des papiers, un sac) des victimes, de manière à rendre les corps difficilement identifiables. Le suspect donne diverses précisions sur les vêtements du couple. Il admet également avoir trafiqué puis revendu en Belgique l'arme de son père. Son propos est d'une extrême précision, riche en indications techniques.

● **Troisième version** : Cédric dit avoir agi seul avec son père. Cette fois, au deuxième jour de sa garde à vue, le jeune homme met hors de cause Marcel B. Il prétend n'avoir fait sa connaissance qu'un an plus tard, en 1989, lors d'un ball-trap. Cédric déclare s'être rendu à la chasse avec son père, et avec lui seul, à bord d'une Volvo blanche, afin de braconner le faisan ou le lièvre. Selon ce nouveau scénario, il aurait entendu un bruit et ouvert le feu par erreur sur le chien du couple. Pris de panique devant la

réaction de Gilles Naudet, il aurait tiré à quatre reprises sur celui-ci, dont une dernière balle à l'arrière de la tête, presque à bout portant. Le père et le fils auraient ensuite tiré en même temps, et au moins trois fois, sur Anne-Sophie Vandamme. Selon le jeune homme, celle-ci se tenait debout. Elle était vêtue d'une veste jaune. Elle criait.

Cédric, qui aurait achevé le chien dans la tête, livre un récit complet de la manière dont ils ont dissimulé les corps et emporté les effets personnels du couple. Une fois de retour dans la Volvo, le père se serait montré rassurant, estimant que les sangliers feraient vite disparaître les corps.

● **Quatrième version** : Cédric dit avoir agi seul. Entendu une nouvelle fois dans la soirée du 12 février, Cédric met son père et Marcel B. hors de cause. A l'entendre, il les aurait impliqués dans les précédentes versions afin de diluer les responsabilités. Il affirme respecter son père. Sans reprendre l'intégralité de son récit – sur ce point, il renvoie à la troisième version –, il déclare être l'unique responsable du double meurtre et se dit prêt à « payer » pour cela.

Les expertises sont pourtant formelles : deux armes ont été utilisées.

Ph. Br.

## ESPRIT

Juin 1999

### La traduction, un choix culturel

Renseignements : 01 48 04 08 33 - www.esprit.presse.fr

## HORIZONS

REPORTAGE

# La guerre libératrice des soldats allemands

**O**n a marché au Kosovo comme on l'a fait sur la Lune. Le premier pas du premier militaire allemand de la KFOR au-delà de la barrière de douane albano-yougoslave, dimanche 13 juin, était lourd de symboles. Au moment où les Européens élisaient leur Parlement, c'est là, au Kosovo, que l'Europe nouvelle est vraiment entrée dans un autre siècle. C'est là que l'armée allemande a tourné une page de son histoire. Dans la grand-rue de la ville de Kukës, au nord-est de l'Albanie, et sur les bords de la route qui, pendant une vingtaine de kilomètres, mène au poste-frontière de Morina, les réfugiés kosovars des camps avoisinants s'étaient postés dès le petit matin, des fleurs à la main, pour accueillir en héros les chars allemands. C'étaient des Allemands en uniforme qu'on acclamait en libérateurs.

Le jour de fête, à Kukës, a commencé dimanche dès 6 heures du matin. La veille, les militaires allemands étaient installés aux abords de la ville. Les enfants ne les quittaient pas, couraient derrière leurs Jeeps, les accompagnaient dans les rues, brandissant des drapeaux allemands, poussant des cris de joie. Un porte-parole de l'état-major est venu annoncer, dans la soirée, que l'essentiel du contingent allemand de la KFOR (5 000 hommes) devait entrer au Kosovo par la Macédoine. A Kukës, ils seraient 1 200 hommes, dans 260 véhicules dont 20 blindés, à lever le camp le lendemain à 6 heures, afin de gagner la frontière trois ou quatre heures plus tard. Ils devraient rencontrer là les militaires serbes et se rendre dans la ville de Prizren, au Kosovo, à 20 kilomètres de Morina. Mais il n'était pas sûr, a ajouté le porte-parole, « que la rencontre se passerait bien ».

Le passage de relais entre les militaires serbes et allemands n'était pas la seule préoccupation du jour. Soupçonnant l'impatience des Kosovars et l'imprudence avec laquelle ils voudraient se précipiter chez eux, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) redoutait un afflux massif au Kosovo dès l'ouverture



## Sur la route de Prizren, les Allemands de la KFOR ont été accueillis en sauveurs.

**Leur entrée au Kosovo est aussi celle de l'Europe nouvelle dans un autre siècle**



Le drapeau yougoslave du poste-frontière détruit, la fête dans les rues de Prizren : les Kosovars saluent l'arrivée de la KFOR



DAMIR SAGOLJ/REUTERS

de la barrière de douane. Or, si la route principale devait être sécurisée par les Allemands, il n'en allait pas de même pour les chemins, les champs ou l'intérieur des maisons, vraisemblablement truffés de mines. L'expérience de la Bosnie donnait aussi à penser que la plupart des puits seraient contaminés, souvent par des charognes d'animaux. Ces craintes ne semblaient pas affecter outre mesure les premiers réfugiés kosovars qui attendaient, dimanche matin, aux abords du poste de douane albano-yougoslave. Ces craintes ne semblaient pas affecter outre mesure les premiers réfugiés kosovars qui attendaient, dimanche matin, aux abords du poste de douane albano-yougoslave.

Ils sont pressés. Ils habitent le village de Vrnica, situé juste de l'autre côté de la frontière. Dans la nuit de vendredi à samedi, Vrnica a brûlé en partie sous l'effet d'un bombardement. Mais l'heure est à la joie, ils n'en sont plus à un incendie près. A l'œil nu, on peut voir leurs maisons. Et eux, ils ne se lassent pas de les contempler à la jumelle, calmant leur excitation par toutes sortes de commentaires et d'extrapolations. Ils n'ont qu'une idée en tête : courir jusqu'à

chez eux, dès que les Allemands seront passés. « On n'a pas peur des mines », fanfaronne Izet Fanaj. « J'irai sans ma famille, dit un autre, et je reviendrai la chercher quand j'aurai tout vérifié chez moi. » « On n'a plus peur des soldats serbes », précise un troisième. De toute façon, s'ils tirent, ce sont les Allemands qui prendront tout. »

Sur les bas-côtés de la route, des représentants du HCR sont assis derrière une petite table. Un poster montre un enfant à côté d'un engin explosif. « Ne touche pas ! » Le HCR distribue des tracts d'information : « Vous avez pu sauver votre vie en arrivant en Albanie, ne la risquez pas maintenant en rentrant chez vous. Vous êtes priés d'être patients. » Les tracts passent de main en main. Des petits groupes s'affairent autour des affiches, les emportant avant de délibérer en famille, un peu plus haut dans le champ. Le mot d'ordre circule vite : il faut faire attention. Mais l'idée qu'il faille attendre le moment où « les forces internationales informeront le HCR

que le retour est possible » ne passe pas.

Il est 8 heures, tout est calme à la frontière, les eaux de la Drina coulent en contrebas. Déjà le soleil tape fort. Des coups de feu et quelques explosions se font entendre, de temps à autre, vers le nord où les combats n'ont pas tout à fait cessé entre Serbes et soldats de l'UCK. Une jeep allemande, la première, fait son apparition. Les centaines de Kosovars dispersés aux abords de la douane affluent pour l'acclamer. Un officier allemand sort de la Jeep, échange quelques mots avec les douaniers et traverse à pieds les 100 mètres de zone neutre qui séparent les deux postes-frontières albano et serbe. On le voit, de l'autre côté, s'engouffrer dans le cabanon des douaniers serbes. Derrière les barrières de la douane, quelques militaires de l'UCK rongent leur frein.

Deux heures plus tard, on attend toujours les premiers blindés. Seules quelques Jeep sont arrivées à la frontière. Un militaire

frontière pour se ruer à son tour sur le no man's land. Perché sur les épaules de son père, un petit garçon regarde la scène, surexcité. Lui aussi, il veut y aller, « de l'autre côté ». Les policiers albanais haussent la voix, courrent, menacent les imprudents sans trop y croire, tirent les enfants par les oreilles.

**« Vous avez pu sauver votre vie en arrivant en Albanie, ne la risquez pas maintenant en rentrant chez vous. Vous êtes priés d'être patients. »**

Trop tard. « Tout le monde y va, on va y aller », entend-on dans le groupe resté sur la ligne frontalière. Une trentaine de personnes escaladent les barrières, franchissent les barbelés puis se mettent en marche. « C'est irresponsable, il faut attendre l'armée », lancent ceux qui restent, en bran-

dissant le tract oublié du HCR. On s'attend au pire : les Serbes avaient miné les bas-côtés de la zone neutre. Une voiture de réfugiés s'y était fait prendre, il y a quelques semaines, à quelques mètres de l'Albanie. On peut encore voir sa carcasse, pour l'exemple.

E t puis, rien. Les Kosovars traversent le no man's land jusqu'à la douane serbe. Que va-t-il se passer quand ils franchiront le poste-frontière ? Toujours rien. Les douaniers serbes sont partis. Le plan de paix leur donnait jusqu'au mardi 15 juin pour quitter la zone sud du Kosovo. Ils ont devancé l'appel. Un hélicoptère allemand venu de Prizren se pose à côté de la douane. Cette fois, plus question d'attendre, c'est la ruée. « Venez, on va à la maison ! » D'abord, on s'en prend aux symboles. Le drapeau serbe et le drapeau yougoslave qui flottent côté à côté devant la douane ne résistent pas aux assauts des Kosovars. On les arrache, on les déchire. Après les drapeaux, c'est au tour du petit magasin de souvenirs yougoslaves. Puis au poste de douane. Les Albanais des alentours sont venus rejoindre les Kosovars. Pas un recoin de bureau n'échappe au pillage.

Dehors, on fait un feu de joie pour brûler les uniformes des militaires serbes ou les cartes d'état-major. Tout ce qui n'est pas mis à sac est bon à emporter. Les Kosovars repartent vers leurs tracteurs ou leurs charrettes restés de l'autre côté de la frontière, munis de leur butin : machines à écrire, porte-manteaux, fauteuils, miroirs, bidons de fuel, lits de camps ou armoires. Certains tiennent salon, dans le champ, sur les chaises.

les Serbes arrachaient presque systématiquement, comme tous les autres signes d'appartenance des Kosovars à leur pays. Certains fouillent pour retrouver la leur, d'autres en prennent une au hasard, en souvenir. Un homme les fixe, le regard vague. On lit dans ses yeux l'arrivée des réfugiés à la frontière dans des convois d'un autre âge, sur les tracteurs, les charrettes à cheval, en voiture ou à pied, hébétés, familles décimées. Un officier serbe, armé, parle tranquillement avec les Allemands. Les Kosovars l'injurient mollement. Deux militaires allemands descendant la colline à pied, suivis par deux soldats serbes. « Têtes de nases ! Espèces de pédés, allez vous faire foutre ! » crie la foule.

Trois blindés allemands ont pris la route vers Prizren. Les Kosovars sont sommés d'attendre, par sécurité. Pourtant, leurs tracteurs rouges sont prêts à partir. Les petits chevaux aussi, on leur a même mis des pompons rouges sur le harnais. Les hommes ne tiennent plus en place. Certains essaient de se faire passer pour des journalistes en affichant des panneaux « CNN » ou « BBC » sur leurs tracteurs. D'autres supplient qu'on les emmène en les cachant dans les coffres des voitures. Rien à faire : les soldats allemands, pour « limiter les dégâts », ne les laisseront franchir la barrière qu'une fois passé le dernier char.

Sur la route de Prizren, rares sont les maisons détruites. Des Serbes hasardent quelques insultes aux véhicules de passage, provoquent parfois, demandent des cigarettes ou la présentation d'un passeport. Plus loin, des paramilitaires et des civils armés sont plus hostiles. Ils n'ont pas encore perdu tout contrôle de la région.

En fin d'après-midi, dimanche, les camions et les chars allemands continuaient à arpenter la petite route cabossée de Kukës à Morina. A la frontière, les Kosovars perdaient de plus en plus patience, klaxonnaient en attendant leur tour. Des soldats de l'UCK crânaient un peu, clamant qu'ils n'avaient pas peur des mines et qu'ils passeraienr par la montagne. Quant aux émissaires du HCR, au bord du découragement, ils persistaient à essayer d'enregistrer l'identité de ceux qui s'apprenaient à rentrer chez eux, comme s'il s'agissait de préserver la bonne tenue des statistiques.

Marion Van Renterghem

# Une île à histoires

*par Jean Rouaud*

**S**CÈNE de la vie ajaccienne : c'est l'été, fin d'après-midi au bord du lac bleu, la chaleur est normale, c'est-à-dire accablante, et tandis que votre petite fille saute dans les vagues avec ses deux bouées-bracelets qui l'obligent à garder les bras écartés comme si on lui avait posé des attelles, vous êtes installé à la terrasse d'un restaurant bâti à même la plage, lequel jouxtait il y a quelques années une boîte de nuit qui a malencontreusement pris feu, ce dont témoignent des murs calcinés et des ouvertures hâtivement bouchées par des planches – un court-circuit, vous explique-t-on. On peut juste constater que certaines paillotes, ces baraquements officiellement de fortune qui jalonnent le littoral et sont bien plus esthétiques que des barres de béton, résistent mieux que d'autres aux aléas d'une installation électrique. Mais c'est précisément ce genre de court-circuit qui a donné des idées au préfet Bonnet.

Récapitulons : une paillote – mais il ne faut tout de même pas imaginer une case recouverte de paille, comme son nom le laisserait supposer, même si, en fait, selon une technique assez répandue et qui n'a rien d'une spécialité corse, vous commencez par une sorte de guérite en planches, juste de quoi tendre un esquinua glacé aux baigneurs, que vous agrémentez au fil des années d'une dalle de béton, d'une cuisine, d'un bar, d'une salle de restaurant, de sorte que, de la paillote initiale, ne reste que le nom – celle-là, s'appelait Chez Francis, en dépit du fait que son squatter-propriétaire se prénomme autrement. Donc, une paillote, une nuit, en Corse, au fond d'une crique, brûlé.

Ce qui ne serait que l'effet d'un orage virtuel, deux silex roulés par les vagues ayant produit une étincelle fatale, si un tract ignifugé traînant négligemment sur le sable n'accusait le gérant annexionniste d'être une balance, c'est-à-dire un donneur. Et qu'est-ce qu'on donne ? Des noms. A qui ? A la police. En échange de quoi la même police se montre moins regardante sur vos activités. Ce que, cette injuste accusation, bien plus que la destruction de son affaire, ne peut supporter notre pseudo-Francis.

Des gendarmes psychologues se seraient méfiés. On ne joue pas, et ici tout particulièrement, avec l'honneur d'un homme. Ce tract bête accusateur, c'est ce qui les a perdus – et peut-être les relations

de l'épouse de l'un d'eux avec un haut personnage, comme le colporte la rumeur ajaccienne, mais c'est une autre histoire, même si, en fait, c'est la même, car, de fil en aiguille, il apparut aux enquêteurs de la police, laquelle n'avait pas apprécié que le préfet Bonnet fasse appel aux gendarmes pour retrouver les assassins de son prédecesseur, que le feu Saint-Elme qui avait détruit la paillote avait été allumé par le briquet même du chef de cabinet du préfet de région, un peu comme si on avait surpris au cours du braquage d'une banque un malfrat affublé d'un masque du président de la République et qu'en fait, après vérification, on avait découvert que le braqueur ne portait pas de masque.

Tous les ingrédients seraient donc réunis pour un petit film comique à la française, avec adultère, gaffes, politiciens stupides et un répliquant de Louis de Funès dans le rôle du chef des gendarmes sur fond de sable blond et de mer bleue si, à

**En Corse, tous les ingrédients seraient réunis pour un petit film comique à la française si, à l'origine de ce piètre scénario, il n'y avait la mort d'un symbole, un homme, abattu pour la seule raison qu'il était le représentant de l'Etat**

l'origine de ce piètre scénario, il n'y avait la mort d'un symbole mais qui se trouvait être un homme, abattu de deux balles dans la nuque en pleine rue alors qu'il se rendait à un concert, pour la seule raison qu'il était le représentant de l'Etat dans l'île.

Reprenez. Au commencement étaient les mouvements de libération. Pour cela, on avait besoin d'un Etat impérialiste, ou néocolonialiste, et d'un pays opprimé aspirant légitimement à prendre lui-même son destin en main pour gérer ses affaires au mieux de ses intérêts économiques et culturels. Ce qui, ce schéma appliqué d'une manière très interprétative à la Corse, était évident. Quoiqu'en peu tardif – lesdits mouvements au milieu des années 70 commençaient à s'essouffler, et les intellectuels à se fatiguer de soutenir des champions de la liberté qui se révélaient, une fois leurs objectifs atteints, de piètres

pour s'imposer. Et les routes en Corse, aujourd'hui encore, sont surtout faites pour les pilotes de rallye.

Quan au choix des armes, il n'y avait pas non plus à chercher loin,

dans un pays qui vécut longtemps sous la loi d'airain de la vendetta. Celui qui s'y soumettait sait qu'il s'expose à entrer dans un cycle infernal qui fera de lui, un jour ou l'autre, forcément, une victime, et que cette dette d'honneur n'en finira jamais de se payer. Tout était en place pour signer l'acte fondateur de la cause nationaliste à Aléria, une cave viticole transformée en Fort-Alamo par les indépendantistes qui s'y étaient retranchés, où le drame corse comptait ses deux premières victimes, deux gendarmes.

Depuis, le logo emblématique des partisans de la lutte armée est un paramilitaire, un genou à terre, un fusil d'assaut dans les bras, qui fait songer à cette photo célèbre de Géronimo, à cette différence que

soit à l'image de la République, une et indivisible, ou être républicain ou nationaliste – s'en souvenir pour les Balkans –, ça ne fait pas une identité. C'est juste une des possibles formulations du contrat social. Chaque individu est composite, à la confluence de plusieurs appartenances, et il est toujours périlleux de lui demander de choisir entre l'une ou l'autre, de renoncer à l'une pour se reconnaître mutilé dans l'autre. Placez-le devant ce dilemme et il ferait comme Albert Camus confronté au drame algérien, il choisira sa mère.

**Jean Rouaud** est écrivain.  
Ce texte a d'abord été publié dans une traduction allemande par la « Frankfurter Allgemeine Zeitung ».

# Nous croyons en l'avenir de la Corse

**L**A situation en Corse est aujourd'hui particulièrement grave, presque démotivante, et la tentation est grande de céder au fatalisme, voire au renoncement.

Pourtant, nous croyons en l'avenir de la Corse, car de nombreuses initiatives, de tailles très variées, sont mises en œuvre par des entrepreneurs, des associations et d'autres personnes privées ou publiques. Ces initiatives sont animées par un puissant désir de montrer que la Corse recèle aussi de grandes richesses humaines, économiques et culturelles.

Nous croyons en l'avenir de la Corse, car l'ouverture à l'Europe, la place offerte aux régions, l'entrée dans la société de l'information où priment ressorts intellectuels, créatifs et interculturels, la situation exceptionnelle de l'île au carrefour du Nord et du Sud, son respect de la nature et des valeurs traditionnelles, son formidable ré-

seau dans le monde entier constituent autant d'atouts qui peuvent faire de la Corse un espace dynamique et prospère du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nous croyons en l'avenir de la Corse, en la capacité des Corses à saisir leur chance dans un monde ouvert, où les valeurs et le dynamisme seront plus importants que les conditions de départ et les richesses naturelles.

Nous croyons en l'avenir de la Corse, en la capacité des Corses – du continent mais surtout de l'île – à construire leur propre avenir en se mobilisant autour de projets concrets de développement.

En tant que Corses et amis de la Corse, nous croyons vraiment en cette île, et nous appelons tous ceux qui y sont attachés et qui, surtout, restent persuadés qu'elle peut connaître un avenir serein et prospère à se joindre à cette déclaration. Nous voulons ainsi contribuer à faire renaître la confiance en la Corse et en ses habitants.

## Les signataires

**Ce texte a reçu le soutien de plus de 100 signataires, Corse ou amis de la Corse, parmi lesquels :**

Giovanni Agnelli (président d'honneur de Fiat), Jean-Nicolas Antoniotti (président de Femu Qui SA), Marie-Louise Antoni (directrice auprès du PDG de Fiat France), Jacques-Henri Balbi (président de l'université de Corse), Gilberte Beauch (PDG d'Efficacité Finance Conseil), François Bernardini (professeur d'université), Pierre Bonelli (PDG de Sema Group), Jean-Claude Casanova (professeur à l'Institut d'études politiques de Paris), Robert Colonna d'Istria (écrivain), Manuel Diaz (président de Marceau Conseil), Marie-Paule Donsimoni (présidente de WEFA-Europe), Kevin C. Dolan (PDG d'Axa Investment Managers), Charles-Henri Filippi (directeur général, CCF), Jean-Luc Gulin (directeur général adjoint du Groupe HEC), général d'armée aérienne (CR), Vincent Lanata (ancien chef d'état-major de l'armée de l'air), Janine Langlois-Glandier (Conseil supérieur de l'audiovisuel), Philippe Langlois (professeur agrégé des facultés de droit), André Loesekrug (chargé de mission auprès du PDG d'Aérospatiale-Airbus), Christian Mantey (directeur général de l'Office du tourisme et des Congrès de Paris), Jérôme Meyssonier (directeur de banque), Marie-Madeleine de

# Nous ne renonçons pas à notre rêve de liberté

*par Sabri Hamiti*

**L**A paix conclue entre l'OTAN et Belgrade ne saurait, pour bien des raisons, oublier les Albanais. Au Kosovo, cela fait plus de deux mois que l'OTAN combat l'armée serbe par des bombardements aériens ; au sol, les forces militaires, paramilitaires et policières serbes exercent leur terreur et massacrent la population albanaise sans défense.

Sous la forme d'une répression permanente, cette guerre dure d'ailleurs depuis dix ans. La fin de ces deux formes de guerre prend l'allure d'un compromis. La population albanaise est finalement, à mon avis, le grand perdant, la victime. On voit, dans cette bataille, deux adversaires s'affronter face à une tierce victime.

Traiter les Albanais en victimes de la guerre puis de la paix, les considérer sous un angle purement humanitaire, c'est, de la part de l'OTAN, de la part de Belgrade, commettre la même erreur. On va disposer du sort des Albanais sans leur demander leur avis. Même si ce calcul découle des circonstances présentes, il n'en reste pas moins une erreur.

Un million d'Albanais chassés du Kosovo par la violence, des civils innocents tués, 600 000 Albanais déplacés en danger de mort dans les montagnes d'Albanie, le Kosovo détruit, presque en ruine, c'est une tragédie, mais ne signifie pas pour autant que les Albanais renoncent à leur rêve de liberté.

Aucun traité dicté par les circonstances présentes ne saurait effacer dix ans de résistance pacifique au régime de Belgrade et plus d'un an de résistance armée. Malgré de lourdes pertes, cette résistance a fait des Albanais du Kosovo un peuple politiquement organisé qui s'est doté d'une représentation politique élue, un peuple conscient que son

droit à l'autodétermination, son droit à vivre sur sa terre triomphera inévitablement.

C'est pourquoi aucun accord signé entre l'Occident et Belgrade n'a de chance de tenir s'il ne prend en considération la volonté des Albanais et leur droit à l'autodétermination.

Oublier que les Albanais du Kosovo, chassés dans les pays voisins ou ailleurs, sont leur propre interlocuteur et celui des autres relève de l'aveuglement, de l'absurdité politique. Il est vrai que la situation actuelle oblige les Albanais chassés, dépourvus de tout, à se battre pour exister collectivement, sans se laisser

**Les forces de l'OTAN qui vont prendre position au Kosovo jouissent d'une grande confiance de la part des Albanais, mais elles la perdront très vite si elles viennent pour défendre la souveraineté serbe sur le Kosovo**

représséler des Albanais du Kosovo. On ne saurait soutenir la résistance pacifique et politique d'Ibrahim Rugova sans rien concéder à son peuple recréu de souffrances et de patience ; de même, on ne saurait apporter un soutien verbal à l'UCK tout en l'empêchant de s'arrêter et de faire la guerre pour conquérir la liberté et défendre un peuple sans défense.

Ces deux incarnations de la politique albanaise au Kosovo ne peuvent être freinées par les forces politiques externes et ne le seront plus ; représentant leur peuple, elles représentent avant tout sa lutte pour l'indépendance.

Il est clair qu'il ne saurait y avoir de solution que de sauver le Kosovo de l'OTAN contre les forces serbes qui sont au nom du droit, de la morale, pour défendre les valeurs européennes, défendre la liberté et la dignité humaine, il faut défendre ces principes jusqu'au bout, défendre le droit des Albanais du Kosovo à vivre libres dans leur pays indépendant. Simon, nous allons vers un gigantesque malentendu, voulu ou non.

Albanais, il vous reste à comprendre que vous devez agir vous-mêmes en ce sens par tous les moyens, en vous organisant, en vous structurant pour vous assurer une représentativité politique, dans le domaine social et dans celui de la défense. Une valeur aussi élevée que la liberté ne peut être octroyée par quiconque, et nul ne peut se la voir offrir.

Le rôle de la coalition internationale est seulement d'aider les Albanais du Kosovo en leur rendant courage : aider un peuple qui respecte ses propres valeurs et les défend jusqu'à la mort, de son histoire, comme le font aujourd'hui les Albanais du Kosovo, aider un peuple qui, fermement décidé, poursuit son propre idéal humain, sans porter atteinte au droit de quiconque ni le menacer.

Nen témoignent-ils pas, ces gens qui, chassés par la violence, refusent de s'installer dans d'autres pays, et même trop loin au cœur de l'Albanie ? Ils sont prêts à revenir au Kosovo

## AU COURRIER DU « MONDE »

### AUX SOURCES DE L'EUROPE

A côté de la revue *Europe de Romain Rolland* (*Le Monde* du 9 juin), il convient de redonner la place qu'elle mérite à *L'Europe nouvelle*, revue fondée par Louise Weiss, et qui rayonna sous sa direction de 1918 à 1934 pour la défense de la paix par l'établissement d'une entité européenne. Au Parlement de Strasbourg (dont Louise Weiss fut la doyenne lors de la séance inaugurale le 17 juillet 1979), les débats ont atteint le niveau le plus bas de la pensée politique contemporaine française. Invitons nos députés à retrouver de l'énergie et des idées dans une histoire dont certains aiment à utiliser les ressorts primaires à des fins idéologiques et mercantiles, mais dont ils ignorent les sources fondatrices et le mouvement intemporel.

**Michel Franza**

Paris

### L'ARGENT DES FRAUDES

Le président de la RATP a largement fait diffuser le montant des pertes de la régie, du fait des fraudes : environ 600 millions. Interrogé au Conseil économique et social sur les conséquences qu'il en avait tirées, sa réponse a fait état du recrutement de quelques centaines de contrôleurs. Les interventions de ces contrôleurs, mal acceptés, ont un caractère répressif, alors que seule la prévention est efficace, mais elle suppose la présence d'un personnel vérifiant les titres de transport avant l'accès aux quais. Les 600 millions perdus auraient été utiles pour recruter les préposés indispensables au bon fonctionnement du service. La sécurité incombe principalement au transporteur, tenu aux obligations de tout propriétaire ou de tout gestionnaire, elle n'est pas, d'abord, l'affaire de la police.

**Raymond Morice**  
Paris

## L'Europe en panne d'électeurs

Suite de la première page

Le scandale des pots-de-vin et des emplois fictifs à la Commission de Bruxelles cet hiver a mis en lumière combien « Bruxelles » est devenue, aux yeux des 370 millions d'habitants, surpuissante, obscure et incontrôlée. La réaction offensive du Parlement sortant, qui a démis la Commission coupable, n'a pas suffi à recréer l'européanisme. Et il s'en faut de beaucoup, le Parlement étant, pour son malheur, l'institution la moins crédible à côté de la Commission et du conseil des ministres. Les élections de dimanche tracent donc la voie au nouveau Parlement et à la nouvelle Commission, dirigée par l'Italien Romano Prodi: redonner une clarté et une légitimité à la construction européenne.

Cette première tâche ne sera pas la plus difficile. L'Europe s'est construite par l'économie et il était inévitable que la bureaucratie

– plutôt en sous-effectif – ait travaillé sous forme d'harmonisations et de directives. Simplifier et mieux expliquer, Romano Prodi devra s'y atteler. Mais une seconde tâche sera beaucoup plus ardue: retrouver un nouvel élan pour l'an 2000. Le taux record d'abstention est sûrement une critique adressée à ce « Bruxelles » obscur et omnipotent, mais il est surtout le signe d'une panne. L'Europe, l'Europe de Jean Monnet, c'est-à-dire l'Europe faisable, celle que l'on bâtit pas à pas en évitant les sujets qui fâchent, cette Europe-là est faite. Elle a conduit au marché unique et à la monnaie unique. Mais le moteur économique a fait maintenant son travail. Après l'économie, quelle Europe ?

Le contexte est très mauvais. Le climat de méfiance n'encourage pas les partis politiques à faire des propositions européennes pour « aller plus loin ». Le score grossièrement maintenu des eurosceptiques dans les différents pays européens non plus. Surtout, l'axe franco-allemand ne fonctionne plus. On l'a observé lors du dernier sommet de Toulouse, Paris et Bonn ne s'entendent plus. Gerhard Schröder n'est pas un Kohl rhénan francophile. Sa culture le tourne plus naturellement vers le

monde anglo-saxon. Premier chancelier né après la guerre, il représente une Allemagne sans complexe: il « n'attend aucun cadeau de l'Europe et n'entend lui en faire aucun », selon les slogans de ses affiches. Lionel Jospin tient, lui, un discours sur l'Europe où l'euroscepticisme affleure de façon permanente, Daniel Cohn-Bendit en a sans doute tiré profit. Des deux côtés du Rhin, aucun gouvernement n'a de projet pour pousser les feux.

### BESOIN DE CLARITÉ

Le social ? A supposer que ce « moteur » puisse remplacer l'économie – ce dont on peut douter au-delà de quelques mesures symboliques, puisque les pays européens doivent d'abord et de toute urgence réviser leur propre Etat-providence avant de songer à une intégration européenne –, il a explosé avec la déclaration de MM. Blair et Schröder en faveur d'un social-libéralisme en contradiction avec la politique keynésienne de M. Jospin. Le divorce programmatique interne l'Europe.

La défense ? La guerre du Kosovo, ingagnable sans les Américains, en a montré le besoin. Mais l'enthousiasme risque de vite refroidir. A cause de l'incapacité des

industriels de l'armement, champions nationaux, à s'entendre. A cause surtout de ce qu'il faudrait augmenter les budgets de défense, alors que l'heure est à l'économie. On attend le premier gouvernement qui osera le proposer...

Reste l'intégration politique, qui seule pourrait redonner de l'élan à la machine et offrir des choix compréhensibles aux électeurs. Mais les humeurs « nationales », en France comme ailleurs, grandes après Maastricht, semblent en interdire l'énoncé. Les partis fédéralistes n'ont pas fait un mauvais score, mais ils ne sont pas majoritaires. Dès lors, les grands partis discourent sur la « voie originale » européenne, sur « la fédération des Etats-nations » ou sur des politiques qui doivent « faire l'Europe sans défaire la France », comme l'a dit Lionel Jospin. Autant d'expressions incompréhensibles et de concepts vagues qui cachent une volonté d'en rester là.

On bien l'on veut faire l'Europe et il faut lui transmettre de nouveaux pouvoirs – politiques après ceux de l'économie – ou bien l'on renonce. Le vrai besoin de clarté se trouve là. Que les partis répondent, et les électeurs retournent aux urnes.

Eric Le Boucher

**Le Monde**  
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F  
Tél. relations clientèles abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

### ÉDITORIAL

## Ne pas humilier la KFOR

JACQUES CHIRAC ne manque pas une occasion de clamer: « Il ne faut pas humilier les Russes. » Bill Clinton ne le dit pas aussi haut et fort – mais pense comme le président français. Gerhard Schröder, le chancelier allemand, est sur la même ligne. Il ne faut pas affaiblir Boris Eltsine, au nom de la défense d'un camp « modéré » au Kremlin, que menace le camp communisto-nationaliste à la Douma. Alors, de la Tchétchénie, où l'armée russe fit 30 000 morts et rasa une capitale, à une assistance financière de plusieurs dizaines de milliards de dollars, dont une bonne partie repart aussi vite sur des comptes en Suisse ou à New York, on compose avec Moscou.

On trouverait mille raisons de justifier cette politique et de refuser toute posture par trop simpliste, si « les Russes », comme dit M. Chirac, rendaient aux Occidentaux la monnaie de leur politesse. Mais rien n'est moins sûr – et c'est ce qui fait problème.

L'improviste des quelques dizaines de soldats russes venus ravir la vedette aux troupes de l'OTAN en s'installant les premiers sur l'aéropôle de la capitale du Kosovo illustre la part de naïveté qu'il peut y avoir dans l'attitude des Occidentaux. On est, bien sûr, d'abord tenté de sportivement saluer le joli coup de quelques voltigeurs de l'expérimentée rouge. Peu importe, ici, de savoir s'il s'agit d'une initiative de quatre généraux ou d'une décision à laquelle M. Elstine a été partie : ils ont bel et bien imposé

la présence de la Russie dans la force internationale au Kosovo (la KFOR). Il serait de même assez attristant d'apprendre que les Russes furent les premiers à Pristina par la faute des Etats-Unis : Washington aurait demandé au commandant de la KFOR, le Britannique Michael Jackson, de retarder d'un jour, de vendredi à samedi, le départ de ses troupes afin que les « marines », en retard, puissent finalement être au rendez-vous.

De tout cela, on sourirait volontiers si l'enjeu n'était aussi important. Les Russes, par leur coup de force notamment, mais pas uniquement, vont finir par obtenir le contrôle d'un mini-secteur au Kosovo. Si, d'une manière ou d'une autre, cela devait revenir à une partition non avouée de la province, à découper une zone serbe placée sous la tutelle de Moscou, les Occidentaux enregistreraient là une incontestable défaite. La partition entraînerait d'une certaine façon la politique d'épuration ethnique. Elle créerait un précédent redoutable. C'en serait fait de l'unauté du commandement de la KFOR, mis en situation d'avoir à négocier en permanence sur le terrain avec un interlocuteur russe qui se pose ouvertement en défenseur des Serbes...

De la négociation en cours sur cette affaire peut dépendre le succès, ou la déroute, de la KFOR. Et de ses résultats dépendra aussi la réponse à la question de savoir qui « humilié » qui dans les relations qu'entre tiennent les Russes et les Occidentaux. La réponse n'est malheureusement pas garantie.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directrice : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;  
Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhommeau  
Directeur artistique : Dominique Roynette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef :  
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;  
Laurent Grelaizer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;  
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;  
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,  
Fonds commun de placement des personnels du Monde,  
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, l'énorme Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### La lutte contre les taudis

L'ARRÊTÉ et l'instruction permettant la mise en vigueur de l'allocation de logement ont été publiés au *Journal officiel* du 11 juin. La demande d'allocation de logement est à présenter à la caisse qui versera les prestations familiales : le modèle type indique les pièces justificatives à fournir. Le premier versement de cette allocation doit avoir lieu dans les deux mois de la production de la demande et des justifications.

L'allocation de logement ne doit nullement être confondue avec l'allocation aux économiquement faibles, qui doit être instituée d'ici au 1<sup>er</sup> juillet. Celle-ci compensera l'augmentation de loyer pour les personnes hors d'état de le supporter ; l'allocation-logement en revanche a été créée afin de dédommager les Français qui, pour assurer à leur famille un appartement vaste ou confortable, ont

accepté de payer un loyer élevé. En sont donc exclus les locataires qui, pour une raison ou pour une autre, ne consacrent à leur loyer – compte tenu du nombre de personnes vivant à leur foyer – qu'une part estimée insuffisante de leurs revenus. Il y a là apparence – mais apparence seulement – d'anomalie pour qui ne comprend pas exactement l'esprit de cette innovation.

C'est un moyen de lutte contre le taudis, et elle favorisera tout spécialement les familles nombreuses. Si un regret peut être exprimé, c'est que les effets en soient limités en raison de l'insuffisance des crédits. On pourra aussi remarquer la complexité excessive des formalités et la rigueur des conditions à réunir avant d'obtenir l'allocation. Son mérite indiscutable est d'exister, ce qui laisse l'espoir d'une amélioration.

(15 juin 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

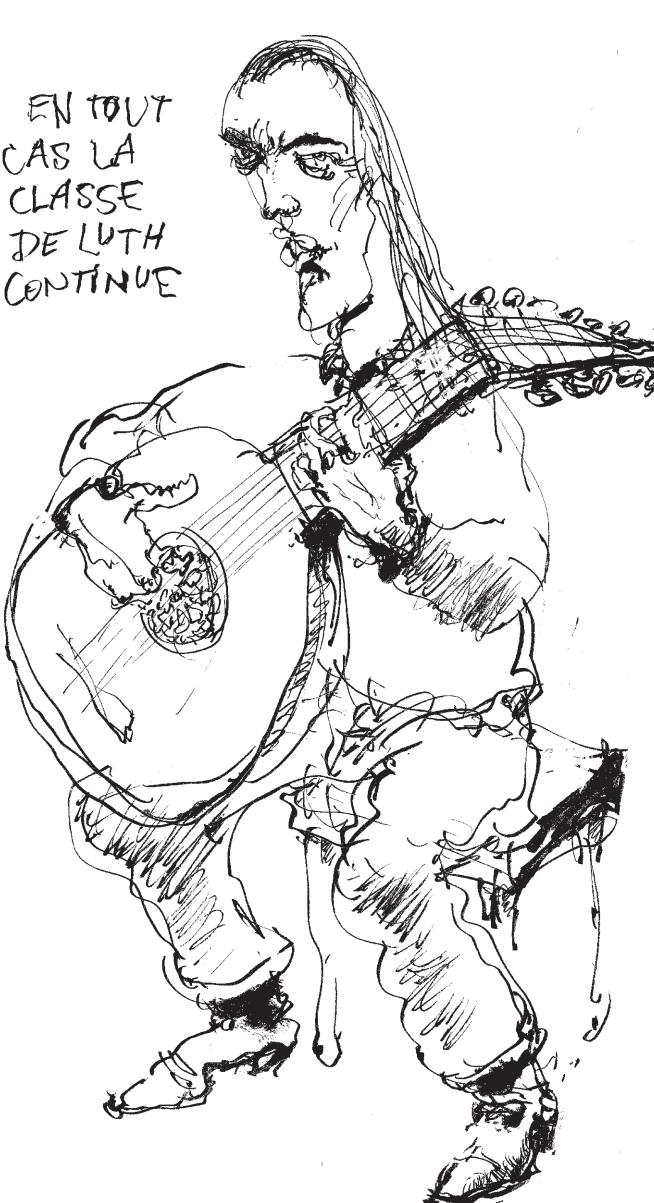
*Le Monde* sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Les gens par Kerleroux

EN TOUT CAS LA CLASSE DE LUTH CONTINUE



### RECTIFICATIFS

#### ALCATEL

Contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article « Les salariés européens d'Alcatel manifestent leurs craintes à Paris », paru dans *Le Monde* du samedi 12 juin, Serge Tchuruk n'a pas déclaré, lors de l'assemblée générale : « Alcatel est en moyenne en retard de trois mois sur les nouvelles technologies par rapport à ses concurrents et doit apprendre à mieux gérer l'imprévisible. Elle veut passer du statut de retardataire à celui d'avant-gardiste. » Le PDG d'Alcatel a affirmé : « Le secteur des télécommunications est difficile : il faut anticiper, savoir gérer l'imprévisible. »

Plus loin dans son intervention, il a déclaré : « De retardataires que nous étions dans les réseaux mobiles, nous sommes maintenant positionnés très souvent à l'avant-garde des développements. » Il a enfin expliqué : « Il faut aller vite. Trois mois de plus, trois mois de trop et c'est souvent un marché qui s'échappe. »

#### EDITIONS DE MINUIT

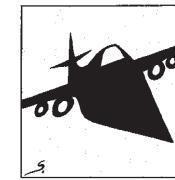
Jérôme Lindon n'est pas le fondateur des Editions de Minuit, comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions datées 30-31 mai. Fondées en 1942 dans la clandestinité par Vercors et Pierre de Lescure, elles sont en fait dirigées par Jérôme Lindon depuis 1948.

# ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**DÉFENSE** C'est la deuxième fois, depuis 1951, que le Salon aéronautique du Bourget s'ouvre alors que nombreux des pays appelés à y participer ont mené une guerre quelques jours avant.

● LE KOSOVO a été ainsi un banc d'essai et le Salon du Bourget devient une vitrine de la technologie militaire testée là-bas. ● LES VISITEURS auront tous à l'esprit que, dans l'opération aé-



rienne « Force alliée » au-dessus de la Serbie et du Kosovo, la grande majorité des avions et des munitions utilisés ont été construits aux Etats-Unis. ● PLUS ENCORE QU'EN 1991, à l'occasion de la

guerre du Golfe, les responsables de l'OTAN, Américains et Européens confondus, ont pensé leur guerre – constituée de frappes aériennes – en fonction de leur panoplie d'armements.

## Le Kosovo a été le banc d'essai des matériels présentés au Salon du Bourget

Alors que les Etats-Unis ont fait la démonstration que, sans leur technologie, l'Europe de la défense n'a pas de consistance, l'OTAN a conceptualisé sa forme de guerre, exclusivement aérienne, en l'adaptant à sa panoplie d'armements

**DEPUIS QU'IL S'EST** installé sur l'aéroport du Bourget, en 1951, c'est la deuxième fois que le Salon s'ouvre alors que nombreux des pays appelés à y exposer ont mené une guerre juste auparavant. En juin 1991, la guerre du Golfe s'est achevée quatre mois auparavant par la victoire d'une coalition, emmenée par les Américains, contre l'Irak de Saddam Hussein : les Etats-Unis montrent au monde entier certains de leurs armements engagés, tels que l'avion furtif F-117A, qui y fait sensation, et le missile antimissiles Patriot, dont les télévisions ont pu diffuser quelques aperçus de ses interceptions spectaculaires de Scud irakiens.

En juin 1999, voilà que le Salon s'ouvre, de nouveau, tandis que les troupes de l'OTAN tentent de sécuriser le Kosovo. Là encore, les Américains exposent, entre autres « gadgets », un matériel spécifique, l'hélicoptère d'attaque Apache. Mais, à la différence de 1991, l'Apache ne sera pas le « clou » du Salon, parce que c'est une « machine » déjà très connue du public et qu'elle s'est contentée, depuis le début de son apparition dans la zone, de faire une bien pâle figuration en Albanie.

Face à l'Apache, les Allemands et les Français présentent leur Tigre. Mais le programme de cet hélicoptère européen a pris tellement de retard qu'il a laissé le champ libre à l'Apache au Kosovo, et que, déjà, se profile à l'horizon – et au Bourget où il est présenté en primeur – un autre concurrent,

le Comanche de Boeing, un hélicoptère bimoteur et biplace consacré à l'attaque en profondeur et à la reconnaissance armée.

Tous les visiteurs du Salon auront à l'esprit que, dans l'opération aérienne « Force alliée » au-dessus de la Serbie et du Kosovo, 75 % des avions et 90 % des munitions utilisés ont été fournis par l'industrie américaine et que Washington a, de surcroît, livré des armements à ses alliés qui, parfois, en sont manqués. De même, les Etats-Unis ont pratiquement monopolisé le renseignement stratégique et tactique – grâce à leurs satellites, leurs avions-espions et leurs écoutes électroniques – à l'exception des moyens de reconnaissance mis en œuvre par la France, qui a disposé d'une gamme assez complète mais limitée, et par quelques pays européens, à commencer par l'Allemagne, le Royaume-Uni ou les Pays-Bas.

Entre 1991 et 1999, la guerre,

quittant le Golfe, s'est rapprochée du centre de l'Europe du fait de Slobodan Milošević. Néanmoins, les Etats-Unis ont fait la démonstration que, sans eux et, en particulier, sans leur technologie militaire, l'Europe de la sécurité, loin d'avoir gagné en consistance, était restée naine depuis neuf ans.

### UNE ARME DE DIPLOMATIES

Au Bourget, les évidences s'imposent. Réorganisée, ramassée sur elle-même autour de quelques grands « pôles » de développement et profitant de l'avantage d'un marché intérieur qui ne s'est pas démenti, l'industrie américaine de la défense a trouvé des avocats de sa cause à la Maison Blanche, au Pentagone, au département d'Etat, voire au ministère du commerce. Les matériels qu'elle conçoit bénéficient du concours d'une armée de diplomates et de stratèges, chargés de les mettre en situation d'être utilisés sur un théâtre d'opérations, et

de « commerciaux », pour les exporter, à des clients convaincus par avance, avec l'estampille « combat proven » (éprouvé au combat).

Outre-Atlantique, l'imbrication entre états-majors et industriels est telle que les conflits dans lesquels les armées américaines s'impliquent et entraînent leurs alliés revêtent le plus souvent un aspect doctrinal qui sert les intérêts du lobby militaro-industriel. Au point que les concepts dits de « projection » de forces et de tirs dits « à distance de sécurité », ce que l'opinion a traduit improprement par le vocable de « guerre zéro mort », se généralisent et qu'ils deviennent, sous la pression américaine, le vademecum de l'Alliance communément accepté.

On l'a bien vu dans les Balkans.

Et le Bourget en est, à sa manière,

une nouvelle illustration avec l'étalement de ces matériels de contrôle électroniques et informatiques, chargés de gérer l'espace de la bataille (le système C3I, pour « communication, command, control and intelligence »), et des types d'avions, d'hélicoptères ou de munitions (bombes, missiles et roquettes) qui leur sont associés.

Mieux encore qu'en 1991, après la guerre du Golfe, l'OTAN, Américains et Européens confondus, a conceptualisé et choisi d'adapter sa forme de guerre – la défaite de l'adversaire sous l'effet des seules frappes aériennes – à sa panoplie d'armements. La Serbie et l'Irak, dont les armées ont été instruites à la soviétique du temps de la

guerre froide Est-Ouest, n'ont pas été en mesure de répliquer sur le même mode. Le décalage n'en a été que plus grand entre les belligerants.

Deux participants de marque à la guerre dans les Balkans, qui y ont pourtant subi leur baptême du feu, sont absents du Salon. Le

*Saint Louis*. Pas davantage, il n'est question de la bombe au graphite, une arme d'autant plus redoutable qu'elle se présente sous la forme d'une petite munition de 14 centimètres de long et de 6 centimètres de diamètre, qu'elle provoque des courts-circuits dans les installations électriques, plon-

### « Crash programme » pour le Mirage 2000

Pour les opérations au Kosovo, la France a dû modifier en catastrophe le mode de largage de certains de ses armements air-sol par l'avion Mirage 2000 D qui est exposé au Salon. Il s'agit de rendre cet appareil apte au tir de bombes GBU 12 et GBU 16 de 250 et 500 kilogrammes guidées par laser – de conception américaine – selon le mode de largage défini par l'OTAN, c'est-à-dire un lancement à haute altitude (au-dessus de 5 000 mètres) et minimisant les risques de dommages « collatéraux » qui auraient été liés à un impact trop imprécis.

Cette mise au point a été effectuée en deux semaines – au début d'une campagne de bombardements qui a duré onze semaines – dans les centres d'essais de la délégation générale pour l'armement (DGA). Cette adaptation, sous l'urgence, d'un avion qui largue d'habitude ses armements à basse altitude entre dans la catégorie des opérations qu'on appelle des « crashes programmes ».

Pentagone n'a pas envoyé son bombardier stratégique furtif, le B 2, l'avion le plus cher du monde (12 milliards de francs pièce) et qui a lancé en Serbie ses premiers missiles air-sol JDAM guidés par satellite, y compris à l'encontre de l'ambassade chinoise à Belgrade, lors d'un vol aller-retour au-dessus de l'Atlantique de plus d'une trentaine d'heures d'affilée. Le temps mis par Charles Lindbergh, en mai 1927, pour traverser l'Atlantique à bord de son *Spirit of*

geant les populations dans le noir, et qu'elle perturbe le fonctionnement des ordinateurs et des réseaux téléphoniques.

Le Kosovo a été un banc d'essai. Le Salon du Bourget est une vitrine de la technologie militaire testée là-bas. Mais 1999 est aussi et surtout l'occasion pour les Etats-Unis et l'Europe de s'affronter sur un terrain discret et moins traditionnel, celui de l'espionnage aéronautique et spatial. C'est un marché nouveau, complexe, qui va de la détention d'engins automatiques de reconnaissance (drones) à celle de satellites en tous genres.

De ce point de vue, l'*« effet commercial »* de la guerre des Balkans est patent. Washington y a concentré l'essentiel du renseignement pour ne le distribuer à ses partenaires qu'avec parcimonie, quitte à se les mettre à dos. Les interrogations nouvelles, dans ce domaine, des Allemands en témoignent. La France, l'Espagne et l'Italie, associées dans le système Helios 1 – un satellite photographique par beau temps –, n'ont pas attendu la guerre du Kosovo pour ressentir la nécessité de disposer en propre de moyens d'observation. Des satellites, les Etats-Unis en alignaient pas moins d'une cinquantaine pour préparer leurs missions. Après avoir été gelé par les Allemands en 1997, le projet d'un satellite européen de reconnaissance radar refait surface. Le groupe allemand DASA en prendrait volontiers la responsabilité, si l'on en croit son PDG, Manfred Bischoff.

C. J.

Jacques Isnard

### Les premiers groupes mondiaux de défense

#### 10 acteurs en 1994...

- 1. Lockheed Martin (EU), 22,9 milliards de dollars
- 2. Boeing (EU), 21,9
- 3. McDonnell Douglas (EU), 14,5
- 4. Hughes Electronics (EU), 14,1
- 5. British Aerospace (GB), 11,3
- 6. DASA (All.), 11,2
- 7. Raytheon (EU), 10,0
- 8. Aerospatiale (F), 9,0
- 9. Thomson-CSF (F), 6,8
- 10. GEC Marconi (GB), 4,3

#### ...5 géants et 5 outsiders en 1999

- 1. Boeing (EU), 57,5 milliards de dollars
- 2. Lockheed Martin (EU), 26,2
- 3. New BAe (GB), 19,9
- 4. Raytheon Hughes (EU), 19,8
- 5. Aerospatiale-Matra (F), 13,0
- 6. DASA (All.), 9,1
- 7. Northrop Grumman (EU), 8,9
- 8. Finmeccanica (It), 7,9
- 9. Thomson-CSF (F), 6,5
- 10. General Dynamics (EU), 5,2

## Jacques Chirac fait son marché et marque ses préférences

« ET VOUS CROYEZ qu'il va voler, votre avion ? » La remarque du président de la République, Jacques Chirac, devant la maquette de l'Eurofighter, l'avion européen grand rival du Rafale français, refroidit quelque peu les ardeurs démonstratives du représentant du britannique British Aerospace au Salon aéronautique du Bourget. M. Chirac n'avait de toute façon manifestement pas l'intention de s'attarder devant le stand du constructeur britannique qui a préféré, en janvier, s'allier à son compatriote GEC plutôt que de travailler à la construction d'une société aéronautique européenne unifiée.

Les Allemands de Daimler-Benz Aerospace auront, quant à eux, droit à un sourire figé. Le rachat de l'espagnol CASA, la veille, et l'annulation de la conférence de presse du patron du groupe aéronautique allemand pour un départ précipité aux Etats-Unis ne sont pas de nature à améliorer les relations industrielles franco-allemandes. En revanche, le chef de l'Etat s'arrête sur le stand de l'italien Alenia Aerospace, qui doit encore se trouver un partenaire industriel à l'occasion de sa privatisation.

Dans le contexte de « défaites » françaises, M. Chirac avait donc décidé de remonter le moral de ses troupes. A tout seigneur tout hon-

neur, le groupe Aerospatiale Matra, qui était né officiellement la veille, a reçu des encouragements du chef de l'Etat. « On devrait pouvoir passer commande de 160 hélicoptères Tigre avant la fin du Salon », a promis le chef de l'Etat aux représentants du groupe Eurocopter, filiale à 70 % d'Aerospatiale Matra, qui a pratiquement terminé les tirs d'essai de ce nouvel hélicoptère d'attaque. Le chef de l'Etat semble véritablement passionné par les performances de cet appareil, qui tentera de se poser en rival de l'Apache américain.

**HUIT À DÉCIDER**  
Même intérêt appuyé du chef de l'Etat devant l'avion de combat Rafale que lui présente Serge Dassault, le PDG de Dassault Aviation, qui a reçu cette semaine, du ministre de la Défense, Alain Richard, une commande supplémentaire de 48 appareils. L'oriente vers les avions d'affaires Falcon de Dassault Aviation, et notamment vers le nouveau 900 EX capable d'effectuer des vols intercontinentaux, M. Chirac glisse à l'oreille de M. Dassault : « Si vous étiez élégant, vous nous l'échangeriez contre notre vieux Falcon 900. »

Le président de la République applaudit aussi le projet d'avion de transport de troupes

d'Airbus, l'A-400M, qui fait l'objet d'une mise en concurrence, à l'échelle européenne, avec l'appareil de l'américain Lockheed, le C-130J. « Nous sommes huit à décider », lui fait remarquer le ministre de la Défense. Le président de la République sermonne en revanche Noël Forgeard, le patron d'Airbus, lorsqu'il lui présente l'avion de 100 places A-318, le dernier-né de la famille. « C'est vraiment dommage de ne pas avoir réussi à faire cet avion avec les Chinois. Ils ont perdu la face, on le paiera », lui explique le chef de l'Etat. « Il le sera à terme », promet M. Forgeard, qui évoque le projet de fabrication des ailes par les Chinois.

Denis Ranque, le patron de Thomson-CSF, est également rappelé à l'ordre par le chef de l'Etat. Evitant « la complète intégration des équipements électroniques français dans le dispositif allié, notamment à l'occasion du conflit du Kosovo », il entend répondre que « la France doit conserver un système de décision complètement autonome, de manière à garantir sa souveraineté ». « Ça n'a toujours pas changé », assène le président, qui se bat pour l'émergence d'un pôle de commandement européen au sein de l'OTAN.

ter la salle du conseil d'administration des entreprises américaines lorsque vient en discussion un sujet touchant à la défense nationale. C'est l'une des raisons pour laquelle les gouvernements français successifs ont toujours estimé que la France devait être en mesure de conserver, seule ou avec ses partenaires européens, une autonomie stratégique à l'égard des Américains. Et ce n'est probablement pas un hasard si la France a été classée parmi les mauvais élèves dans le classement du Pentagone, à quelques encabulations de la Chine ou de la Russie.

Plus que les industriels européens, les politiques sont probablement les principaux responsables de la déstabilisation de l'armement européen. Les invitations faites par leurs gouvernements à leurs industriels de se regrouper n'ont pas manqué.

Mais c'est de programmes militaires communs et d'une politique de défense commune pour s'organiser autour de projets fédérateurs, dans les avions de combat, l'observation par satellite ou encore la guerre électronique, dont les groupes de défense avaient besoin avant tout. C'est ensuite seulement qu'il aurait été possible de s'allier, d'égal à égal, avec les industriels américains.

Christophe Jakubyszyn

## L'industrie de défense européenne sensible aux sirènes américaines

**EN S'ENVOLANT** pour les Etats-Unis le jour de l'inauguration du Salon du Bourget, samedi 12 juin, Manfred Bischoff, le patron du groupe aéronautique allemand DA-

**ANALYSE**  
Les entreprises manquent de programmes fédérateurs

SA, savait qu'il allait peut-être changer le cours de l'histoire de l'aéronautique européenne. Qu'il scelle une alliance avec le groupe de défense américain Northrop Grumman ou qu'il échoue dans la dernière ligne droite des négociations, son initiative prouve qu'il y a désormais, pour les groupes de défense européens, une tentation américaine.

Ce scénario est largement encouragé par les autorités d'outre-Atlantique. Inquiètes que les industriels européens ne se regroupent derrière

une « forteresse » fermée aux matériels américains, elles tentent de séduire les industriels du Vieux Continent. Le Pentagone a décrétisé, fait savoir, à la fin de l'année dernière, qu'il était désormais disposé à autoriser des rachats d'entreprises américaines de défense par des groupes étrangers. Le ministère de la défense américain y a posé un certain nombre de conditions, en classant notamment les pays susceptibles d'investir en fonction de leur loyauté militaire. En décembre, au moment où le britannique GEC cherchait un partenaire pour sa branche défense, le Pentagone avait habilement fait savoir que, parmi les « bons élèves », figurait le Royaume-Uni.

**MONOPOLISATION**  
L'*« ouverture »* américaine est d'autant plus facile que leur restructuration industrielle est achevée. Au début des années 1990, l'industrie aéronautique des Etats-Unis comprenait trois ou quatre concurrents dans tous les secteurs de la

défense (avions, missiles, satellites, hélicoptères, électroniciens). Aujourd'hui, deux grands groupes aéronautiques, Boeing et Lockheed Martin, et un électronicien, Raytheon Hughes, monopolisent la quasi-totalité des budgets du Pentagone. Les autorités fédérales ont d'ailleurs décidé de siffler la fin de partie en interdisant, en juillet 1998, le rachat de Northrop Grumman par Lockheed Martin.

Ce n'est pas le cas de l'Europe, qui amorce à peine sa restructuration. Elle a commencé depuis quelques mois, avec des regroupements nationaux, notamment en France et au Royaume-Uni. Les gouvernements européens souhaitent qu'elle se poursuive avec des alliances transnationales et la constitution d'une société européenne unique, regroupant les forces éparpillées de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne.

La réduction des budgets militaires nationaux ne permet plus de garantir l'autonomie dans de nom-

breux domaines technologiques de souveraineté, à moins de regrouper les forces et les budgets européens. Le déploiement de forces américaines au Kosovo, et leur supériorité technique, notamment dans l'observation satellitaire, ont mis en avant les risques de vassalisation technologique.

L'entreprise de séduction américaine risque donc de venir perturber les rapprochements européens et d'entretenir les rivalités entre industriels du Vieux Continent. Une alliance transatlantique, du type DASA-Northrop, risque d'inciter les autres groupes européens à chercher, eux aussi, à s'ouvrir l'accès au marché de la défense américain. La tentation est forte : le Pentagone dépense à lui seul près de deux fois plus que l'ensemble des armées européennes réunies.

On peut toutefois douter que les Américains acceptent de faire sauter les nombreux verrous d'accès à leurs technologies. Encore aujourd'hui,

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**SPORTS** Les organisateurs du 86<sup>e</sup> Tour de France doivent publier, mercredi 16 juin, la liste des équipes et des coureurs invités à participer à l'épreuve. ● LES DÉBOIRES de certains

champions avec la justice – pénale ou sportive –, liés aux affaires de dopage, pourraient priver la course de quelques-unes de ses vedettes. ● POUR LA PREMIÈRE FOIS, près d'un an après le

scandale Festina, révélé à l'occasion de la Grande Boucle 1998, Bruno Roussel, ancien directeur sportif de la formation, s'explique. ● DANS UN ENTRETIEN exclusif au *Monde*, il résume le

système de dopage mis en place dans l'équipe : « On accepte le risque, on contrôle nous-mêmes avant et on organise. » ● IL FAIT PART DE SES RÉMORDES, exprimant sa crainte de

voir un jour « une épouse [de coureur] venir me demander des comptes, m'accuser du décès prématuré de son mari, de la naissance d'un enfant malformé... ».

## La direction du Tour de France veut tenter de préserver son épreuve

Mercredi 16 juin sera communiquée la liste des coureurs et des équipes qui seront invités au départ de la Grande Boucle, le 3 juillet. Tout coureur cité dans une procédure sportive ou judiciaire devrait être écarté, l'organisateur voulant signifier au peloton que les choses ont changé

**DU TOUR DE FRANCE** on dit qu'il « fait » les champions cyclistes. Pas l'inverse. Cette année, cette « vérité », peut-être excessive, ne peut mieux servir les intérêts des organisateurs d'une Grande Boucle quasi centenaire (elle fêtera ses cent ans en 2003). Car le cyclisme est au plus mal, secoué par les révélations sur le dopage qui se succèdent depuis des mois. Depuis qu'a éclaté l'affaire Festina. C'était un certain 10 juillet 1998. La veille du départ d'un Tour de France qui allait être marqué par les interventions policières, les mises en examen, les exclusions et départs d'équipes...

Parce qu'elle veut éviter d'être à nouveau confrontée à ce type d'événements, la direction du Tour de France entend exploiter cette puissance que l'on attribue à son épreuve et donner un signal fort de mise en garde au peloton. Ce sera l'objectif, mercredi 16 juin, de la présentation par Jean-Marie Leblanc, le directeur de l'épreuve, de la liste des « invités » de l'édition 1999, qui s'élancera le 3 juillet du Puy-du-Fou (Vendée).

Une liste dont surgiront, par défaut, les noms des coureurs que l'organisateur de la Grande Boucle aura choisi d'inviter, en vertu de sa volonté, énoncée en novembre 1998, de substituer aux critères de sélection dits sportifs (les points accumulés sur les courses) des critères qu'il qualifie de moraux. Devraient ainsi être récusés ceux dont les noms apparaissent dans



PAUL HANNARUETERS

Bruno Roussel au matin de son arrestation, au départ de la quatrième étape du Tour 1998 reliant Plouay à Cholet.

des procédures judiciaires, ou dans des procédures sportives liées au dopage. Quitte à ce qu'il y ait moins de cyclistes et d'équipes au départ. Quitte à ce qu'il y ait moins, voire pas, de têtes d'affiche.

Au-delà des déclarations de principe sur l'implication d'un organisateur dans la remise sur les rails du sport cycliste, le souci est aussi

égoïste. Car il en va de l'avenir de la course. De nouvelles affaires la mettront en péril, admettent ses organisateurs. Les partenaires financiers (Crédit lyonnais, PMU, Coca-Cola, etc.) vont jusque-là être bienveillants.

Mais l'édition 1999 aura valeur de test. Si les choses dérapent, des discussions, comme les qualifie Jean-

Marie Leblanc, auraient forcément lieu. Reste à savoir à quelle hauteur sera placée la barre de sélection. Ces derniers jours, l'organisation du Tour de France reconnaissait ne pas avoir la tâche facile car elle doit se fonder sur des procédures qui ne sont souvent pas abouties. Mais elle assurait que l'implication d'un coureur dans une procédure (judi-

ciale ou sportive) est déjà préjudiciable à l'image de son épreuve et que l'accepter serait prendre le risque qu'il suscite des troubles.

Dans cette perspective, un Richard Virenque par exemple, mis en examen dans l'affaire Festina, devrait a priori être récusé. Ces derniers jours, les plaidoyers se sont pourtant multipliés en sa faveur. « Virenque fera le Tour », a assuré Franco Potti, qui l'a recruté cet hiver. « Si quelqu'un dit qu'il ne peut pas faire le Tour, il doit avoir des preuves. Sinon, les avocats vont avoir beaucoup de travail », a menacé l'industriel italien.

### « UN GROS RISQUE »

« Nous n'avons rien contre lui, pour moi Virenque est un coureur comme un autre », a plaidé Hein Verbruggen, président de l'Union cycliste internationale (UCI) dans un entretien au *Dauphiné libéré* jeudi 10 juin, alors que, deux jours plus tôt, dans un entretien à *L'Est républicain*, le juge lillois Patrick Keil, en charge de l'affaire Festina, a estimé que Richard Virenque, « mis en examen parce que les expertises ont établi qu'il avait pris de l'EPO », doit « bénéficier de la présomption d'innocence, tant qu'il n'aura pas été condamné par un tribunal ».

En l'écartant, les organisateurs de la Grande Boucle « prendraient un gros risque, dans la mesure où Richard Virenque peut bénéficier d'une relaxe » et pourraient « se retourner contre les instances spor-

tives », a prévenu Patrick Keil. Cette perspective, la société du Tour de France l'assume. Elle assure préférer prendre des mesures conservatoires, quitte à devoir payer des dommages et intérêts si on lui intentait un procès par la suite, parce que les soupçons auraient été levés.

Si jamais il souhaitait venir sur le Tour (ce qui ne semble pas être réellement le cas), l'Italien Marco Pantani provoquerait également une réflexion difficile. Car, bien qu'il ait été exclu du récent Tour d'Italie pour un hématocrite supérieur à la norme définie par l'Union cycliste internationale (UCI), le dernier vainqueur du Tour de France n'est pas formellement accusé de dopage. Il a juste été mis au repos. Que faire dans ce cas ? Et que faire des coureurs qui ont avoué s'être dopés et ont purgé une période de suspension ?

Ce sera là une limite des mesures envisagées par les organisateurs de la Grande Boucle. Même s'ils récusent tel ou tel coureur, ils ne pourront pas assurer que ceux qui participeront à leur épreuve seront exempts de tout soupçon, quand bien même ils n'auront pas fait l'objet de contrôles antidopage positifs. Ils l'admettent d'ailleurs volontiers : le Tour de France 1999 risque d'être celui de la suspicion. Comme l'ont été toutes les épreuves depuis le début de la saison.

Philippe Le Cœur

## Bruno Roussel, ancien directeur sportif de l'équipe cycliste Festina « C'est avec le succès de certains que la dérive a commencé »

**VANNES**  
de nos envoyés spéciaux  
Le mercredi 15 juillet 1998, sur le coup de 17 heures, au terme de la 4<sup>e</sup> étape du Tour de France, Bruno Roussel, directeur sportif de l'équipe Festina, était interpellé par les policiers du SRPJ de Lille. Commençait alors le temps des interrogatoires et des aveux, de l'incarcération à la maison d'arrêt d'Arras (Pas-de-Calais) et des auditions chez le juge lillois Patrick Keil. Relâché douze jours plus tard, Bruno Roussel est, depuis, resté silencieux. Près d'un an plus tard, pour la première fois, dans les colonnes du *Monde*, il accepte de parler.

« Quand avez-vous été informé de l'arrestation de Willy Voet par les douaniers ?

– Je l'ai appris le mercredi 8 juillet en fin d'après-midi, avant mon départ pour Dublin. C'est Michel Gros, un de mes adjoints, qui m'a prévenu par téléphone. Dans l'après-midi, les douanes avaient perquisitionné au service des courses de l'équipe Festina à Meyzieu, dans la banlieue de Lyon.

– Quelle a été votre réaction ?

– J'étais inquiet mais je pensais qu'il sortirait dans les deux jours. Je ne connaissais pas avec précision tout ce que Willy avait emporté. Je n'étais pas au courant des quantités qu'il transportait. Naivement, j'avais l'espoir qu'il finirait par nous rejoindre en Irlande, comme prévu.

– Qui avez-vous alerté en premier au sein de l'équipe ?

– Le premier à qui j'en ai parlé, c'est Richard Virenque. Dès notre arrivée à Dublin.

– Quelle a été sa réaction ?

– Il n'a dit qu'une chose : « Comment je vais faire ? »

– Comment avez-vous vécu cette situation durant ces premières journées ?

– En tant que responsable, je n'avais qu'une obsession, protéger mes coureurs. C'est un des fondements de mon engagement. En cela, je suis très différent des autres directeurs sportifs. Moi, je ne suis pas un ancien coureur professionnel. Eux ont été confrontés au dopage durant leur carrière. Lorsqu'ils sont devenus managers, ils ont reproduit ce qu'ils avaient

vécu auparavant. Face au dopage, je n'ai jamais dit aux gars : « Détachez-vous, je ne veux pas en entendre parler, mais je veux des résultats. » Sur un plan humain, j'ai toujours trouvé ce discours minable. Hélas ! il est répandu dans le cyclisme.

– A Dublin, vous avez fait appel à l'avocat Bertrand Lavellot, impliqué depuis dans une autre affaire de dopage...

– Je l'ai appelé parce qu'il y avait une pression énorme autour de nous. Je le connaissais à peine mais il m'avait été recommandé par Christophe Moreau, un coureur contrôlé positif quelques semaines auparavant qui avait eu affaire à lui. C'était un spécialiste des affaires de dopage. Il a très vite saisi la dimension du problème. Il est venu avec un pénéliste, Thibault de Montbrial, qui, depuis, oçoce de ma défense.

– Comment s'est passée votre interpellation à Cholet, le 17 juillet ?

– Contrairement à ce que j'ai pu lire ou entendre, je n'ai jamais été menotté, ni déshabillé, ni maltraité en aucune manière. Les policiers ne m'ont jamais traité en criminel.

– Quand et pourquoi avez-vous décidé de dire la vérité ?

– Mon père était un éducateur cycliste, ma mère a pratiqué le cyclisme, mon oncle a été coureur professionnel et moi j'ai été un coureur amateur de bon niveau. » Bruno Roussel n'avait quasiment pas le choix : avec de tels antécédents, il pouvait difficilement échapper à la petite reine. Ce Breton né en 1956 est devenu entraîneur de cyclisme après avoir quitté une carrière de coureur qui ne s'annonçait pas exceptionnelle et obtenu un brevet d'Etat à l'université de Talence (Gironde).

C'est dans les clubs amateurs de la région parisienne qu'il fit ses armes. A l'AC Boulogne-Billancourt d'abord, puis à l'US Créteil d'où sor-

tit Pascal Lino, éphémère maillot jaune du Tour de France 1993. En 1990, Bruno Roussel découvre le cyclisme professionnel comme directeur sportif adjoint de l'équipe Helvétia, qui dirige alors l'iconoclaste Paul Koeschl. En arrivant chez RMO en 1993, il fait la connaissance de Richard Virenque et Paul Koeschl. En 1998, il rejoint la formation Festina un an plus tard.

De cette époque date sa rencontre avec le docteur belge Erik Rijkaert, qui officie avec les coureurs néerlandais de la formation et passe pour un bon connaisseur de l'érythropoïète (EPO). A tel point qu'en juin 1998 les deux hommes organisent le système de dopage que les douaniers et les policiers du SRPJ de Lille démanteleront en juillet 1998. L'éducateur éleva « loin du dopage », comme il le dit, entre alors dans une spirale qui, de victoires en podiums, le conduira à la

cussion avec lui. J'avais entendu parler des corticoïdes en 1992 chez RMO. C'est Erik Rijkaert qui m'a fait découvrir l'EPO. Après notre discussion, je n'avais pas réfléchi pour savoir si j'allais ou non dire la vérité. Puis, vers minuit, l'un d'eux a perdu son calme et s'est mis à me torturer. Il m'a dit : « Je m'énerve parce que tu nous dis pas ce que tu as envie de nous dire. Tu veux parler mais quelque chose te retient. » Ils m'ont alors laissé un quart d'heure seul pour réfléchir. Quand ils sont revenus, j'ai tout dit. Je ne pouvais plus mentir. Après mes aveux, je me suis senti délivré et effondré. J'étais honteux vis-à-vis de mes proches mais je n'avais plus ce poids énorme sur les épaules. Sans cette affaire, j'aurais sûrement prévenu, mis en garde, alerté, mais je n'aurais sans doute pas dénoncé de manière précise ce fléau.

– Mais vous êtes resté...  
– Oui. Encore une fois par souci de la santé des coureurs. Il fallait les empêcher de s'approvisionner n'importe où, de prendre n'importe quoi. Le docteur Rijkaert me tenait au courant, il me prévenait des produits dangereux. Pendant trois ans, il a été le patron médical de l'équipe. Et puis, peu à peu, comme moi, il a perdu de son autorité.

– Comme vous...  
– J'ai toujours fait ce que j'ai voulu quand j'ai voulu, mais il y a un moment, à partir de 1997, où je n'ai pas pu contrôler tout ce qui se passait dans l'équipe. C'est à partir de là, après les succès de certains, que la dérive a commencé.

– N'avez-vous jamais eu le

maison d'arrêt d'Arras (Pas-de-Calais).

Bruno Roussel a connu son heure de gloire quand, en 1997-1998, Festina faisait figure de meilleure équipe cycliste du monde. Elle s'est aussi interrompue brutalement, lorsque, grisé par ce succès, l'homme a cédé ses principes contre des règles fous de gloire et d'invincibilité. Soif de revanche, volonté farouche d'en découdre et surtout d'en monter à la face d'un milieu qui ne l'a jamais reconnu et encore moins accepté comme tel ? L'homme, aujourd'hui sorti de cet univers par la plus mauvaise porte – celle qui donne accès au bureau d'un juge –, ne répond pas encore à cette question. En attendant son procès, loin du peloton et des courses cyclistes, il entame sa reconstruction.

Y. B.

– sentiment de renier vos principes ?

– C'est vrai, j'ai dû composer avec ma philosophie de départ. Je l'ai réalisé très tôt. Et j'ai toujours pensé aux conséquences éventuelles de la consommation des produits interdits sur la santé des coureurs. Mais ils demandaient et le médecin rassurait. Pourtant, je crains qu'un jour une épouse vienne me demander des comptes, qu'elle m'accuse du décès prématuré de son mari, de la naissance d'un enfant malformé...

### « Der Spiegel » accuse les Telekom

Dans son édition du 14 juin, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* affirme que les coureurs de l'équipe Telekom, parmi lesquels Jan Ullrich, se sont « systématiquement et complètement dopés ». Cette accusation s'appuie sur les témoignages anonymes d'anciens membres de la formation germanique et sur les plans d'entraînement de 1998. Parmi les produits utilisés figurent plusieurs anabolisants, des corticoïdes, des hormones de croissance ainsi que de l'EPO, qui était désigné sous le nom de code de « vitamine E ». Les ampoules d'EPO auraient fait leur apparition en 1994 et, depuis 1996, chaque coureur s'injectait le produit interdit. Telekom a dénoncé « une campagne d'assassinat moral ».

– Comment apprécier encore la victoire dans ce cas-là ?

– On ne l'apprécie plus. La joie est un peu cassée.

– Avez-vous l'impression de tricher ?

– Je savais que je transgressais une règle, mais comme les autres faisaient pareil...

– Les contrôles antidopage n'avaient aucun effet dissuasif...

– Ces dernières années, on redoutait les contrôles d'hématocrite. Mais le docteur Erik Rijkaert était compétent et raisonnable.

C'est dur à expliquer et à admettre

mais, dans le contexte, notre démarche était cohérente. On se disait : « On accepte le risque, on contrôle nous-mêmes avant et on organise. »

– Comment peut-on en arriver là ?

– Le recours à la pharmacopée licite est très répandu dans le peloton. Elle constitue une base terrible pour le dopage en créant une habitude de consommation. Et cette habitude, on la retrouve partout. Cela va paraître fou mais, moi, la première fois qu'on m'a fait une piqûre, c'était en équipe de France amateurs, lors d'un Tour de Pologne. On m'a injecté des vitamines tous les jours. A la fin, je n'en pouvais plus. Comme j'étais dans les derniers, j'ai demandé qu'on arrête. Cela ne servait plus à rien.

– Qu'est-ce qui a provoqué la généralisation de ces pratiques ?

– Cela a implosé par manque d'éthique. Les listes de produits interdits et les sanctions n'étaient pas harmonisées. Et puis, surtout, le problème était mal pris en compte. D'ailleurs, il l'est toujours. La société civile doit se poser le problème : qu'est-ce qui amène des cyclistes, et les champions en général, à en arriver là ? Il faut définir des règles et se donner les moyens de les faire vraiment respecter.

– Etes-vous le mieux placé pour ouvrir ce débat ?

– J'ai reconnu ma part de responsabilité. Je l'assume. Je serai jugé pour ça. Je suis un des acteurs de l'affaire Festina. Aujourd'hui, je peux parler. Mon parcours me le permet. Le regard que je porte est critique. Il l'a toujours été.

– Et quelles sont vos conclusions ?

– Je considère qu'une société où le taux de délinquance est faible est une société bien organisée. Si ce taux dépasse les 40 % – et les résultats du deuxième volet du contrôle longitudinal l'établissent pour le peloton français –, alors on a le droit de dire que le système est défaillant. Aujourd'hui, il est même en pleine déliquescence. »

## Handball : les Bleus qualifiés pour les JO

L'équipe de France a arraché son billet pour Sydney en battant l'Egypte en match de classement du championnat du monde

**POUR LA TROISIÈME FOIS** d'affilée, l'équipe de France de handball s'est qualifiée pour les Jeux olympiques. La formation nationale devait impérativement terminer dans les sept premiers du championnat du monde, qui se dispute actuellement en Egypte, pour obtenir son billet pour Sydney. Elle y est parvenue, dimanche 13 juin, au Caire, en battant l'Egypte (27-25) en match de classement. Les Français, qui maîtrisaient pourtant la rencontre, ont été rejoints lors des dernières minutes (22-22), et ce n'est qu'après la prolongation qu'ils ont obtenu le gain du match.

Cette qualification était l'objectif initial des Bleus en Egypte. « Je pousse un gros souffle de soulagement », expliquait Daniel Costantini, leur entraîneur, après ce match. *Dans la tête des joueurs, il y avait des rêves plus brillants que dans la mienne, mais je mesurais mieux ce qu'aurait représenté une non-qualification pour les JO. »*

Les Français devront retrouver un peu de la folie de leurs prédecesseurs, les « Barjots », cham-

pions du monde en 1995, si elle entend bien figurer lors des prochains Jeux : la France avait été médaillée de bronze à Barcelone, en 1992, et avait terminé quatrième à Atlanta, en 1996.

Les Bleus ont montré beaucoup d'inconstance au cours de leur séjour égyptien et ont été éliminés sans contestation possible, vendredi, par l'Espagne (23-18), en quarts de finale. « Nous n'avons pas été bons pendant tout le Mondial », admettait Marc Wiltberger, arrière. « Le problème, c'est que nous avons perdu contre des équipes supposées meilleures que nous », constatait Andrej Golic, aîné. La formation de Daniel Costantini affrontera l'Allemagne lundi pour la cinquième place du Mondial. Elle aura ensuite les éliminatoires de l'Euro 2000 et cette compétition, qui devrait se disputer du 21 au 31 janvier en Croatie, pour perfectionner son jeu. La finale de ce championnat du monde opposera mardi la Russie, qui a battu l'Espagne 22 à 21, à la Suède, qui s'est imposée 23 à 22 face à la Yougoslavie. — (AFP)

## Au Canada, Hakkinen rappelle que pour gagner un grand prix, il faut d'abord le finir

Le Finlandais a profité de nombreuses sorties de piste, dont celle de Michael Schumacher

Mika Hakkinen (McLaren-Mercedes), tenant du titre, a gagné, dimanche 13 juin, le Grand Prix du Canada, la sixième manche du championnat

du monde. Le Finlandais prend la tête du classement des pilotes avec quatre points d'avance sur Michael Schumacher. L'Allemand a quitté la

piste à mi-parcours alors qu'il était en tête. Seuls dix pilotes sur vingt-deux ont fini une course marquée par de nombreuses sorties de piste.

grante. Quatre tours plus tard, l'accident du Canadien Jacques Villeneuve dans les mêmes circonstances ne laissait plus aucun doute sur l'extrême dangerosité du tracé qui porte le nom de son père. En moins d'une heure, pas moins de trois anciens champions du monde venaient d'abandonner dans le même périmètre.

### HEINZ-HARALD FRENTZEN PUNI

Mika Hakkinen doit-il s'estimer chanceux ou doit-on le considérer comme un parfait et intelligent gestionnaire ? En limitant la prise de risque tout au long de l'épreuve, le Finlandais a su, en tout cas, profiter à merveille des péripéties de course. L'homme craignait le revêtement poussiéreux et bosselé du tracé de Montréal qui, avec Monaco, est le seul du championnat du monde à ne pas être un véritable circuit entièrement dédié aux sports mécaniques. Après sept participations, Mika Hakkinen n'avait pas fait mieux que d'obtenir une cinquième place au Canada, c'était en 1996. « j'étais venu ici avec un sentiment négatif en raison de mes

mauvaises performances passées. Maintenant, c'est mon endroit préféré », a-t-il commenté, dimanche, après sa troisième victoire de la saison, la dixième de sa carrière.

Le constructeur irlandais Eddie Jordan, qui avait déclaré, la veille de la course, que l'*« on ne s'ennuie jamais à un Grand Prix du Canada »*, ne croyait pas si bien dire. En 1998, l'épreuve avait offert un spectacle de carambolages et de tôle froissée. Deux départs avaient été nécessaires, et la voiture de sécurité avait dû neutraliser la troupe des rescapés à trois reprises. Le scénario ne fut pas loin de se répéter, dimanche. Tout commença, après le premier virage, par un accrochage entre Jean Alesi (Sauber-Petronas) et Jarno Trulli (Prost-Peugeot), identique à celui qui avait opposé les deux pilotes l'an passé. L'Avignonnais s'énervait et traitait le jeune Italien d'*« imbécile »*. Jarno Trulli rejetait la responsabilité de l'incident sur Heinz-Harald Frentzen, lequel, à bord de sa Jordan, l'obligea effectivement à couper sa trajectoire.

Heinz-Harald Frentzen ne devait pas l'emporter au paradis. Dans les tout derniers kilomètres de la course, alors qu'il se trouvait à une inespérée deuxième place, l'Allemand perdait le contrôle de sa monoplace et goûtait, lui aussi, au rail de sécurité. Groggy sur le coup, le pilote était évacué avec toutes les précautions d'usage. La lenteur de l'opération profitait encore à Mika Hakkinen, puisque la course était à nouveau neutralisée par la voiture de sécurité.

L'épreuve s'achevait dans la confusion, le drapeau à damiers étant brandi alors qu'il restait un tour à parcourir. Le Finlandais, qui n'en demandait pas tant, empochait les dix points de la victoire. Le revolà en tête du championnat du monde, quatre points devant Michael Schumacher, le grand perdant de ce Grand Prix. « Je fais en général une faute par saison. Espérons que c'est celle-ci », déclarait le pilote Ferrari.

Frédéric Potet



FORMULE 1

Le Premier à inaugurer la série fut Ricardo Zonta, nouveau venu en formule 1 puisqu'il courrait l'an passé en Indy Car, ce vague cousin américain de la F1 dont la principale caractéristique tient à la forme ovale des circuits. A peine trois tours de course avaient d'être bouclés dans ce Grand Prix du Canada, dimanche 13 juin à Montréal, lorsque la BAR-Supertec du Brésilien toucha un mur de protection au sortir de la seule chicane du circuit Gilles-Villeneuve. L'inexpérience du pilote sur les tracés sinués pouvait alors être avancée pour expliquer cet écart fâcheux.

Lorsque, onze tours plus tard, exactement au même endroit, on vit Damon Hill reproduire l'incident à l'identique, d'autres arguments devaient alors être énoncés. Le Britannique n'est pas le premier venu. A trente-trois ans, il a disputé cent grands prix, en a emporté

vingt-deux et fut champion du monde en 1996. Cette année-là, il s'imposa d'ailleurs ici même au Canada, à bord d'une Williams-Renault. Dimanche, sa Jordan-Mugen-Honda lui joua-t-elle un mauvais tour ? Ou alors un bref moment de déconcentration lui a-t-il valu, lui aussi, de rentrer prématurément au stand ?

On en était encore à ces hypothèses quand vint le tour de Michael Schumacher, le meilleur pilote du plateau, le plus talentueux conducteur que la formule 1 ait connu depuis Ayrton Senna et surtout l'actuel leader du championnat du monde, en quête d'un troisième sacre. Avec plus de violence que ses prédecesseurs, l'Allemand ne put éviter, lui non plus, le mur de tous les dangers. Alors qu'il menait confortablement la course, il fut lui aussi incapable de maîtriser sa Ferrari dans ce double virage qui les voitures abordent à 290 km/h et dont elles doivent sortir à 75 km/h.

Même si l'Allemand devait faire son *mea culpa* après la course, la coïncidence devenait trop fla-

### RÉSULTATS

● Grand Prix du Canada, sixième épreuve du championnat du monde. 1. Mika Hakkinen (Fin/McLaren-Mercedes) lec 307,336 km en 1 h 41 min 35 s 727 (moyenne : 180,155 km/h) ; 2. Giancarlo Fisichella (Ita/Benetton-Supertec) à 0 s 7 ; 3. Eddie Irvine (It/Ferrari) à 1 s 7 ; 4. Ralf Schumacher (All/Williams-Supertec) à 2 s 3 ; 5. Johnny Herbert (G-B/Stewart-Ford) à 2 s 8 ; 6. Pedro Paolo Diniz (Bré/Sauber-Petronas) à 3 s 7 ; 7. David Coulthard (G-B/McLaren-Mercedes) à 5 s 8 ; 8. Marc Gene (Esp/Minardi-Ford) à un tour ; 9. Olivier Panis (Fra/Prost-Peugeot) à un tour ; 10. Luca Badoer (Ita/Minardi-Ford) à deux tours. 11. Heinz-Harald Frentzen (All/Jordan-Mugen Honda) à quatre tours.

● Championnat du monde des pilotes : 1. Mika Hakkinen (Fin), 34 points ; 2. Michael Schumacher (All), 30 pts ; 3. Eddie Irvine (Irl), 29 pts ; 4. Heinz-Harald Frentzen (All), 13 pts ; 5. Giancarlo Fisichella (Ita), 13 pts ; 6. David Coulthard (G-B), 12 pts ; 7. Ralf Schumacher (All), 12 pts ; 8. Rubens Barrichello (Bré), 6 pts ; 9. Damon Hill (G-B), 3 pts ; 10. Johnny Herbert (G-B), 2 pts ; 11. Pedro la Rosa (Esp), Olivier Panis (Fra), Jean Alesi (Fra), Alexander Wurz (Aut), Jarno Trulli (Ita), Pedro Paolo Diniz (Bré), 1 pt.

● Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari : 55 points ; 2. McLaren-Mercedes : 46 pts ; 3. Jordan-Mugen Honda : 16 pts ; 4. Williams-Supertec : 14 pts ; 5. Benetton-Supertec : 12 pts ; 6. Stewart-Ford : 8 pts ; 7. Prost-Peugeot et Sauber-Petronas : 2 pts ; 9. Arrows : 1 pt.

## BMW signe sa première victoire aux 24 Heures du Mans automobile

**LA 67<sup>e</sup> ÉDITION** des 24 Heures du Mans a consacré le constructeur allemand BMW, qui s'est imposé, dimanche 13 juin, pour la première fois sur le circuit de la Sarthe, et un de ses trois pilotes, le Français Yannick Dalmas (trente-sept ans), qui a inscrit pour la quatrième fois son nom au palmarès, égalant ainsi le record de victoires du Français Henri Pescarolo et du Belge Olivier Gendebien. Mais la course a été surtout marquée par le spectaculaire accident de l'Ecosais Peter Dumbreck, survenu pendant la cinquième heure de course. Sa Mercedes s'est littéralement envolée à plus de 300 km/h dans une portion rectiligne menant au virage d'Indianapolis. Le bolide a effectué trois loops complets dans les airs avant de retomber dans un bosquet sans faire de victime parmi le public. Le pilote est, lui aussi, sorti indemne de cet accident impressionnant.

Mercedes décida sur-le-champ de retirer sa dernière voiture. Une décision prudente puisque, lors des essais, jeudi, puis lors du warm-up, samedi, la Mercedes de

Mark Webber s'était déjà envolée à deux reprises. Selon les experts, c'est un déséquilibre aérodynamique qui aurait affecté la tenue de route de ce prototype sur lequel comptait beaucoup la firme de Stuttgart pour affirmer sa notoriété. Elle n'avait pas hésité à emprunter la piste américaine de Fontana, en Californie, pour tester ses voitures.

Le forfait de Mercedes a laissé la place libre à son concurrent allemand, BMW, qui a dominé le favori de l'épreuve, Toyota. Le constructeur japonais, qui avait placé deux voitures en première ligne, a dû se contenter de la deuxième place, grâce au trio Ukyo Katayama-Keiichi Tsukiyoshi-Toshio Suzuki. Deux autres de ses concurrents ont été contraints à l'abandon, ce qui a conforté la domination de la BMW n° 15 de l'Allemand Joachim Winkelhock, de l'Italien Pier Luigi Martini et du Français Yannick Dalmas. La troisième place est revenue à l'Audi de l'Italien Emanuele Pirro, de l'Allemand Frank Biela et du Belge Didier Theys.

### LOTTO

■ **Résultats des tirages n° 47** effectués samedi 12 juin. **Premier tirage** : 14, 15, 18, 20, 27, 46, numéro complémentaire le 22. Rapports pour six bons numéros : 3 422 940 F (521 824 €) ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 117 430 F (17 902 €) ; pour cinq bons numéros : 8 710 F (1 328 €) ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 326 F (49,7 €) ; pour quatre bons numéros : 163 F (24,8 €) ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 30 F (4,57 €) ; pour trois bons numéros : 15 F (2,29 €). **Second tirage** : 6, 11, 24, 35, 38, 49, numéro complémentaire le 37. Rapports pour six bons numéros : 14 652 230 F (2 233 718 €) ; pour cinq bons numéros et le complémentaire : 51 000 F (7 775 €) ; pour cinq bons numéros : 5 075 F (774 €) ; pour quatre bons numéros et le complémentaire : 256 F (39 €) ; pour quatre bons numéros : 128 F (19,5 €) ; pour trois bons numéros et le complémentaire : 28 F (4,27 €) ; pour trois bons numéros : 14 F (2,13 €).

Propagols pour missiles et lanceurs, pyromécanismes, airbags, ou poudres et explosifs, les matériaux énergétiques conçus et produits par le GROUPE SNPE sont au cœur d'un grand nombre de systèmes civils et militaires.

Intermédiaires standards ayant des applications multimarchés, intermédiaires fins faisant appel à la chimie sophistiquée ou matières actives issues de synthèses multiétapes, quels que soient leurs besoins, les industriels des Sciences de la Vie, considèrent le GROUPE SNPE comme leur Chimiste.

[www.snpe.com](http://www.snpe.com)

# L'équipe de France de rugby a battu à l'usure les guerriers samoans

Le XV tricolore a peiné avant de distancer des adversaires surpuissants

**Le XV de France a débuté sa tournée dans l'hémisphère Sud par un succès sans éclat (39-22), samedi 12 juin à Apia, face à la sélection des îles Samoa.**

## APIA (Samoa occidentales) de notre envoyé spécial

Les tam-tams ont cessé de résonner dans Apia Park. Les joueurs français sont complètement sonnés, presque KO debout. Ils viennent de terrasser *in extremis* l'équipe des Samoa occidentales (39-22), mais leurs yeux hagards disent l'enfer qu'ils viennent de côtoyer de près, de beaucoup trop près. « Le bagné », assure Thomas Castaignède. Christophe Dominici, trempé, erre dans les petits vestiaires sans douches du stade de rugby samoan. Il a le regard vide d'un boxeur plus très sûr d'avoir emporté son combat. Christophe Juillet tire goulument sur une cigarette. Il parle à voix basse, à la fois incrédul et plein de respect pour ces « drôles de types », « énormes », qu'il n'est pas près d'oublier : les rugbymen samoans. A deux pas de là, les vaincus, soudain apaisés, écoutent tranquillement les incantations religieuses de leur capitaine, Pat Lam.

Pendant quatre-vingts minutes, les Français ont vu « des guerriers », « des coupeurs de têtes ». Ils ont vu Emile Ntamack se faire renvoyer derrière sa ligne comme un jeune premier du rugby, ils ont vu l'ailler Vaiaga Tuigamala – « un Christian Califano puissance trois », dit Thomas Castaignède – envoyer des charges terribles. Ils ont assisté aux percussions terribles, incessantes, de quinze hommes en furie, quinze joueurs expatriés, en Nouvelle-Zélande et en Angleterre, revenus au pays pour démontrer que tout l'argent empêché à l'étranger n'avait en rien altéré leur amour du maillot bleu et blanc.

Les Bleus ont souffert dans la touffeur moite, ils ont été secoués. « Je comprends pourquoi les All Blacks ne sont jamais venus défier cette équipe sur son terrain », souligne Christophe Dominici, très impressionné par la réplique : « Cette équipe peut faire une demi-finale de Coupe du monde. »

## LES BLEUS AVEC « LA TROUILLE »

Jean-Claude Skrela, lui, a le bleu des yeux plus illuminé qu'après un match de rugby ordinaire. L'entraîneur français voulait « une tournée difficile ». Il est comblé, et, pourtant, il vibre à la façon d'un homme soulagé après une énorme frayeur : « Il n'y a pas eu que du négatif dans ce match ». En creux, tout est dit : une fois de plus, la fébrilité des Français a failli provoquer une grave déconvenue. « Ils partaient dans l'inconnu, ils avaient la trouille », commente Pierre Villemure. Ils ont eu peur, mais ils

Samoa. Les Bleus, qui ont souffert devant des adversaires déterminés à imposer leur supériorité physique, ont dû attendre les dernières minutes

pour se détacher, en profitant de l'exclusion de deux Samoans. Les Français disputeront leur deuxième match mercredi face à Tonga.



Le haka samoan, exécuté à l'issue de la défaite contre la France sous la conduite du trois-quarts centre To'o Vaega, qui avait revêtu un maillot français.

ont tenu. Grâce à leur abnégation, Raphaël Ibanez et ses coéquipiers ont réussi à éviter le pire pour entamer cette tournée d'été. « Ils n'ont rien lâché », se félicite Jean-Claude Skrela. C'est une victoire très importante sur le plan psychologique, il faudra savoir s'en servir pour la suite de la tournée. »

Les joueurs du XV de France avaient traversé la terre entière pour oublier la morosité de l'hiver. Pour travailler aussi, se racheter une confiance et une science du jeu laissées en friches pendant le Tournoi des cinq nations. A vingt mille kilomètres des terrains européens, ils espéraient peut-être échapper à la sévérité impitoyable de leurs censeurs habituels, les arbitres britanniques.

C'était compter sans Clayton Thomas, convié à Apia pour diriger cette première historique. Le Gallois connaît sur le bout des doigts le catalogue des petites faiblesses et des menues tracasseries du rugby hexagonal. Même sous les tropiques, dans un stade jamais fréquenté par les grands du rugby mondial, notre homme était en terrain de connaissance avec ses « amis » français. Il les a pénalisés deux fois de suite en début de match, comme s'il voulait vite se rappeler à leur bon souvenir. John Schuster a converti les deux occasions. Le vieux buteur samoan et ses successeurs auront moins de réussite par la suite.

## DEUX EXPULSIONS

L'arbitre était moins amusé quand son assistant lui a signalé, en début de seconde mi-temps, le direct envoyé par George Leaupepe en pleine face d'Ugo Mola, en guise de vengeance après un « ruck » douteux de l'arrière français. Le Gallois rouquin n'a plus ri du tout lorsqu'il a vu Trevor Leo-ta, le bouillant talonneur au crâne zébré, stopper une pénétration de Christian Califano d'une vive manchette en plein visage.

Les deux fautifs ont été expulsés. A quinze contre treize, les Français pensaient tenir une fin de partie aisée. Ils menaient 22 à 16, grâce à trois essais d'Oliver Magne (20<sup>e</sup>), Pierre Mignoni (40<sup>e</sup>) et Eric Artigaste (43<sup>e</sup>), contre un seul, du centre George Leaupepe (34<sup>e</sup>). Ils se souvenaient combien le XV de France avait été déstabilisé, en 1992, par l'exclusion de

deux de ses joueurs au cours du match France-Angleterre. Ils ignoraient encore de quel bois sont faits les Samoans en colère. Leur révolte fut terrible après la double expulsion. A quelques minutes de la fin, ils tentaient un match nul équitable, avant de s'effondrer, de laisser la voie libre à deux ultimes charges françaises, deux essais de Marc Dal Maso (80<sup>e</sup>) et Thomas Castaignède (82<sup>e</sup>). Les plus fourbus n'étaient pas ceux que l'on croyait.

Eric Collier

## Raphaël Ibanez conforté dans son rôle de capitaine

### APIA (Samoa occidentales) de notre envoyé spécial

Au nord, les tribunes de l'Apia Park donnent sur l'océan Pacifique. Au sud, sur la végétation luxuriante des collines d'Upolu, l'île principale des Samoa occidentales. D'ordinaire, le site est plutôt enchanteur à la saison sèche, malgré la pelouse, trop dure, qui maltraite la plante des pieds et les genoux des joueurs. Mais, samedi 12 juin, les musiciens de la fanfare appelée à interpréter la première Marseillaise jamais jouée en ce lieu avaient les sandales enfouies dans la gaudoue.

Des averses interminables, une pelouse lourde, gorgée d'eau, une chaleur soutenue et une humidité pénétrante : le premier Samoa-France ne promettait pas un délugé d'attaques. Il n'a pas eu lieu. Aussi, à l'exception du jeune et puissant ailier Castrais Olivier Sarraméa, vingt-trois ans, auteur de quelques percées prometteuses, les arrières français n'ont pas franchement brillé. « Tout autour de moi, je n'ai vu que des gars qui avaient mal à courir », avançait Raphaël Ibanez pour tenter d'expliquer la performance d'ensemble du camp français, une nouvelle fois déroulée.

Le capitaine des Bleus, un des joueurs français les plus en vue face à Samoa, conçoit quelques re

grets. Il les détaille calmement, sans insister. Sur le jeu : « Dès qu'on a joué notre rugby, on les a dépassés, mais on laisse encore passer trop d'occasions. » Sur la tactique : « On a rencontré trop de difficultés pour les renvoyer dans leur camp sous la pression. » Sur la tenue générale de son équipe : « Sur une pénalité sifflée contre nous, on se replie comme des vieux. C'est indigne du haut niveau de se replier comme ça, à deux l'heure. Il faudra mettre en place un travail sur le repli défensif. »

« LE MENTAL A BEAUCOUP JOUÉ » Raphaël Ibanez n'oublie pas son rôle critique – comment ne pas l'être après Samoa-France ? –, mais on devine son esprit jubilatoire. Il paraît ayant tout rassuré par ce qu'il a vu à Apia. Il a retrouvé sa force tranquille. Son « groupe », comme il dit, lui inspire à nouveau de la fierté. Comme son entraîneur, Jean-Claude Skrela, il estime que « le mental a beaucoup joué » dans ce match où les deux adversaires ont cherché et plusieurs fois frôlé le KO. « Surtout en première mi-temps, ajoute le capitaine, lorsqu'on prend une saucée terrible, qu'on est opprimé dans notre camp. » A ses yeux, le XV de France a su « démontrer une capacité à renverser la situation ». Il en a sans doute rêvé tout l'hiver.

E. C.

## Christine Arron retrouve la piste avec succès

**LA FRANÇAISE CHRISTINE ARRON** a bien débuté sa saison de plein air, en levant le 200 m (22 s 63), lors du meeting d'athlétisme de Villeneuve-d'Ascq (Nord), dimanche 13 juin. La championne d'Europe a flirté avec sa meilleure performance personnelle (22 s 62) et s'est imposée devant Muriel Hurtis (22 s 80), championne du monde juniors. Avec Fabé Dia, Patricia Girard et Muriel Hurtis, Christine Arron a également emporté le 4 × 100 m. Chez les hommes, Stéphane Diagana a pris la cinquième place du 400 m haies (50 s 07) et Jean Galfione, se voyant crédité d'une performance de 5 m 53, a terminé septième.

Lors d'une autre réunion d'athlétisme, à Nuremberg (Allemagne), le Canadien Bruny Surin, le Britannique Jonathan Edwards et l'Allemand Michael Stolle ont respectivement signé les meilleures performances mondiales de l'année sur 100 m (9 s 92), au triple saut (17,43 m) et à la perche (5,91 m).

## DÉPÈCHES

■ **BASKET-BALL** : les New York Knicks, vainqueurs à domicile des Indiana Spacers (90-82), vendredi 11 juin, ont gagné la finale de la conférence Est (4-2). Finalistes en 1994, les Knicks affronteront les San Antonio Spurs pour le titre de champion de la NBA. La finale, disputée au meilleur des sept matches, débutera mercredi 16 juin au Texas sur le parquet de San Antonio.

■ **CYCLISME** : le Kazakh Alexandre Vinokourov (Casino) a gagné, dimanche 13 juin, la 51<sup>e</sup> édition du Critérium du Dauphiné, à l'issue de la septième étape, que le Français Christophe Bassons (France) s'est adjugée au terme d'une longue échappée de 120 km. Au classement général, Alexandre Vinokourov a terminé devant l'Américain Jonathan Vaughters et l'Italien Vladimir Belli.

■ **ESCRIME** : l'Italien Raffaele Caserta a gagné le tournoi de Bucarest, épreuve de la Coupe du monde masculine de sabre, en battant (15-14), dimanche 23 juin en finale, le Français Julien Pillet.

■ **FOOTBALL** : Lilian Thuram, présent samedi 12 juin à un challenge de jeunes qui porte son nom à Melun (Seine-et-Marne), a affirmé qu'il continuera de jouer à Parme la saison prochaine.

■ **Le SV Werder Brême a gagné la Coupe d'Allemagne**, en s'imposant (1-1, 5 tirs au but à 4), samedi 12 juin, face au Bayern Munich, champion d'Allemagne. A la suite de bagarres entre supporters avant et pendant la rencontre, la police allemande a procédé à l'interpellation de 158 personnes.

■ **TENNIS** : l'Américain Pete Sampras (n° 2) s'est adjugé, dimanche 13 juin, le tournoi sur gazon du Queen's (Londres), en battant en finale le Britannique Tim Henman (n° 3) 6-7 (7/1), 6-4, 7-6 (7/4).

■ **L'Allemand Nicolas Kiefer**, vingt et un ans et tête de série n° 7, s'est facilement imposé (6-3, 6-2), face au Suédois Nicklas Kulti, dimanche 13 juin, en finale du tournoi de Halle (Allemagne).

■ **La Française Julie Halarde-Decugis** (n° 5) a battu, dimanche 13 juin, en finale du tournoi de Birmingham, sa compatriote Nathalie Tauziat, 6-2, 3-6, 6-4.

■ **VOILE** : le Français Bruno Peyron a échoué, par manque de vent, dans sa tentative de battre sur *Explorer* le record de la traversée de l'Atlantique nord en équipage, samedi 12 juin. Le record (6 j 13 h 3 min 30 s) avait été établi par Serge Madec sur *Jet-Services* en 1990.

■ **VOLLEY-BALL** : la France s'est inclinée (3-2) face à Cuba, samedi 12 juin à La Havane, lors d'un match comptant pour la Ligue mondiale (groupe C). Défaits la veille sur le même score, les Tricolores comptent désormais quatre défaites pour deux victoires, et Cuba est invaincu en six matches.

## Dans le numéro de juin

### Le Monde des DEBATS

## • Nicole Notat Bernard Thibault

CFDT / CGT : le premier dialogue de fond



## • Habermas un philosophe et la guerre

## • Les amours de Borges

## • L'atome et l'univers : à la recherche de la Théorie de Tout

**En vente**  
chez votre marchand de journaux. 24 F



## DISPARITIONS

# Pierre Amalric

## Un franc-tireur de l'ophtalmologie française

**LE DOCTEUR** Pierre Amalric est mort samedi 11 juin à Albi à quelques jours de ses soixante-seize ans. C'est l'une des personnalités les plus riches et les plus atypiques que perd l'ophtalmologie, et, plus largement, le corps médical français.

Né d'un père médecin le 24 juillet 1923 à Vielmur (Tarn), Pierre Amalric fait sa médecine à la faculté de Toulouse où il dirige la clinique ophtalmologique (1951-1954), avant de fonder, avec quelques collaborateurs, et de diriger le centre médical ophtalmologique d'Albi, une ville à laquelle il restera profondément attaché et où il parviendra sans mal, du fait de sa renommée mondiale au sein du monde de l'ophtalmologie, à organiser plusieurs congrès internationaux de sa discipline.

Le tour de force de ce franc-tireur de l'ophtalmologie française aura été de parvenir à développer de nombreux travaux originaux, et ainsi à faire progresser la science médicale de la fonction visuelle, en marge des féodalités hospitalières et universitaires d'où cet ancien interne des hôpitaux de Toulouse avait été exclu. Il réussit ainsi à démontrer qu'une recherche médicale pouvait être menée en dehors de la sphère publique, en marge de tout financement officiel et qui plus est dans une petite ville de province. En 1971, l'académie américaine d'ophtalmologie lui avait décerné un prix pour ses travaux novateurs sur l'étude angiographique des segments antérieurs de l'œil, technique permettant d'obtenir des images

photographiques après injection de fluorescéine dans le système vasculaire oculaire. Et longtemps on vint, du monde entier, le consulter dans son cabinet de la cité albigeoise.

Atypique au sein de la profession médicale, le docteur Pierre Amalric l'était aussi dans la vie. Celui qui se passionnait pour la géographie, qui aurait voulu être diplômé, mais qui embrassa la carrière médicale sur les conseils de son père, ne renonça à aucune de ses passions. Il fut en 1972 le premier médecin français officiellement convié par Mao à visiter, durant trois semaines, la République populaire de Chine et à étudier, au lendemain de la Révolution culturelle, la politique sanitaire de ce pays. Sous le titre « Médecine et médecins en

Chine », il offrit à son retour, aux lecteurs du *Monde*, les précieux enseignements de son voyage (*Le Monde* du 16 et du 17 novembre 1972). C'est aussi dans ces colonnes qu'il publia plusieurs textes consacrés à sa discipline, témoignant de son talent pour la santé publique tout comme pour la vulgarisation médicale de qualité.

Membre de nombreuses institutions internationales, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, le docteur Pierre Amalric aura démontré, de manière magistrale, que le titre de professeur, qui lui fut refusé, peut ne pas être indispensable à l'enseignement de l'art médical.

Jean-Yves Nau

**AU CARNET DU « MONDE »****Naissances**

**Marc HELLEGOUARCH** et Catherine, née **TODISCO**, ont la grande joie d'annoncer la naissance de

**Paul**,

le 30 mai 1999.

4, villa George Sand,  
75016 Paris.

**Mariages**

— M. et Mme Antoine VEIL,  
Mme Corinne JABELOT-ANTOINE  
M. Claude ROSNAY-FOUKS  
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

**Pierre-François**,  
avec  
**Barbara**,

qui a été célébré dans l'intimité, le vendredi 11 juin 1999.

**Décès**

**Marie BERNIGAUD-MONLÉZUN**  
n'en pouvait plus de souffrir.

Elle nous a quittées.

Alla et Philippe Monlézun,  
Lise et Nicolas Jérôme,  
Anne et Jean-Philippe Bernigaud,  
Jacqueline et René Monlézun,  
Et tous ceux qui l'aimaient se souviendront.

La levée du corps aura lieu le mercredi 16 juin 1999, à 15 h 15, à l'institut médico-legal, 2, place Mazas, à Paris-12e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sceaux (92330), rue Houdan, le mercredi 16 juin, à 16 h 30.

Une bénédiction sera donnée au cimetière.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Germaine Dieterlen,  
sa mère,  
Catherine et Jean-Pierre,  
ses enfants,  
Mme Françoise Dieterlen,  
Mme Mailly Dieterlen,  
Mme Christel de Renty,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Dominique DIETERLEN**,  
ingénieur recherche et développement,  
survenu le 10 juin 1999.

Les obsèques auront lieu le 17 juin, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>e</sup>, à 11 heures.

— Le conseil d'administration du Collège des ingénieurs a été de faire part du décès de

**M. Jean MARRE**  
membre fondateur et administrateur du Collège des ingénieurs.

Ses élèves et anciens élèves s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

Le service religieux aura lieu le mardi 15 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Romain, 1, rue de l'Eglise, Sèvres.

49, rue de l'Université,  
75007 Paris.

— L'association Pour Magnelli a le regret de faire part du décès de

**Pierre BRACHE**,  
administratrice,  
survenu le 9 juin 1999, à Paris.

— L'Association des Amis du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou et la Société des Amis du Musée national d'art moderne ont la tristesse de faire part du décès de

**Pierre BRACHE**.

Ce grand collectionneur d'art moderne a œuvré avec passion, pendant de longues années, au sein de la Société des amis du Musée national d'art moderne, au titre de secrétaire général, et en tant qu'administrateur de l'Association des Amis du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Cette action ne saurait être évoquée sans que soit également cité son engagement constant, ainsi que celui de Geneviève Bonnefond, pour la restauration de l'abbaye de Beaulieu.

— Le 15 juin 1994, un homme de qualité,

**Ajax Jean de COURTEMANCHE, marquis de LACLEMANDIÈRE**, nous quittait.

Micheline Couture, sa femme, Ses amis, ses anciens élèves, tous ceux qui l'ont connu et aimé, se souviennent. Ils vous invitent à continuer sa réflexion sur l'information au cours d'un dîner-débat au Sénat, le 1<sup>er</sup> juillet 1999, à 19 heures.

« Une pensée vivante, est-ce qu'elle peut s'arrêter de penser ? »

Henry Bauchau.  
UFOD,  
28, rue France, Paris.

— Dix ans ont passé depuis la disparition tragique de

**Jean-Paul DESCOMBES**.

Dix ans que tes yeux se sont fermés, Jean-Paul d'amour. Ton papa,

**M. Pierre DESCOMBES**, t'a rejoignit dans la lumière.

Simone Descombes, sa maman, Martine, Georges et Denis, ses sœurs, frère et beau-frère.

Le Gravier,  
69870 Saint-Nizier-d'Auzergues.

— Il y a quatre ans,

**Edmond LÉVY**, cinéaste, homme de télévision, nous quittait.

Une pensée de ceux qui l'ont connu et aimé.

**Remerciements**

— Thiron-Gardais (28480). M. et Mme Olivier et Marie-Pierre Lamirault, et Mme Pierre et Anne de Thomasson, Mme Nicole Lamirault, Et toute la famille, ont été très sensibles à votre témoignage de sympathie lors du décès de

**M. Philippe LAMIRAUT**

et vous remercient bien sincèrement de leur réconfort que vous leur avez apporté.

**Avis de messe**

— Il y a un an était rappelé à Dieu

**Lucien SAVIOZ**.

Une messe sera dite à son intention, le samedi 19 juin 1999, à 11 heures, en l'église Saint-Amboise, Paris-11<sup>e</sup>, chapelle de la Vierge.

On y associera la mémoire de son épouse,

Marie-Marguerite,

rappelée à Dieu le 10 mai 1977, et de leur fille,

Françoise, épouse BOUTONNET, rappelée à Dieu le 17 novembre 1997.

**■ DEFOREST KELLEY**, acteur américain qui interprétait le docteur McCoy dans la série des *Star Trek* à la télévision et au cinéma, est mort vendredi 11 juin à Los Angeles à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Fils d'un prêtre baptiste, Jackson DeForest Kelley est né à Atlanta, en Géorgie, le 20 janvier 1920, et s'est installé à dix-sept ans en Californie pour devenir acteur. Sa carrière s'est développée après la guerre et il a tourné notamment dans de nombreux westerns, comme *Règlements de comptes à OK Corral* (1957), avec Kirk Douglas et Burt Lancaster. Mais le rôle qui lui a apporté le plus à DeForest Kelley la notoriété a été celui du docteur Leonard « Bones » McCoy qu'il joua pour la première fois à la télévision en 1966 dans le premier *Star Trek*, au côté de Leonard Nimoy et de William Shatner.

portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères, et annonçant la composition de cette commission, qui sera présidée par Dominique Wolton, directeur du laboratoire de communication et politique au CNRS.

● **Environnement** : un décret portant renouvellement de classement du parc naturel régional de Corse.

● **Mines antipersonnel** : un arrêté portant nomination à la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel. Cette commission, créée par un décret publié le 11 mai au *Journal officiel*, sera présidée par Mario Bettati, professeur de droit à l'université Paris-II.

Au *Journal officiel* du vendredi 11 juin est publié :

● **Elysée** : un arrêté portant nomination à la présidence de la République. Frédéric de Saint-Sernin, ancien député RPR de la Dordogne, est nommé chargé de mission auprès du président de la République, Jean-Jacques Brot, conseiller technique, et Aline Gibaud, chargée de mission.

**JOURNAL OFFICIEL**

Au *Journal officiel* du jeudi 10 juin sont publiés :

● **Terminologie** : deux arrêtés

**Séminaires****COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE** :

● **Samedis autour d'un livre** *Le Désir d'éthique* de Patrick Guyomard, avec Monique David-Ménard, Patricia Janody, Elisabeth Roudinesco, Michel Tort, 19 juin, 9 h 30-12 h 30, auditorium de l'Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris-5<sup>e</sup>.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).

Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

**Débats**

Jeudi 17 juin 1999, à 19 h 30

**Soirée-débat sur le négationnisme** avec N. Fresco, V. Igouenot, G. Benoussan, A. Bihr, J. Tarnero, MMJ/CDJC,

17, rue Geoffroy-l'Asnier,

75004 PARIS

Tél : 01-42-77-44-72

Fax : 01-48-87-12-50

**CARNET DU MONDE TARIFS 99 - TARIF à la ligne**

**DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCES 136 TTC - 20,73 € TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €**

**NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES**

**Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €**

**THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €**

**COLLOQUES - CONFÉRENCES :**

**Nous consulter**

01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42 - Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

**Confort de la mesure****DU BEAU VETEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE****LEGRAND Tailleur**

Depuis 1894

**Très grand choix de tissus et de prix**

27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup>

Tél : 01.47.42.70.61

**Colloques****CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SORBONNE UNIVERSITÉ DE PARIS-I**

17 et 18 juin

**LES STRATÉGIES DES ENTREPRISES MULTINATIONALES**

Localisation, impacts sur l'emploi, les exportations et la technologie

Grand amphithéâtre de la Sorbonne

Inauguration par M. Raymond Barre et M. Jean-Michel Charpin, commissaire général au Plan.

Parmi les intervenants,

J. Dunning (Reading), R. Lipsey (NBER, New York);

## CULTURE

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999

**ATELIERS** Une rencontre le 16 juin sur le thème « De l'indigène à l'immigré », une exposition « Images et colonies », des bals, les 19, 21 et 26, des contes dits par Jean Rochereau jus-

qu'au 19... Ce sont quelques-unes des activités qui se déroulent aux Laboratoires d'Aubervilliers, une friche industrielle investie depuis la fin de 1995 par François Verret. ● LE CHORÉ-

GRAPHE a décidé de faire vivre là des ateliers animés par des créateurs exigeants : d'écriture, de jonglage ou d'acrobaties, de musique, de danse contemporaine, etc., mais aussi de

psychiatrie « alternative ». ● UNE VINGTAINES de « récits de vie » ont été recueillis auprès d'habitants photographiés par Yves Jeanmougin. ● LA PLASTICIENNE Esther Shalev-Gerz, à la

demande des Laboratoires d'Aubervilliers, a entrepris d'interviewer une cinquantaine d'habitants, avec une caméra vidéo, sur le thème de la mémoire.

## Les noces de l'art et de l'insertion sociale aux Laboratoires d'Aubervilliers

Le chorégraphe François Verret a investi depuis quatre ans une friche industrielle dans la ville la plus pauvre de Seine-Saint-Denis. Bals du samedi, créations, ateliers de jonglage ou d'écriture, de cirque ou de musique, tentent de bousculer les habitudes

C'EST UN ENDROIT triste comme une ancienne usine de roulements à billes et gai comme un lieu où se nouent des rencontres. Il abrite un projet ambitieux : les noces entre la création la plus contemporaine et les problèmes sociaux les plus aigus. Un projet qui demeure fragile, comme les gestes des artistes s'aventurant hors les murs de l'institution culturelle. Tous ces petits éclats d'utopie rayonnent d'une forte intensité mais, à l'image du bâtiment à peine rénové, rien n'est spectaculaire aux Laboratoires d'Aubervilliers, une friche industrielle investie depuis quatre ans par le chorégraphe François Verret.

A cinq minutes de La Villette, à deux pas de la station de métro Aubervilliers-Quatre-Chemins, le quartier est un monde très différent du 19<sup>e</sup> arrondissement parisien tout proche. Des dizaines d'usines ont fermé. La ville est la plus pauvre de la Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus déshérités de France. Commune rouge, administrée par le communiste Jack Ralat, elle colmate chaque jour les fuites sociales en même temps qu'elle veut voir dans la culture une source de renouveau moral et économique.

Aux Laboratoires d'Aubervilliers, des gavroches, guère angéliques, se frottent à la discipline des arts du cirque. Des ouvriers retraités confient des pans de leur histoire pour réaliser une « cartographie des mémoires du quartier des Quatre-Chemins » (photos ci-contre).

### « UN BESOIN D'INVENTER »

Un samedi par mois, un bal, tan-gó latino ou zouc antillais, organisé avec des associations locales, propose une initiation aux danses et une nuit de fête. Des artistes, comme les chorégraphes Mathilde Monnier ou Bernardo Montet, la cinéaste Judith Cahen, le musicien Fred Frith ou la romancière Christine Angot, y tentent des expériences de création singulières. Jean-Luc Einaudi, historien de la guerre d'Algérie, vient faire surgir du nombril des figures des Algériens d'Aubervilliers et de Paris dans les années 50 et 60.

A la fin de 1995, quand François Verret aménage cette friche, il est un chorégraphe reconnu. Plutôt que de prendre la tête d'une institution conventionnelle, cet artiste, qui vient de faire la grève de la faim pour la Bosnie avec Ariane Mnouchkine, à la Cartoucherie de Vincennes, opte pour un engagement de terrain. « Il y a de l'insopportable à vivre ce que l'on vit, en certains endroits et en certains moments. Nous éprouvons le besoin premier, pulsionnel, de tenter d'inventer autre chose que l'acceptation fataliste de ce mal-être, dit-il. Un artiste n'a pas moins de raisons qu'un autre de tenter d'inventer un rapport à cette



### Programme

● **Les rendez-vous.** Rencontre « De l'indigène à l'immigré », avec les historiens Marie Lazaridis et Pascal Blanchard, président de l'Association des chercheurs sur l'histoire de l'Afrique contemporaine. Le 16 juin, à 19 heures. Exposition « Images et colonies ». Fête de la musique, le 21 juin, avec Fred Frith et ses invités et présentation des activités de l'été. Bal antillais le 19 juin et bal tango le 26 juin. Jusqu'au 19 juin, Jean Rochereau reçoit les enfants dans sa youte devant Les Laboratoires pour « Les Contes du hérisson ».

● **Soutiens.** La friche est soutenue, notamment, par la ville, le conseil général, la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France. Le prix d'entrée aux spectacles aux bals est de 50 F.

● **A lire.** Le livre de Pascal Nicolas-Le Strat, *Une sociologie du travail artistique, artistes et créativité diffuse*, présente une vision plus large du phénomène des friches artistiques (L'Harmattan, 155 p., 85 F).

● **Adresses.** Les Laboratoires, 41, rue Lécyer, 93300 Aubervilliers. Tél. : 01-53-56-15-90.

M<sup>o</sup> : Aubervilliers-Quatre-Chemins.

PHOTOS YVES JEANMOUGIN/LES LABORATOIRES D'AUBERVILLIERS

réalité. » Pour lancer son projet, le chorégraphe trouve quelques appuis financiers auprès de la ville, du département et du ministère de la culture. Dès la première année s'instaure ce mélange entre des créations contemporaines et des ateliers presque gratuits (50 francs pour l'année) destinés aux amateurs, animés par des artistes exigeants. François Verret fait travailler un texte de Franz Kafka, *Rapport pour une académie*. Le romancier François Bon anime des ateliers d'écriture. Cette année, des artistes de l'école de

cirque de Châlons-en-Champagne initient, lors des vacances scolaires, les jeunes au jonglage, à l'acrobatie, au trapèze, à l'équilibre sur un fil. Le musicien Jean-Pierre Drouet propose un atelier chorale à partir de textes du poète Henri Michaux. En deux week-ends, de grands chorégraphes - Maguy Marin, Bernardo Montet, Susan Buirge, Loïc Touzé - ont expliqué la danse contemporaine au réseau Auber-danses, qui regroupe diverses associations de danseurs amateurs de la ville.

Témoin des fragilités psychiques qui accompagnent le chômage et la pauvreté, François Verret s'attache à transmettre l'expérience de la psychiatrie alternative aux élèves éducateurs, en formation au Ceméa

(Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) d'Aubervilliers.

### MILLE INTERROGATIONS

Il leur fait lire les textes de Fernand Deligny et, notamment, *Graine de crapule, conseils aux éducateurs qui voudraient la cultiver* (Ed. du Scarabée). Cet éducateur et écrivain avait consacré sa vie aux enfants marginalisés - délinquants, psychotiques - et fondé un lieu de vie pour jeunes autistes, dans les Cévennes, qu'il a animé jusqu'à sa mort, en 1996 (*Le Monde* du 21 septembre 1996).

Dans la même veine, les Laboratoires proposent un cycle de rencontres sur le thème : « Où en est la

révolution psychiatrique ? » Des pionniers, tel Lucien Bonnafé, psychiatre à Aubervilliers sous l'Occupation, puis directeur de l'hôpital psychiatrique pilote de Saint-Alban (Lozère), sont venus relater leur expérience. Les praticiens qui animent des cliniques « alternatives », comme La Chesnaie, ou La Borde, fondée par Jean Oury, sont invités.

Plusieurs soirs par trimestre, des artistes reconnaissent débarquent pour partager un moment de création. En mai, le Centre chorégraphique national de Montpellier, dirigé par Mathilde Monnier, est venu présenter des *Fantaisies*, une dizaine de solos et duos inventés par chacun des danseurs. Ces petits bijoux ont été suivis par un public tout jeune, ve-

nu parfois du centre de Paris. Car en quatre ans, les Laboratoires n'ont pas bouleversé les habitudes d'Aubervilliers, une ville où l'on sort peu le soir.

Ils ont ouvert une porte où quelques-uns s'engouffrent encore timidement. « Ce que nous faisons est à la fois modeste et extrêmement violent », commente François Verret, hanté par mille interrogations. *Les gens qui viennent ici se trouvent-ils modifiés par ce qu'ils rencontrent ? Comment mettre en branle des choses plus amples ? Ou faut-il, tel Jean Oury à La Borde, s'ancrer parfaitement dans un lieu, en parlant sur la durée ?*

Catherine Bédarida



### Témoignages

L'architecte et plasticienne Anne Couine a recueilli une vingtaine de récits auprès des habitants du quartier des Quatre-Chemins ; ils ont été photographiés par Yves Jeanmougin.

● **Said Bennajem** (en haut à gauche) : « Je suis né à Paris en mai 1968. Mes parents sont du Maroc. Ma mère est arrivée en 1967 ; mon père était là depuis longtemps. Moi, j'ai la nationalité française. Mon père, ancien peintre en bâtiment, est en retraite, et ma mère, sans emploi, est actuellement à La Mecque.

» C'est la boxe qui m'a amené à Aubervilliers, en 1986. J'avais dix-sept ans. Puis j'ai gagné le championnat de Paris, et j'ai été qualifié pour les championnats de France. A Aubervilliers, j'étais de plus en plus reconnu. J'ai passé mon brevet d'éducation sportive et j'ai commencé à travailler pour la ville avec des gosses. C'est les jeunes qui m'ont fait rester à Aubervilliers. Moi qui avais l'image de la banlieue qui fait peur, je n'ai jamais eu de problèmes. Il faut savoir parler aux jeunes, leur faire confiance.

» J'ai vu deux pièces de théâtre dans des cafés. J'aime aussi rendre visite au cirque Zingaro : quand je rentre là-bas, je n'ai plus l'impression d'être à Aubervilliers.

● **Michèle Porte** (ci-dessus) : « Je suis de la clique du Nord, Roubaix. En 1976, je travaillais à l'hôpital Tenon et j'ai loué un studio au boucher de mon bled du Nord, à



## Numéro exceptionnel

100 pages !

Le Monde de l'économie - Le Monde interactif et 40 pages d'offres d'emploi

mardi  
15 juin

Le Monde  
daté 16

## Une prise de parole par l'image vidéo

DEPUIS le *Monument contre le fascisme* qu'elle a réalisé avec son mari, Jochen Gerz, à Hambourg en 1986, la plasticienne Esther Shalev-Gerz travaille sur la mémoire. A la demande des Laboratoires d'Aubervilliers, elle a entrepris d'interviewer une cinquantaine d'habitants, avec une caméra vidéo, en leur posant une question : « Quelle histoire faut-il raconter aujourd'hui ? » « Je leur ai précisé qu'ils étaient entièrement libres de raconter ce qu'ils voulaient : une histoire vraie, une histoire inventée... », explique Esther Shalev-Gerz.

Chaque personne avait aussi le choix du lieu où elle serait filmée, chez elle ou ailleurs. Elle décidait d'apparaître à l'écran ou de proposer une autre image. « Je me suis aperçue que, pour beaucoup, le por-

trait de parole était plus important que le portrait d'image. »

Après avoir mis en bobine dix heures d'interview, elle a réuni les cinquante personnes lundi 7 juin aux Laboratoires. Jeunes, vieux, français ou étrangers, ces habitants sont venus écouter la plasticienne et raconter leurs impressions. Autour d'une grande table, de quelques bouteilles et de cacahuètes, ils lui ont demandé ce qu'elle cherchait à travers ce travail. « Autrement, l'artiste crée pour répondre à la commande d'un roi ou d'un puissant. A présent, il est libre. En me mettant à l'écoute des gens, je trouve les interrogations importantes sur lesquelles un artiste peut réfléchir. »

Le film définitif, d'une durée de deux heures et demie, est en cours de montage. Esther Shalev-Gerz a pris le parti de superposer un

deuxième visage sur le visage de celui qui parle. « Quand on parle, on espère toujours que quelqu'un vous entende. Ces deux visages signifient que l'un parle et l'autre écoute », affirme-t-elle. Un jeune homme apprécie l'idée : « Contremarre à ce qu'on dit, un et un font bien plus que deux. »

### POUR UNE FOIS...

Le micro circule autour de la table, chacun tient à relater son expérience. « J'avais très peur, explique une jeune femme. Il fallait que je dise mon refus de vivre en solitude, mon refus de ne servir à rien. » Deux garçons, interviewés au centre Mosaïque, un foyer proche de la porte de La Villette, restent impressionnés : « On est là, tout seul, devant l'œil noir de la caméra, avec le poids de sa vie. C'est très

fort. » Son copain était « tellement ému » qu'il n'a pu parler et a préféré « chanter un rap ».

Une phrase revient dans plusieurs bouches : « Pour une fois, notre parole n'était pas récupérée, instrumentalisée. » Forte de plusieurs expériences analogues, Esther Shalev-Gerz observe que lorsque les gens sont sollicités ils expriment volontiers leurs rêves, leurs convictions. « On peut créer un dialogue et une implication dont les traces laissent en chacun la mémoire d'une prise de responsabilité collective envers son temps », affirme-t-elle. Dans trois mois, le film sera prêt. Chaque personne interviewée recevra une copie. Il sera projeté aux Laboratoires et dans d'autres lieux culturels.

C. Ba

# Dix jours de fête au « Théâtre des Italiens »

De fortes personnalités des scènes napolitaines et d'ailleurs prennent possession du Rond-Point, à Paris

MILAN, PALERME  
de notre envoyé spécial

Il y a plus de trois siècles, les baladins italiens revivaient le théâtre français et donnaient naissance au Théâtre des Italiens, à Paris. Le directeur du Théâtre Eliseo de Rome, Maurizio Scaparro, a repris cet intitulé pour une série de manifestations qui installent durant deux semaines l'Italie théâtrale et littéraire contemporaine à Paris. Agitateur francophile, bras droit de Giorgio Strehler à l'Odéon, Maurizio Scaparro avait relancé le Carnaval de Venise par le théâtre, alors qu'il dirigeait la Biennale (entre 1979 et 1982). Son « Théâtre des Italiens » voudrait être le prologue à une manifestation régulière qui présenterait, chaque année à partir de l'an 2000, cinq pièces classiques et cinq pièces contemporaines. Cette année, il a réuni de fortes personnalités de la scène italienne, comme Laura Bettini, qui dira les poèmes de Pasolini, ou Isa Danieli, diseuse d'un texte terrible d'Enzo Moscato.

## Spectacles, expositions, conférences

● **Rendez-vous.** Salle Renaud-Barrault : *Pulcinella*, de Manlio Santanelli. Mise en scène : Maurizio Scaparro. Avec Massimo Ranieri. Du 16 au 19 juin, à 20 h 30 ; le 20, à 17 heures ; le 22, à 19 h 30 ; le 23, à 20 h 30. *Pinocchio*, de Carlo Collodi. Mise en scène : Orlando Forioso. Le 18, à 14 h 30 ; le 19, à 15 h 30. *Une vitalité désespérée*, de Pasolini, par Laura Bettini. Le 26, à 20 h 30. Salle Vauthier : *L'Histoire de l'incendie de la rue Kepler*, de Carlo Emilio Gadda. Mis en scène et interprété par Anna Nogara. Le 17, à 21 heures. *Poèmes toscans*, par Pamela Villorosi. Le 19, à 21 heures. *Luparella*, d'Enzo Moscato. Avec Isa Danieli. Le 22, à 21 heures. *Mortels désirs*. Hommage à Lampedusa par Ruggero Capuccio. Le 24, à 21 heures.

● **Renseignements pratiques.** Ces spectacles sont présentés en langue originale surtitrée en français. Ils sont accompagnés d'expositions (sur Naples et Polichinelle, Palerme et Lampedusa, Venise et Aldo Rossi) ; de conférences (*Sciascia*, par Marcelle Padovani, « Bologne », par Umberto Eco) ; d'un colloque (*L'Italie des villes, l'Italie des langues*), et d'une Fête italienne de la musique, le 21 juin à la tombée de la nuit. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-95-80-09.

## Les objets rares de Raoul Lehuard, collectionneur atypique

« JAMAIS, à ma connaissance, un collectionneur n'a reçu autant de courrier ou d'appels téléphoniques le sommant de s'expliquer sur les raisons qui le poussent à se séparer de sa collection », dit Raoul Lehuard, le collectionneur en question. En décembre 1998, il a déjà vendu les principales œuvres bémbo en sa possession. Il vend maintenant ses pièces téké (République du Congo), une quarantaine, que l'on peut voir à la galerie Ratton-Houdré. En se dépechant : la plus belle, une statuette barbue, à fonction magico-religieuse, a déjà été retenue pour l'antenne du Louvre du futur Musée des arts et des civilisations. Mais on peut admirer aussi un personnage assis, à la patine croûteuse, dont la fonction est identique. Ou un petit bonhomme de bois flanqué de tout un attirail de plumes, de poils d'éléphant et de coquillages. Sans parler de cet extraordinaire reliquaire, au menton volontaire, ceinturé d'une charge magique... Une troisième session devrait avoir lieu à la fin de l'année.

Cette vente serait-elle la manifestation de la fin d'une passion ? « Pas du tout. Mais, pendant des années, l'idée de constituer une collection ne m'a pas effleuré. Pour

Maurizio Scaparro est aussi metteur en scène. En introduction, il a souhaité reprendre le *Pulcinella* (Polichinelle) qu'il avait monté en 1987. La pièce avait alors largement circulé – jusqu'à Broadway –, sans passer par Paris. Tiré par le Napolitain Manlio Santanelli d'un scénario de Rossellini, jamais réalisé par l'auteur du *Voyage en Italie*, ce voyage des comédiens de Naples à Paris paraissait anticiper celui qui s'ouvre cette semaine. A cela près que le temps de l'exil à l'intérieur de l'Europe est devenu celui de l'échange. Ici, *Pulcinella* ne devient lui-même que par son voyage. C'est en roulant sa bosse que ses bosses apparaissent. Et c'est de Paris, du haut des tréteaux, qu'il voit enfin sa ville, Naples, se reconnaissant alors ce qu'on appelle une identité.

### ENTRE COCTEAU ET FASSBINDER

Massimo Ranieri joue *Pulcinella*. En 1995, au Théâtre de l'Odéon, il avait été l'inoubliable Arlequin de *L'Ile des esclaves* dans la mise en scène de Strehler. Massimo Strani est napolitain lui aussi. Il se souvient avoir eu peur de *Pulcinella* lorsqu'enfant, il croisait dans la rue ce masque, « noir comme la tragédie », au front ridé et au nez en bœuf d'aigle. Aujourd'hui, il veut le voir comme « le signe de la résistance d'un peuple à la domination : celle des Espagnols, des Français, et de qui on



Isa Danieli seule en scène pour « Luparella », d'Enzo Moscato.

veut » – il pense aux Américains. « *Pulcinella met le masque, comme Masaniello, le révolutionnaire, prenait le fusil* », estime le comédien, qui désespère à l'idée que les « enfants du masque » risquent de disparaître, en même temps que l'idiome napolitain. « *Mettre le costume de Pulcinella, c'est entrer dans l'utérus maternel, et revenir à la naissance du monde*, dit-il encore. Quand je joue, je retourne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, des années de douleur et de faim, qui sont aussi celles de la grande culture napolitaine. Celle où se trouve notre futur. »

Le *Pulcinella* de Maurizio Scaparro n'a ni l'insolence ni la vivacité de l'Arlequin de Strehler. Mais si Naples s'incline devant Venise, ce n'est que dans la mise en scène. Au moins *Pulcinella* n'est-il le serviteur de personne, ce qui ne le préserve cependant pas des coups. D'ascendance paysanne, le Napolitain est indéniablement plus mas-

sif, moins élastique. Peut-être parce qu'il a charge d'âmes. Celles de la troupe qui le convoie à Paris, ville de tous les espoirs, terre bénie des ventres creux et des assoiffés de théâtre. *Pulcinella* n'est sur scène que pour assumer le destin collectif des siens et le représenter. Il est devenu un porte-parole, qui ne joue que lui-même, comme chacun jouera plus ou moins son propre personnage. En trois entretiens, il s'élève au-dessus de la petite foule qui l'accompagne, et s'il lui faut prouver qu'il est « homme et non pas bouffon », il chantera suffisamment haut et fort pour que Naples apparaisse, où qu'il soit.

Avec *Luparella*, c'est une autre Naples que le Théâtre des Italiens transporte à Paris. Une cité encore proche, assez désespérée, miroir de la misère du monde et de ses appellations les plus noirs, qui est celle du dramaturge et metteur en scène

Enzo Moscato. Chef de file du renouveau de l'écriture théâtrale napolitaine, quelque part entre Cocteau et Fassbinder, Enzo Moscato avait écrit à l'origine un court récit (en napolitain) sous-titré : « Photo de bordel avec Nana ». Le personnage principal, Nana, était un jeune travesti, serviteur d'une « maison » du sordide quartier des Espagnols, à une époque, 1943, où c'était l'un des seuls lieux où il était possible de vivre ouvertement son homosexualité.

### MAMMA CACHANT SA DOUCEUR

Finalement, Enzo Moscato n'a pas résisté à l'idée d'offrir son personnage à Isa Danieli, l'une de ses interprètes favorites, qui avait joué notamment dans ses *Angeli all'inferno* (Anges en enfer). Napolitaine, elle aussi, et couronnée cette année en Italie des prix Ubu et Eleonora Duse pour ses interprétations de Nana et de la Célestine, Isa Danieli est une mamma, forte en gueule lorsqu'il le faut, c'est-à-dire sans discontinuer, ne serait-ce que pour mieux cacher sa douceur. Elle mène son monologue en prima donna d'un « chant continu » qui s'achève dans une horreur difficile à soutenir. Et elle le fait sans jamais tomber dans le lamento, dans un au-delà de la colère où n'apparait plus que l'impératif de transmettre la vie, quoi qu'il arrive.

Jean-Louis Perrier

## Un empereur sous scellés

**JUSQU'AU 27 JUIN** a lieu à la Galerie nationale du Jeu de paume, à Paris, une très intéressante rétrospective de films expérimentaux japonais des années 60 et 70, période féconde en tentatives esthétiques et politiques radicales. A côté de Susumu Hani et Toshio Matsumoto, injustement méconnus, de Hiroshi Teshigahara (*La Femme du sable*, mais aussi le magnifique *Visage d'un autre*) et Kiju Yoshida (*Eros + Massacre, La Source thermale d'Akitsu*), mieux connus, figure fort logiquement l'auteur de *Jetons les livres et sortons dans la rue* : Shūji Terayama. Mais un de ses films les plus notables, et les mieux adaptés au thème d'une programmation baptisée « Cinéma du Japon, expérimentations des années 60-70 » en est absent : *L'Empereur Tomato-Ketchup*.

Ce film de 1970 – qui forme un diptyque avec *La Guerre de Jen-Ken-Pon* qui est, lui, monté au Jeu de paume – est en effet entre les mains de la maréchaussée depuis un incident qu'on dira au choix absurde ou inquiétant. Le 28 mars, ce film qui multiplie des provocations jugées déjà d'assez peu de conséquences à l'époque de leur réalisation, était présenté par la Cinémathèque de Grenoble lors de la projection de courts métrages. Il eut le malheur de déplaître à deux spectatrices qui s'en sont allées porter plainte au commissariat local. Renseignement pris, il s'avéra que le sulfureux *Empereur* disposait d'un visa d'exploitation en bonne et due forme, assorti d'une interdiction aux mineurs de 16 ans, qui avait été respectée (*Le Monde* du 20 avril).

Pourtant, selon le directeur de la Cinémathèque de Grenoble, Michel Warren, les scellés mis conformément à la procédure sur la copie du film de Terayama, s'y trouvent toujours, bien que le procureur n'ait pas trouvé matière à donner suite à la réclamation des plaignantes. La loi accorde en effet au magistrat un délai de... trois ans pour statuer sur un tel cas, à défaut de quoi l'affaire sera classée. En attendant, pas d'*Empereur Tomato-Ketchup* pour les cinéphiles parisiens. Cet épisode ne constitue pas seulement un cas de censure de fait. Il remet en cause, tout à fait légalement, l'assurance donnée par l'Etat à un ayant droit de pouvoir exploiter un film dès lors que celui-ci a été homologué par la commission de contrôle.

Les sociétés d'auteurs se sont émuves de ce que le Centre national du cinéma (CNC) soit resté jusqu'à présent l'arme au pied devant le déni de la protection qu'il est supposé accorder aux films et à ceux qui entendent les montrer au public. Pour l'heure, et pour ne rien arranger, le CNC n'a plus de patron, Marc Tessier président désormais aux destines de l'audiovisuel public. Son successeur trouvera donc en entrant dans son bureau une « affaire Ketchup » du plus de conséquence qu'il n'y paraît : qu'arriverait-il si peuvent être sans cesse remis en cause les visas d'exploitation régulièrement accordés dans le passé ? Une rapide régularisation de cette situation aberrante permettrait de présenter *L'Empereur Tomato-Ketchup* au Jeu de paume lors de la reprise du programme, du 17 au 31 juillet, et de mettre un terme à cette anomalie.

Jean-Michel Frodon

moi, ces pièces étaient des références indispensables à mon travail. Plus tard, la connaissance ethnographique s'est estompée devant la beauté de certaines formes. Aujourd'hui, au moment où je crois avoir puivi l'essentiel du message contenu dans chaque objet, je m'aperçois que l'ensemble ainsi constitué est devenu une collection, avec tout ce que cela implique de figé. J'ai senti que l'heure était venue de séparer. »

Raoul Lehuard est un collectionneur atypique. Fils d'un ingénieur qui a séjourné en Afrique-Equatoriale française entre 1924 et 1933, il a grandi au milieu des objets ramenés par son père : « Je les voyais alignés le long des planches, et ils me fascinaient. » Le jeune homme commence une classique carrière commerciale – il travaille à la direction de Monoprix puis à celle du Printemps, avec un gros salaire. Mais, en 1959, il hérite d'une partie de la collection paternelle. Du coup, pour en savoir plus, il lance dans des études d'anthropologie à la Sorbonne, décroche un doctorat, rencontre Michel Leiris, Denise Paulme, Jacqueline Delange et surtout Eric de Damipierre, l'ethnomusicologue, qui l'encourage à créer une revue. Ce

sera *Arts d'Afrique noire*, dont le premier numéro paraît en 1972. La publication, trimestrielle, en est aujourd'hui à son 10<sup>e</sup> numéro.

### ESTHÉTIQUE ET ETHNOGRAPHIE

Entre-temps, Raoul Lehuard a publié une quinzaine d'ouvrages consacrés à l'art des populations d'Afrique centrale, où il a accompagné une vingtaine de missions. Il a aussi considérablement augmenté la collection de son père : « Je l'ai constituée pour nourrir mes études. D'autant plus facilement que les objets qui m'intéressaient étaient très peu chers sur le marché parisien. » N'y a-t-il pas une contradiction entre ce souci de poursuivre des recherches scientifiques et le fait de participer, par ces achats, au pillage de l'Afrique ? « Ce ne sont pas les collectionneurs qui violent l'Afrique, affirme-t-il. Il y a d'abord eu les destructions massives des missionnaires, catholiques ou protestants, puis celle des hommes politiques africains, type Sékou Touré, qui, au nom du progrès, ont fait brûler des milliers de fétiches. Enfin, encore plus néfastes et toujours très actifs, les prophètes des nouvelles religions synchrétiques perpétuent activement cette entreprise de destruction massive. Il faut noter aussi

que le commerce des objets d'art est, en Afrique, entre les mains de marchands, souvent musulmans, qui connaissent fort bien les chemins du marché occidental. »

Pourtant, Raoul Lehuard vit « comme une offense » l'indifférence de certains collectionneurs à la fonction des pièces qu'ils rassemblent. Pour lui, l'intérêt pour l'esthétique doit aller de pair avec la recherche de renseignements ethnographiques. Il ne comprend pas davantage le refus des considérations esthétiques affiché par certains ethnologues. « Ces objets ont tous un usage que j'essaie d'analyser dans mes livres, mais pourquoi nier la beauté de certaines pièces, beauté d'abord appréciée par les commanditaires de cette statuaire ? En Afrique, le travail des artistes est connu à cent kilomètres à la ronde. Et leur production est aussi choisie en fonction d'une réputation esthétique. »

Emmanuel de Roux

\* **Vente de la collection Lehuard d'art téké.** Galerie Ratton-Houdré, 10, rue des Beaux-Arts, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-46-33-32-02. Jusqu'au 30 juin. Catalogue : 104 p., 200 F (30,49 €).

## Les Grands Prix nationaux 1999

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, devait proclamer, le 14 juin, le palmarès des Grands Prix nationaux de la culture 1999. Neuf disciplines sont distinguées, qui font l'objet de deux récompenses : artiste confirmé et jeune talent.

Musique : Claude Ballif et Allain Leprest (ex aequo); Dominique A. Lettres : Réjean Ducharme ; Dominique Eddé et François Cochet (ex aequo). Art du spectacle vivant : Mathilde Monnier ; Catherine Marnas. Films et images : Bernard Rapp ; Karin Viard. Arts plastiques : Jean-Luc Godard ; Claude Closky. Innovation culturelle : Yannick Jaulin. Architecture : Massimiliano Fuksas ; Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal. Musées et patrimoine : François Loyer ; Thomas Compere-Morel.

Par ailleurs, le Grand Prix du paysage est décerné par le ministère de l'environnement à Gilles Clément, tandis que les Grands Prix de l'urbanisme vont à Nathan Starkman et à Philippe Panerai.

### DÉPÈCHES

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : le groupe britannique d'édition et de production musicale EMI a pris une participation de 50 % dans la société américaine Musicmaker.com dans la perspective du lancement de la vente de musique sur l'Internet. Musicmaker.com, société spécialisée dans la confection de compilations personnalisées, a également conclu avec EMI un accord d'exclusivité de cinq ans pour accéder à son catalogue.

■ **THÉÂTRE** : l'Allemand Bernd Wilms prendra la direction du Deutsches Theater de Berlin en 2001. Il remplacera l'actuel intendant (directeur) Thomas Langhoff (soixante et un ans), qui était en poste depuis 1991. Agé de cinquante-huit ans, Bernd Wilms a dirigé l'école d'art dramatique Otto Falckenberg de Munich avant de devenir intendant (directeur) du théâtre d'Ulm, puis du Théâtre Maxime-Gorki de Berlin. Le Deutsches Theater est l'une des scènes les plus prestigieuses de la capitale allemande.

## Guide des festivals et expositions France 1999



publié par le

Département de l'information et de la communication

Ministère de la culture et de la communication

Programmes culturels de l'été dans toute la France

628 pages - 60 francs

**Conçu comme un annuaire,** chaque manifestation indique les dates, adresse, téléphone et le détail des programmes.

### Soit plus de :

- 10 000 manifestations
- 587 festivals
- 750 musées ou centres d'art contemporain.

Regroupées par région, département et ville, ces informations sont également accessibles grâce à **cinq index** : régions, départements, villes et pour les festivals, deux index spécifiques (alphabétique et thèmes).

*En vente par correspondance, en retournant le bon de commande ci-dessous à :*

L'OFFICE CENTRAL DE PARTENARIATS  
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du guide :

« **FESTIVALS ET EXPOSITIONS, France 1999** »

(628 pages) au prix unitaire de 60 francs TTC.

# Peinture sans manières

Confrontation inédite de cinq artistes :  
Martin Barré, Jean Degottex, Raymond Hains,  
Simon Hantaï et Jacques Villeglé

**LA PEINTURE APRÈS L'ABSTRACTION, 1955-1975.** Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Féna. Tél. : 01-53-67-40-00. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche, de 10 heures à 18 h 45. Jusqu'au 19 septembre. 35 F (5,34 €). Catalogue : 320 F (48,79 €).

L'exposition réunit et confronte cinq artistes qu'on n'a pas l'habitude de voir ensemble. Trois sont des peintres avoués : Martin Barré, Jean Degottex et Simon Hantaï ; ils ont développé leur œuvre à l'écart des sentiers battus, sans attaches à un groupe. Deux sont connus comme affichistes, et assimilés au nouveau réalisme : Raymond Hains et Jacques Villeglé, copains comme cochons dès 1949. Qu'est-ce qui peut les fédérer ? Le titre de l'exposition – « La peinture après l'abstraction » – ne nous éclaire guère sur cette question. Titre trompeur puisque les artistes rassemblés ne sont pas des « accrocs » de la figuration. Alors de quelle peinture s'agit-il, si peinture il y a, après quelle abstraction ? Il est plus facile de répondre à la deuxième question, moyennant un peu d'histoire.

#### BALAFRES ET TURBULENCES

Les cinq artistes appartiennent à une même génération : ils sont nés entre 1918 et 1926 (Degottex et Barré sont morts). Ils ont émergé sur la scène artistique dans le Paris des années 50, quand l'abstraction lyrique, tachiste ou informelle, battait son plein. Ce contre quoi ils se sont posés, chacun à leur manière, pas forcément en même temps, mais avant 1960, avant la naissance du nouveau réalisme et du Groupe de recherche d'arts visuels (GRAV), donnés comme les deux pôles des nouvelles ten-

dances de l'art en France après l'abstraction de l'école de Paris.

Hantaï est originaire de Hongrie, Degottex est né dans l'Ain, les trois autres sont bretons, ce qui peut créer des liens (y compris avec le commissaire principal de l'exposition, le critique d'art Alain Cuffe, lui-même breton). Leur ancrage est différent, les expérimentations qu'ils conduisent prennent des formes différentes, mais recouvrent des préoccupations communes. Aucun d'eux n'est peintre, conformément aux manières en vigueur dans les années 50. Tous cherchent à s'affranchir de la peinture psychologique, du lyrisme de la peinture gestuelle, du style, de la signature. Ne pas traduire des états d'âme, des moments d'humeur, couper court avec l'expression de l'ego, mettre de la distance entre soi et l'œuvre, multiplier les stratagèmes pour que la peinture se fasse d'elle-même, dans l'anonymat, la vacance de l'auteur, avec toujours plus de méthode, mais pas de théorie : Barré, Degottex et Hantaï ont en commun cette attitude qui retourne les données de la peinture en vigueur pour la faire marcher autrement.

Hantaï, qui a flirté avec le surréalisme et réalisé des tableaux bondés de formations organiques, multiplie les grattages, les collages, les frottages, s'essaie aux plages. Au même moment, Degottex, qui un temps regarde le paysage des Côtes-du-Nord pour le traduire en balafres et turbulences, se reprend en réduisant ses coups de pinceaux. Le premier pense déjà sa peinture en termes d'immersion. Le second cherche le plus court chemin des signes, tout en évitant les « automatismes psychiques » des surréalistes. Il se laisse pénétrer de culture nippone, balance entre écritures, graffitis et calligraphies. Les deux se sont bien connus. Repérés par

A. G. MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE NANTES



Martin Barré, « 67-Z-1 » (1967). Peinture glycérophthalique et acrylique sur toile (86 x 80 cm).

André Breton et le critique Charles Estienne, exposés à la galerie de l'Etoile scellée en 1953 et 1955, ils ont été un temps considérés parmi les espoirs d'une nouvelle école de Paris. Ni l'un ni l'autre ne sont des artistes commodes.

#### VIE QUOTIDIENNE

Le Nantais Martin Barré non plus. Il est avant tout préoccupé par le plan du tableau et sa présence dans l'espace où il est accroché. Mondrian et Malevitch l'ont marqué. Il a commencé par échauffer des barres rouges et bleues avant de recouvrir de blanc des imbrications de petits plans pouvant passer pour des îlots urbains. Puis il a entrepris de révéler ce blanc, ce vide, par des filets de couleurs directement sorties du tube, avant d'utiliser la bombe aérosol pour marquer la périphérie du tableau, désigner l'au-delà de ses limites, ou bien ramener l'œil vers quelques zones intérieures. La tournure radicale que prennent ses recherches au fil des années 60 fait de lui un voisin de palier de peintres américains comme Agnes Martin, Robert Mangold ou Robert Ryman, ce qui n'a pas été forcément reconnu.

L'exposition invite tout à la fois à regarder de la peinture pour la peinture – un exercice qui se perd –, et à repenser son évolution à Paris, en un temps où on ne lui reconnaît pas, justement, d'artistes capables de renouveler l'acte pictural. Elle a du bon, d'immenses vertus. Les œuvres tiennent, résistent même à l'épreuve d'un accrochage sur les murs, où les toiles de Rothko viennent juste d'être présentées.

On peut contester le bien-fondé de cette réunion, en particulier la mise en relation des affichistes et des peintres. Pour Hains et Villeglé, ces agitateurs extravertis amis des situationnistes et des lettristes, et plasticiens rompus aux pratiques photographiques et cinématographiques, s'agissait-il de trouver de nouvelles façons de peindre ? Ce n'est pas certain du tout, mais à regarder leurs arrachages de palissades, on peut le croire dur comme fer, et oublier cette priorité de leur démarche : introduire la réalité de la vie quotidienne dans des tableaux urbains sans exclure les considérations sociopolitiques.

Geneviève Breerette

#### INSTANTANÉ LES PARADOXES DE MANO SOLO

Quelque dix années et trois albums plus tard, Mano Solo n'en finit pas de rendre hommage au Théâtre du Tourtour, à Paris, qui favorisa ses débuts. La petite salle de la rue Quincampoix apparaît même au détours d'une chanson : « Moi j'avais surtout une grande gueule pour chanter des chansons d'amour Pour Paris et la p'tite scène du Tourtour... » (Je suis venu vous voir). A l'occasion d'une série de concerts exceptionnels entamée en mai, Mano Solo est revenu sur les lieux de ses crimes, en mai, puis les 13 et 14 juin.

Malgré le climat désespéré de sa production, le chanteur a toujours attiré des groupes de collègues quasi brûlants. Le retour au cadre intime du Tourtour (120 places) n'a pas atténué ce phénomène. Le 31 mai, il a suffi une fois encore de quelques groupies, heureuses de montrer leur parfaite connaissance des paroles, pour mettre en péril un spectacle déquilibre – Mano Solo, accompagné d'une guitare seule, offrant une seconde jeunesse à des chansons telles que Julie ou Toujours quand tu dors. N'y tenant plus, une spectatrice a fini par exploser : « C'est vraiment pénible, le chœur des vierges ! » Mano Solo de répondre, caché derrière son micro : « Oui, je sais, j'ai mis longtemps à m'y faire... »

Le talent de Mano Solo mérite assurément un autre type d'écoute. Mais pourquoi le chanteur demande-t-il à plusieurs reprises au cours du concert : « Est-ce que vous m'aimez ? » Pourquoi la vidéo de son spectacle au Bataclan en 1995 s'attardait-elle avec fierté sur des fans refusant de quitter la salle après le concert et organisant un sit-in au pied de la scène ? « Les gens m'aiment parce que je meurs à leur place », chante Mano Solo (janvier). Au cœur des textes, sa séropositivité est probablement à l'origine de ces débordements. L'artiste est-il satisfait ? Peut probable. Juste avant de quitter la scène, il murmure : « Ils sont vraiment abrutis ce soir. »

Vincent Delerm

## Images du périple africain du Royal de Luxe

La troupe de Jean-Luc Courcoul présente neuf contes miniatures

**PETITS CONTES NÉGRS TITRE PROVISOIRE**, par le Royal de Luxe. Mise en scène : Jean-Luc Courcoul. Place du Sanitat, à Nantes (Loire-Atlantique). Durée : 2 heures. Gratuit. Puis à Montpellier, Aurillac, Mauveuge, Avignon, Chalon-sur-Saône, Anvers, La Rochelle, Caen, Crétteil, Calais, Marne-la-Vallée, Nice.

#### NANTES de notre envoyé spécial

Cette fois, le Royal de Luxe a remis son géant « tombé du ciel » il y a six ans et qui n'avait cessé de se manifester régulièrement depuis. L'an passé, ses servants l'avaient encore promené durant trois jours par les rues du Havre, de Nantes, de Calais et d'Anvers en compagnie du petit géant noir qu'il avait « adopté » au Cameroun, après un séjour de six mois de la troupe dans le nord du pays (Le Monde du 21 janvier et du 10 juin 1998). Cette fois, le Royal s'est replié sur le cœur africain, dans l'enfance des géants probablement. Dans toutes les enfances.

Les *Petits Contes nègres titre provisoire* ne s'adressent plus à une ville entière comme les œuvres précédentes, mais sont servis sur place – public – à quelques centaines d'intimes. Ils mêlent récits, fables, apologues – parfois dansés et chantés – abandonnant du bout des lèvres l'histoire, celle qui se répète de génération en génération, et conduit à galoper dans les rues comme dans un livre ouvert (*La Véritable Histoire de France*), ou comme dans les studios de Cinecitta (*Péplum*). Présentés chaque fois en un ordre aléa-

toire, les neuf contes résultent de « palabres » avec un continent dont les gens du Royal ne sont pas vraiment revenus.

Ils le reconnaissent : ils portent l'Afrique en eux auparavant. Elle leur parlait, et ils parlaient d'elle sans forcément s'en rendre compte. Pour éviter tout faux pas cependant, ils se sont fait accompagner par trois comédiens et trois musiciens de haute volée recrutés là-bas. Avec eux, ils ont trouvé le lieu adéquat pour transplanter un peu du continent noir à Nantes : la place du Sanitat. Un demi-cercle d'immeubles d'habitation de pierres blanches coupé par l'église Notre-Dame-du-Bon-Port. A deux pas de l'embarcadère d'où les trafiquants de bois d'ébène larguaient leurs amarres. Le Royal n'oubliera pas de lui payer son tribut avec « Retour de la traite », un dialogue d'une drôlerie à glacer le sang.

Il en est pour endosser directement la forme humaine. Héros de 3 pieds qui pour un peu passeraient par les lucarnes de la télé. Ce sont de très importants sportifs, ou le genre cosmonaute. Ils exigent quatre ou cinq personnes à leur service, à peine dissimulées par le même habit couleur de savane, pour leur forger des poings d'acier et lancer des coups de pied qui tuent. Quand les héros sont fatigués, les acteurs les relaient. Avec eux, chacun des neuf contes, accompagnés par la voix profonde de Pierre Nwanbenben – dit le Pélican – est enlevé comme un coup de vent, qui en appelle un autre, et encore un, même tout petit, s'il vous plaît.

J.-L. P.



DU MAR. 15 AU SAM. 19 JUIN LOC. 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4<sup>e</sup>

**ANNE TERESA DE KEERSMAEKER**

I said | creation danse-théâtre pour 10 danseurs en collaboration avec Jolente De Keersmaeker

musiciens sur scène d.j. Grazzoppa, Fabrizio Cassol (Aka Moon), Ictus Ensemble • texte *Introspection* de Peter Handke

## SORTIR

### PARIS

#### Il était une fois le cinéma

Ils s'appellent Yervant Gianikian et Angela Ricci Lucchi. Les rares familiers de leur œuvre cinématographique les nomment, par raccourci autant que par affection, « les Gianikian ». Les autres, plus nombreux, les croisent au détour de quelque festival, surtout du côté de l'Italie où ils vivent, installés à Milan, sans soupçonner qu'ils forment l'un des couples les plus baroques du cinéma contemporain. Ils sont, de fait, d'une modestie sous laquelle on soupçonne d'emblée la marque d'une puissante originalité. Il suffit de voir leurs films pour s'en convaincre. Ce sont de courtes bandes, intitulées *Aria*, *Animaux criminels*, *Essence d'absinthe* ou *Nocturne*.

Le plus souvent, il s'agit de films d'archives muets, fictions et documentaires, sur lesquels nos deux paléographes du septième art se livrent à un travail précieux et colossal de décryptage. Colorisation, montage, recadrage, sonorisation, modification de la vitesse..., tout leur est bon pour

joindre les deux bouts du siècle, entre vestiges du cinéma naissant et vertige de son analyse contemporaine. Et c'est ainsi que les Gianikian font du grand cinéma d'intervention, avec pour seul terrain le photogramme. Tout y passe pourtant, du colonialisme à la guerre en passant par la pornographie et les arts, composant entre la moisiure du temps perdu et la chair du temps retrouvé une troublante archéologie de la mémoire de ce siècle.

Pour sa huitième édition, le festival Côté court de Pantin a eu la bonne idée de leur consacrer une rétrospective, laquelle comprend une dizaine de films et se tiendra en leur présence le mardi 15 juin, à 20 h 15. Leur dernière création en date, un fascinant travail réalisé sur des archives militaires de la première guerre mondiale, *On the Heights all is Peace*, sera par ailleurs présentée à la Cinémathèque française des Grands Boulevards le lundi 21 juin, à 20 h 30.

Ciné 104, 104, avenue Jean-Lolive, 93 Pantin. M<sup>me</sup> Eglise-de-Pantin, tél. : 01-49-15-40-25.

Publicité

#### SAISON 1999/2000

#### GRAND THÉÂTRE

Arthur Koestler/Jean-Paul Wenzel

#### PULSION

Franz Xaver Kroetz/André Wilms

#### QUATORZE ISBAS ROUGES

Andreï Platonov/Christophe Perton

#### LA VIE DE GALILÉE

Bertolt Brecht/Jacques Lassalle

#### CAFÉ

Edward Bond/Alain Françon

demain : LA SAISON 1999/2000 - PETIT THÉÂTRE

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

#### La Promesse

de Jean-Pierre et Luc Dardenne, avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmone Ouedraogo. Belge, 1996 (1 h 33).

MK2 Beaubourg, 3<sup>e</sup> ; Sept Parnassiens, dolby, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20).

Qu'est-ce que maman comprend à l'amour ?

de Vincente Minnelli, avec Rex Harrison, Kay Kendall, Sandra Dee. Américain, 1958, copie neuve (1 h 32).

VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34) ; Mac-Mahon, 17<sup>e</sup> (01-43-20-48-81).

#### SÉANCE SPÉCIALE

#### La Chaîne des indépendants

Dernière séance de la saison pour « La Chaîne des indépendants ». Benoît Jacquot vient présenter *Vincent mit l'âne dans le pré de Pierre Zucca* (1975), avec notamment Michel Bouquet, Bernadette Laffont, Fabrice Luchini, Virginie Thévenet. La séance sera suivie d'un débat en présence de Sylvie Zucca, Benoît Jacquot et Fabrice Luchini.

Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Michel. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-43-69-78-68. De 50 F à 405 F. Jusqu'au 15 juillet.

Rotation

Spectacle de François Chat (danse, jonglage, théâtre gestuel) et Valentin Clastrier (ville à roue électroacoustique).

*Magic Mirrors*, place Robert-de-Cotte, 93 Saint-Denis. M<sup>me</sup> Saint-Denis-Basilique. Le 14, à 21 heures. Tél. : 01-48-13-06-07. De 60 F à 90 F. Jusqu'au 23 juin.

Laurent Naouri (baryton)

Susan Manoff (piano)

Schumann : *Liederkreis*. Ravel : *His toires naturelles*.

Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Alma-Marceau. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-5

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : David Hallyday, Bob Log III et Pork Totas, Albert Dupontel, Claude Perron, Luc Ferry. **Canal +**  
 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. **LCI**  
 20.00 20h Paris Première. Best of. **Paris Première**  
 20.55 Ça se discute jour après jour. Chercher l'âme sœur. **France 2**  
 21.45 Lundi soir. Invités : Jean Galfione et Françoise de Panafieu. **Eurosport**  
 22.10 Culture. Wim Wenders ; hommage à Jean Marais ; Maurice Béjart. **LCI**  
 22.40 Y a pas photo ! Les histoires étonnantes et drôles des papas. **TF 1**  
 23.10 Mots croisés. Les élections européennes. **France 2**

### DOCUMENTAIRES

- 19.00 Nature. Sida, la piste de la jungle. **Arte**  
 19.00 Bleu du Sinaï. Les dauphins médecins. **Odyssée**  
 19.25 Jean Dreville, l'œil tranquille. [1/3]. **Ciné Classics**  
 19.30 La Guerre de Corée. [1/4]. **Histoire**  
 20.15 Reportage, Ousmane Sow. **Arte**  
 20.35 Avions de ligne. [10/13]. **Planète**  
 20.45 La IV<sup>e</sup> République. [1 et 2/2], 1945-1958. **Histoire**  
 20.50 Le Vaisseau spatial Terre. Le chantre, une industrie écologique. **Odyssée**

## Le Monde TELEVISION

### LA CINQUIÈME

#### 14.35 Grandir ensemble

Un documentaire d'Hervé Bussy et de Christophe Ramage qui s'intéresse aux « villages d'enfants ». Ceux-ci accueillent des orphelins de père ou de mère, ou des enfants dont les parents, pour des raisons diverses - prison, maltraitance, maladie, etc. -, ne peuvent assurer l'éducation. Leur spécificité est de permettre aux enfants d'une même fratrie d'être élevés ensemble.

### FRANCE 3

#### 23.25 Mélo ■■■

En 1926, un violoniste des concerts Colonne retrouve un ancien camarade de conservatoire devenu soliste virtuose et l'invite à dîner avec sa femme. Elle devient la maîtresse du virtuose. Séduit par la construction de l'intrigue et un texte très écrit, Resnais transcende la théâtralité de l'œuvre de Henry Bernstein. Interprétation impeccable de Sabine Azéma, André Dussolier et Pierre Arditi.

### ARTE

#### 0.40 Le Truc de Konaté

*Le Truc de Konaté*, fiction de trente-trois minutes réalisée par Fanta Régina Nacro, a vocation pédagogique puisqu'il doit aider à se protéger du sida. Merveille de drôlerie, cette comédie mêle allègrement les tons, et allie la critique de moeurs, la fantaisie et la poésie sans avoir peur du concret (la capote, et comment on la met). Une réalisation africaine qui a cumulé les prix.

## GUIDE TÉLÉVISION

### DÉBATS

- 21.20 La Vie quotidienne des Français sous l'Occupation. Invités : Eric Alary ; Henri Amouroux ; Jacques Delarue ; Jacques Freid ; Christine Levisse-Touze. **Forum Planète**

### MAGAZINES

- 13.30 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Waldeck Rochet, le 7 mars 1968 [2/2]. **Histoire**  
 15.05 1 an de +. **Canal +**  
 16.10 et 20.10 Le Talk Show. Charlotte de Turckheim. **LCI**  
 17.10 Le Débat. Les résultats des élections européennes. **LCI**  
 18.00 Stars en stock. Richard Burton, Katharine Hepburn. **Paris Première**  
 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Nick Hornby, Les Rythmes digitales, Lou Reed, Marie-Thérèse Perrin, Hervé Reed Chabrier. **Canal +**  
 19.00 Archimède. Spécial Art 2000. Voir : Informatique. Sciences animées : Boque. Portrait : Jean-François Colonna. Application : 2000 bogues. **Arte**  
 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. **LCI**  
 20.00 20h Paris Première. Best of. **Paris Première**  
 20.30 Emission spéciale. Marie-Géorgie Buffet. **Eurosport**  
 20.50 De quel droit ? Vacances tous risques. **M 6**  
 20.55 Pourquoi ? Comment ? Des unités spéciales : des métiers à haut risque. **France 3**  
 21.00 Le Gai Savoir. Avec Umberto Eco. **Paris Première**  
 21.05 Temps présent. OTAN : questions sur une « guerre humanitaire ». **TV 5**  
 22.45 Place de la République. Accidents de la route : tous coupables ? **France 2**  
 23.35 Science 3. Ils ont marché sur la Lune. **France 3**  
 0.40 Le Cercle. Théâtre italien. **France 2**  
 0.55 Saga-Cités. Faiseurs de ville. **France 3**

### DOCUMENTAIRES

- 17.10 Enquêtes médico-légales. Les miracles de la criminalistique. **13ème RUE**  
 17.15 Dernières forêts vierges d'Afrique. **Odyssée**  
 17.20 Cinq colonnes à la une. **Planète**  
 17.30 La Guerre de Corée. [1/4]. **Histoire**  
 17.55 Les Métros du monde. Tokyo. **La Cinquième**  
 18.20 La Deuxième Révolution russe. [7/8]. **Planète**

## Le Monde TELEVISION

### HISTOIRE

#### 20.45 Elena Ceausescu

Un documentaire inédit d'Emil Bursucu dressant le portrait d'une femme inculte et dominatrice, qui n'hésite pas à utiliser la sinistre Sécuritate pour espionner ses propres enfants. Dans l'ombre de Nicolae jusqu'en 1968, Elena prend ensuite de plus en plus d'importance dans un pays qui sombre dans la misère. Dix ans après l'exécution du couple Ceausescu, ce film fait encore froid dans le dos.

### FRANCE 2

#### 20.55 Les Apprentis ■■■

Apprentis voleurs et menteurs, Antoine (François Cluzet) et Fred (Guillaume Depardieu) vont survivre de combines. L'humour loufoque de Pierre Salvadori glisse parfois, volontairement, vers la tragique-comédie ; façon de dire peut-être qu'il ne faut pas se fier, en période de crise, aux mirages du cinéma. Une vérité très contemporaine sur les paumes de la réussite professionnelle et sociale.

### FRANCE 2

#### 13ème RUE

« Vacances d'enfer », programmé dans la collection « Danger réel », recourt à des images d'amateurs « live », qui semblent sorties d'un vidéogag de l'horrible -, et à des reconstitutions. Tout est fait pour privilégier le sensationnel, montrant des vacances avec attaques de requin, de barracuda, de baleine, d'ours polaire, ou avec accidents de rafting, de saut à l'élastique ou de parachutisme.

## RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 14 JUIN

## FILMS

### 23.10 Seiji Ozawa dirige Dvorak. Avec l'Orchestre symphonique de Boston et le Chœur philharmonique de Prague. **Mezzo**

### 22.10 Histoire de la BD. L'imagination au pouvoir. **Odyssée**

### 22.20 L'histoire de l'Italie au X<sup>e</sup> siècle. **Planète**

### 22.55 Oromos, la tradition du don. **Odyssée**

### 23.20 Les Rois de la jungle. **Planète**

### 23.40 Carnet de vol. Les dirigeables de l'an 2000. **Odyssée**

### 0.10 Storytellers. John Fogerty. **Canal Jimmy**

### 18.00 Football. Festival Espoirs de Toulon. 1<sup>re</sup> demi-finale. **Eurosport**

### 18.00 Handball. Championnats du monde. Match pour la 7<sup>me</sup> place. **Pathé Sport**

### 20.00 Football. Festival Espoirs de Toulon. 2<sup>me</sup> demi-finale. **Eurosport**

### MUSIQUE

### 20.14 Soirée Giuseppe Verdi. **Muzzik**

### 20.45 Intégrale Chopin. Par le Grand Orchestre symphonique de la Radio-TV polonaise, dir. Antoni Witt. **Mezzo**

### 21.00 Les Lombards à la première croisée. **Muzzik**

### 22.45 Divertissement pour orchestre, de Bernstein. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**

### 20.00 Footbal. Festival Espoirs de Toulon. 1<sup>re</sup> demi-finale. **Eurosport**

### SPORTS EN DIRECT

### 18.00 Football. Festival Espoirs de Toulon. 1<sup>re</sup> demi-finale. **Eurosport**

### 18.00 Handball. Championnats du monde. Match pour la 7<sup>me</sup> place. **Pathé Sport**

### 20.00 Football. Festival Espoirs de Toulon. 2<sup>me</sup> demi-finale. **Eurosport**

### SÉRIES

### 17.30 Angela, 15 ans. Premier chagrin d'amour. **France 2**

### 18.25 Hartley, coeur à vif. **France 2**

### 18.25 Sliders, les mondes parallèles. Un monde enchanté. **M 6**

### 20.00 Trois hommes sur le green. Docteur, j'ai une boule sous le bras. **Canal Jimmy**

### 20.10 Zorro. Le nouveau commandant. **M 6**

### 20.45 Campus Show. Joyeux Noël. **Série Club**

### 20.45 Docteur Quinn, femme médecin. Le prisonnier. **Série Club**

### 20.50 Josephine, ange gardien. Une mauvaise passe. **TF 1**

### 21.35 New York Police Blues. Un rêve obsédant. **Canal Jimmy**

### 22.40 Aux frontières du réel. Les amants maudits. **TSR**

### 23.30 Profiler. Cœur pour cœur. **TSR**

### COURTS MÉTRAGES

### 22.20 Courts au 13. *Nuit rouge*. Myriam Donnasie. **13ème RUE**

### 0.40 Court-circuit. *Le Truc de Konaté*. Fanta Régina Nacro. **Arte**

### 20.30 Tandem ■■■ Patrice Leconte (Fr., 1986, 90 min). **Cinéstar 1**

### 20.30 Les Liaisons dangereuses ■■■ Stephen Frears (GB, 1981, 120 min). **Cinéma 2**

### 20.40 Men in Black ■■■ Barry Sonnenfeld (EU, 1997, 95 min). **Canal +**

### 20.40 Les Banlieusards ■■■ J. Dante (EU, 1988, 110 min). **RTL 9**

### 20.55 Black Jack ■■■ K. Loach (GB, 1978, 110 min). **TMC**

### 22.00 Maudite Aphrodite ■■■ Woody Allen (EU, 1995, v.o., 95 min). **Cinéstar 1**

### 22.15 Court circuits ■■■ Patrick Grandperret (France, 1980, 100 min). **Canal +**

### 22.15 Salut l'artiste ■■■ Yves Robert (Fr., 1973, 80 min). **TV 5**

### 22.20 Une femme sous influence ■■■ John Cassavetes (Etats-Unis, 1974, v.o., 140 min). **Arte**

### 22.25 Rio Bravo ■■■ Howard Hawks (EU, 1960, v.o., 140 min). **Cinéma 1**

### 22.25 Le Petit Criminel ■■■ Jacques Doillon (Fr., 1990, 105 min). **Canal Jimmy**

### 22.30 Henry V ■■■ Kenneth Branagh (GB, 1989, 135 min). **Cinéma 2**

### 22.35 Le Cavalier solitaire ■■■ Clint Eastwood (EU, 1985, v.o., 115 min). **Cinéma 3**

### 23.00 Aprilie ■■■ John Cassavetes (Etats-Unis, 1998, 75 min). **Canal + vert**

### 23.25 Mélo ■■■ Alain Resnais. Avec Sabine Azéma, André Dussollier (Fr., 1986, 105 min). **France 3**

### 23.25 Shadows ■■■ John Cassavetes (Etats-Unis, 1960, N. v.o., 80 min). **Arte**

### 23.25 Boxe hebd. ■■■ Film. Barry Sonnenfeld. **France 3**

### 23.25 Mon ciné-club. ■■■ Court circuits ■■■ Film. Patrick Grandperret. **O**

### 23.55 Boxe hebd. ■■■ Film. Barry Sonnenfeld. **France 3**

### 23.55 Putain de rue ! ■■■ Film. Enrique Gabriel (v.o.). **O**

### 23.55 Viens chez moi, j'habite chez une copine ■■■ Film. Barry Sonnenfeld. **O**

### 23.55 Mon ciné-club. ■■■ Film. Alain Resnais. **O**

### 23.55 Putain de rue ! ■■■ Film. Barry Sonnenfeld. **O**

### 23.55 Viens chez moi, j'habite chez une copine ■■■ Film. Barry Sonnenfeld. **O**

### 23.55 Mon ciné-club. ■■■ Film. Alain Resnais. **O**

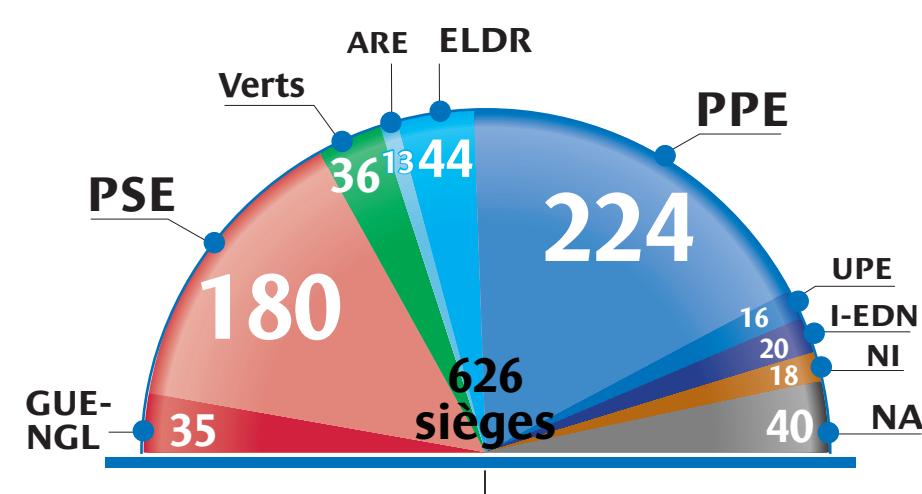
# Le Monde

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES



# Le vote européen des Quinze

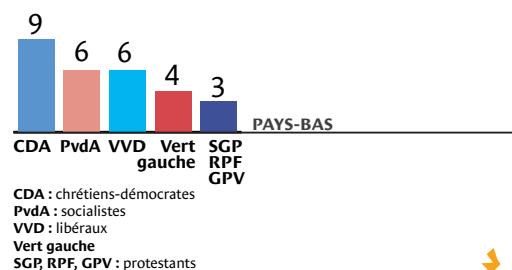
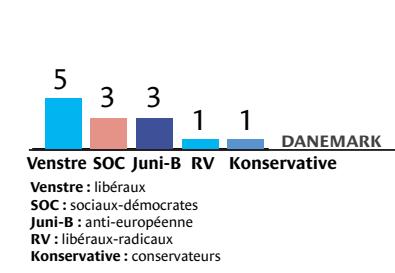
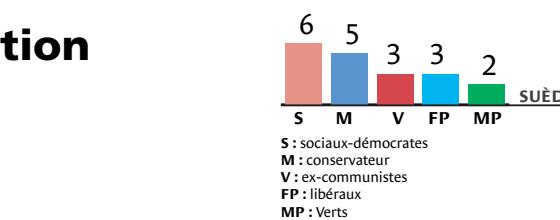
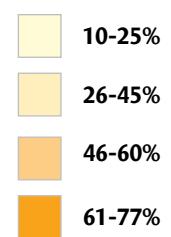
Cette carte présente les cinq listes arrivées en tête dans les quinze pays de l'Union et les taux d'abstention



Le Parlement européen est passé de 567 députés à 626 après les adhésions de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995.

- GUE-NGL (Communistes et Gauche verte nordique)
- PSE (Parti des socialistes européens)
- Verts
- ARE (Alliance radicale européenne)
- ELDR (Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs)
- PPE (Parti populaire européen, démocrates-chrétiens)
- UPE (Union pour l'Europe, droite)
- I-EDN (Indépendants pour l'Europe des nations, notamment la liste Philippe de Villiers)
- NI (non-inscrits, dont les partis d'extrême droite français, belge et italien)
- NA (non-appartenants (élus n'ayant pas encore choisi de rejoindre un groupe))

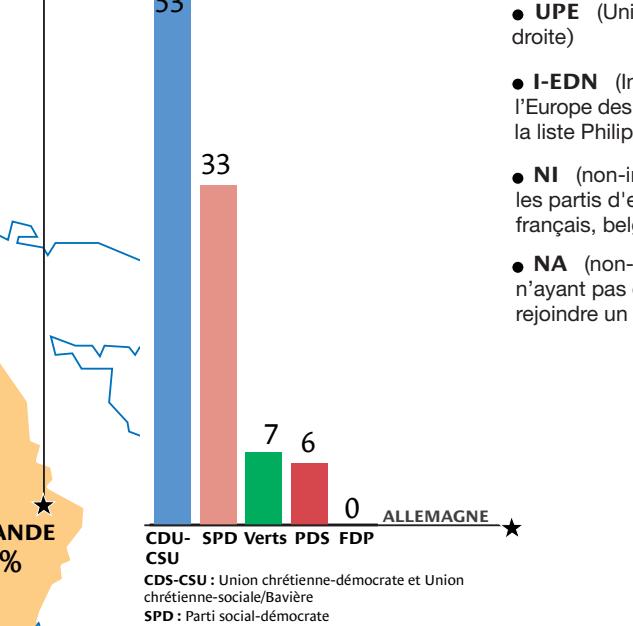
## ABSTENTIONS



CDA : chrétiens-démocrates  
PvdA : socialistes  
VVD : libéraux  
Vert gauche : protestants  
SGP, RPF, GPV : protestants



KOK : conservateurs  
KESK : centristes  
SDP : sociaux-démocrates  
VIHR : Verts  
VAS : ex-communistes



CDU-CSU : Union chrétienne-démocrate et Union chrétienne-sociale/Bavière  
SPD : Parti social-démocrate  
Verts : communistes  
PDS : libéraux

FDP : libéraux

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

CSU : Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua)

RPR/DL : L'Union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy)

UDF : Avec l'Europe prenons une France d'avance (François Bayrou)

Verts : Verts

CDU : Parti social-démocrate

SPD : Parti socialiste

# Les électeurs les plus jeunes se sont moins abstenus que les plus âgés

La droite a souffert davantage que la gauche de la non-participation au vote, plus répandue dans les catégories sociales et les classes d'âge qui lui sont traditionnellement favorables. Les anti-européens ont aussi boudé les urnes davantage que les partisans de l'Europe

**LES ABSTENTIONNISTES** constituent, et de loin, le premier parti de France. Plus d'un électeur sur deux (52,99 %) a boudé les urnes, dimanche 13 juin, et l'on compte 21 millions d'abstentionnistes. Il est vrai que les élections européennes sont, traditionnellement, peu mobilisatrices. Considérées comme un scrutin de second ordre, sans influence décisive sur la dévolution du pouvoir en France, elles ont enregistré, depuis 1979, des taux de participation nettement inférieurs à ceux des élections nationales. Et tous les sondages préélectoraux indiquaient que le phénomène serait, cette année, renforcé par l'occultation de la campagne par la guerre du Kosovo (*Le Monde* daté 13-14 juin).

Il reste que les records d'abstention ont été battus, dimanche, si l'on excepte le second tour des élections cantonales de 1988, qui ne concernait que la moitié des électeurs et intervenaient après deux scrutins majeurs, présiden-

## Les motifs de l'abstention

QUELLES SONT LES RAISONS POUR LESQUELLES VOUS N'AVEZ PAS VOTÉ ?

- 1 Pour manifester mon mécontentement à l'égard des partis politiques ..... 45%
- 2 Parce que ces élections ne m'intéressent pas ..... 25%
- 3 Parce qu'aucune liste ne me convient ..... 24%
- 4 Pour manifester mon mécontentement à l'égard de l'euro ..... 11%
- 5 Parce que je ne vote jamais ..... 7%

Source : Sofres

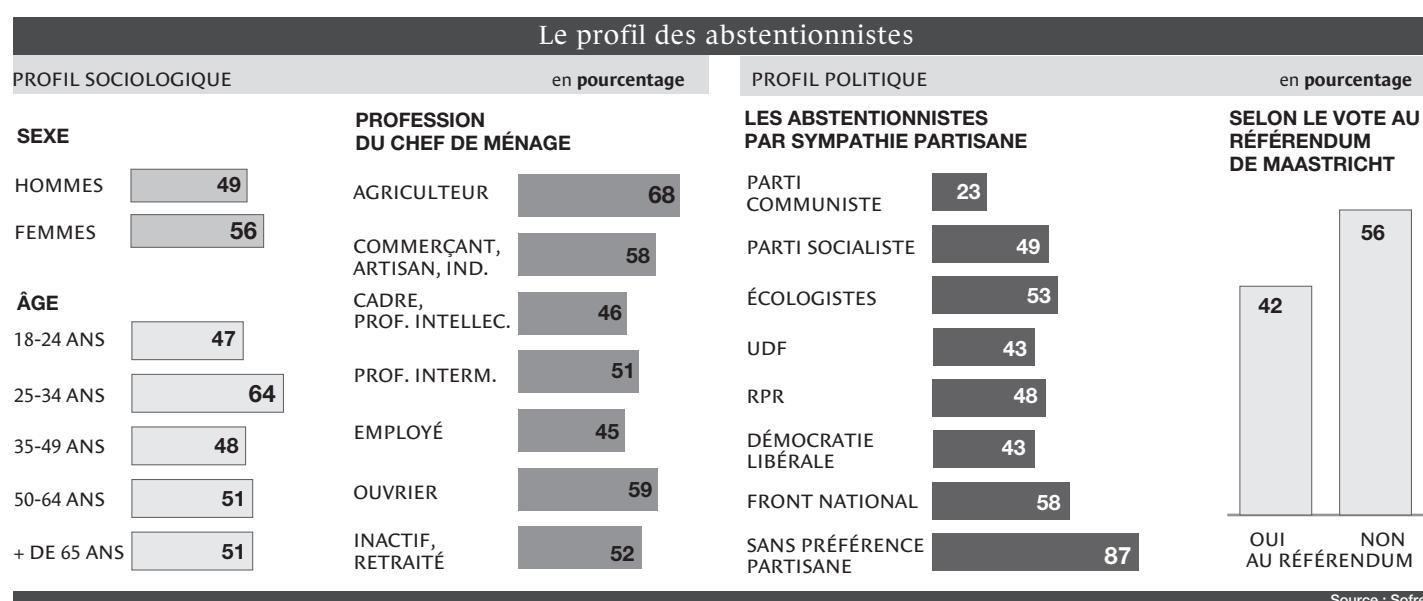
tiel et législatif. Réalisé dimanche, par téléphone, auprès d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population française, âgées de 18 ans et plus, le sondage de la Sofres pour *Le Monde*, TF 1 et RTL permet de dresser un portrait fouillé de ces abstentionnistes et de cerner leurs motivations.

Le premier enseignement de cette enquête confirme et amplifie une tendance régulière : les femmes sont plus nombreuses que les hommes à s'abstenir. Selon l'enquête de la Sofres, 56 % des électrices n'ont pas voté le 13 juin, contre 49 % des électeurs. Cet écart de 7 points est le plus fort enregistré au cours des dernières années, puisqu'il n'était que de 3 points aux législatives de 1997, de 2 points aux européennes de 1994, de 5 points aux européennes de 1989.

## FORTE MOBILISATION DES JEUNES

Le deuxième enseignement, en revanche, va à rebours des scrutins précédents. Le taux de participation est traditionnellement d'autant plus important que l'âge des électeurs est élevé : ainsi, aux européennes de 1989, 70 % des 18-24 ans s'étaient abstenus, contre 64 % des 25-34 ans, 48 % des 35-49 ans, 42 % des 50-64 ans et 35 % des plus de 65 ans. En 1994, l'écart était moins spectaculaire, mais restait encore très très fort, avec 57 % d'abstentionnistes chez les moins de 25 ans, contre 40 % chez les plus de 65 ans. Un décalage du même ordre avait été observé aux législatives de 1997.

Cette année, au contraire, la « pyramide du civisme » n'est pas calquée sur la pyramide des âges : les plus jeunes (18-24 ans) ont été les moins nombreux à s'abstenir (47 %), alors que les plus de



Source : Sofres

50 ans ont moins participé au scrutin (51 % d'abstention) ; seule la catégorie des 25-34 ans est nettement décalée, avec 64 % d'abstention. L'attitude des plus jeunes électeurs, plus mobilisés que d'habitude, est d'ailleurs l'une des principales explications

## Record de votes blancs ou nuls

Le taux très élevé d'abstention n'est pas le seul indicateur de la désaffection des électeurs. Le scrutin du 13 juin a, en effet, été marqué par un taux record de votes blancs ou nuls. Plus d'un million d'électeurs (1 102 000) – soit 5,94 % des votants – ont fait la démarche de se rendre dans leur bureau de vote, mais pour déposer dans l'urne un bulletin blanc ou nul.

Le niveau des votes blancs ou nuls était traditionnellement marginal jusqu'à la fin des années 80 (2,8 % aux élections européennes de 1989), à l'exception des législatives de 1986 à la proportionnelle, où il atteignait 4,3 % des votants. Depuis le début des années 90, il s'est renforcé, au point de rassembler régulièrement environ un votant sur vingt : 4,7 % aux régionales de 1992, 5,2 % aux législatives de 1993, 5,3 % aux européennes de 1994, 2,8 % à la présidentielle de 1995, 4,8 % aux législatives de 1997 et 4,5 % au scrutin régional de 1998.

du bon score de la liste de Daniel Cohn-Bendit : alors que celui-ci recueille 9,7 % des suffrages, il en recueille le double (19 %) parmi les 18-24 ans, soit, de très loin, le deuxième meilleur score dans cette classe d'âge, après la liste Hollande (24 %). Quant à la répartition des abstentionnistes par catégorie professionnelle, elle réserve également des surprises par rapport aux comportements électoraux traditionnels. Ainsi, les agriculteurs, d'habitude les moins abstentionnistes, sont la catégorie qui a le plus boudé les urnes (68 %, contre 34 % en 1994 et 31 % en 1989). De même, les commerçants et artisans – dont le taux d'abstention était inférieur à la moyenne aux européennes de 1989 et 1994 – enregistrent un niveau d'abstention nettement supérieur cette année (58 %).

## LE FN AFFECTÉ

Enfin, les retraités, qui détiennent d'habitude la palme du civisme, se sont abstenus à hauteur de 52 %, comme la moyenne nationale. La faible participation de ces trois catégories, qui sont pour elle des clientèles fidèles,

explique le résultat d'ensemble très mauvais de la droite. Enfin, tout démontre que les électeurs de gauche (45 %) se sont un peu moins abstenus que ceux de droite (47 %). Ainsi, 49 % des électeurs qui avaient voté pour Jacques Chirac au second tour de la présidentielle de 1995 se sont abstenu dimanche, contre 44 % des électeurs de Lionel Jospin lors du même scrutin. C'est, à l'évidence, le Front national qui souffre le plus de l'abstention (58 %), alors que la mobilisation de son électorat faisait, depuis des années, l'une de ses forces. En outre, les pro-européens, qui avaient voté « oui » au référendum sur le traité de Maastricht, se sont nettement plus mobilisés pour ce scrutin européen (42 % d'abstention) que les anti-européens (56 % d'abstention).

Gérard Courtois

## La gauche impose ses priorités et consolide son camp

LA CONFiance dont bénéficie le gouvernement de Lionel Jospin depuis deux ans est évidemment la principale raison du bon score de la gauche, et en particulier du Parti socialiste, aux élections européennes du 13 juin. De même, la pluralité assumée de la gauche « plurielle » lui a permis de continuer à ratisser large, alors que les divisions de la droite affaiblissent le camp du chef de l'Etat. L'enquête de la Sofres permet toutefois d'affiner l'analyse sur plusieurs points.

Tout d'abord, dans sa diversité, la gauche a manifestement su imposer ses priorités à l'occasion de ce scrutin. Quand on demande aux électeurs les thèmes qui ont eu le plus d'importance pour leur vote, ce sont quelques-uns des points forts de l'action gouvernementale qui sont cités en priorité.

La lutte contre le chômage (cité par 65 % des personnes interrogées, au premier rang des préoccupations) et le maintien des acquis sociaux (cité par 45 %, en troisième rang) étaient, en effet, deux points essentiels des trois

listes de la gauche « plurielle ». De même, la deuxième motivation de vote – la construction de l'Europe, citée par 53 % des électeurs interrogés – était au cœur des campagnes de Daniel Cohn-Bendit et de François Hollande. Tout comme l'environnement – quatrième motivation, citée par 42 % des électeurs – était également l'un des points forts de la campagne de la liste des Verts. La seule exception, dans ce palmarès des motivations de vote, est la réduction de la durée du travail qui n'arrive qu'en douzième position, citée par 24 % des électeurs.

## LE VOTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

A l'inverse, ni la droite ni l'extrême droite n'ont su imposer leurs thèmes de campagne favoris. Ainsi, la défense des intérêts de la France (avec 38 % de citations) n'arrive qu'en sixième position ; la défense des valeurs traditionnelles (avec 32 % de citations) n'occupe que le neuvième rang des motivations des électeurs ; quant à l'immigration, elle occupe le dernier rang des

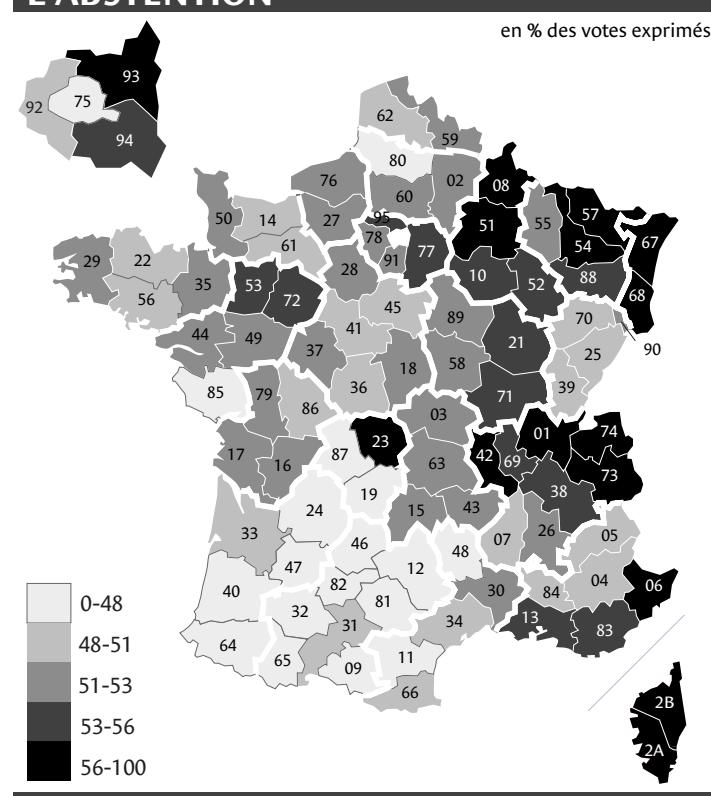
motivations de vote, citée par 22 % seulement des électeurs.

Si la gauche a su imposer ses priorités, sa principale composante, le Parti socialiste, est également parvenue à consolider son électorat. Qu'il s'agisse du rapport entre électrices et électeurs, ou de la répartition par classes d'âge, la liste de M. Hollande est, sans conteste, la plus équilibrée. Mais c'est surtout la sociologie de l'électorat socialiste qui a sensiblement évolué au cours des dernières années. Lors de la présidentielle de 1995, le candidat du Front national avait bousculé les esprits en recueillant 27 % du vote des ouvriers, contre 21 % seulement au PS ; quatre ans plus tard, la gauche a reconquis son leadership dans le monde ouvrier : la liste FN n'y recueille plus que 6 % de ses soutiens, contre 26 % au PS, qui redévoient, et de loin, le premier parti ouvrier ; au total, la moitié des ouvriers ont voté, dimanche, pour une des listes de la gauche « plurielle ».

Dans le même temps, les socialistes continuent à recueillir les suffrages d'un quart des cadres et professions intellectuelles tandis que la liste des Verts y réalise un très bon score (14 %). Enfin, le PS ne concentre plus seulement ses succès chez les fonctionnaires : sa liste réalise un meilleur score chez les salariés du secteur privé (24 %) que chez ceux du public (21 %).

G. C.

## L'ABSTENTION



## L'électorat du président de la République apparaît désorienté et dispersé

L'ENQUÊTE de la Sofres souligne cruellement les causes et la nature de l'échec de la droite lors du scrutin européen. On a vu que les abstentionnistes étaient particulièrement nombreux dans des catégories professionnelles (agriculteurs, artisans) ou d'âge (retraités) qui lui sont, d'habitude, largement acquises (*lire ci-dessus*). L'analyse des raisons de leur non-participation invoquées par les abstentionnistes est encore plus éclairante.

La première raison pour laquelle plus d'un Français sur deux a décidé de ne pas aller voter est qu'il souhaitait « manifester [son] mécontentement à l'égard des partis politiques ». Ce motif est invoqué par 45 % des abstentionnistes, mais cette insatisfaction est nettement plus marquée chez les électeurs de droite (53 %) que chez ceux de gauche (39 %). De même, un abstentionniste de droite sur quatre (25 %) explique qu'il n'est pas allé voter « parce qu'aucune liste ne [lui] convenait ». Les électeurs de droite ne sont pas seulement insatisfaits. Ils sont également déboussolés par la situation de leur camp. Le profil des électeurs des listes conduites par François Bayrou, Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua en témoigne de façon éloquente. A gauche, le noyau des électeurs qui avaient voté pour Robert Hue au premier tour de la présidentielle de 1995 lui est resté largement fidèle (à 74 %) aux euro-

pénnes. De même, 60 % des électeurs de Lionel Jospin en avril 1995 ont voté, dimanche, pour la liste conduite par François Hollande.

La dispersion est, en revanche, saisissante à droite. Sur cent électeurs qui avaient choisi Jacques Chirac au premier tour de la présidentielle, il ne s'en est trouvé, dimanche, que vingt-huit pour voter en faveur de la liste conduite par Nicolas Sarkozy, tandis que vingt et un choisissaient la liste de M. Pasqua, et dix-sept la liste de M. Bayrou ; en outre, dix se disper-

vers les chasseurs. On ne saurait mieux mesurer, à la fois, l'érosion du noyau dur de l'électorat du président de la République et son éclectisme. Alors que toutes les enquêtes d'opinion témoignent que les électeurs de droite souhaitent l'union de leur camp, les divisions qui se sont creusées à l'occasion des européennes les ont, manifestement, déboussolés et démotivés.

Enfin, si M. Chirac comptait

mettre en avant le règlement du conflit du Kosovo pour redorer

Sur 100 électeurs qui avaient choisi M. Chirac au premier tour de la présidentielle en 1995, il ne s'en est trouvé que 28 pour voter en faveur de la liste de M. Sarkozy, dimanche

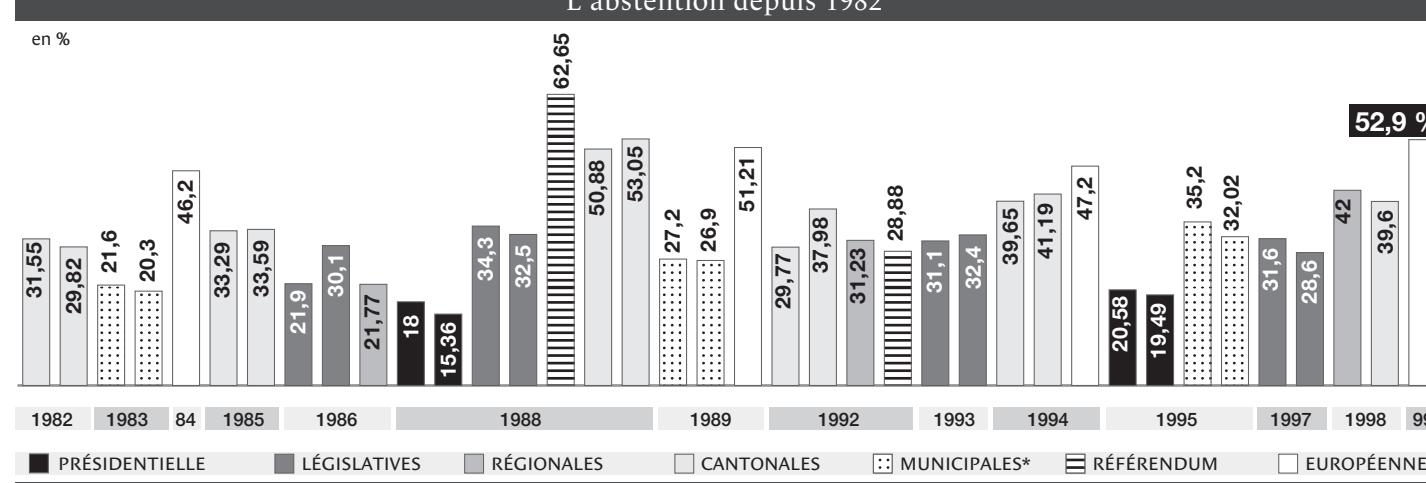
saint sur les deux listes d'extrême droite, et six chez les chasseurs.

Le phénomène est tout aussi net chez les électeurs de M. Chirac au second tour de la présidentielle de 1995, alors que l'actuel chef de l'Etat portait les espoirs de l'ensemble de la droite : 24 % de ses électeurs d'alors ont choisi, dimanche, de voter pour la liste Sarkozy, mais 24 % également ont opté pour la liste Pasqua, et 15 % pour la liste Bayrou, tandis que 11 % ont émigré vers la gauche, 13 % vers l'extrême droite, et 6 %

son blason, les électeurs ne l'ont pas entendu ainsi. Sur quatorze motivations de vote proposées aux électeurs par la Sofres, la guerre en Serbie n'arrive qu'en treizième position, très loin derrière le chômage, la construction de l'Europe ou le maintien des acquis sociaux ; 23 % seulement des personnes interrogées invoquent cette raison, et à peine plus (26 %) chez les électeurs de la liste Sarkozy.

G. C.

## L'abstention depuis 1982



# La gauche en tête dans quatorze arrondissements parisiens

**A CHAQUE ÉLECTION**, depuis les municipales de 1995, la gauche enregistre une progression à Paris. A chaque élection, le commentateur de Jean Tiberi est le même : « *Paris résiste mieux* » que le reste de la France à la poussée de la gauche. Dimanche 13 juin, très tard dans la soirée, le maire (RPR) de Paris est donc venu dire, comme toujours, que « *comme toujours, Paris résiste mieux* ». A force de résister, pourtant, la capitale chiraquienne s'use. Les élections européennes en témoignent : la gauche gouvernementale devance la droite républicaine sur l'ensemble de Paris avec 221 256 voix contre 212 518, 41,92 % des suffrages contre 40,26 %. La gauche arrive en tête dans quatorze des vingt arrondissements. Même M. Tiberi doit en convenir. Paris résiste mieux, « mais ce n'est pas suffisant ».

Pas suffisant, le score de 17,20 % de Nicolas Sarkozy, bien au-dessus de son résultat national, mais bien au-dessous de celui de son adversaire François Hollande (20,21 %) et à peine au-dessus de celui de l'invité surprise de la politique parisienne, Daniel Cohn-Bendit. Avec 17,01 %, les Verts apparaissent comme la troisième force politique parisienne, alors

qu'ils ne comptent, sur les bancs du conseil de Paris, qu'une demi-poignée d'élus venus d'horizons hétéroclites. Dans les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> arrondissements, la liste conduite par M. Cohn-Bendit devance même celle de M. Hollande, hissant les Verts au rang de première force politique.

## SUCCÈS DE L'UDF

L'autre donnée nouvelle est l'irruption d'une UDF clairement identifiée dans la capitale : François Bayrou recueille 10,86 % des suffrages, soit 1,5 point de plus que dans l'ensemble de la France. Jusqu'à présent cantonné dans un rôle de force d'appoint, le parti centriste s'est compté sans être ridiculisé, contrairement aux prédictions de son partenaire gaulliste. Plus inquiétant encore pour celui-ci, l'UDF réalise ses meilleurs scores dans les six arrondissements qui ont donné une majorité à la droite parlementaire le 13 juin : 15,93 % dans le 6<sup>e</sup>, 18,11 % dans le 7<sup>e</sup>, 15,72 % dans le 8<sup>e</sup>, 13,75 % dans le 15<sup>e</sup>, 16,77 % dans le 16<sup>e</sup> et 13,08 % dans le 17<sup>e</sup>. De là à prétendre que c'est grâce à elle que la droite a sauvé l'honneur, il n'y a qu'un pas, que le président du groupe UDF du conseil de Pa-

ris, Yves Galland, n'est pas loin de franchir, en évoquant, dès dimanche soir, les élections municipales de 2001.

M. Tiberi n'avait rien à gagner à un excellent résultat de M. Sarkozy à Paris. Quand le député des Hauts-de-Seine est devenu président par intérim du RPR, mi-avril, les relations se sont tendues entre le maire de Paris et la direction du RPR. Philippe Séguin avait toujours arbitré les querelles internes au RPR parisien en préservant, au nom de la légitimité de son élection, la stabilité du maire. M. Sarkozy, en lui succédant, n'a pas caché sa préférence pour le rival déclaré de M. Tiberi, l'ancien premier ministre Edouard Balladur. A l'Hôtel de Ville, on redoutait l'intention, à peine dissimulée, de M. Sarkozy de faire régner sa loi à Paris, d'y imposer le candidat de son choix. Un résultat mitigé de sa liste pouvait écorner son autorité sur la fédération RPR de Paris, dirigée par M. Tiberi, qui a guetté les sondages en ce sens, tout au long de la campagne.

Le résultat dépasse les espérances secrètes de ceux qui avaient intérêt à voir trébucher M. Sarkozy. Il met en danger l'ensemble du mouvement étudiant, le quartier Latin met de nouveau les deux hommes face à face : la liste des Verts, dans un arrondissement particulièrement bien traité, du point de vue de l'environnement, par le maire de Paris, dépasse les 20 %, alors qu'elle plafonne entre 8 et 10 % dans d'autres arrondissements « cossus » comme les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> ou 16<sup>e</sup>. M. Tiberi a beau interpréter ce résultat comme un encouragement à sa politique en faveur de

beaucoup de stratégies personnelles. A commencer par celle du maire de Paris lui-même. Dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, dont M. Tiberi est le député depuis trente ans, et dont il fut le maire jusqu'en 1995, la gauche plurielle est majoritaire à ce scrutin européen, avec 45 % des voix, contre 39,45 % à la droite. La gauche fait cinq points de mieux qu'en 1994, la droite perd 4,5 %. Aux régionales, la liste RPR-UDF avait fait 39,82 %, contre 38,71 % à la gauche « plurielle ».

l'environnement, il résonne aussi comme un défi lancé par ses électeurs à l'authenticité de ses convictions en ce domaine.

M. Balladur lui-même, qui avait déclaré à plusieurs reprises, lors de la campagne, que le 15<sup>e</sup> arrondissement donnerait à M. Sarkozy un score exemplaire, n'a pas totalement remporté son défi : son ancien ministre des finances dépasse les 20 %, mais M. Pasqua, avec 14,23 % des voix, est loin d'être hors jeu. Dans le 17<sup>e</sup>, en revanche, une autre candidate possible à l'investiture aux municipales, Françoise de Panafieu, semble épargnée par la déconfiture de la droite : M. Hollande n'atteint pas 16 % des suffrages, les Verts sont au-dessous de 13 %, et le score de la droite, bien partagé entre les trois listes, ne décroît personne.

Les six maires de gauche se félicitent de la confirmation de leur implantation dans l'Est parisien, mais Pierre Aidenbaum, dans le 3<sup>e</sup>, et Tony Dreyfus, dans le 10<sup>e</sup>, se préparent à affronter une offensive des Verts, en position de réclamer désormais des têtes de liste à Paris. Le marchandage des municipales a commencé lundi.

Pascale Sauvage

## Comment lire les résultats

Les résultats des élections européennes sont présentés par régions. L'Ile-de-France est placée en tête, les autres suivent par ordre alphabétique. Pour chaque région, nous donnons les scores cumulés dans les départements par les principales listes, les résultats des « petites » listes étant regroupés sous l'intitulé « div. ».

Au sein de chaque région, les départements sont classés par ordre alphabétique. Pour chaque département, nous rappelons les résultats des précédentes européennes de 1994 ; les scores des principales listes aux régionales de mars 1998 – les diverses listes écologistes hors Verts étant regroupées, le cas échéant, sous l'étiquette « écol. », les diverses droites sous l'appellation « div. d. », et les inclassables sous le label « div. » ; et enfin le résultat du second tour de l'élection présidentielle de 1995.

Pour chaque département, nous présentons les résultats dans le chef-lieu, puis, le cas échéant, dans les villes de vingt mille habitants ou plus, classées par ordre alphabétique. Pour Paris, Marseille et Lyon, nous donnons les résultats dans les arrondissements.

### LES LISTES EN PRÉSENCE

**4 J** Combat pour l'emploi (Pierre Larrouyrou).

**MN** Européens d'accord, Français d'abord (Bruno Mégret).

**M. imp.** Moins d'impôts maintenant ! (Nicolas Miguet).

**PS** Construisons notre Europe (François Hollande).

**PVE** Politique de vie pour l'Europe (Christian Cottet).

**PF** Vive le fédéralisme ! (Jean-Philippe Allenbach).

**PH** Liste du Parti humaniste (Marie-Laurence Chanut-Sapin).

**UDF** Avec l'Europe, prenons une France d'avance (François Bayrou).

**MEI** Ecologie, le choix de la vie (Antoine Waechter).

**LN** Liste de la Ligue nationaliste (Guy Guerrini).

**FN** Pour une France libre, changeons d'Europe (Jean-Marie Le Pen).

**RPR-DL** L'union pour l'Europe (Nicolas Sarkozy).

**PC** Bouge l'Europe ! (Robert Hue).

**PLN** Liste du Parti de la loi naturelle (Benoit Frappé).

**CPNT** Chasse Pêche Nature Traditions (Jean Saint-Josse).

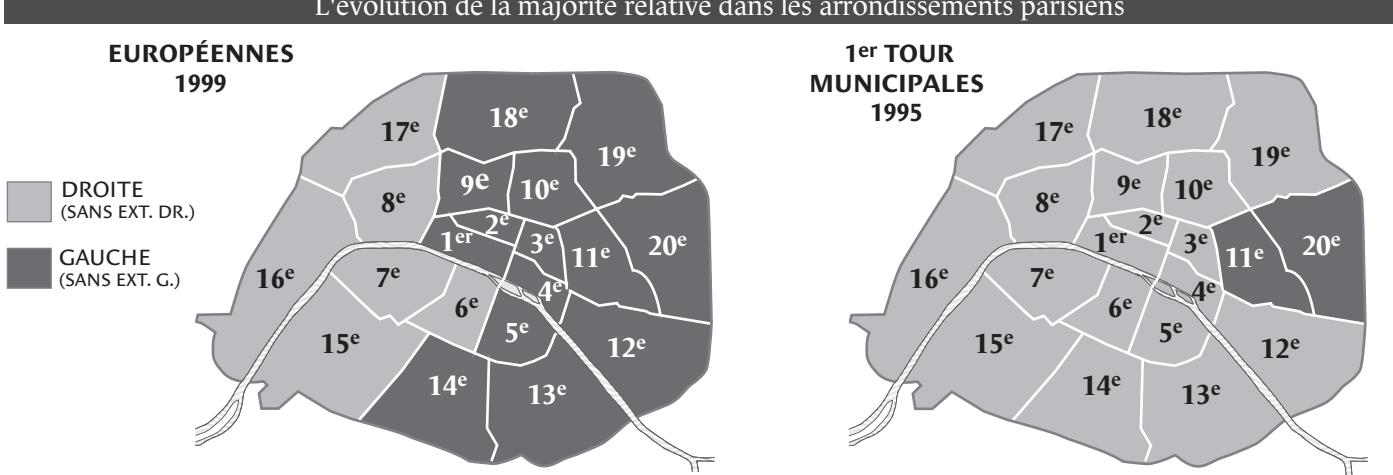
**LO-LCR** Liste présentée par Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire (Arlette Laguiller).

**97 2 97 2 Mi ou, mi mwen (Joséph Jos).**

**RPFIE** Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe (Charles Pasqua).

**VEF** Liste Vivant : énergie France (Gérard Maudru).

**Verts** L'écologie, les Verts, Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet (Daniel Cohn-Bendit).



La gauche sans l'extrême gauche en 1999 regroupe le PS, le PCF et les Verts; en 1995 le PS et le PCF seulement. La droite sans l'extrême droite regroupe en 1995 le RPR, l'UDF et les diverses droites; en 1999, il s'agit du regroupement des listes conduites par MM. Sarkozy, Bayrou et Pasqua. Alors qu'en 1995, la gauche ne disposait d'une majorité relative que dans deux arrondissements (11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>), en 1999 elle détient une majorité relative dans quatorze des vingt arrondissements de Paris. La droite se retrouve dans une situation difficile à deux ans des prochaines échéances municipales de mars 2001.

PARIS		EUROPÉENNES 1999										1 <sup>er</sup> TOUR MUNICIPALES 1995											
I, 1 030 107 V,	545 623 A,	47,03 %	B. et N.,	17 761 E,	527 862.	UDF	930	10,80	LO-LCR	429	4,98	I, 37 151 A,	49,22 %	E,	18 316.	1er arrondissement	0	0,00	97,2	.....	0	0,00	
PS (Hollande)	106 688	20,21	RPR-DL (Sarkozy)	90 814	17,02	PC	402	4,67	FN	279	3,24	Verts	4112	22,45	PS	4031	22,00	MN	1929	3,11	M. imp. ...	1128	1,81
Vert (Cohn-Bendit)	89812	17,01	RPFIE (Pasqua)	64400	12,20	MN	206	2,39	MEI	111	1,28	RPF-DL	220	12,01	RPFIE	1817	9,92	MEI	758	1,22	CPNT ...	579	0,93
UDF (Bayrou)	57314	10,85	PC (Hue)	27214	5,15	PC	109	1,00	PVE	1	0,01	UDF	1369	7,47	LO-LCR	1277	6,97	4J	450	0,72	VFP	329	0,53
LO-LCR (Laguiller)	24756	4,68	FN (Le Pen)	23235	4,41	PC	837	4,23	FN	597	3,02	PC	1258	6,86	FN	824	4,49	PLN	47	0,07	PVE	13	0,02
MEI (Méret)	15983	3,02	MEI (Miguet)	8311	1,57	MEI	411	2,07	M. imp.	109	0,90	MEI	543	2,96	MEI	232	1,26	97,2	.....	0,00	PH	1	0,00
CP (Saint-Josse)	5164	0,97	PH (Waechter)	6295	1,19	PH	157	0,79	VEF	92	0,46	PH	210	0,10	PLN	18	0,09	PF	0	0,00	LN	0	0,00
VEF (Maudru)	3814	0,72	PH (Chauvat-Sapin)	2173	0,41	PH	4	0,02	PFE	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	PC	124	0,92	LN	0	0,00
PC (Hue)	2173	0,41	FN (Pen)	15983	1,57	FN	270	1,36	MEI	270	1,36	MEI	207	1,13	4J	156	0,85	PC	124	0,92	CPNT	13	0,02
PLN (Frappé)	574	0,10	MEI (Cottet)	113	0,22	MEI	270	1,36	CPNT	179	0,90	CPNT	134	0,73	VEF	77	0,42	PH	20	0,00	LN	0	0,00
PVE (Cotten)	113	0,22	PH (Allenbach)	24	0,00	PH	157	0,79	VEF	92	0,46	PH	52	0,28	PLN	22	0,12	PC	124	0,92	LN	0	0,00
PF (Allenbach)	2	0,00	LN (Guerrini)	0	0,00	LN	0	0,00	97,2	.....	LN	0	0,00	97,2	.....	0	0,00	PC	124	0,92	CPNT	57	0,02
LN (Guerrini)	0	0,00	5 <sup>e</sup> arrondissement	I,	35 245 A,	42,8 %	E,	19 760.	PS	4083	20,66	Vets	3993	20,20	RPFIE	131	0,76	4J	450	0,72	VFP	329	0,53
5 <sup>e</sup> arrondissement	I,	35 245 A,	42,8 %	E,	19 760.	RPFIE	131	0,76	4J	450	0,72	VFP	329	0,53	PLN	47	0,0						

# L'effritement de la droite parlementaire se confirme en Ile-de-France

DANS L'ENSEMBLE de l'Ile-de-France, où le taux d'abstention est de 52,29 %, la liste conduite par Nicolas Sarkozy devance, avec 14,01 % des voix, celle de Charles Pasqua (13,3 %), contrairement à la tendance nationale. François Hollande passe la barre des 20 %, François Bayrou frôle celle des 10 %, et Daniel Cohn-Bendit atteint 12,8 %. Dans une région globalement favorable à la droite jusqu'aux élections régionales de 1998, qui ont donné à la gauche « plurielle » une très courte majorité relative au conseil régional, les européennes confirment l'effritement de la droite parlementaire, dont le total des voix représente 36,88 % des suffrages exprimés, tandis que la gauche gouvernementale affiche un score de

40,96 %. Jean-Marie Le Pen réalise un score (5,74 %) équivalent à celui que lui donne l'ensemble de la France, de même que son rival, Bruno Mégret (3,71 %).

Le duel Sarkozy-Pasqua s'est décliné dans le département des Hauts-de-Seine, dont les deux têtes de liste sont les élus. Il a manqué un peu plus d'un millier de voix à M. Pasqua, sénateur et président du conseil général, pour devancer son rival, député et maire de Neuilly-sur-Seine. Arrivé en tête dans vingt-deux des trente-six villes du département, M. Pasqua a trébuché à Neuilly, dont les électeurs ont fait la différence en faveur de leur maire. La droite réalise, dans ce département, des scores comparables à ceux des européennes de 1994 et des régio-

nales de 1998, mais ses divisions ont pour résultat de placer M. Hollande en première place. La gauche gouvernementale progresse de plus de quatre points par rapport aux derniers scrutins européen et régional. L'extrême droite perd près de deux points par rapport à 1994, et plus de cinq par rapport à 1998, M. Le Pen ne franchissant pas la barre des 5 %.

bastions d'Ivry-sur-Seine et de Villejuif. Dans les villes communistes de Choisy-le-Roi, Fontenay-sous-Bois ou Chevilly-Larue, M. Hollande devance M. Hue. Les municipales s'annoncent très disputées à La Queue-en-Brie, Villeneuve-Saint-Georges et Boissy-Saint-Léger. La situation est comparable en Seine-Saint-Denis, où le PC perd un point par rapport aux européennes de 1994. Il est devancé par la liste Hollande dans six communes qu'il dirige depuis longtemps : Saint-Denis, Noisy-le-Sec, Montreuil, Aubervilliers, Pantin et Tremblay-en-France. C'est dans ce département qu'Arlette Laguiller, conseillère régionale, atteint son meilleur score (7,41 %), avec une pointe à 9,18 % aux Lilas, dont elle est conseillère municipale.

Consolation pour Eric Raoult (RPR), quinzième sur la liste RPR-DL, c'est dans sa ville du Raincy qu'elle réalise son meilleur score départemental. Toutes les personnalités du RPR ne peuvent se prévaloir d'un tel résultat : Pierre Bédier, maire de Mantes-la-Jolie, qui avait obtenu en mars 1998 36,4 % des suffrages, contre 30,94 % à la liste PS menée par l'actuel président de la région, Jean-Paul Hu chon, est désavoué dans sa propre ville, où la liste RPR-DL est largement devancée par la liste PS, mais aussi de quelques voix par celle de M. Pasqua. En Seine-et Marne, Anne-Marie Schaffner, en dix-sept

tième place sur la liste RPR-DL, perd son mandat de député européen, tandis que Georges Bérhu, proche de Philippe de Villiers, retrouve le sien.

La gauche « plurielle » confirme

La gauche « plurielle » confirme sa progression dans le Val-d'Oise, où Robert Hue arrive en tête à Bezons, ainsi que dans sa ville de Montigny-lès-Cormeilles. Dans l'Essonne, la liste PS atteint un score nettement supérieur à sa moyenne nationale à Athis-Mons, dont le maire, Marie-Noëlle Liemann, est députée européenne sortante.

*Pascale Sauvage*

ESSONNE		4 J.	43	0,92	VEF	.....	26	0,55	LN	.....	0	0,00	97,2	.....	0	0,00	UDF	1825	11,09	FN	.....	1058	6,43	MEI	232	1,33	CPNT	.....	199	1,14	PVE	0	0,00	PF	.....	0	0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
I,	677 078 V,	319 829 A,	52,76 %	B. et N.	13 893 E,	305 936.	PS (Hollande)	69694	22,78	RPFIE (Pasqua)	39346	12,86	Verte (Cohn-Bendit)	38761	12,66	RPR-DL (Sarkozy)	37305	12,19	UDF (Bayrou)	27486	8,98	PC (Hue)	22552	7,37	LO-LCR (Laguiller)	18041	5,89	FN (Le Pen)	16504	5,39	MN (Mégret)	11371	3,71	CPNT (Saint-Josse)	7857	2,56	M. imp. (Miguet)	6439	2,10	MEI (Waechter)	5143	1,68	4 J (Larroutou)	2721	0,88	VEF (Maudruix)	1885	0,61	PLN (Frappé)	714	0,23	PVE (Cotten)	77	0,02	97,2 (Jos)	36	0,01	PH (Chanut-Sapin)	2	0,00	LN (Guerrin)	2	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00	12 juin 1994:	I,	660 356;	A.,	46,37 %;	E.,	341 463.	- Baudis, 80 847 (23,68 %); Rocard, 53 431 (15,65 %); Tapie, 42 674 (12,50 %); Villiers, 41 786 (12,24 %); Le Pen, 37 031 (10,84 %); Wurtz, 24 832 (7,27 %); Isler-Béguin, 12 103 (3,54 %); Chevénement, 11 122 (3,26 %); Lalonde, 9 308 (2,73 %); Laguiller, 7 593 (2,22 %); Schwartzenberg, 6 945 (2,03 %); Goustat, 5 882 (1,72 %); G. Touati, 1 435 (0,42 %); Moutoussamy, 1 418 (0,42 %); Frappé, 1 152 (0,34 %); Gluckstein, 1 134 (0,33 %); A. Touati, 1 091 (0,32 %); Cotten, 849 (0,25 %); Simeoni, 830 (0,24 %); Aillaud, 0.	Rég. 1998:	I,	681 165;	A.,	45,14 %;	E.,	361 907.	- G. pl., 132 247 (36,54 %); RPR-UDF, 94 233 (26,04 %); FN, 63 730 (17,61 %); div. d., 30 310 (8,38 %); écol., 20 963 (5,79 %); LO, 15 819 (4,37 %); ext. g., 4 605 (1,27 %). Prés. 1995:	A.,	18,86 %	- Chirac, 53,30 %.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
<b>Evry</b>		<b>I, 22 284 A, 59,20 % E, 8 757.</b>		PS	2357	26,91	Verts	1346	15,37	RPFIE	870	9,93	RPR-DL	721	8,23	UDF	695	7,93	LO-LCR	694	7,92	PC	577	6,58	FN	513	5,85	MN	379	4,32	MEI	155	1,77	M. imp.	143	1,63	CPNT	132	1,50	4 J	103	1,17	VEF	38	0,43	PLN	25	0,28	RPFIE	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Palaiseau	I,	18 201 A,	47,93 %	E.,	9 161.	PS	2201	24,02	Verts	1493	16,29	RPFIE	989	10,79	RPR-DL	979	10,68	PC	862	9,40	UDF	847	9,24	LO-LCR	519	5,66	FN	343	3,74	MN	253	2,76	MEI	184	2,00	CPNT	153	1,67	M. imp.	150	1,63	4 J	80	0,87	VEF	77	0,84	PLN	29	0,31	PVE	2	0,02	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Ris-Orangis	I,	14 706 A,	56,56 %	E.,	6 154.	PS	1387	22,53	RPFIE	795	12,91	Verte (Cohn-Bendit)	722	11,73	RPR-DL	684	11,11	PC	506	8,22	UDF	487	7,91	LO-LCR	435	7,06	FN	402	6,53	MN	354	5,75	CPNT	127	2,06	MEI	118	1,91	M. imp.	81	1,31	4 J	36	0,58	VEF	11	0,17	PLN	9	0,14	PVE	0	0,00	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Sainte-Geneviève-des-Bois	I,	18 485 A,	54,41 %	E.,	8 063.	PS	2040	25,30	RPFIE	1017	12,61	PS (Hollande)	926	11,48	Verts	852	10,56	PC	732	9,07	UDF	579	7,18	LO-LCR	521	6,46	FN	501	6,21	MN	341	4,22	M. imp.	158	1,95	CPNT	141	1,74	MEI	121	1,50	4 J	62	0,76	VEF	55	0,68	PLN	16	0,19	PVE	1	0,01	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Brunoy	I,	15 711 A,	53,39 %	E.,	7 051.	PS	1494	21,18	RPFIE	1058	15,00	Verte (Cohn-Bendit)	1793	26,20	RPR-DL	842	12,30	RPFIE	808	11,81	Verts	666	9,73	FN	517	7,55	PC	502	7,33	UDF	492	7,19	LO-LCR	492	4,47	M. imp.	145	2,11	CPNT	122	1,78	MEI	111	1,62	4 J	47	0,68	VEF	35	0,51	PLN	15	0,21	PVE	2	0,02	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Athis-Mons	I,	16 113 A,	55,71 %	E.,	6 841.	PS	1793	26,20	RPFIE	842	12,30	RPFIE	870	9,93	RPR-DL	721	8,23	PC	695	7,93	LO-LCR	694	7,92	UDF	577	6,58	FN	513	5,85	MN	379	4,32	MEI	155	1,77	CPNT	143	1,63	4 J	103	1,17	VEF	38	0,43	PLN	25	0,28	RPFIE	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Sainte-Geneviève-des-Bois	I,	18 485 A,	54,41 %	E.,	8 063.	PS	2040	25,30	RPFIE	1017	12,61	PS (Hollande)	926	11,48	Verts	852	10,56	PC	732	9,07	UDF	579	7,18	LO-LCR	521	6,46	FN	501	6,21	MN	341	4,22	M. imp.	158	1,95	CPNT	141	1,74	MEI	121	1,50	4 J	62	0,76	VEF	55	0,68	PLN	16	0,19	PVE	1	0,01	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Saint-Michel-sur-Orge	I,	12 186 A,	53,91 %	E.,	5 398.	PS	1274	23,60	Verts	725	13,43	PS (Hollande)	711	13,17	RPR-DL	626	11,59	PC	443	8,20	UDF	434	8,04	LO-LCR	330	6,11	FN	243	4,50	MN	228	4,22	M. imp.	106	1,96	CPNT	96	1,77	MEI	90	1,66	4 J	40	0,74	VEF	29	0,53	PLN	19	0,35	PVE	4	0,07	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	I,	12 270 A,	53,60 %	E.,	9 912.	PS	2326	23,46	RPFIE	1359	13,71	PS (Hollande)	1310	13,21	Verts	1146	11,56	PC	907	9,15	UDF	701	7,07	LO-LCR	619	6,24	FN	546	5,50	MN	424	4,27	M. imp.	185	1,86	CPNT	134	1,35	MEI	107	1,07	4 J	74	0,74	VEF	56	0,56	PLN	18	0,18	PVE	0	0,00	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Savigny-sur-Orge	I,	11 481 A,	54,98 %	E.,	4 951.	PS	1513	30,55	Verts	757	15,28	PS (Hollande)	1310	13,21	Verts	1146	11,56	PC	467	9,43	UDF	416	8,40	LO-LCR	416	8,38	RPFIE	415	8,38	CPNT	339	6,84	FN	208	4,20	MN	128	2,58	MEI	99	1,99	4 J	86	1,73	CPNT	65	1,31	PLN	51	1,03	VEF	23	0,46	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Les Ulis	I,	11 481 A,	54,98 %	E.,	4 951.	PS	1513	30,55	Verts	757	15,28	PS (Hollande)	1310	13,21	Verts	1146	11,56	PC	467	9,43	UDF	416	8,40	LO-LCR	416	8,38	RPFIE	415	8,38	CPNT	339	6,84	FN	208	4,20	MN	128	2,58	MEI	99	1,99	4 J	86	1,73	CPNT	65	1,31	PLN	51	1,03	VEF	23	0,46	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	Etampes	I,	11 097 A,	55,65 %	E.,	4 661.	PS	799	17,14	RPFIE	659	14,13	PS (Hollande)	579	12,42	PC	548	11,75	Verte (Cohn-Bendit)	449	9,63	UDF	391	8,38	FN	388	8,32	LO-LCR	286	6,13	CPNT	177	3,79	MN	160	3,43	M. imp.	78	1,67	MEI	58	1,24	4 J	101	4 J	75	0,93	PLN	13	0,16	PVE	0	0,00	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	I,	11 097 A,	55,65 %	E.,	4 661.	PS	1833	22,94	RPFIE	1065	13,33	PS (Hollande)	1014	12,69	Verte (Cohn-Bendit)	975	12,20	FN	735	9,20	PC	582	7,28	LO-LCR	478	5,98	FN	426	5,33	MN	287	3,59	M. imp.	182	2,27	CPNT	129	1,61	MEI	114	1,42	4 J	81	1,01	VEF	75	0,93	PLN	13	0,16	PVE	0	0,00	PF	0	0,00	PH	0	0,00	LN	0	0,00	I,	17 799 A,	53,13 %	E.,	7 989.	PS	1833	22,94	RPFIE	1065	13,33</

Chaque jeudi  
avec **Le Monde**

DATÉ VENDREDI

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 37

## SEINE-ET-MARNE

## SEINE-SAINT-DENIS

I, 696 282 V, 320 503 A., 53,96 %  
B. et N., 15 223 E., 305 280.

PS (Hollande) ..... 62411 20,44  
RPFIE (Pasqua) ..... 43557 14,26  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 39016 12,78  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 32857 10,76  
UDF (Bayrou) ..... 23962 7,84  
FN (Le Pen) ..... 21289 8,37  
PC (Hue) ..... 20498 6,71  
LO-LCR (Laguiller) ..... 17534 5,74  
MN (Méret) ..... 13011 4,26  
CPNT (Saint-Josse) ..... 12124 3,97  
M. imp. (Miguet) ..... 7118 2,33  
MEI (Waechter) ..... 5441 1,46  
4J (Larroutou) ..... 3002 0,98  
VEF (Maudru) ..... 2309 0,75  
PLN (Frappé) ..... 945 0,30  
97,2 (Jos) ..... 162 0,05  
PVE (Cotten) ..... 31 0,01  
LN (Guerrin) ..... 7 0,00  
PH (Chauhan-Sapin) ..... 6 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00

**12 juin 1994:** I, 669 309; A., 47,04 %; E., 337 714; Baudis, 78 528 (23,25 %); Le Pen, 49 093 (13,94 %); Tapie, 45 693 (13,53 %); Villiers, 43 004 (12,73 %); Rocard, 42 883 (12,70 %); Wurtz, 20 741 (6,14 %); Isler-Béguin, 11 563 (3,42 %); Lalonde, 9 118 (2,70 %); Chevénement, 9 070 (2,69 %); Goustat, 8 865 (2,63 %); Laguiller, 7 683 (2,28 %); Schwartzenberg, 5 634 (1,67 %); G. Touati, 1 647 (0,49 %); Frappé, 1 608 (0,48 %); Gluckstein, 1 461 (0,43 %); O. Touati, 1 199 (0,38 %); Cotten, 921 (0,27 %); Simeoni, 743 (0,22 %); Moutousamy, 191 (0,06 %); Aillaud, 7 (0,00 %).

**Rég. 1998:** I, 696 159; A., 46,33 %; E., 360 879; - RPR-UFD, 117 976 (32,69 %); G., 117 499 (32,56 %); FN, 71 119 (19,71 %); écol., 20 712 (5,74 %); LO, 18 463 (5,12 %); div., 15 110 (4,19 %); div., 40 (0,01 %).

**Prés. 1995:** A., 20,68 %; - Chirac, 55,50 %.

## Melun

I, 17 925 A., 58,43 % E., 7 184.  
PS ..... 1475 20,53 RPFIE ..... 1136 15,81  
RPFIE ..... 966 13,44 Verts ..... 741 10,31  
UDF ..... 661 9,20 FN ..... 565 7,86  
PC ..... 378 5,26 LO-LCR ..... 347 4,83  
MN ..... 334 4,64 M. imp. .... 157 2,18  
CPNT ..... 152 2,11 MEI ..... 114 1,58  
4J ..... 78 1,08 VEF ..... 53 0,73  
PLN ..... 24 0,33 97,2 ..... 2 0,02  
PVE ..... 1 0,01 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Champs-sur-Marne**  
I, 12 249 A., 56,83 % E., 5 103.  
PS ..... 1185 23,22 Verts ..... 763 14,95  
RPFIE ..... 540 10,69 PC ..... 515 10,09  
RPR-DL ..... 508 9,95 LO-LCR ..... 371 7,27  
UDF ..... 366 7,17 FN ..... 281 5,50  
MN ..... 205 4,01 MEI ..... 94 1,84  
CPNT ..... 91 1,78 M. imp. .... 81 1,58  
4J ..... 49 0,96 VEF ..... 39 0,76  
PLN ..... 8 0,15 97,2 ..... 1 0,01  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Chelles

I, 26 833 A., 57,65 % E., 10 866.  
PS ..... 2511 23,10 RPFIE ..... 1482 13,63  
RPR-DL ..... 1370 12,60 Verts ..... 1177 10,83  
PC ..... 808 7,43 UDF ..... 788 7,25  
FN ..... 724 6,66 MN ..... 602 5,54  
LO-LCR ..... 596 5,48 M. imp. .... 236 2,17  
CPNT ..... 226 2,07 MEI ..... 188 1,73  
4J ..... 87 0,80 VEF ..... 45 0,41  
PLN ..... 20 0,18 PVE ..... 4 0,03  
97,2 ..... 2 0,01 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Dammart-les-Lys**  
I, 11 915 A., 59,48 % E., 4 609.  
PS ..... 1013 21,97 RPFIE ..... 657 14,25  
RPFIE ..... 574 12,45 Verts ..... 485 10,52  
PC ..... 462 10,02 UDF ..... 320 6,94  
FN ..... 300 6,50 LO-LCR ..... 275 5,96  
MN ..... 173 3,75 M. imp. .... 102 2,21  
CPNT ..... 82 1,77 MEI ..... 66 1,43  
4J ..... 63 1,36 VEF ..... 26 0,56  
PLN ..... 11 0,23 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

## Meaux

I, 21 262 A., 55,13 % E., 9 080.  
PS ..... 2156 23,74 RPFIE ..... 1492 16,43  
RPFIE ..... 1183 13,02 Verts ..... 814 8,96  
RPR-DL ..... 718 7,90 FN ..... 694 7,64  
LO-LCR ..... 534 5,88 PC ..... 475 5,23  
MN ..... 337 5,13 M. imp. .... 187 2,05  
CPNT ..... 161 1,77 MEI ..... 149 1,64  
4J ..... 111 1,22 VEF ..... 42 0,46  
PLN ..... 27 0,29 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

## Le Méée-sur-Seine

I, 10 895 A., 56,70 % E., 4 511.  
PS ..... 1056 23,40 RPFIE ..... 547 12,12  
Verte ..... 509 11,28 RPR-DL ..... 428 9,48  
UDF ..... 339 7,51 FN ..... 332 7,35  
PC ..... 332 7,35 LO-LCR ..... 305 6,76  
MN ..... 229 5,07 M. imp. .... 117 2,59  
CPNT ..... 115 2,54 MEI ..... 86 1,90  
4J ..... 64 1,41 VEF ..... 31 0,68  
PLN ..... 15 0,33 97,2 ..... 6 0,13  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Pontault-Combault**  
I, 16 360 A., 55,30 % E., 6 958.  
PS ..... 1910 27,45 RPFIE ..... 846 12,15  
Verte ..... 797 11,45 RPR-DL ..... 686 9,85  
UDF ..... 552 7,93 PC ..... 452 6,49  
LO-LCR ..... 382 5,49 FN ..... 368 5,28  
MN ..... 269 3,86 M. imp. .... 180 2,58  
CPNT ..... 163 2,34 MEI ..... 130 1,86  
VEF ..... 83 1,19 4J ..... 61 0,87  
97,2 ..... 45 0,64 LN ..... 21 0,30  
PLN ..... 13 0,18 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Clécy-sous-Bois**  
I, 8 316 A., 61,00 % E., 3 086.  
PS ..... 748 24,23 RPFIE ..... 401 12,99  
FN ..... 313 10,14 PC ..... 307 9,94  
RPFIE ..... 273 8,84 RPR-DL ..... 251 8,13  
RPR-DL ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
LO-LCR ..... 160 3,09 M. imp. .... 69 1,33  
MN ..... 68 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22,16  
FN ..... 503 9,72 RPFIE ..... 406 7,85  
LO-LCR ..... 381 7,36 Verts ..... 359 6,94  
RPFIE ..... 339 6,55 MN ..... 213 4,11  
UDF ..... 174 4,21 MEI ..... 52 1,25  
MEI ..... 61 1,31 CPNT ..... 65 1,25  
4J ..... 54 1,04 PLN ..... 17 0,32  
Verte ..... 1373 26,55 PS ..... 1146 22

MEI	226	1,72	CPNT	130	0,99	MEI	158	1,95	M. imp.	149	1,84
4)	115	0,87	VEF	74	0,56	4)	78	0,96	VEF	51	0,63
PH	54	0,41	PLN	12	0,09	PLN	28	0,34	PVE	0	0,00
PVE	4	0,03	97,2	2	0,01	PF	0	0,00	PH	0	0,00
PF	1	0,00	LN	0	0,00	LN	0	0,00	97,2	0	0,00

**Vitry-sur-Seine**

I,	38 123 A,	56,96 %	E,	15 619.	
PS	3441	22,03	PC	3249	20,80
Vert	1768	11,31	RPFIE	1355	8,67
LO-LCR	1182	7,56	RPR-DL	1172	7,50
FN	1048	6,70	UDF	800	5,12
MN	528	3,38	MEI	271	1,73
CPNT	270	1,72	M. imp.	252	1,61
4)	138	0,88	VEF	88	0,56
PLN	55	0,35	PH	1	0,00
97,2	1	0,00	PVE	0	0,00
PF	0	0,00	LN	0	0,00

**VAL-D'OISE**

I,	599 759 V,	272 006 A,	54,64 %	B.	et N., 11 997 E,	260 009.		
PS (Hollande)	55038	21,16	RPFIE (Pasqua)	34700	13,34	RPR-DL (Sarkozy)	31318	12,04
Vert	10409	4,00	MEI (Cohn-Bendit)	29977	11,52	PC (Hue)	22031	8,47
PC (Hue)	21484	8,26	UDF (Bayrou)	18856	7,25	DF (Le Pen)	21484	8,26
FN (Le Pen)	18856	7,25	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92
MN (Méret)	10409	4,00	PC (Hue)	21484	8,26	PC (Hue)	21484	8,26
CPNT (Saint-Josse)	6514	2,50	DF (Le Pen)	21484	8,26	DF (Le Pen)	21484	8,26
M. imp. (Miguet)	5164	1,98	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
MEI (Waechter)	4473	1,72	Vert	10838	1,94	Vert	10838	1,94
4) (Jarroutourot)	2385	0,91	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
VEF (Maudruix)	1551	0,59	PF	0	0,00	PF	0	0,00
PLN (Frappé)	634	0,24	LN (Guérin)	14	0,00	LN (Guérin)	14	0,00
PVE (Cotten)	37	0,01	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00
97,2 (Jos)	12	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00
PH (Chanut-Sapin)	8	0,00						
PF (Allenbach)	0	0,00						
LN (Guérin)	0	0,00						

I,	599 759 V,	272 006 A,	54,64 %	B.	et N., 11 997 E,	260 009.		
PS (Hollande)	55038	21,16	RPFIE (Pasqua)	34700	13,34	RPR-DL (Sarkozy)	31318	12,04
Vert	10409	4,00	MEI (Cohn-Bendit)	29977	11,52	PC (Hue)	22031	8,47
PC (Hue)	22031	8,47	UDF (Bayrou)	18856	7,25	DF (Le Pen)	21484	8,26
FN (Le Pen)	18856	7,25	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92
MN (Méret)	10409	4,00	PC (Hue)	21484	8,26	PC (Hue)	21484	8,26
CPNT (Saint-Josse)	6514	2,50	DF (Le Pen)	21484	8,26	DF (Le Pen)	21484	8,26
M. imp. (Miguet)	5164	1,98	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
MEI (Waechter)	4473	1,72	Vert	10838	1,94	Vert	10838	1,94
4) (Jarroutourot)	2385	0,91	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
VEF (Maudruix)	1551	0,59	PF	0	0,00	PF	0	0,00
PLN (Frappé)	634	0,24	LN (Guérin)	14	0,00	LN (Guérin)	14	0,00
PVE (Cotten)	37	0,01	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00
97,2 (Jos)	12	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00
PH (Chanut-Sapin)	8	0,00						
PF (Allenbach)	0	0,00						
LN (Guérin)	0	0,00						

I,	599 759 V,	272 006 A,	54,64 %	B.	et N., 11 997 E,	260 009.		
PS (Hollande)	55038	21,16	RPFIE (Pasqua)	34700	13,34	RPR-DL (Sarkozy)	31318	12,04
Vert	10409	4,00	MEI (Cohn-Bendit)	29977	11,52	PC (Hue)	22031	8,47
PC (Hue)	22031	8,47	UDF (Bayrou)	18856	7,25	DF (Le Pen)	21484	8,26
FN (Le Pen)	18856	7,25	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92
MN (Méret)	10409	4,00	PC (Hue)	21484	8,26	PC (Hue)	21484	8,26
CPNT (Saint-Josse)	6514	2,50	DF (Le Pen)	21484	8,26	DF (Le Pen)	21484	8,26
M. imp. (Miguet)	5164	1,98	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
MEI (Waechter)	4473	1,72	Vert	10838	1,94	Vert	10838	1,94
4) (Jarroutourot)	2385	0,91	PLN (Frappé)	10838	1,94	PLN (Frappé)	10838	1,94
VEF (Maudruix)	1551	0,59	PF	0	0,00	PF	0	0,00
PLN (Frappé)	634	0,24	LN (Guérin)	14	0,00	LN (Guérin)	14	0,00
PVE (Cotten)	37	0,01	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00	PH (Chanut-Sapin)	5	0,00
97,2 (Jos)	12	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00	PF (Allenbach)	0	0,00
PH (Chanut-Sapin)	8	0,00						
PF (Allenbach)	0	0,00						
LN (Guérin)	0	0,00						

I,	599 759 V,	272 006 A,	54,64 %	B.	et N., 11 997 E,	260 009.		
PS (Hollande)	55038	21,16	RPFIE (Pasqua)	34700	13,34	RPR-DL (Sarkozy)	31318	12,04
Vert	10409	4,00	MEI (Cohn-Bendit)	29977	11,52	PC (Hue)	22031	8,47
PC (Hue)	22031	8,47	UDF (Bayrou)	18856	7,25	DF (Le Pen)	21484	8,26
FN (Le Pen)	18856	7,25	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92	LO-LCR (Laguiller)	15418	5,92
MN (Méret)	10409	4,00	PC (Hue)	21484	8,26			

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Aquitaine



**La gauche « plurielle » est arrivée largement en tête en Aquitaine. Elle confirme ainsi son enracinement dans une région où elle avait déjà devancé la droite lors des législatives de 1997, puis des régionales de 1998 quand le RPR Jacques Valade avait dû céder son siège de président du conseil régional au socialiste Alain Rousset.**

Mais le fait marquant de ce scrutin réside dans la très nette poussée de Chasse Pêche Nature Traditions (CPNT), qui, avec 11,77 % des suffrages, se classe au deuxième rang derrière la liste conduite par François Hollande (24,05 %). Dans les Landes, où l'interdiction de chasser l'ortolan avait fait descendre dans la rue près de 3 000 personnes, en janvier, ils engrangent 16,18 % des suffrages. Dans les Pyrénées-Atlantiques, François Bayrou, député et président du conseil général, obtient 18,41 % des suffrages, soit près de deux fois plus d'électeurs qu'au plan national (9,31 %). Quant à Charles Pasqua, il réalise sur l'ensemble de l'Aquitaine un score inférieur à son score national, sauf en Lot-et-Garonne, où il atteint 13,67 %.

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
4,70	7,11	24,04	8,25	11,76	10,72	10,96	11,09	4,12	2,27	4,91

## Dordogne

La gauche « plurielle » creuse son avance : le PS reste le leader, le PCF perd peu de terrain et les Verts réalisent une percée au point de devancer le parti des chasseurs, ce qui en Dordogne constitue une première. D'autant que CPNT se maintient au niveau de 1994 et des régionales de 1998. La droite, qui administre les principales villes du département, implose. A Périgueux, la liste Sarkozy, qui avait reçu officiellement le soutien du maire, Xavier Darcos, sécessionnaire RPR, parvient à devancer le duo Pasqua-de Villiers mais la gauche arrive en tête. A Bergerac, dont le maire, Daniel Garrigue, séguiniste, est président départemental du RPR, la situation est encore plus contrastée puisque la tendance souverainiste l'emporte sur le tandem Sarkozy-Madelin.

I., 303 501 V, 166 882 A, 45,01 %  
B. et N., 15 521 E, 151 361.  
PS (Hollande) ..... 36861 24,35  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 20437 13,50  
RPFIE (Pasqua) ..... 19221 12,69  
PC (Hue) ..... 16532 10,92  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 11850 7,82  
CPNT (Saint-Josse) ..... 11710 7,73  
UDF (Bayrou) ..... 10710 7,07  
LO-LCR (Laguiller) ..... 6834 4,51  
FN (Le Pen) ..... 5464 3,60  
MN (Méret) ..... 3741 2,47  
M. imp. (Miguet) ..... 2513 1,66  
MEI (Waechter) ..... 1844 1,21  
4J (Larroutou) ..... 1542 1,01  
VEF (Maudru) ..... 1389 0,91  
PLN (Frappé) ..... 649 0,42  
PVE (Cotten) ..... 61 0,04  
PH (Chanut-Sapin) ..... 2 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
LN (Guerrin) ..... 0 0,00  
12 juin 1994 : I., 301 640; A., 39,20 %; E., 170 422; - Baudis, 41 441 (24,32 %); Rocard, 25 292 (14,84 %); Tiep, 20 930 (12,28 %); Villiers, 19 940 (11,70 %); Wurtz, 19 765 (11,60 %); Goustat, 13 154 (7,72 %); Pen, 9 828 (5,77 %); Chevènement, 4 756 (2,79 %); Isler-Béguin, 3 850 (2,26 %); Laguiller, 3 228 (1,89 %); Lalonde, 2 322 (1,36 %); Schwartzzenberg, 2 229 (1,31 %); G. Touati, 918 (0,54 %); Frappé, 745 (0,44 %); Gluckstein, 638 (0,37 %); Simeoni, 573 (0,34 %); A. Touati, 439 (0,26 %); Cotten, 375 (0,22 %); Aillaud, 0; Moutoussamy, 0.  
Rég. 1998 : I., 302 954; A., 32,79 %; E., 189 903; - PS-PC, 75 682 (39,85 %); RPR-UDF, 55 999 (29,49 %); FN, 20 512 (10,80 %); CPNT, 14 744 (7,76 %); div. d., 11 856 (6,24 %); Verts, 11 110 (5,85%).  
Prés. 1995 : A., 14,31 %; - Chirac, 50,02 %.

## Périgueux

I., 18 987 A, 48,35 %, 9 191.  
PS ..... 206 22,47 RPR-DL 1439 15,65  
RPFIE ..... 1233 13,41 Verts 93 10,12  
PC ..... 865 9,41 UDF 857 9,32  
LO-LCR ..... 442 4,80 FN 303 2,99  
CPNT ..... 274 2,98 MN 234 2,54  
M. imp. .... 155 1,68 MEI 141 1,53  
4J ..... 126 1,37 VEF 87 0,94  
PLN ..... 35 0,38 PVE 3 0,03  
PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00  
Bergerac

I., 19 298 A, 50,13 %, 9 015.

PS ..... 2190 24,29 RPFIE 1225 13,58

RPR-DL ..... 1207 13,38 UDF 803 8,90

Verts ..... 695 7,70 PC 617 6,84

FN ..... 524 5,81 MN 483 5,35

CPNT ..... 405 4,49 LO-LCR 393 4,35

M. imp. .... 156 1,73 MEI 106 1,17

4J ..... 84 0,93 VEF 83 0,92

PLN ..... 43 0,47 97,2 1 0,01

PVE ..... 0 0,00 PF 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN 0 0,00

## Gironde

La liste des chasseurs arrive en seconde position derrière celle de M. Hollande, alors qu'aux régionales de 1998 ils avaient perdu deux élus sur cinq en Gironde. La liste Sarkozy n'obtient que 11,33 % des suffrages : les électeurs girondins n'ont pas été sensibles à la présence d'Hugues Martin, premier adjoint RPR d'Alain Juppé, en cinquième position. Même à Bordeaux, la liste du PS devance largement celle du RPR. Cette situation pourrait renforcer la position de Gilles Savary, chef de file de l'opposition.

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Dans un département qui comptait deux de ses élus – François Bayrou et Jean Saint-Josse – comme têtes de liste, la liste Hollande arrive en tête avec 22,77 %. Même à Anglet, Bayonne et Biarritz, dont les maires appartiennent à l'UDF, elle devance la liste de M. Bayrou. Celle-ci double toutefois son score national, alors que celle de M. Sarkozy n'atteint pas les 10 %. La progression de la liste CPNT est spectaculaire : M. Saint-Josse, maire de Coarraze, se place en troisième position avec 10,98 %. Dans nombre de communes rurales, il devance les listes socialistes et UDF. Avec 8,7 % des suffrages, la liste Cohn-Bendit accuse un déficit par rapport à son score national, mais la liste écologiste n'en avait obtenu que 2,32 % en 1994.

Rég. 1998 : I., 248 657; A., 36,04 %; E., 152 372. – PPS, 55 784 (36,61 %); RPR-UDF, 45 357 (29,77 %); CPNT, 15 712 (10,31 %); PC, 13 975 (9,17 %); FN, 11 914 (7,82 %); Verts, 7 130 (4,68 %); ext. g., 2 500 (1,64 %).  
Prés. 1995 : A., 15,07 %; - Jospin, 52,71 %.

Mont-de-Marsan

I., 10 180 A, 56,42 % E, 4 216.

PS ..... 1331 31,59 Verts 9,15

RPFIE ..... 368 8,72 FN 327 7,75

LO-LCR ..... 314 7,44 RPFIE 314 7,44

CPNT ..... 304 7,21 RPFIE 248 5,88

UDF ..... 212 5,02 MN 191 4,53

M. imp. .... 72 1,70 4J 64 1,51

MEI ..... 85 1,32 4J 67 1,04

PLN ..... 18 0,28 PVE 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

Lormont

I., 10 180 A, 56,42 % E, 4 216.

PS ..... 1331 31,59 Verts 9,15

RPFIE ..... 368 8,72 FN 327 7,75

LO-LCR ..... 314 7,44 RPFIE 314 7,44

CPNT ..... 304 7,21 RPFIE 248 5,88

UDF ..... 212 5,02 MN 191 4,53

M. imp. .... 72 1,70 4J 64 1,51

MEI ..... 85 1,32 4J 67 1,04

PLN ..... 18 0,28 PVE 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

Mérignac

I., 37 642 A, 52,39 % E, 17 212.

PS ..... 4894 28,43 RPFIE 1904 11,06

RPFIE ..... 1894 11,00 Verts 1877 10,90

UDF ..... 1019 5,92 LO-LCR 980 5,69

PC ..... 734 4,26 MN 380 2,20

M. imp. .... 155 1,30 PLN 19 0,45

VEF ..... 10 0,23 PVE 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

Pessac

I., 34 476 A, 53,52 % E, 15 363.

PS ..... 4459 29,02 Verts 1785 11,61

RPFIE ..... 1668 10,85 RPFIE 1483 9,65

UDF ..... 1390 9,04 PC 1080 7,02

LO-LCR ..... 941 6,12 CPNT 861 5,60

FN ..... 615 4,00 MN 377 2,45

MEI ..... 196 1,27 M. imp. 190 1,23

4J ..... 162 1,05 VEF 122 0,79

PLN ..... 34 0,22 PVE 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

Saint-Médard-en-Jalles

I., 17 282 A, 47,60 % E, 8 666.

B. et N., 8 618 E, 110 640.

PS (Hollande) ..... 23682 21,40

RPFIE (Pasqua) ..... 15121 13,66

CPNT (Saint-Josse) ..... 12414 11,22

UDF (Bayrou) ..... 11000 9,94

RPFIE-DL (Sarkozy) ..... 10569 9,55

PC (Hue) ..... 8521 7,70

Vets (Cohn-Bendit) ..... 8334 7,53

LO-LCR (Laguiller) ..... 6464 5,84

M. imp. (Miguet) ..... 532 5,60

MEI (Waechter) ..... 515 5,30

4J (Larroutou) ..... 481 5,27

VEF (Maudru) ..... 461 5,16

PLN (Frappé) ..... 364 5,02

PVE (Cotten) ..... 340 4,92

97,2 (Jos) ..... 32 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

LN (Guerrin) ..... 0 0,00

Talence

I., 18 399 A, 48,07 % E, 9 188.

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## CANTAL

C'est un fait nouveau dans le département du Cantal, traditionnellement ancré à droite : la liste PSMDC-MRG menée par François Hollande, avec 23,27 % des suffrages exprimés, arrive en tête. La compétition entre les partis de droite, qui restent majoritaires, tourne à l'avantage de la liste RPR-DL. Avec 19,71 % des suffrages, elle devance nettement la liste Pasqua-de Villiers, qui en recueille 14,31 %. Autres faits marquants de ce scrutin : la progression par rapport à 1994 de la liste des chasseurs (10,04 % au lieu de 8 %), qui arrive en quatrième position, devant celle de François Bayrou ; la percée, plus modeste, de Daniel Cohn-Bendit, qui obtient 5,88 % des suffrages exprimés. Robert Hue devance Arlette Laguiller de moins d'un point.

I., 123 118 V, 58 254 A, 52,68 %  
B. et N., 4 212 E, 54 042.

PS (Hollande) ..... 12573 23,26  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 10649 19,70  
RPFIE (Pasqua) ..... 7734 14,31  
CPNT (Saint-Josse) ..... 5424 10,03  
UDF (Bayrou) ..... 5288 9,78  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 3178 5,88  
PC (Hue) ..... 2627 4,86  
LO-LCR (Laguiller) ..... 2121 3,92  
FN (Le Pen) ..... 1445 2,67  
MN (Méret) ..... 707 1,30  
M. imp. (Miguet) ..... 704 1,30  
4 J (Larroutou) ..... 489 0,90  
MEI (Waechter) ..... 479 0,88  
VEF (Maudru) ..... 401 0,74  
PLN (Frappé) ..... 194 0,35  
PVE (Cotten) ..... 14 0,02  
97,2 (Jos) ..... 12 0,02  
LN (Guerrin) ..... 3 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
**12 juin 1994 :** I., 124 939 ; A., 48,83 % ; E., 60 211. – Baudis, 22 380 (37,17 %); Rocard, 9 292 (15,33 %); Villiers, 6 670 (11,08 %); Tapie, 5 554 (9,22 %); Goutat, 4 945 (8,21 %); Le Pen, 2 812 (4,67 %); Wurtz, 2 618 (4,35 %); Chevénement, 1 242 (2,08 %); Laguiller, 1 114 (1,85 %); Isler-Béguin, 961 (1,60 %); Schwartz-zenberg, 749 (1,24 %); Lalonde, 566 (0,94 %); G. Touati, 340 (0,56 %); Frappé, 294 (0,49 %); Gluckstein, 293 (0,49 %); Simeoni, 184 (0,31 %); A. Touati, 131 (0,22 %); Cotten, 126 (0,21 %); Aillaud, 0 ; Moutoussamy, 0.  
**Rég. 1998 :** I., 123 544 ; A., 34,67 % ; E., 74 326. – RPR-UDF, 29 436 (39,60 %); PS, 23 573 (31,72 %); div. g., 8 914 (11,99 %); CPNT, 7 542 (10,15 %); FN, 4 861 (6,54 %).  
**Prés. 1995 :** A., 75,64 % – Chirac, 62,94 %.

## Aurillac

I., 19 592 A, 52,97 % ; E., 8 629.  
PS ..... 2939 34,05 RPR-DL ..... 1170 13,55  
RPFIE ..... 947 10,97 UDF ..... 816 9,45  
Verts ..... 731 8,47 PC ..... 516 5,97  
LO-LCR ..... 391 4,53 CPNT ..... 375 4,34  
FN ..... 215 2,49 M. imp. .... 120 1,39  
MN ..... 110 1,27 J ..... 105 1,26  
MEI ..... 91 1,05 VEF ..... 65 0,75  
PLN ..... 23 0,26 97,2 ..... 11 0,12  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## HAUTE-LOIRE

La Haute-Loire rosit, comme on l'avait déjà constaté aux législatives de 1997, mais la victoire de la liste socialiste est moins nette qu'au plan national. Le grand vainqueur du scrutin est la liste Pasqua-de Villiers, qui a séduit les anti-européens des milieux ruraux. Le soutien des deux sénateurs et du député (DL) Jean Proriol n'a pas aidé la liste Sarkozy. Celle de François Bayrou soutenue par Jacques Barrot (UDF), bien que proche de Jacques Chirac, fait un score bien supérieur à son résultat national. Les Verts, qui avaient obtenu de bons résultats par le passé, sont en recul. Les scores ajoutés des deux représentants de l'extrême droite sont proches du résultat du FN en 1994. Enfin, si le PC progresse, c'est de façon infime.

I., 161 991 V, 77 088 A, 52,41 %  
B. et N., 6 332 E, 70 756.

PS (Hollande) ..... 14532 20,53  
RPFIE (Pasqua) ..... 10629 15,02  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 9727 13,74  
UDF (Bayrou) ..... 9225 13,03  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 5612 7,93  
CPNT (Saint-Josse) ..... 4076 5,76  
FN (Le Pen) ..... 3580 5,05  
PC (Hue) ..... 3480 4,91  
LO-LCR (Laguiller) ..... 3414 4,82  
MN (Méret) ..... 2371 3,35  
MEI (Waechter) ..... 1367 1,93  
M. imp. (Miguet) ..... 1151 1,62  
4 J (Larroutou) ..... 718 1,01  
VEF (Maudru) ..... 482 0,68  
PLN (Frappé) ..... 375 0,52  
97,2 (Jos) ..... 11 0,01  
PVE (Cotten) ..... 6 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerrin) ..... 0 0,00  
**12 juin 1994 :** I., 157 746 ; A., 47,33 % ; E., 76 614. – Baudis, 23 550 (30,74 %); Villiers, 10 821 (14,12 %); Rocard, 10 776 (14,07 %); Le Pen, 7 283 (9,51 %); Tapie, 6 615 (8,63 %);

Chaque mardi avec

**Le Monde**

DATÉ MERCREDI

retrouvez

**LE MONDE**  
**INTERACTIF**

I., 418 078 V, 201 266 A, 51,85 %  
B. et N., 14 496 E, 186 770.

PS (Hollande) ..... 50190 26,87  
RPFIE (Pasqua) ..... 24348 13,03  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 23042 12,33  
UDF (Bayrou) ..... 19048 10,19  
Verte (Cohn-Bendit) ..... 17024 9,11  
PC (Hue) ..... 13373 7,16  
LO-LCR (Laguiller) ..... 11930 6,38  
CPNT (Saint-Josse) ..... 7615 4,07  
FN (Le Pen) ..... 6617 3,54  
MN (Méret) ..... 3996 2,13  
M. imp. (Miguet) ..... 2883 1,54  
MEI (Waechter) ..... 2751 1,47  
4 J (Larroutou) ..... 1863 0,99  
VEF (Maudru) ..... 1427 0,76  
PLN (Frappé) ..... 544 0,29  
PVE (Cotten) ..... 62 0,03  
97,2 (Jos) ..... 47 0,02  
PH (Chanut-Sapin) ..... 9 0,00  
LN (Guerrin) ..... 1 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
**12 juin 1994 :** I., 408 100 ; A., 47,33 % ; E., 201 549. – Baudis, 55 127 (27,35 %); Rocard, 35 553 (11,56 %); Villiers, 23 303 (11,56 %); Tapie, 22 713 (11,27 %); Le Pen, 14 184 (7,04 %); Wurtz, 13 514 (6,71 %); Goutat, 7 980 (3,96 %); Chevénement, 6 498 (3,22 %); Isler-Béguin, 5 527 (2,74 %); Laguiller, 5 301 (2,63 %); Lalonde, 3 835 (1,90 %); Schwartz-zenberg, 3 476 (1,72 %); G. Touati, 1 154 (0,57 %); Gluckstein, 849 (0,42 %); Frappé, 812 (0,40 %); Simeoni, 661 (0,33 %); Cotten, 531 (0,26 %); A. Touati, 523 (0,26 %); Aillaud, 0 ; Moutoussamy, 0.  
**Rég. 1998 :** I., 419 068 ; A., 37,46 % ; E., 249 259. – RPR-UDF, 100 812 (40,44 %); PS-PC, 90 240 (36,20 %); FN, 21 089 (8,46 %); LO, 11 900 (4,78 %); écol., 10 156 (4,07 %); CPNT, 6 247 (2,51 %); MDC, 5 865 (2,35 %); LCR, 2 946 (1,18 %).  
**Prés. 1995 :** A., 17,17 % – Chirac, 51,12 %.

## Clermont-Ferrand

I., 68 910 A, 53,18 % E, 30 421.  
PS ..... 8468 27,83 RPFIE ..... 3582 11,77  
RPR-DL ..... 3547 11,65 Verts ..... 3481 11,44  
UDF ..... 3208 10,54 LO-LCR ..... 2299 7,55  
PC ..... 2007 6,59 113 3,73  
MN ..... 808 2,65 MEI ..... 483 1,58  
CPNT ..... 463 1,52 M. imp. .... 391 1,28  
4 J ..... 285 0,93 VEF ..... 208 0,68  
PLN ..... 53 0,17 PVE ..... 1 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

## PUY-DE-DÔME

Le Puy-de-Dôme va envoyer trois femmes (dont Catherine Guy-Quint, maire socialiste de Cournon-d'Auvergne) à Strasbourg. A Clermont-Ferrand, la gauche reste largement majoritaire mais les équilibres sont modifiés puisque Arlette Laguiller distancie Robert Hue. Et dans la perspective des municipales, le score des Verts conforte la position de leur nouvelle députée européenne, Danièle Aurol, déjà adjointe au maire. A droite, la liste de Charles Pasqua arrive en tête malgré Valéry Giscard d'Eistaing, qui avait appelé à l'union autour du RPR et de DL Brice Hortefeux, patron de la fédération du RPR et bras droit de Nicolas Sarkozy, rate son entrée au Parlement européen alors que la villégiante Elizabeth Montfort, vice-présidente du conseil régional d'Auvergne, est élue.

## BOURGOGNE



**La droite républicaine, longtemps dominatrice sur les terres de Bourgogne, et qui n'a dû son maintien à la tête du conseil régional, en mars 1998, qu'à une alliance avec l'extrême droite, enregistre un nouveau déclin. Le total cumulé des listes de MM. Sarkozy et Bayrou fait apparaître un recul de plus de 3 % par rapport au résultat obtenu par Dominique Baudis, en 1994 (21,86 % contre 24,99 %). Cet affaissement est visible en Saône-et-Loire et dans l'Yonne, notamment. La liste de Charles Pasqua, elle, retrouve les scores établis par Philippe de Villiers voilà cinq ans (13,54 % ce 13 juin contre 13,82 % en 1994), ce qui témoigne d'une belle constance dans une région où le « non » à Maastricht était dominant en 1992 (51,28 %). Le PS, pourtant, ne profite pas beaucoup de ces évolutions, M. Hollande regroupant 23,31 % des suffrages quand l'addition des listes Rocard-Tapie en 1994 donnait un total de 27,16 % des voix. Les Verts, en revanche, doublent presque leur capital, passant de 4,55 % en 1994 à 8,53 % ce 13 juin.**

## CÔTE-D'OR

François Hollande arrive en tête dans 31 des 43 cantons du département. La majorité gouvernementale conforte donc sa position depuis les régionales de mars 1998. Les Verts, avec 10,02 %, précédent la liste UDF. La liste de Robert Hue est devancée par celle d'Arlette Laguiller et Alain Krivine, sauf à Montbard, où le PC réalise 8,48 %. A droite, M. Pasqua l'emporte nettement sur M. Sarkozy. Les chasseurs font une percée significative, probablement grâce à la présence du deuxième de liste, Michel Raymond, au conseil régional de Bourgogne. Ils arrivent en tête des trois cantons du Châtillonnais, dans le nord du département. Le FN perd un point par rapport aux européennes de 1994, mais s'effondre par rapport au scrutin régional de l'an dernier.

I., 324 587 V, 150 318 A, 53,68 %  
B. et N., 8 813 E, 141 505.  
PS (Hollande) ..... 30991 21,90  
RPFIE (Pasqua) ..... 20409 14,42  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 19292 13,63  
UDF (Bayrou) ..... 14855 10,02  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 14185 9,67  
PC (Hue) ..... 13688 9,67  
LO-LCR (Laguiller) ..... 9146 6,46  
FN (Le Pen) ..... 7456 5,26  
MN (Méret) ..... 5129 3,62  
M. imp. (Miguet) ..... 2449 1,73  
MEI (Waechter) ..... 2343 1,65  
VEF (Maudru) ..... 1329 0,93  
4 J (Larroutou) ..... 1084 0,76  
PLN (Frappé) ..... 478 0,33  
97,2 (Jos) ..... 47 0,03  
PVE (Cotten) ..... 44 0,03  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerrin) ..... 0 0,00  
**12 juin 1994 :** I., 157 746 ; A., 47,33 % ; E., 76 614. – Baudis, 23 550 (30,74 %); Villiers, 10 821 (14,12 %); Rocard, 10 776 (14,07 %); Le Pen, 7 283 (9,51 %); Tapie, 6 615 (8,63 %);

## NIÈVRE

La Nièvre demeure un département socialiste. A Nevers, le PS gagne du terrain dans le centre-ville, acquis jusqu'alors à la droite. Une situation qui est de bon augure pour Didier Boulard (PS), député et maire de Nevers, dans l'optique des prochaines municipales. La situation est identique, dans le nord du département, pour le député socialiste et maire de Lormes, Christian Paul : la liste de François Hollande dépasse la barre des 33 % des suffrages dans sa commune. Un score plus que favorable pour le rapporteur de la commission Corse à l'Assemblée na-

tionale qui n'a connu que des succès électoraux depuis son entrée en politique. Quant au PCF, il se maintient au-delà de la barre des 10 %, devançant de trois points les Verts.

I., 172 269 V, 82 238 A, 52,26 %  
B. et N., 6 156 E, 76 082.

PS (Hollande) ..... 21815 28,67  
RPFIE (Pasqua) ..... 9017 11,85  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 8612 11,31  
PC (Hue) ..... 7872 10,34  
MN (Méret) ..... 191 2,86 CPNT ..... 182 2,73  
M. imp. (Miguet) ..... 113 1,69 MEI ..... 85 1,27  
4 J ..... 78 1,17 VEF ..... 48 0,72  
PLN ..... 31 0,46 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

**Le Creusot**

I., 17 456 A, 57,83 % E, 6 659.

PS ..... 2131 32,00 RPR-DL ..... 1000 15,01  
RPFIE ..... 686 10,30 PC ..... 511 7,67  
UDF ..... 494 7,41 Verts ..... 427 6,41  
LO-LCR ..... 365 5,48 FN ..... 317 4,76  
MN ..... 191 2,86 CPNT ..... 182 2,73  
M. imp. (Miguet) ..... 113 1,69 MEI ..... 85 1,27  
4 J ..... 78 1,17 VEF ..... 48 0,72  
PLN ..... 31 0,46 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

**Montceau-les-Mines**

I., 15 828 A, 63,97 % E, 5 338.

PS ..... 1609 30,14 RPR-DL ..... 728 13,63  
RPFIE ..... 648 12,13 PC ..... 541 10,13  
UDF ..... 347 6,50 Verts ..... 302 5,65  
FN ..... 277 5,18 LO-LCR ..... 244 4,57  
CPNT ..... 237 4,43 MN ..... 178 3,33  
M. imp. (Miguet) ..... 1230 1,61  
MEI (Waechter) ..... 908 1,19  
4 J ..... 63 1,18 VEF ..... 63 1,18  
PLN ..... 41 0,54 PVE ..... 41 0,76  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

## YONNE

I., 15 282 A, 63,97 % E, 5 338.

PS ..... 1609 30,14 RPR-DL ..... 728 13,63  
RPFIE ..... 648 12,13 PC ..... 541 10,13  
UDF ..... 347 6,50 Verts ..... 302 5,65  
FN .....

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 41

## FINISTÈRE

La liste Hollande arrive largement en tête avec 26 % des suffrages exprimés, soit plus que son résultat national. Il ne manque que 4 points au PS pour atteindre son score des élections régionales de l'an dernier. Tant à Brest qu'à Quimper, dont les maires sont membres du PS, la gauche plurielle n'est pas loin d'atteindre la majorité absolue. Les Verts, crédités de 2,79 % aux élections européennes précédentes, progressent nettement, totalisant plus de voix que l'UDF. La liste de Nicolas Sarkozy devance de près de cinq points celle de Charles Pasqua, mais la droite est la grande perdante de ces élections puisque le total des listes Bayrou, Pasqua et Sarkozy est en recul de 6 points par rapport à l'ensemble de voix obtenues en 1994.

I, 627 073 V, 305 974 A, 51,20 %  
B. et N., 14 402 E, 291 572.

PS (Hollande) ..... 57874 26,02  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 46252 15,86  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 33048 11,33  
RPFIE (Pasqua) ..... 32173 11,03  
UDF (Bayrou) ..... 30770 10,55  
PC (Hue) ..... 16302 5,59  
LO-LCR (Laguiller) ..... 14920 5,11  
CPNT (Saint-Josse) ..... 14068 4,82  
FN (Le Pen) ..... 9019 3,09  
M. imp. (Miguet) ..... 4663 1,53  
MN (Méret) ..... 4250 1,45  
MEI (Waechter) ..... 4031 1,38  
4J (Larroutou) ..... 3080 1,03  
VEF (Maudru) ..... 2110 0,72  
PLN (Frappé) ..... 841 0,28  
97,2 (Jos) ..... 94 0,03  
PVE (Cotten) ..... 54 0,01  
PH (Chanut-Sapin) ..... 21 0,00  
LN (Guerrin) ..... 2 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00

**12 juin 1994:** I, 619 948; A., 49,18 %; E., 300 962. – Baudis, 92 864 (30,86 %); Rocard, 56 011 (18,61 %); Villiers, 38 050 (12,04 %); Tapie, 22 906 (7,61 %); Le Pen, 19 207 (6,38 %); Wurtz, 15 814 (5,25 %); Goustat, 8 665 (2,88 %); Isler-Béguin, 8 401 (2,79 %); Laguiller, 8 275 (2,75 %); Chevénement, 7 758 (2,58 %); Lalonde, 6 386 (2,12 %); Schwartzzenberg, 6 285 (2,09 %); Simeoni, 4 048 (1,35 %); Gluckstein, 1 506 (0,50 %); G. Touati, 1 437 (0,48 %); Frappé, 1 413 (0,47 %); A. Touati, 1 025 (0,34 %); Cotten, 897 (0,30 %); Aillaud, 13 (0,00 %); Moutousamy, 1 (0,00 %).

**Rég. 1998:** I, 626 923; A., 40,56 %; E., 359 999. – RPR-UDF, 124 400 (34,56 %); PS-PC, 110 185 (30,61 %); FN, 27 793 (7,72 %); ext. g., 25 804 (7,17 %); div. d., 24 476 (6,80 %); Verts, 17 092 (4,75 %); LO, 12 402 (3,45 %); div. g., 9 979 (2,77 %); écol., 7 868 (2,19 %).

**Prés. 1995:** A., 17,13 %. – Chirac, 51,16 %.

## Quimper

I, 40 928 A, 48,66 %, E, 20 140.  
PS ..... 5829 28,94 Verts ..... 2889 14,34  
RPR-DL ..... 2853 14,16 UDF ..... 2001 9,93  
RPFIE ..... 1682 8,35 PC ..... 1200 5,95  
LO-LCR ..... 1176 5,83 FN ..... 653 3,24  
CPNT ..... 442 2,19 MN ..... 326 1,61  
MEI ..... 312 1,54 M. imp. .... 311 1,54  
4J ..... 254 1,26 VEF ..... 139 0,69  
PLN ..... 48 0,23 PVE ..... 22 0,10  
97,2 ..... 3 0,01 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Brest

I, 87 928 A, 56,88 % E, 36 658.  
PS ..... 10775 29,39 RPR-DL ..... 5181 14,13  
Verts ..... 4619 12,60 RPFIE ..... 4006 10,92  
UDF ..... 3533 9,63 LO-LCR ..... 2302 6,27  
PC ..... 2145 5,85 FN ..... 1237 3,37  
MN ..... 710 1,93 CPNT ..... 550 1,50  
MEI ..... 457 1,24 M. imp. .... 439 1,19  
4J ..... 379 1,03 VEF ..... 226 0,61  
PLN ..... 61 0,16 97,2 ..... 33 0,09  
PVE ..... 5 0,01 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

Dans les principales villes comme dans l'ensemble du département, les Verts réalisent de très bons résultats. Ils devancent ainsi la liste UDF, certes d'une centaine de voix, dans un département pourtant marqué par l'influence des centristes. La percée de la liste Cohn-Bendit est sensible à Rennes, où les Verts arrivent en deuxième position derrière les socialistes, devançant les listes Sarkozy, Pasqua et Bayrou. L'UDF est en tête à Vitré, dont le maire est le centriste Pierre Méhaignerie. A Redon, ville dirigée par Alain Madelin, la liste RPR-DL n'obtient pas la première place, elle est dépassée par la liste de François Hollande. A noter aussi le bon résultat de la liste d'extrême gauche qui devance à Rennes la liste de Robert Huet.

I, 593 861 V, 287 227 A, 51,63 %  
B. et N., 16 100 E, 271 127.

PS (Hollande) ..... 63708 23,49  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 44039 16,24  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 33965 12,52  
UDF (Bayrou) ..... 33805 12,46  
RPFIE (Pasqua) ..... 25512 9,40  
CPNT (Saint-Josse) ..... 16952 6,25  
LO-LCR (Laguiller) ..... 15158 5,59  
PC (Hue) ..... 11265 4,15  
FN (Le Pen) ..... 8483 3,12  
M. imp. (Miguet) ..... 4883 1,61  
MEI (Waechter) ..... 4138 1,52  
MN (Méret) ..... 3538 1,30  
4J (Larroutou) ..... 3178 1,17  
VEF (Maudru) ..... 1550 0,57  
PLN (Frappé) ..... 1156 0,42  
PH (Chanut-Sapin) ..... 184 0,06  
97,2 (Jos) ..... 89 0,03  
PVE (Cotten) ..... 22 0,00  
LN (Guerrin) ..... 2 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

**12 juin 1994:** I, 566 890; A., 48,32 %; E., 275 651. – Baudis, 83 773 (30,39 %); Rocard, 46 427 (16,84 %); Villiers, 34 835 (12,64 %); Tapie, 27 268 (9,89 %); Le Pen, 14 907 (5,41 %); Goustat, 12 457 (4,52 %); Isler-Béguin, 9 939 (3,61 %); Wurtz, 8 707 (3,16 %); Laguiller, 8 139 (2,95 %); Lalonde, 7 020 (2,55 %); Chevénement, 6 818 (2,47 %); Schwartzzenberg, 5 765 (2,09 %); G. Touati, 2 447 (0,89 %); Simeoni, 2 167 (0,79 %); Frappé, 1 450 (0,53 %); Gluckstein, 1 278 (0,46 %); A. Touati, 1 136 (0,41 %); Cotten, 984 (0,36 %); Moutousamy, 134 (0,05 %); Aillaud, 0.

**Rég. 1998:** I, 589 312; A., 44,63 %; E., 308 889. – G. pl., 99 105 (32,08 %); RPR-UDF, 95 502 (30,92 %); div., 24 381 (7,89 %); FN, 24 230 (7,84 %); div., 18 982 (6,15 %); écol., 15 252 (4,94 %); LO, 14 860 (4,81 %); CPNT, 11 766 (3,81 %); LCR, 4 811 (1,56 %).

**Prés. 1995:** A., 18,47 %. – Chirac, 51,19 %.

**Rennes**

I, 113 002 A, 53,26 % E, 51 014.

PS ..... 14391 28,20 Verts ..... 8893 17,43  
UDF ..... 623 12,17 RPR-DL ..... 5877 11,52  
RPFIE ..... 4245 8,32 LO-LCR ..... 3468 6,79  
CPNT ..... 302 5,54 FN ..... 1316 2,57  
PC ..... 2827 5,54 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 1 0,00 PF ..... 0 0,00

**Fougères**

I, 16 145 A, 55,39 % E, 6 753.

PS ..... 1695 25,09 RPR-DL ..... 1149 17,01  
UDF ..... 992 14,68 Verts ..... 688 10,18  
RPFIE ..... 616 9,12 PC ..... 350 5,18  
LO-LCR ..... 332 4,91 CPNT ..... 254 3,76  
FN ..... 182 2,75 M. imp. .... 143 2,11  
M. imp. ..... 118 1,74 MN ..... 80 1,18  
4J ..... 75 1,11 PLN ..... 43 0,63  
VFEF ..... 30 0,44 PVE ..... 1 0,01  
PH ..... 1 0,01 PF ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Saint-Malo**

I, 15 369 A, 53,16 % E, 6 816.

PS ..... 1628 23,88 RPR-DL ..... 929 13,62  
UDF ..... 2073 13,82 Verts ..... 1921 12,80  
RPFIE ..... 1753 11,68 FN ..... 716 4,77  
LO-LCR ..... 610 4,06 PC ..... 503 3,35  
CPNT ..... 302 2,01 MN ..... 291 1,94  
M. imp. ..... 279 1,86 MEI ..... 242 1,61  
4J ..... 163 1,08 VEF ..... 98 0,65  
PLN ..... 39 0,26 97,2 ..... 2 0,01  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Morbihan**

I, 16 193 A, 54,73 % E, 6 967.

PS ..... 1894 27,18 PC ..... 1065 15,28  
Vert ..... 736 10,56 RPFIE ..... 582 8,35  
RPFIE-DL ..... 577 8,28 LO-LCR ..... 510 7,32  
UDF ..... 455 6,53 FN ..... 355 5,06  
CPNT ..... 304 4,36 MEI ..... 129 1,85  
MN ..... 111 1,59 M. imp. .... 101 1,44  
4J ..... 84 1,20 VEF ..... 35 0,50  
PLN ..... 31 0,44 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Lanester**

I, 16 193 A, 54,73 % E, 6 967.

PS ..... 1894 27,18 PC ..... 1065 15,28  
Vert ..... 736 10,56 RPFIE ..... 582 8,35  
RPFIE-DL ..... 577 8,28 LO-LCR ..... 510 7,32  
UDF ..... 455 6,53 FN ..... 355 5,06  
CPNT ..... 304 4,36 MEI ..... 129 1,85  
MN ..... 111 1,59 M. imp. .... 101 1,44  
4J ..... 84 1,20 VEF ..... 35 0,50  
PLN ..... 31 0,44 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Lorient**

I, 41 411 A, 57,11 % E, 16 943.

PS ..... 4554 26,87 RPR-DL ..... 2089 13,32  
Vert ..... 2079 12,77 RPFIE ..... 1716 10,12  
UDF ..... 1515 8,94 PC ..... 1238 7,30  
FN ..... 1067 6,29 LO-LCR ..... 998 5,89  
M. imp. ..... 374 2,20 CPNT ..... 369 2,17  
MEI ..... 306 1,80 M. imp. .... 274 1,61  
4J ..... 184 1,08 VEF ..... 109 0,64  
PLN ..... 53 0,31 97,2 ..... 9 0,05  
PVE ..... 4 0,02 LN ..... 4 0,02  
PH ..... 1 0,00 PF ..... 0 0,00

**Chartres**

I, 22 132 A, 53,10 % E, 9 916.

PS ..... 2287 23,06 RPR-DL ..... 1365 13,76  
RPFIE ..... 1262 12,72 Verts ..... 1206 12,16  
UDF ..... 1094 11,03 FN ..... 568 5,72  
LO-LCR ..... 521 5,25 PC ..... 467 4,70  
MN ..... 318 3,20 CPNT ..... 289 2,91  
M. imp. ..... 201 2,02 MEI ..... 140 1,41  
4J ..... 85 0,85 VEF ..... 81 0,81  
PLN ..... 32 0,32 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Cher**

Le PS s'impose sur le PCF, qui, dans ce département, double son score national. M. Hollande devance aussi la liste Cohn-Bendit, qui, elle-même, distancie assez nettement la liste Sarkozy. A Vierzon, le Parti communiste augmente d'un point son score des européennes de 1994, parvenant en tête devant le PS. Le parti de M. Hue confirme ainsi ses prétentions à reconquérir la mairie, tenue par un ancien Génération Ecologie. A Bourges, le PS dépasse le PC de plus de sept points, ce qui risque de bouleverser les négociations en vue des prochaines municipales, les communistes occupant, jusqu'ici, une position dominante à gauche. A droite, le RPR, représenté par le sénateur et maire de Bourges, se place deux points devant la liste Pasqua. La liste conduite par l'ancien ministre

dirigée par la gauche, les listes de gauche restent largement en tête, tandis qu'à Vannes, dirigée par la droite, le PS obtient 23,42 % des voix.

I, 482 709 V, 238 837 A, 50,72 %  
B. et N., 13 609 E, 224 228.

PS (Hollande) ..... 49685 22,15  
RPFIE-DL (Sarkozy) ..... 36962 16,48  
RPFIE (Pasqua) ..... 24390 10,87  
UDF (Bayrou) ..... 24086 10,74  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 23047 10,27  
CPNT (Saint-Josse) ..... 16453 7,33  
PC (Hue) ..... 11511 5,13  
FN (Le Pen) ..... 11339 5,05  
LO-LCR (Laguiller) ..... 10354 4,61  
M. imp. (Miguet) ..... 4210 1,87  
MEI (Méret) ..... 3607 1,60  
MEI (Waechter) ..... 3462 1,54  
4J (Larroutou) ..... 2430 1,08  
VEF (Maudru) ..... 1942 0,66  
PLN (Frappé) ..... 1102 0,49  
PH (Chanut-Sapin) ..... 97,2 (Jos) ..... 71 0,03  
PVE (Cotten) ..... 71 0,03  
LN (Guerrin) ..... 5 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00

**Vannes**

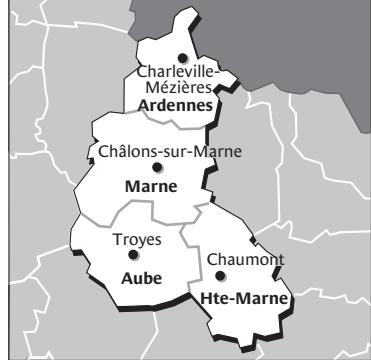
I, 19 737 A, 57,03 % E, 8 025.

PS ..... 1914 23,85 PS ..... 1625 14,13  
RPFIE ..... 841 10,47 RPR-DL ..... 722 8,99  
UDF ..... 538 6,70 Verts ..... 536 6,67  
LO-LCR ..... 467 5,81 FN ..... 416 5,18  
CPNT ..... 401 4,99 MN ..... 192 2,39  
M. imp. ..... 132 1,64 MEI ..... 79 0,98  
4J ..... 150 0,77 VEF ..... 123 0,63  
PLN ..... 46 0,23 97,2 ..... 15 0,07  
PVE ..... 1 0,00 PF

MEI (Waechter) .....	2742	1,44
4 J (Larroutourou) .....	1701	0,89
VEF (Maudruix) .....	1575	0,83
PLN (Frappé) .....	849	0,44
LN (Guerrin) .....	20	0,01
PVE (Cotten) .....	5	0,00
97,2 (Jos) .....	4	0,00
PH (Chanut-Sapin) .....	1	0,00
PF (Allenbach) .....	0	0,00
<b>12 juin 1994:</b> I, 382 986; A, 42,34 %; E, 209 124; - Baudis, 53 166 (25,42 %); Villiers, 30 555 (14,61 %); Rocard, 27 461 (13,13 %); Le Pen, 23 767 (11,37 %); Tapie, 23 722 (11,34 %); Wurtz, 12 952 (6,19 %); Goustat, 8 669 (4,15 %); Isler-Béguin, 6 103 (2,92 %); Chevénement, 5 003 (2,39 %); Lalonde, 4 562 (2,18 %); Laguiller, 4 343 (2,08 %); Schwartzzenberg, 3 324 (1,59 %); G. Touati, 1 475 (0,71 %); Frappé, 1 113 (0,53 %); Gluckstein, 828 (0,40 %); A. Touati, 794 (0,38 %); Cotten, 654 (0,31 %); Simeoni, 542 (0,26 %); Moutoussamy, 89 (0,04 %); Aillaud, 0.		
<b>Rég. 1998:</b> I, 401 221; A, 42,13 %; E, 221 492; - RPR-UDF, 76 018 (34,32 %); G. pl., 69 688 (31,46 %); FN, 39 228 (17,71 %); écol., 17 485 (7,89 %); LO, 10 704 (4,83 %); div. d, 8 369 (3,78 %).		
<b>Prés. 1995:</b> A, 18,65 %. - Chirac, 56,10 %.		

## CHAMPAGNE-ARDENNE

Traditionnellement ancrée à droite, la région Champagne-Ardennes a connu un taux d'abstention supérieur de près de trois points à la moyenne nationale. Parmi les formations de la droite parlementaire, la liste RPR-DL conduite par Nicolas Sarkozy tire son épingle du jeu en parvenant à devancer légèrement la liste de Charles Pasqua, en dépit du bon résultat obtenu par cette dernière dans l'Aube. Les résultats de la gauche plurielle, inférieurs à sa moyenne nationale comme de coutume dans cette région, font apparaître une nette progression des Verts, qui parviennent notamment à dépasser d'un point la liste communiste dans les Ardennes. Elue en treizième position sur la liste conduite par François Hollande, Adeline Hazan, qui brigue la mairie de Reims, renforce son implantation dans la région. L'addition des résultats des deux listes d'extrême droite est en recul de 1,2 point par rapport au score du FN en 1994. Entre ces deux scrutins, les chasseurs ont progressé de près de 2,5 points.



LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
5,26	5,75	19,96	8,26	6,67	9,08	14,35	13,55	7,51	3,73	5,84

### ARDENNES

La gauche « plurielle » arrive largement en tête du scrutin en devançant la droite parlementaire de 3 477 voix et confirme l'ancrage à gauche des Ardennes. Pour la première fois, les Verts réalisent un score très nettement supérieur à celui du PCF. Ce nouveau cas de figure se vérifie dans les deux principales villes du département, Charleville-Mézières et Sedan, ce qui pourrait peser dans la composition des listes lors des prochaines municipales. L'extrême droite, qui avait totalisé jusqu'à 20 % des voix lors des précédentes consultations, est en fort recul. Enfin, dans un département où la chasse fait figure de tradition, la liste CPNT ne fait que frôler les 6 % des suffrages exprimés.

I, 192 079 V, 82 909 A, 56,83 %  
B. et N, 4 980 E, 77 929.

PS (Hollande) .....	17794	22,83
RPR-DL (Sarkozy) .....	10384	13,32
RPFIE (Pasqua) .....	9310	11,94
UDF (Bayrou) .....	6306	8,09
Vert (Cohn-Bendit) .....	6156	7,89
FN (Le Pen) .....	5811	7,45
PC (Hue) .....	5347	6,86
CPNT (Saint-Josse) .....	4566	5,85
LO-LCR (Laguiller) .....	4492	5,76
MN (Méret) .....	3516	4,51
M. imp. (Miguet) .....	1405	1,80
MEI (Waechter) .....	1190	1,52
4 J (Larroutourou) .....	800	1,02
VEF (Maudruix) .....	447	0,57
PLN (Frappé) .....	338	0,43
97,2 (Jos) .....	60	0,07
PVE (Cotten) .....	7	0,00
PF (Allenbach) .....	0	0,00
PH (Chanut-Sapin) .....	0	0,00
LN (Guerrin) .....	0	0,00

<b>12 juin 1994:</b> I, 191 743; A, 51,59 %; E, 87 654; - Baudis, 19 752 (22,53 %); Tapie, 12 287 (14,02 %); Rocard, 12 241 (13,97 %); Le Pen, 10 894 (12,43 %); Villiers, 10 339 (11,80 %); Wurtz, 6 613 (7,54 %); Goustat, 4 313 (4,92 %); Isler-Béguin, 2 484 (2,83 %); Laguiller, 2 231 (2,55 %); Chevénement, 1 595 (1,82 %); Lalonde, 1 497 (1,71 %); Schwartzzenberg, 940 (1,07 %); G. Touati, 727 (0,83 %); Gluckstein, 502 (0,57 %); Frappé, 453 (0,52 %); A. Touati, 336 (0,38 %); Cotten, 288 (0,33 %); Simeoni, 162 (0,18 %); Aillaud, 0; Moutoussamy, 0.		
<b>Rég. 1998:</b> I, 192 758; A, 41,76 %; E, 107 882; - PS-PC, 32 898 (30,49 %); FN, 19 354 (17,94 %); Verts, 6 299 (4,84 %); CPNT, 6 186 (5,73 %); LO, 5 476 (5,08 %).		
<b>Prés. 1995:</b> A, 19,79 %. - Jospin, 53,29 %.		
<b>Charleville-Mézières</b>		
I, 29 536 A, 62,34 %, E, 10 617.		
PS ..... 2740 25,80 RPR-DL 1312 12,35		
RPFIE .... 1198 11,28 Verts 1091 10,27		
UDF .... 964 9,07 PC 796 7,49		
FN .... 738 6,95 LO-LCR 634 5,97		
MN .... 457 4,30 M. imp. 208 1,95		
CPNT .... 149 1,40 MEI 136 1,28		
4 J .... 104 0,97 VEF 71 0,66		
PLN .... 19 0,17 PVE 0 0,00		
PF .... 0 0,00 PH 0 0,00		
LN .... 0 0,00 97,2 0 0,00		

<b>Sedan</b>		
I, 11 067 A, 61,58 % E, 4 028.		
PS ..... 973 24,15 RPR-DL 512 12,71		
RPFIE .... 409 10,15 Verts 361 8,96		
FN .... 355 8,81 UDF 290 7,19		
LO-LCR ... 290 7,19 PC 288 7,14		
MN ..... 261 6,47 MEI 72 1,78		

<b>Orléans</b>		
I, 13 379 A, 56,30 % E, 5 517.		
PS ..... 1300 23,56 PC 690 12,50		
RPFIE ... 607 11,00 Verts 559 10,13		
UDF-DL 555 10,05 UDF 496 8,99		
LO-LCR ... 314 5,69 FN 295 5,34		
CPNT .... 225 4,07 MN 188 3,40		
M. imp. .. 98 1,77 MEI 80 1,45		
4 J .... 50 0,90 VEF 44 0,79		
PLN .... 16 0,29 PVE 0 0,00		
PF .... 0 0,00 PH 0 0,00		
LN .... 0 0,00 97,2 0 0,00		

### Fleury-les-Aubrais

I, 13 379 A, 56,30 % E, 5 517.		
PS ..... 1300 23,56 PC 690 12,50		
RPFIE ... 607 11,00 Verts 559 10,13		
UDF-DL 555 10,05 UDF 496 8,99		
LO-LCR ... 314 5,69 FN 295 5,34		
CPNT .... 225 4,07 MN 188 3,40		
M. imp. .. 98 1,77 MEI 80 1,45		
4 J .... 50 0,90 VEF 44 0,79		
PLN .... 16 0,29 PVE 0 0,00		
PF .... 0 0,00 PH 0 0,00		
LN .... 0 0,00 97,2 0 0,00		

### Troyes

I, 31 528 A, 58,34 % E, 12 566.		
PS ..... 2689 21,39 RPR-DL 185 14,44		
RPFIE ... 1662 13,22 UDF 1328 10,56		
FN ..... 1119 8,90 Verts 1084 8,62		
PC ..... 692 5,50 LO-LCR 685 5,45		
MN ..... 476 3,78 CPNT 328 2,61		
M. imp. .. 279 2,22 MEI 190 1,51		
4 J .... 107 0,85 VEF 64 0,50		
PLN .... 45 0,35 PVE 3 0,02		
PF .... 0 0,00 PH 0 0,00		

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 43

zenberg, 2 902 (1,74 %) ; G. Touati, 981 (0,59 %) ; Frappé, 795 (0,41 %) ; Touati, 599 (0,36 %) ; Gluckstein, 593 (0,35 %) ; Cottet, 491 (0,29 %) ; Simeoni, 373 (0,22 %) ; Aillaud, 4,00 (0,00 %) ; Moussaoumy, 0.

Rég. 1998 : I, 327 269 ; A, 37,89 % ; E, 193 278. – RPR-UDF, 55 788 (28,86 %) ; G. pl., 55 258 (28,59 %) ; FN, 32 949 (17,05 %) ; div. g., 11 148 (5,77 %) ; CPNT, 9 732 (5,04 %) ; div. d., 8 883 (4,60 %) ; LO, 6 963 (3,60 %) ; ext. g., 6 040 (3,13 %) ; écol., 4 154 (2,15 %) ; div. 2 363 (1,22 %).

Prés. 1995 : A, 76,90 % – Chirac, 52,41 %.

## Béziers

I, 61 778 A, 51,98 % E, 28 376.  
PS ..... 6868 24,20 Verts 4555 15,98  
RPFIE ..... 4079 14,37 RPFIE 3246 11,43  
UDF ..... 2501 8,81 LO-LCR 1710 6,02  
FN ..... 1512 5,32 PC 1230 4,33  
MN ..... 848 2,98 CPNT 475 1,67  
MEI ..... 466 1,64 M. imp. 379 1,33  
VEF ..... 245 0,86 4J 182 0,64  
PLN ..... 80 0,28 97,2 18 0,06  
PH ..... 2 0,00 PVE 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 LN 0 0,00

## Montbéliard

I, 15 995 A, 56,07 % E, 6 687.

PS ..... 1754 26,22 RPR-DL 959 14,34  
RPFIE ..... 856 12,80 Verts 601 8,98  
UDF ..... 534 7,98 FN 476 7,11  
LO-LCR ..... 418 6,25 MN 341 5,09  
PC ..... 288 4,30 CPNT 112 1,67  
M. imp. .. 106 1,58 MEI 106 1,58  
4J ..... 57 0,85 VEF 48 0,71  
PLN ..... 26 0,38 97,2 5 0,07  
PVE ..... 0 0,00 PF 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN 0 0,00

## JURA

Dans le département de Dominique Voynet, la liste de Daniel Cohn-Bendit rallie 12,25 % des suffrages. A Dole, le candidat des Verts totalise même 17,79 % des voix. Il se situe en deuxième position, juste derrière François Hollande. Un bon présage pour Dominique Voynet qui rêve de conquérir la ville à l'occasion des municipales de 2001.

La liste de Charles Pasqua est devancée d'un point par celle de Nicolas Sarkozy. Quant au Front national, divisé, il est lâché par la moitié de ses électeurs par rapport aux européennes de 1994 et aux régionales de 1998. Aussi bien le FN que le Mouvement national s'effondrent dans le Haut-Jura, pourtant terre de prédilection de l'extrême droite, qui atteint souvent des scores avoisinant les 20 %.

I, 177 779 V, 87 436 A, 50,81 %  
B. et N., 6 645 E, 80 791.

PS (Hollande) ..... 16329 20,21  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 11044 13,66  
RPFIE (Pasqua) ..... 10178 12,59  
Vert (Cohn-Bendit) ..... 9894 12,24

UDF (Bayrou) ..... 7895 9,77

CPNT (Saint-Josse) ..... 5153 6,37

PC (Hue) ..... 4842 5,99

FN (Le Pen) ..... 4093 5,06

LO-LCR (Laguiller) ..... 4090 5,06

MN (Méret) ..... 2556 3,16

M. imp. (Miguet) ..... 1515 1,87

MEI (Waechter) ..... 1293 1,60

VEF (Maudruix) ..... 954 1,18

4J (Larroutou) ..... 575 0,71

PLN ..... 366 0,45

97,2 (Jos) ..... 9 0,01

PVE (Cotten) ..... 3 0,00

PH (Chanut-Sapin) ..... 2 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

LN (Guerchin) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I, 175 114 ; A, 45,82 % ; E, 85 518. – Baudis, 23 944 (27,05 %) ; Rocard, 12 756 (14,41 %) ; Villiers, 10 995 (12,42 %) ; Tapie, 9 190 (11,24 %) ; Le Pen, 8 402 (9,49 %) ; Wurtz, 4 799 (5,42 %) ; Goustat, 3 544 (4,00 %) ; Chevénement, 3 311 (3,74 %) ; Isler-Béguin, 3 184 (3,60 %) ; Laguiller, 2 074 (2,34 %) ; Lalonde, 1 844 (2,08 %) ; Schwartzenberg, 1 441 (1,63 %) ; Frappé, 523 (0,59 %) ; Gluckstein, 501 (0,57 %) ; G. Touati, 489 (0,55 %) ; A. Touati, 275 (0,31 %) ; Cottet, 262 (0,30 %) ; Simeoni, 24, 02 (0,25 %) ; Aillaud, 0 ; Moussaoumy, 0.

Rég. 1998 : I, 177 578 ; A, 34,80 % ; E, 103 789. – RPR-UDF, 35 265 (39,98 %) ; PS-PC, 32 268 (31,09 %) ; FN, 19 331 (18,63 %) ; LO, 6 151 (5,93 %) ; écol., 4 628 (4,46 %) ; PRG, 3 637 (3,50 %) ; div. 2 505 (2,41 %).

Prés. 1995 : A, 17,58 % – Chirac, 50,39 %.

## HAUTE-SAÔNE

Avec un taux de participation de 51,34 %, la Haute-Saône voit le gros de son électeur se partager entre les listes de François Hollande (qui avec 22,70 % des suffrages perd 11 points par rapport au total des listes Rocard, Tapie et Chevénement de 1994), de Nicolas Sarkozy, Charles Pasqua et François Bayrou, qui totalisent 34,96 % des voix. Si les Verts enregistrent une progression de plus de 5 points, ils se font cependant dépasser par les chasseurs, qui gagnent 4 points. L'extrême gauche progresse de 2,5 points. L'extrême droite, même divisée, reste stable. A Vesoul, le sénateur et maire RPR, Alain Joyau, peut être satisfait de n'enregistrer qu'une baisse de 2 points pour l'ensemble des trois listes issues de la majorité chiracienne.

I, 172 863 V, 88 752 A, 48,65 %  
B. et N., 7 873 E, 80 879.

PS (Hollande) ..... 18365 22,70  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 12310 15,22  
RPFIE (Pasqua) ..... 10113 12,50  
CPNT (Saint-Josse) ..... 6620 8,18  
Vert (Cohn-Bendit) ..... 6444 7,96  
UDF (Bayrou) ..... 5860 7,24  
FN (Le Pen) ..... 5737 7,09  
LO-LCR (Laguiller) ..... 4156 5,13  
PC (Hue) ..... 3862 4,77  
MN (Méret) ..... 2909 3,59  
M. imp. (Miguet) ..... 1520 1,87  
MEI (Waechter) ..... 1279 1,58  
4J (Larroutou) ..... 761 0,94  
PLN ..... 487 0,60  
RPFIE (Maudruix) ..... 440 0,54  
RPFIE (Frappé) ..... 18 0,02  
PVE (Cotten) ..... 2 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerchin) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I, 167 743 ; A, 42,75 % ; E, 88 337. – Baudis, 23 970 (27,13 %) ; Rocard, 11 857 (13,42 %) ; Tapie, 11 039 (12,50 %) ; Villiers, 9 161 (10,37 %) ; Le Pen, 8 978 (10,16 %) ; Chevénement, 6 898 (7,81 %) ; Goustat, 3 601 (4,08 %) ; Wurtz, 3 325 (3,76 %) ; Laguiller, 2 325 (2,63 %) ; Isler-Béguin, 2 26 (2,56 %) ; Lalonde, 1 512 (1,71 %) ; Schwartzenberg, 1 235 (1,20 %) ; G. Touati, 670 (0,69 %) ; Frappé, 510 (0,58 %) ; Gluckstein, 425 (0,48 %) ; A. Touati, 351 (0,40 %) ; Cottet, 253 (0,29 %) ; Simeoni, 200 (0,23 %) ; Aillaud, 0 ; Moussaoumy, 0.

Rég. 1998 : I, 171 581 ; A, 34,80 % ; E, 103 789. – RPR-UDF, 35 265 (39,98 %) ; PS-PC, 32 268 (31,09 %) ; FN, 19 331 (18,63 %) ; LO, 6 151 (5,93 %) ; écol., 4 628 (4,46 %) ; div. 1 369 (3,75 %). Prés. 1995 : A, 17,38 % – Jospin, 51,41 %.

## Vesoul

I, 10 370 V, 49,66 % E, 4 865.  
PS ..... 1192 24,50 RPR-DL 852 17,51  
RPFIE ..... 571 11,73 Verts 523 10,75  
UDF ..... 395 8,11 LO-LCR 260 5,34  
PC ..... 245 5,03 FN 238 4,89  
MN ..... 186 3,82 CPNT 104 2,13  
M. imp. .. 90 1,84 MEI 83 1,70  
4J ..... 77 1,58 VEF 30 0,61  
PLN ..... 19 0,39 PVE 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

12 juin 1994 : I, 85 875 ; A, 43,04 % ; E, 46 303. – Chevénement, 11 128 (24,03 %) ; Baudis, 9 778 (21,12 %) ; Le Pen, 4 948 (10,69 %) ; Rocard, 4 729 (10,21 %) ; Villiers, 4 614 (9,96 %) ; Tapie, 3 838 (8,28 %) ; Wurtz, 1 542 (3,33 %) ; Isler-Béguin, 1 433 (3,09 %) ; Laguiller, 1 074 (2,32 %) ; Goustat, 979 (21,11 %) ; Lalonde, 746 (1,61 %) ; Schwartzenberg, 630 (1,36 %) ; G. Touati, 220 (0,48 %) ; Frappé, 184 (0,40 %) ; Gluckstein, 144 (0,31 %) ; A. Touati, 132 (0,29 %) ; Cottet, 102 (0,22 %) ; Simeoni, 84 (0,18 %) ; Aillaud, 0 ; Moussaoumy, 0.

Rég. 1998 : I, 87 663 ; A, 38,95 % ; E, 49 694. – G. pl., 18 831 (37,89 %) ; RPR-UDF, 15 668 (31,53 %) ; FN, 10 167 (20,46 %) ; LO, 3 659 (7,36 %) ; div. 1 369 (3,75 %). Prés. 1995 : A, 17,38 % – Jospin, 51,41 %.

## TERRITOIRE DE BELFORT

Dans ce fief de Jean-Pierre Chevénement, la liste de François Hollande, à laquelle s'est rallié le Mouvement des citoyens, perd plus de quinze points par rapport au pourcentage recueilli en 1994 par le Parti socialiste, le MDC et les Radicaux de Bernard Tapie. La droite libérale est également en recul : l'addition des suffrages obtenus par les listes de Nicolas Sarkozy, de Charles Pasqua et de François Bayrou ne retrouve pas en effet le niveau atteint il y a cinq ans par le RPR, l'UDF et la liste de M. Cottet. Les bénéficiaires de cette double érosion sont les Verts, qui améliorent leur score de sept points, l'extrême gauche, qui gagne 4,4 points, et le Parti communiste, qui progresse de deux.

I, 87 098 V, 41 973 A, 51,80 %  
B. et N., 2 917 E, 39 056.

PS (Hollande) ..... 10066 25,77  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 5012 12,83  
RPFIE (Pasqua) ..... 4326 11,07  
Vert (Cohn-Bendit) ..... 3914 10,02  
LO-LCR (Laguiller) ..... 2596 6,64  
FN (Le Pen) ..... 2586 6,62  
UDF (Bayrou) ..... 2556 6,54  
CPNT (Saint-Josse) ..... 2158 5,52  
MN (Méret) ..... 1856 4,75  
PC (Hue) ..... 1743 4,46  
M. imp. (Miguet) ..... 781 1,99  
MEI (Waechter) ..... 780 1,99  
4J (Larroutou) ..... 378 0,96  
PLN ..... 249 0,63  
RPFIE (Maudruix) ..... 55 0,14  
RPFIE (Frappé) ..... 18 0,02  
PVE (Cotten) ..... 0 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerchin) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I, 85 875 ; A, 43,04 % ; E, 46 303. – Chevénement, 11 128 (24,03 %) ; Baudis, 9 778 (21,12 %) ; Le Pen, 4 948 (10,69 %) ; Rocard, 4 729 (10,21 %) ; Villiers, 4 614 (9,96 %) ; Tapie, 3 838 (8,28 %) ; Wurtz, 1 542 (3,33 %) ; Isler-Béguin, 1 433 (3,09 %) ; Laguiller, 1 074 (2,32 %) ; Goustat, 979 (21,11 %) ; Lalonde, 746 (1,61 %) ; Schwartzenberg, 630 (1,36 %) ; G. Touati, 220 (0,48 %) ; Frappé, 184 (0,40 %) ; Gluckstein, 144 (0,31 %) ; A. Touati, 132 (0,29 %) ; Cottet, 102 (0,22 %) ; Simeoni, 84 (0,18 %) ; Aillaud, 0 ; Moussaoumy, 0.

Rég. 1998 : I, 87 663 ; A, 38,95 % ; E, 49 694. – G. pl., 18 831 (37,89 %) ; RPR-UDF, 15 668 (31,53 %) ; FN, 10 167 (20,46 %) ; LO, 3 659 (7,36 %) ; div. 1 369 (3,75 %). Prés. 1995 : A, 17,38 % – Jospin, 51,41 %.

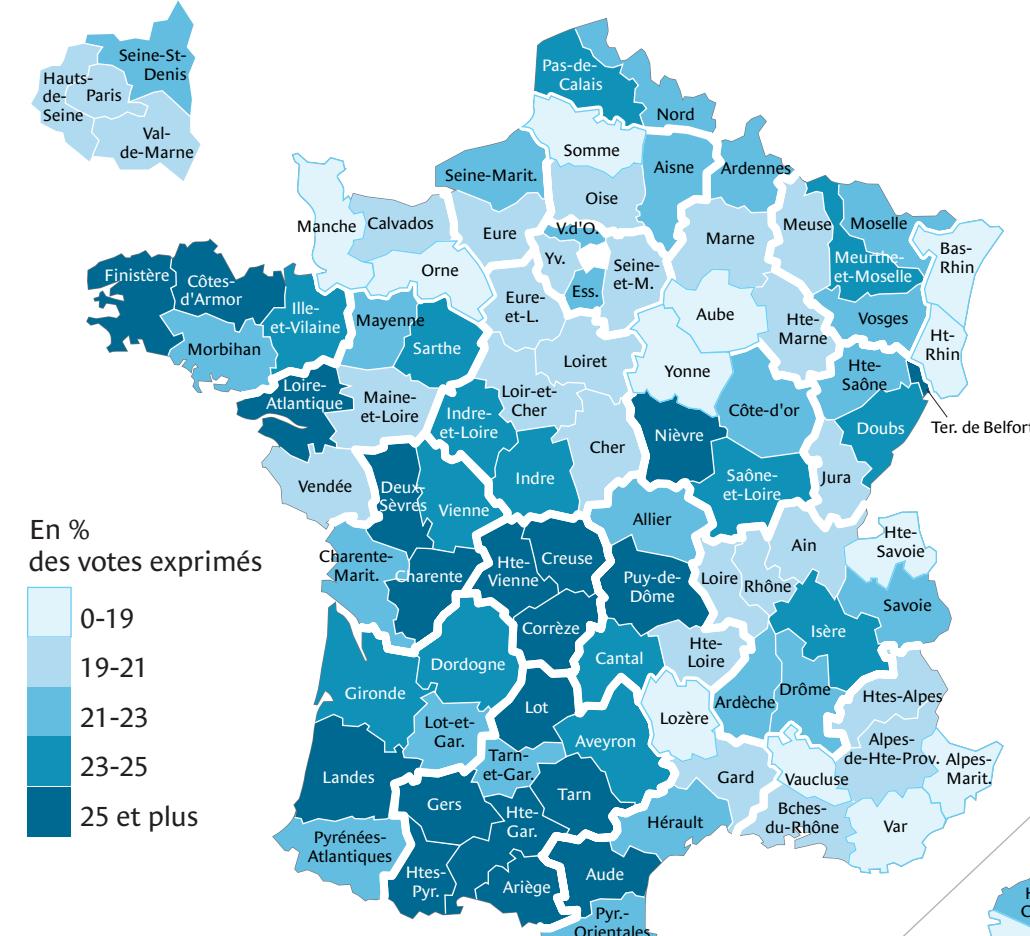
## Belfort

I, 26 175 A, 54,69 % E, 11 114.  
PS ..... 290 26,10 RPR-DL 1461 13,14  
RPFIE ..... 1214 10,92 Verts 1191 10,71  
UDF ..... 812 7,30 LO-LCR 796 7,16  
PC ..... 743 5,68 PC 592 5,32  
MN ..... 553 4,97 CPNT 248 2,23  
LO-LCR (Laguiller) ..... 1947 1,91 M. imp. 189 1,70  
MEI ..... 191 1,71 MEI 189 1,70  
4J ..... 77 1,58 VEF 30 0,61  
PLN ..... 55 0,49 PVE 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 0 0,00

12 juin 1994 : I, 407 246 ; A, 45,67 % ; E, 209 814. – Baudis, 43 833 (20,89 %) ; Tapie, 30 324 (14,45 %) ; Le Pen, 28 863 (13,76 %) ; Rocard, 25 556 (12,18 %) ; Wurtz, 25 514 (12,16 %) ; Villiers, 21 874 (10,43 %) ; Goustat, 9 917 (4,73 %) ; Isler-Béguin, 4 972 (2,37 %) ; Chevénement, 4 501 (2,15 %) ; Lalonde, 3 610 (1,72 %) ; Laguiller, 3 592 (1,71 %) ; Schwartzenberg, 2 830 (1,35 %) ; Frappé, 999 (0,48 %) ; G. Touati, 914 (0,44 %) ; Gluckstein, 694 (

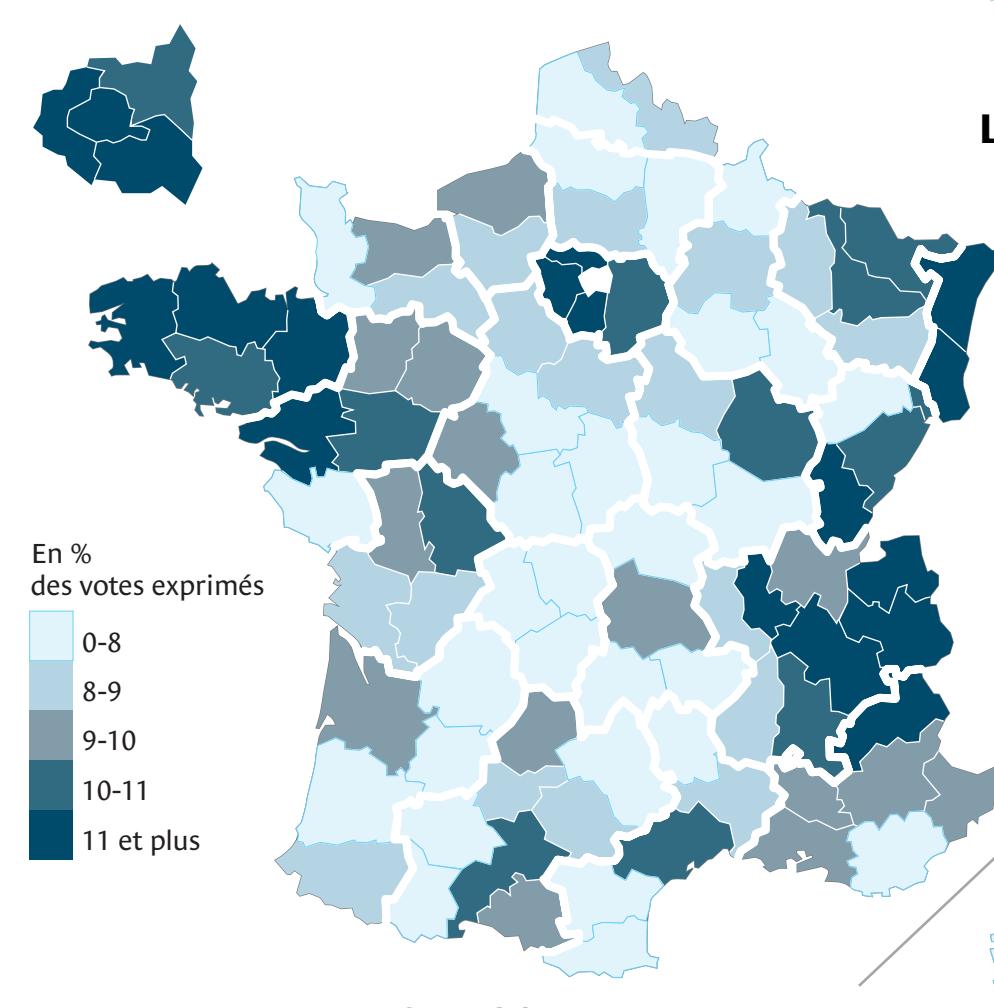


résultats France



## LISTE HOLLANDE ■

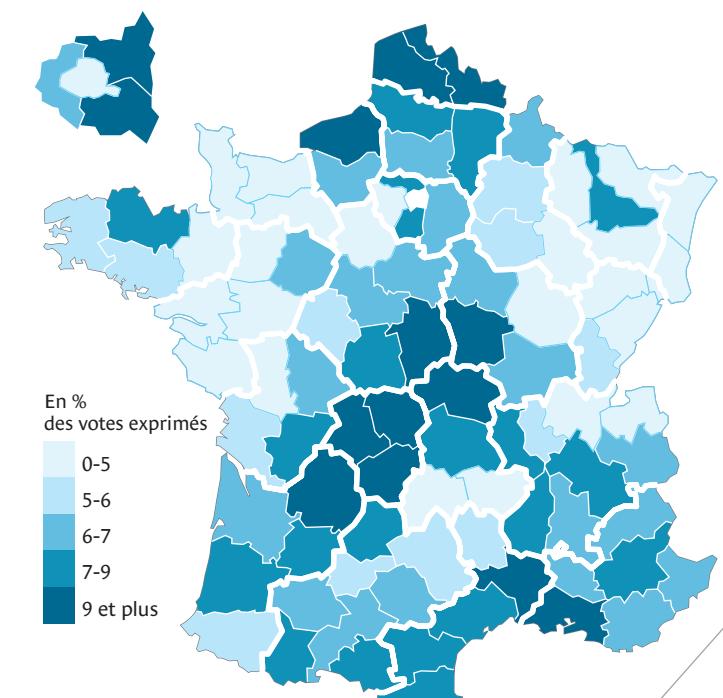
★ À GAUCHE, la liste PS-PRG-MDC, conduite par François Hollande, premier secrétaire du PS, arrive en tête et devance largement toutes les autres listes. Arrivés en deuxième position des formations qui composent la majorité gouvernementale de gauche « plurielle », les Verts de Daniel Cohn-Bendit distancient de trois points la liste « Bouge l'Europe » conduite par Robert Hue, secrétaire national du PCF. Avec 5,23 % des suffrages, la liste LO-LCR n'a que 1,6 point d'écart avec le PCF et, pour la première fois, disposera d'élus au Parlement européen.



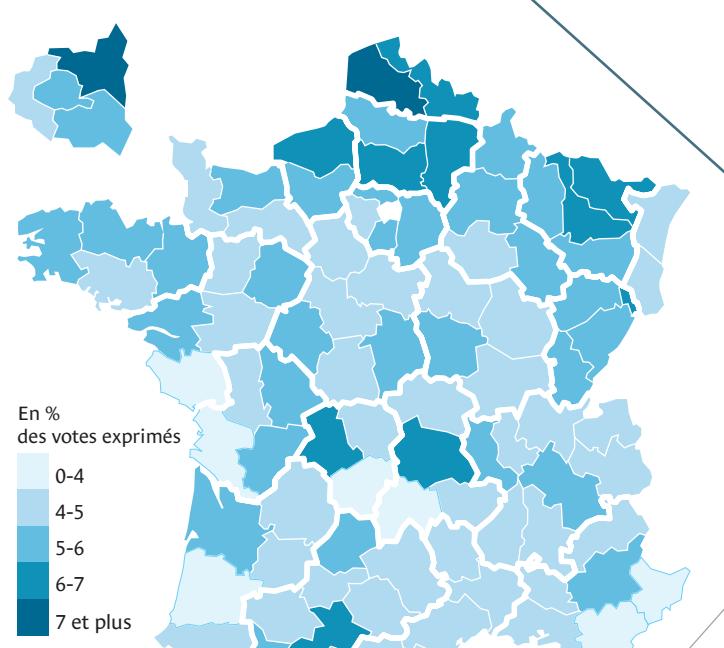
## LISTE COHN-BENDIT ■

## Séisme à droite, rééquilibre

Les élections européennes du 13 juin ont été marquées par l'effondrement de la liste « Bouge l'Europe » conduite par Nicolas Sarkozy. Celui-ci est devancé par M. Pasqua et talonné par le PCF. Le député socialiste parlementaire réalise son plus mauvais score électoral depuis 1984. La liste « plurielle » résulte notamment du score des Verts, qui devancent le secrétaire national du PCF. Quant à l'extrême droite, elle su

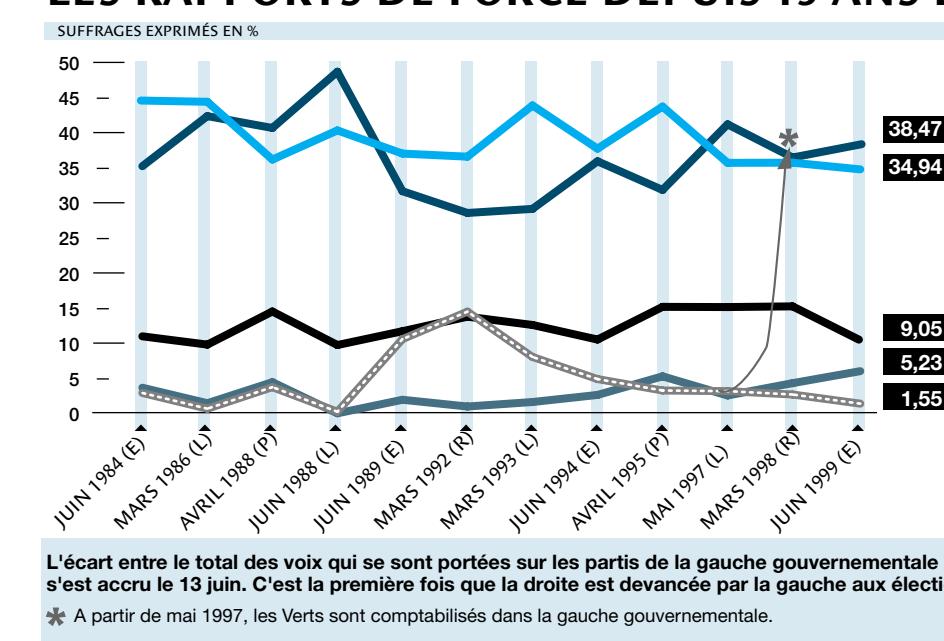


## ■ LISTE HUE ■



## LISTE LAGUILLER ■

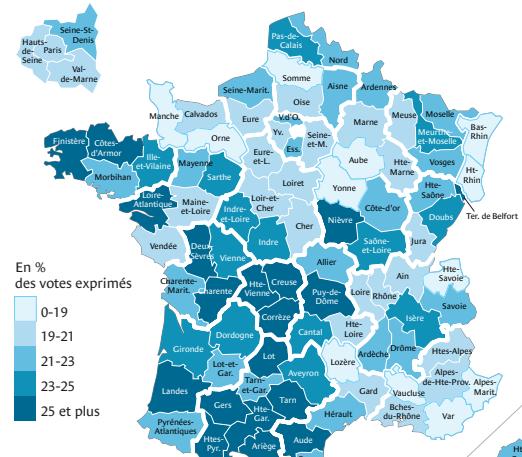
## LES RAPPORTS DE FORCE DEPUIS 15 ANS ■





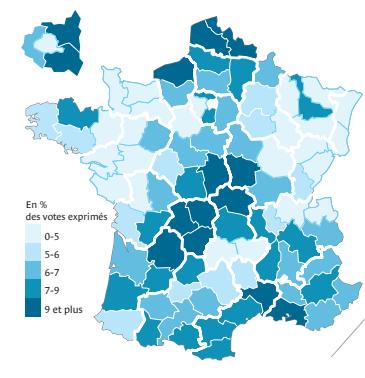
## Séisme à droite, rééquilibrage à gauche

Les élections européennes du 13 juin ont été marquées par l'effondrement de la liste RPR-DL conduite par Nicolas Sarkozy. Celui-ci est devancé par M. Pasqua et talonné par l'UDF. L'ensemble de la droite parlementaire réalise son plus mauvais score électoral depuis 1984. La bonne performance de la gauche « plurielle » résulte notamment du score des Verts, qui devancent la liste conduite par Robert Hue, secrétaire national du PCF. Quant à l'extrême droite, elle subit le contre coup de sa division.



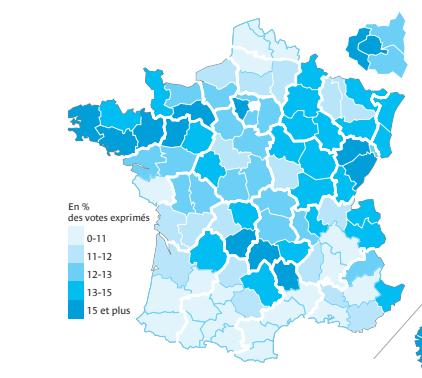
LISTE HOLLANDE

★ À GAUCHE, la liste PS-PRG-MDC, conduite par François Hollande, présente défaite du PS, arrive en tête et devance largement toutes les autres listes. Arrivés en deuxième position, les formations qui composent la majorité gouvernementale de gauche « plurielle », les Verts de Daniel Cohn-Bendit, distancent de trois points la liste « Bouge l'Europe » conduite par Robert Hue, secrétaire national du PCF. Avec 5,23 % des suffrages, la liste LO-LCR n'a que 1,6 point d'écart avec le PCF et, pour la première fois, ne disposera d'aucun siège au Parlement européen.



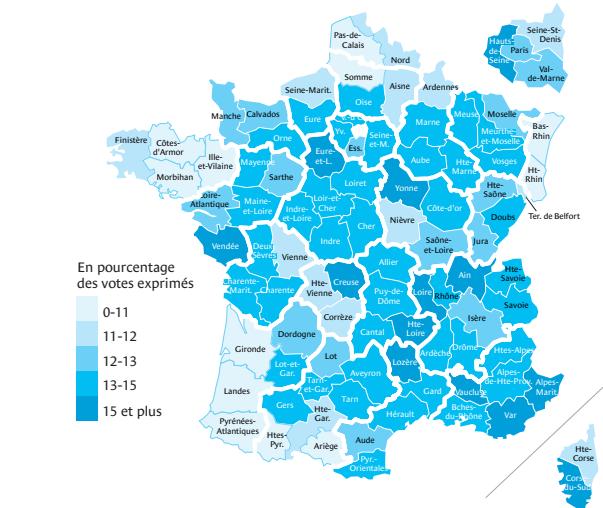
LISTE HUE

En % des votes exprimés



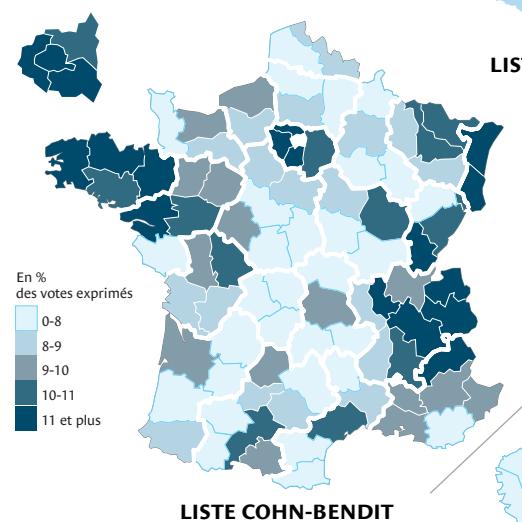
LISTE SARKOZY

En % des votes exprimés



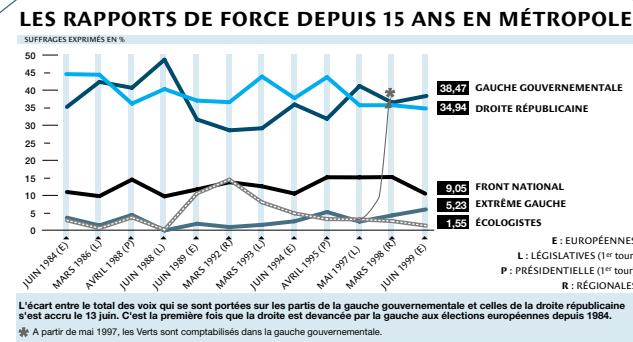
LISTE PASQUA

★ À DROITE, Charles Pasqua et Philippe de Villiers ont surpassé l'ensemble de la liste RPR-DL de Nicolas Sarkozy et Alain Madelin. Jamais le RPR, depuis l'élection au suffrage universel pour un député européen, n'avait atteint un score aussi bas. François Bayrou, qui conduit une liste UDF proche de l'UDF, réussit son pari en franchissant la barre des 10 %. Les deux listes d'extrême droite connaissent un reflux net de leur électorat. Jean-Marie Le Pen passe la barre des 3 %, tandis que Bruno Mégret échoue dans sa tentative de rivaliser avec le président du Front national.

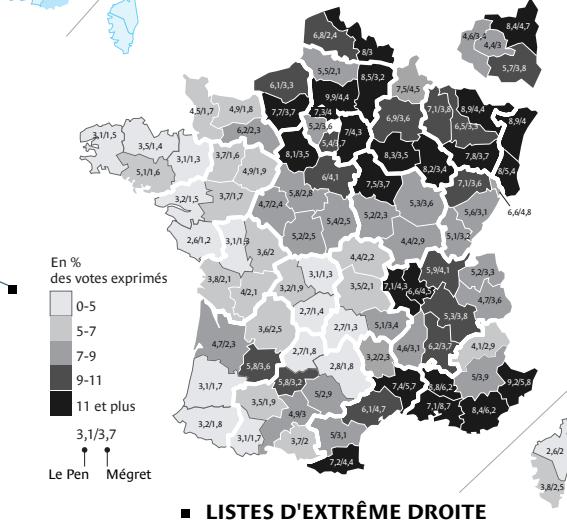


LISTE COHN-BENDIT

En % des votes exprimés



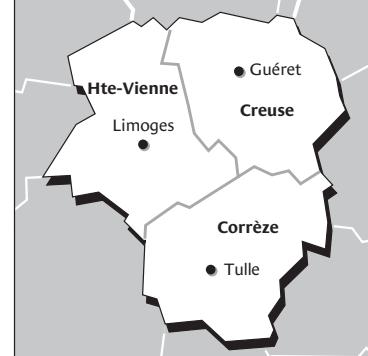
En % des votes exprimés



LISTES D'EXTRÊME DROITE

Le Pen Mégret

En % des votes exprimés

**LIMOUSIN**

Dans le Limousin, région détenue par la gauche depuis 1986, la liste de François Hollande améliore son score national, avec 28,59 % des voix. En Corrèze, fief chiriquien, François Hollande, député de Tulle, et premier secrétaire du PS, fait une belle percée, puisqu'il devance de près de neuf points la liste de Nicolas Sarkozy. Avec 15,11 % des voix, celui-ci se place devant Charles Pasqua (11,88 %), sauf dans la Creuse, où le candidat souverainiste précède celui de la liste RPR-DL.

Tout en faisant mieux que dans le reste du pays, le PCF poursuit sa décrue avec 10,53 % des voix (au lieu de 11,94 % en 1994), ne conservant son audience que dans la Creuse (9,35 %). Dans cette région rurale, la liste Chasse, pêche, nature, tradition fait mieux que sur le plan national (7,67 %). Mais les Verts font eux aussi, pour la première fois, un score significatif (6,90 %). Sans doute ont-ils, dans la Creuse, département d'élevage, profité des craintes nées de la récente crise de la contamination alimentaire par la dioxine.

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
5,09	10,53	28,58	6,90	7,66	5,32	15,10	11,88	2,99	1,61	4,28

**CORRÈZE**

Dans son département d'élection, François Hollande réalise le meilleur score de sa carrière corrézienne et offre au PS une belle percée en terre chiriquienne, puisque sa liste devance de près de 9 points la seule qui se prévalait de l'autorité de celui qui longtemps régna sur le département. Une terre qui reste néanmoins légitimiste en plaçant Nicolas Sarkozy loin devant Charles Pasqua. L'hémorragie du PCF, qui perd 4 000 voix en cinq ans, profite aux Verts qui font, pour la première fois, un score significatif. Même dans sa ville de Tulle, où il est conseiller municipal d'opposition, le premier secrétaire du PS place la gauche largement en tête.

I, 183 459 V, 103 704 A, 43,47 %  
B. et N., 8 628 E, 95 076.

PS (Hollande) ..... 27233 28,64  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 18823 19,79

RPFIE (Pasqua) ..... 10526 11,07  
PC (Hue) ..... 10517 11,06

CPNT (Saint-Josse) ..... 7243 7,61  
Verte (Cohn-Bendit) ..... 5276 5,54

UDF (Bayrou) ..... 4423 4,65  
LO-LCR (Laguiller) ..... 3716 3,90

FN (Le Pen) ..... 2603 2,73  
MN (Méret) ..... 1342 1,41

M. imp. (Miguet) ..... 1221 1,28  
MEI (Waechter) ..... 773 0,81

4 J (Larroutourou) ..... 672 0,70  
VEF (Maudru) ..... 428 0,45

PLN (Frappé) ..... 268 0,28  
PVE (Cotten) ..... 11 0,01

97,2 (Jos) ..... 1 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00

PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerin) ..... 0 0,00

12 juin 1994: I, 184 101; A., 39,51 %; E., 104 314; - Baudis, 31 646 (30,34 %); Rocard, 14 885 (14,27 %); Wurtz, 14 296 (13,70 %); Villiers, 10 982 (10,53 %); Tapie, 10 578 (10,4 %); Goustat, 11 768 (6,50 %); Le Pen, 4 602 (4,41 %); Chevénement, 2 373 (2,27 %); Isler-Béguin, 2 073 (1,99 %); Laguiller, 1 949 (1,87 %); Schwartzenberg, 1 236 (1,18 %); Lalonde, 1 119 (1,07 %); G. Touati, 475 (0,46 %); Glückstein, 354 (0,34 %); Frappé, 316 (0,30 %); Simeoni, 258 (0,25 %); Cotten, 208 (0,20 %); A. Touati, 186 (0,18 %); Aillaud, 0; Moutoussamy, 0.

Rég. 1998: I, 183 847; A., 31,17 %; E., 120 023; - C. pl., 52 070 (43,38 %); RPR-UDF, 42 593 (35,48 %); CPNT, 9 813 (7,76 %); FN, 8 278 (6,90 %); div., 4 829 (4,02 %); écol., 2 939 (2,45 %).

Prés. 1995: A., 12,43 %; - Chirac, 61,37 %.

**Tulle**

I, 10 648 A, 47,08 %; E., 5 212.

PS ..... 1829 35,09 RPR-DL ..... 1919 19,55  
PC ..... 650 12,47 RPFIE ..... 445 8,49

Verts ..... 326 6,25 UDF ..... 273 5,23

CPNT ..... 203 3,89 LO-LCR ..... 186 3,56

FN ..... 77 1,47 MN ..... 61 1,17

M. imp. ..... 48 0,92 MEI ..... 41 0,78

4 J ..... 26 0,49 PLN ..... 15 0,28

VEF ..... 15 0,28 PVE ..... 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Brive-la-Gaillarde**

I, 33 456 A, 51,01 % E., 15 259.

PS ..... 4236 27,6 RPR-DL ..... 2772 18,16

RPFIE ..... 1316 13,16 PC ..... 209 4,02

239 2,45 %

Prés. 1995: A., 12,43 %; - Chirac, 61,37 %.

**HAUTE-VIENNE**

La gauche renforce globalement son hégémonie départementale, avec un gain de plus de deux points sur 1994, et des glissements internes dont le PCF fait principalement les frais au profit de l'extrême gauche et des écologistes. Alors que sur l'ensemble du département, le PCF arrive en quatrième position, il est devancé par les Verts à Limoges. A droite, M. Sarkozy a pris l'avantage sur M. Pasqua. Le recul de l'extrême droite divisée est surtout sensible en ville alors que la liste CPNT progresse plutôt dans les communes rurales où elle arrive parfois en tête. Une progression qui la place avant la liste Bayrou et lui fait talonner celle de Daniel Cohn-Bendit.

I, 260 161 V, 140 293 A, 46,07 %  
B. et N., 13 957 E, 126 336.

PS (Hollande) ..... 36801 29,12  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 15097 11,94

RPFIE (Pasqua) ..... 14258 11,28

PC (Hue) ..... 13336 10,55

Verts (Cohn-Bendit) ..... 10080 7,97

LO-LCR (Laguiller) ..... 7713 6,10

UDF (Bayrou) ..... 7306 5,78

FN (Le Pen) ..... 3976 3,14

MN (Méret) ..... 2367 1,87

M. imp. (Miguet) ..... 2305 1,82

4 J (Larroutourou) ..... 1428 1,13

MEI (Waechter) ..... 1238 0,97

VEF (Maudru) ..... 690 0,54

PLN (Frappé) ..... 474 0,37

97,2 (Jos) ..... 30 0,02

PVE (Cotten) ..... 14 0,01

PH (Chanut-Sapin) ..... 6 0,00

LN (Guerin) ..... 2 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

12 juin 1994: I, 261 414; A., 41,17 %; E., 141 830; - Baudis, 33 669 (23,74 %); Rocard, 26 864 (18,94 %); Tapie, 16 510 (11,64 %); Wurtz, 16 460 (11,61 %); Villiers, 14 545 (10,26 %); Le Pen, 7 571 (5,34 %); Goustat, 7 180 (5,06 %); Chevénement, 4 781 (3,37 %);

**CREUSE**

Avec 26,97 %, la liste Hollande obtient un de ses meilleurs résultats départementaux. Ce résultat permet à la gauche « plurielle » d'envisager plus favorablement la reconquête du conseil général. Dans le même temps, l'extrême gauche, avec Arlette Laguiller, améliore nettement son score avec 4,78 %. Pour la première fois, les Creusois délaissent, à droite, la liste d'union conduite par M. Sarkozy. Ils ont préféré celle conduite par Charles Pasqua, qui améliore de quatre points le score de la liste conduite par M. de Villiers en 1994. La liste Bayrou reste dans le

Laguiller, 3 630 (2,56 %); Isler-Béguin, 3 595 (2,53 %); Lalonde, 1 977 (1,39 %); Schwartzenberg, 1 654 (1,17 %); G. Touati, 922 (0,65 %); Glückstein, 624 (0,44 %); Frappé, 611 (0,43 %); Simeoni, 459 (0,32 %); A. Touati, 43 (0,31 %); Cotten, 344 (0,24 %); Aillaud, 0; Moutoussamy, 0.

Rég. 1998: I, 260 223; A., 35,64 %; E., 156 585; - C. pl., 69 070 (44,11 %); RPR-UDF, 35 165 (22,46 %); div., 13 972 (8,92 %); FN, 12 580 (8,03 %); LO, 6 960 (4,44 %); div. d., 5 570 (3,53 %); CPNT, 5 094 (3,25 %); écol., 4 129 (2,64 %); LCR, 4 045 (2,58 %);

Prés. 1995: A., 16,19 %; - Jospin, 51,84 %.

**LIMOUSIN**

**Limoges**

I, 81 129 A, 47,62 % E, 38 647.  
PS ..... 11889 30,76 RPR-DL ..... 4805 12,43  
RPFIE ..... 4380 11,33 Verts ..... 3726 9,64  
PC ..... 3150 8,15 LO-LCR ..... 2590 6,70  
UDF ..... 2521 6,52 CPNT ..... 1444 3,73  
FN ..... 1274 3,29 MN ..... 956 2,47  
M. imp. ..... 733 1,89 4 J ..... 438 1,13  
MEI ..... 360 0,95 VEF ..... 258 0,66  
PLN ..... 102 0,26 PVE ..... 6 0,01  
PH ..... 4 0,01 97,2 ..... 3 0,00  
PF ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Verdun**

I, 12 344 A, 60,92 % E, 4 560.

PS ..... 1041 22,82 RPR-DL ..... 797 17,47  
RPFIE ..... 605 13,26 UDF ..... 496 10,87  
Vert ..... 380 8,33 FN ..... 292 6,40  
LO-LCR ..... 216 4,73 MN ..... 190 4,16  
PC ..... 165 3,61 CPNT ..... 159 3,48  
M. imp. ..... 88 1,92 MEI ..... 68 1,49  
4 J ..... 27 0,59 VEF ..... 21 0,46  
PLN ..... 13 0,28 PVE ..... 2 0,04  
PH ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Sarreguemines**

I, 15 952 A, 68,02 % E, 4 766.  
PS ..... 884 18,54 RPR-DL ..... 665 13,95  
RPFIE ..... 579 12,14 UDF ..... 570 11,95  
Vert ..... 491 10,30 FN ..... 466 9,77  
LO-LCR ..... 264 5,53 MN ..... 199 4,17  
M. imp. ..... 138 2,89 MEI ..... 131 2,74  
PC ..... 129 2,70 CPNT ..... 109 2,28  
4 J ..... 74 1,55 PLN ..... 40 0,83  
VEF ..... 27 0,56 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Thionville**

I, 25 218 A, 59,98 % E, 9 697.

PS ..... 2084 21,49 RPR-DL ..... 1383 14,26  
RPFIE ..... 1185 12,22 UDF ..... 1183 12,19  
Vert ..... 1117 11,51 FN ..... 614 6,33  
LO-LCR ..... 559 5,76 PC ..... 503 5,18  
MN ..... 358 3,69 MEI ..... 186 1,91  
M. imp. ..... 182 1,87 CPNT ..... 152 1,56  
4 J ..... 118 1,21 VEF ..... 72 0,74  
PF ..... 1 0,01 PVE ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00  
PLN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**VOSGES**

Si la liste Hollande arrive en tête

avec un score qui se situe dans sa

moyenne nationale, la droite, cepen-

dant, devance la gauche plurielle

(35,98 % contre 34,48 %) dans le dé-

partement. La liste Sarkozy et la liste

## MIDI-PYRÉNÉES

**La liste de François Hollande, bénéficiant de son alliance avec le Parti radical de gauche dont Midi-Pyrénées est le fief, arrive largement en tête dans les huit départements de la région. Mais c'est surtout la liste Pasqua de Villiers qui crée la surprise en devançant partout, et souvent nettement, celle de Nicolas Sarkozy et d'Alain Madelin. L'affondrement de la liste RPR-DL est d'autant plus net que, lors des élections européennes de 1994, la liste de la droite avait profité d'un « effet Baudis » dans la mesure où le maire de Toulouse conduisait celle-ci. Les trois listes de droite sont d'ailleurs, cette fois, précédées dans l'agglomération toulousaine par la liste des Verts, qui arrive en deuxième position derrière celle de François Hollande. Autre caractéristique régionale du scrutin : la liste CPNT atteint ou dépasse les 10 % dans les départements à dominante rurale, l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, les Hautes-Pyrénées, le Lot et le Tarn-et-Garonne. Elle double en moyenne son score des élections régionales, où elle avait déjà réussi une percée.**



### ARIÈGE

L'Ariège est restée fidèle à ses engagements politiques. Ce département confirme son attachement à la gauche, et tout particulièrement au PS : il n'est donc pas surprenant que la liste de François Hollande, avec 31,90 % des suffrages, dépasse largement son score national, tandis que celle de Robert Hue, avec 8,80 %, fait également mieux que sur l'ensemble du territoire. A droite, la liste de Charles Pasqua, avec 10,55 %, devance largement celles de Nicolas Sarkozy (8 %) et de François Bayrou (5,59 %). Autre fait marquant : la liste des chasseurs obtient 10,55 % des suffrages, soit nettement plus qu'au plan national. En revanche, les Verts, avec 9,11 %, sont légèrement en dessous de leur moyenne nationale.

I, 108 015 V, 57 483 A, 46,78 %  
B. et N., 3 769 E, 53 714.

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	MN	Div.
5,36	6,60	27,06	9,08	8,44	9,12	10,16	12,41	4,25	2,50	4,95	
<b>Colomiers</b>											
I, 213 170 V, 115 070 A, 46,01 % B. et N., 9 974 E, 105 096.											
<b>GERS</b>											
I, 18 772 A, 46,67 %, E, 9 514.											
<b>Millau</b>											
I, 16 033 A, 48,56 % E, 7 595.											
<b>AUDE</b>											
I, 14 899 A, 49,78 % E, 6 996.											
<b>RODEZ</b>											
I, 213 454 A, 30,81 % ; E, 12 900 - RPR-UDF, 55 312 (39,82 %); G. pl., 47 498 (34,20 %); div. d., 24 985 (17,99 %); FN, 11 105 (7,99 %).											
<b>Foix</b>											
I, 6 094 A, 48,96 % E, 2 946.											
<b>AVEYRON</b>											
I, 1047 3535 Verts ..... 361 1235 RPFIE .... 294 9,97 RPR-DL. 228 7,73 PC ..... 211 7,16 LO-LCR. 195 6,61 UDF ..... 190 6,44 CPNT ..... 144 4,88 FN ..... 97 3,29 M. imp. .... 53 1,79 4J ..... 44 1,49 MN ..... 34 1,15 MEI ..... 29 0,98 VEF ..... 16 0,54 PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00 PLN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00											
<b>HAUTE-GARONNE</b>											
I, 14 743 A, 49,30 % E, 7 025.											
<b>AUCH</b>											
I, 672 979 V, 342 977 A, 49,03 % B. et N., 19 005 E, 323 972.											
<b>TARBE</b>											
I, 12 701 A, 50,19 % E, 6 050.											
<b>Cahors</b>											
I, 12 804 A, 50,19 % E, 6 050.											
<b>Montauban</b>											
I, 12 268 A, 47,31 % E, 96 084.											
<b>NORD-PAS-DE-CALAIS</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>NORD</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>TARBES</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Arras</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.											
<b>Charles Pasqua devance nettement celle de Nicolas Sarkozy.</b>											
I, 12 998 A, 48,21 % E, 14 254.				</							

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

PVE (Cotten) ..... 107 0,01  
LN (Guérin) ..... 64 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 41 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
**12 juin 1994:** I, 1 656 775; A, 45,00 %; E, 858 025. - Baudis, 187 506 (21,85 %); Rocard, 123 562 (14,40 %); Le Pen, 113 703 (13,67 %); Tapie, 101 351 (11,81 %); Wurtz, 93 091 (10,85 %); Villiers, 84 656 (9,87 %); Goustat, 29 262 (3,41 %); Isler-Béguin, 27 291 (3,18 %); Laguiller, 23 588 (2,75 %); Lalonde, 17 575 (2,05 %); Chevénement, 15 947 (1,86 %); Schwartzenberg, 10 340 (1,21 %); G. Touati, 7 648 (0,89 %); Frappé, 5 098 (0,59 %); Gluckstein, 4 800 (0,56 %); A. Touati, 4 098 (0,48 %); Cotten, 2 822 (0,33 %); Simeoni, 2 014 (0,23 %); Aillaud, 38 (0,00 %); Moussaïmy, 36 (0,00 %).  
**Rég. 1998:** I, 1 691 055; A, 41,83 %; E, 938 745. - PS-PC, 294 522 (31,37 %); UDF, 178 096 (18,97 %); FN, 163 248 (17,39 %); RPR, 107 959 (11,50 %); Verts, 82 242 (8,76 %); LO, 48 026 (5,12 %); div. d., 30 030 (3,20 %); div., 27 431 (2,92 %); div. g., 7 191 (0,77 %).

**Prés. 1995:** A, 21,08 %. - Jospin, 53,71 %.

**Lille**

I, 96 902 A, 58,87 % E, 38 220.  
PS ..... 9521 24 91 Verts ..... 5647 14,77  
RPR-DL ..... 4251 11,12 UDF ..... 3796 9,93  
RPFIE ..... 3764 9,84 LO-LCR ..... 2642 6,91  
FN ..... 2624 6,86 PC ..... 2175 5,69  
MN ..... 1038 7,21 CPNT ..... 705 1,84  
M. imp. .... 617 1,61 MEI ..... 583 1,52  
4J ..... 488 1,27 VEF ..... 231 0,60  
PLN ..... 102 0,26 Verts ..... 12 0,03  
PH ..... 11 0,02 LN ..... 8 0,02  
PVE ..... 5 0,01 PF ..... 0 0,00

**Armentières**

I, 17 196 A, 53,46 % E, 7 490.

PS ..... 2227 29,73 RPFIE ..... 820 10,94  
FN ..... 749 10,00 RPR-DL ..... 704 3,93  
Vert ..... 557 7,43 PC ..... 518 6,91  
LO-LCR ..... 513 6,84 UDF ..... 452 6,03  
MN ..... 235 3,13 CPNT ..... 235 3,13  
M. imp. .... 151 2,01 MEI ..... 122 1,62  
4J ..... 120 1,60 VEF ..... 44 0,58  
PLN ..... 43 0,57 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Cambrai**

I, 22 006 A, 52,90 % E, 9 682.

PS ..... 2047 21,14 RPFIE ..... 1438 14,85  
RPR-DL ..... 130 13,42 UDF ..... 956 9,87  
FN ..... 738 7,62 Verts ..... 699 7,21  
LO-LCR ..... 585 6,04 PC ..... 524 5,41  
CPNT ..... 523 5,40 MN ..... 247 2,55  
M. imp. .... 243 2,50 MEI ..... 134 1,38  
4J ..... 108 1,11 VEF ..... 87 0,89  
PLN ..... 53 0,54 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Coudekerque-Branche**

I, 16 442 A, 50,37 % E, 7 566.

PS ..... 2192 28,97 RPFIE ..... 778 10,28  
LO-LCR ..... 616 8,14 FN ..... 612 8,08  
CPNT ..... 608 8,00 PC ..... 550 7,00  
Vert ..... 527 6,96 RPR-DL ..... 495 6,54  
MN ..... 377 4,98 UDF ..... 316 4,17  
M. imp. .... 158 2,08 4J ..... 152 2,00  
MEI ..... 132 1,74 VEF ..... 47 0,62  
PLN ..... 28 0,37 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Croix**

I, 13 660 A, 50,18 % E, 6 381.

PS ..... 1283 20,10 RPR-DL ..... 1019 15,96  
RPFIE ..... 859 13,46 UDF ..... 794 12,44  
FN ..... 542 8,49 Verts ..... 515 8,07  
LO-LCR ..... 302 4,73 MN ..... 256 4,01  
PC ..... 217 3,40 M. imp. .... 179 2,80  
CPNT ..... 144 2,25 MEI ..... 124 1,94  
4J ..... 87 1,36 VEF ..... 42 0,65  
PLN ..... 17 0,26 PVE ..... 1 0,01  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Douai**

I, 26 252 A, 56,97 % E, 10 720.

PS ..... 2325 21,68 RPR-DL ..... 1373 12,80  
RPFIE ..... 1267 11,81 UDF ..... 1024 9,55  
Vert ..... 927 8,64 FN ..... 850 7,92  
PC ..... 838 7,79 LO-LCR ..... 643 5,99  
CPNT ..... 462 4,30 MN ..... 341 3,18  
M. imp. .... 211 1,96 MEI ..... 170 1,58  
4J ..... 132 1,23 VEF ..... 108 1,00  
PLN ..... 46 0,42 PVE ..... 5 0,04  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Dunkerque**

I, 51 088 A, 56,41 % E, 21 076.

PS ..... 4927 23,37 RPFIE ..... 2708 12,84  
RPR-DL ..... 2423 11,49 Verts ..... 2030 9,63  
FN ..... 1509 7,15 LO-LCR ..... 1430 6,78  
UDF ..... 1415 6,71 CPNT ..... 1184 5,61  
MN ..... 1121 5,31 PC ..... 971 4,60

**Le Monde**  
A LA TELEVISON  
ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10  
Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois  
à 21 heures**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi  
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)**La « une » du Monde**  
BFM  
Du lundi au vendredi  
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi  
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

M. imp. .... 401 1,90 MEI ..... 394 1,86  
4J ..... 334 1,58 VEF ..... 135 0,64  
PLN ..... 93 0,44 97,2 ..... 1 0,00  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Grande-Synthe**

I, 15 098 A, 57,96 % E, 5 995.  
PS ..... 1586 26,35 FN ..... 769 12,82  
LO-LCR ..... 662 11,04 CPNT ..... 488 8,14  
PC ..... 481 8,02 RPFIE ..... 437 7,28  
Vert ..... 433 7,22 MN ..... 270 4,50  
RPR-DL ..... 250 4,17 UDF ..... 189 3,15  
4J ..... 177 2,95 M. imp. .... 110 1,83  
PVE ..... 22 0,36 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Hazebrouck**

I, 15 382 A, 49,46 % E, 7 129.  
PS ..... 1572 24,57 RPFIE ..... 812 11,39  
RPFIE-DL ..... 791 11,08 LO-LCR ..... 593 8,31  
UDF ..... 584 8,19 Verts ..... 554 7,77  
FN ..... 524 7,35 CPNT ..... 429 6,01  
PC ..... 387 5,42 4J ..... 166 2,32  
MN ..... 166 2,24 MEI ..... 148 2,07  
M. imp. .... 142 2,04 PLN ..... 48 0,67  
4J ..... 14 2,04 PLN ..... 48 0,67  
PVE ..... 35 0,49 PVE ..... 1 0,01  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Hem**

I, 12 080 A, 45,81 % E, 6 147.  
PS ..... 1409 22,92 RPFIE-DL ..... 870 14,15  
RPFIE ..... 803 13,06 UDF ..... 709 11,53  
Vert ..... 547 8,89 FN ..... 439 7,14  
LO-LCR ..... 318 5,17 PC ..... 245 3,98  
MN ..... 238 3,38 M. imp. .... 143 2,32  
PC ..... 143 2,32 MEI ..... 142 2,31  
4J ..... 116 1,21 VEF ..... 56 0,58  
PLN ..... 23 0,24 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Lambertsart**

I, 20 117 A, 44,96 % E, 10 520.  
PS ..... 2377 22,84 PS ..... 1794 17,05  
RPFIE-DL ..... 1379 13,10 RPFIE ..... 1377 13,08  
Vert ..... 1064 10,11 FN ..... 552 5,24  
LO-LCR ..... 506 4,80 PC ..... 368 3,49  
MN ..... 256 2,43 CPNT ..... 201 1,91  
M. imp. .... 198 1,88 MEI ..... 194 1,84  
4J ..... 132 1,25 VEF ..... 66 0,62  
PLN ..... 27 0,25 PVE ..... 3 0,02  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Lomme**

I, 18 778 A, 56,34 % E, 7 648.  
PS ..... 2309 30,19 RPFIE ..... 763 9,97  
FN ..... 749 9,79 Verts ..... 630 8,23  
RPFIE-DL ..... 605 7,91 LO-LCR ..... 604 7,89  
PC ..... 552 7,72 UDF ..... 487 6,36  
MN ..... 330 4,31 M. imp. .... 159 2,07  
MEI ..... 146 1,90 CPNT ..... 146 1,90  
4J ..... 83 1,08 PLN ..... 48 0,62  
PLN ..... 32 0,24 PVE ..... 3 0,02  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Loos**

I, 11 751 A, 54,85 % E, 4 992.  
PS ..... 1467 29,38 RPFIE ..... 460 9,21  
FN ..... 432 8,65 RPFIE-DL ..... 423 8,47  
Vert ..... 411 8,23 LO-LCR ..... 406 8,13  
PC ..... 344 6,89 UDF ..... 325 6,51  
MN ..... 284 5,68 CPNT ..... 151 3,02  
M. imp. .... 102 2,04 MEI ..... 87 1,74  
4J ..... 51 1,02 VEF ..... 34 0,68  
PLN ..... 15 0,30 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**La Madeleine**

I, 14 482 A, 52,49 % E, 6 492.  
PS ..... 1130 17,40 RPFIE-DL ..... 1010 15,55  
RPFIE ..... 913 14,06 UDF ..... 812 12,50  
Vert ..... 738 11,36 FN ..... 416 6,40  
LO-LCR ..... 364 5,60 PC ..... 318 4,89  
MN ..... 239 3,68 MEI ..... 133 2,04  
M. imp. .... 124 1,91 CPNT ..... 116 1,78  
4J ..... 107 1,64 VEF ..... 44 0,67  
PLN ..... 31 0,30 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Marçay-en-Barœul**

I, 24 973 A, 44,47 % E, 13 177.  
RPFIE-DL ..... 3476 26,34 RPFIE ..... 1937 14,69  
UDF ..... 1821 13,81 PS ..... 1810 13,73  
Vert ..... 1087 8,24 FN ..... 631 4,78  
LO-LCR ..... 493 3,74 PC ..... 473 3,58  
MN ..... 395 2,99 CPNT ..... 272 2,06  
M. imp. .... 257 1,95 MEI ..... 238 1,80  
4J ..... 151 1,14 VEF ..... 101 0,76  
PLN ..... 22 0,16 PH ..... 14 0,10  
PF ..... 2 0 01 97,2 ..... 1 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Maubeuge**

I, 21 488 A, 61,18 % E, 7 904.  
PS ..... 1548 19,58 FN ..... 1076 13,61  
RPFIE ..... 927 11,72 UDF ..... 781 9,88  
RPFIE-DL ..... 765 9,67 PC ..... 757 9,57  
LO-LCR ..... 508 6,42 Verts ..... 490 6,19  
CPNT ..... 337 4,26 CPNT ..... 214 2,70  
MEI ..... 158 1,99 M. imp. .... 147 1,85  
4J ..... 125 1,58 VEF ..... 40 0,50  
PLN ..... 31 0,39 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Mons-en-Barœul**

I, 11 817 A, 54,21 % E, 5 161.  
PS ..... 1264 24,49 Verts ..... 575 11,14  
RPFIE ..... 524 10,15 FN ..... 512 9,92  
RPFIE-DL ..... 491 9,51 UDF ..... 441 8,54  
LO-LCR ..... 359 6,95 PC ..... 344 6,66  
MN ..... 234 4,53 CPNT ..... 115 2,22  
M. imp. .... 105 2,03 MEI ..... 83 1,60  
4J ..... 68 1,31 VEF ..... 38 0,73  
PLN ..... 6 0,11 PVE ..... 2 0,03  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Roubaix**

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 49

## HAUTE-NORMANDIE



D'une élection à l'autre, l'absentation a progressé en Haute-Normandie, pour s'établir à 52,07 %. Le PS marque un net redressement, avec 21,8 % des voix : la liste de François Hollande fait mieux que celle de Michel Rocard en 1994, mais moins bien que celle de Laurent Fabius, élu local de Seine-Maritime, en 1989. Les Verts triplent leurs résultats par rapport à 1994, tandis que l'extrême gauche double les siens. Le PCF a, en Seine-Maritime, perdu des points au profit des socialistes, mais fait un peu mieux qu'en 1994 dans l'Eure.

Dans ce département, comme pour toute la région, le député RPR Jean-Louis Débré, élu local, n'a pu éviter à son groupe de se faire devancer par la liste Pasqua-Villiers, l'UDF arrivant troisième, avec 8 %. Globalement, l'extrême droite est en baisse de plus de trois points. Le FN bat le MN, alors que la quasi-totalité des élus et des cadres régionaux sont passés dans le camp des mérédites. Les chasseurs réalisent une percée dans l'Eure.

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
6,43	8,11	21,82	9,08	6,72	7,97	11,67	12,42	6,56	3,42	5,75

## EURE

La liste de François Hollande arrive nettement en tête alors que le Parti communiste fait légèrement mieux qu'en 1994. Les Verts de la liste Cohn-Bendit sont bien placés, notamment à Evreux, où ils distancent largement le PCF dans une commune pourtant dirigée par le communiste Roland Plaisance. Charles Pasqua devance d'un point et demi M. Sarkozy sur les terres d'élection de Jean-Louis Débré, député RPR et conseiller général de Nonancourt. L'opposition a souffert de la performance de la liste des chasseurs de Jean Saint-Josse, qui dépasse celle de François Bayrou. L'extrême droite, qui subit un recul sur l'ensemble du département, conserve des positions importantes à Vernon, tant pour Jean-Marie Le Pen que pour Bruno Méret.

I, 365 674 V, 177 687 A, 51,40 %  
B. et N., 11 246 E, 166 441.

PS (Hollande) ..... 32724 19,39  
RPFIE (Pasqua) ..... 23022 13,83  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 20408 12,26  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 14789 8,78  
CPNT (Saint-Josse) ..... 14000 8,41  
UDF (Bayrou) ..... 13927 8,36  
FN (Le Pen) ..... 12772 7,67  
PC (Hue) ..... 10163 6,10  
LO-LCR (Laguiller) ..... 9016 5,41  
MN (Méret) ..... 6217 3,73  
M. imp. (Miguet) ..... 3758 2,25  
MEI (Waechter) ..... 2678 1,60  
4J (Larroutourou) ..... 1764 1,05  
PLN (Frappé) ..... 818 0,49  
VEF (Maudruix) ..... 783 0,47  
97,2 (Jos) ..... 30 0,01  
LN (Guerrin) ..... 12 0,00  
PVE (Cotten) ..... 4 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I, 348 496; A., 44,59 %; E., 181 454. – Baudis, 42 802 (23,59 %); Le Pen, 25 241 (13,91 %); Villiers, 24 057 (13,26 %); Rocard, 21 591 (11,90 %); Tapie, 21 268 (11,72 %); Wurtz, 10 844 (5,98 %); Goustat, 8 884 (4,90 %); Isler-Béguin, 5 465 (3,01 %); Laguiller, 4 672 (2,57 %); Chevénement, 4 207 (2,32 %); Lalonde, 3 950 (2,18 %); Schwartzzenberg, 2 527 (1,39 %); G. Touati, 1 651 (0,91 %); Frappé, 1 230 (0,68 %); Gluckstein, 1 017 (0,56 %); A. Touati, 94 (0,52 %); Cotter, 567 (0,31 %); Simeoni, 452 (0,25 %); Moutoussamy, 88 (0,05 %); Alliaud, 0.

Rég. 1998 : I, 362 623; A., 41,09 %; E., 202 240. – RPR-UDF, 56 079 (27,73 %); PS-PC, 54 443 (26,92 %); FN, 40 283 (19,92 %); Verts, 14 410 (7,13 %); CPNT, 13 168 (6,51 %); div. d., 9 835 (4,86 %); LCR, 7 094 (3,51 %); écol., 6 928 (3,43 %).

Prés. 1995 : A, 18,99 %. – Chirac, 52,97 %.

## Evreux

I, 25 959 A, 55,17 % E, 11 072.  
PS ..... 2485 22,44 RPR-DL ..... 1411 12,74  
Verts ..... 1345 12,14 RPFIE ..... 1277 11,53  
UDF ..... 996 8,99 PC ..... 796 7,18  
FN ..... 684 6,17 LO-LCR ..... 639 5,77  
MN ..... 499 4,50 CPNT ..... 306 2,76  
MEI ..... 230 2,07 M. imp. ..... 219 1,97  
4J ..... 106 0,95 VEF ..... 46 0,41  
PLN ..... 33 0,29 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00

## Vernon

I, 13 130 A, 52,74 % E, 5 937.  
PS ..... 1091 18,37 RPR-DL ..... 899 15,14  
RPFIE ..... 751 12,64 FN ..... 692 11,65  
Verts ..... 661 11,13 UDF ..... 544 9,16  
PC ..... 310 5,22 MEI ..... 267 4,49  
LO-LCR ..... 265 4,46 M. imp. ..... 127 2,13  
CPNT ..... 112 1,88 MEI ..... 103 1,73  
4J ..... 62 1,04 PLN ..... 27 0,45  
VFF ..... 24 0,40 VEF ..... 97,2 0,03  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## SEINE-MARITIME

La gauche plurielle obtient de bons résultats dans l'ensemble des grandes villes du département. A Grand-Quevilly, dont le maire est M. Fabius, la liste de M. Hollande dépasse 46 %. Cette position favorable se vérifie à Fécamp, mais aussi dans une commune à direction communiste comme Dieppe. Robert

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 49

## HAUTE-NORMANDIE



D'une élection à l'autre, l'absentation a progressé en Haute-Normandie, pour s'établir à 52,07 %. Le PS marque un net redressement, avec 21,8 % des voix : la liste de François Hollande fait mieux que celle de Michel Rocard en 1994, mais moins bien que celle de Laurent Fabius, élu local de Seine-Maritime, en 1989. Les Verts triplent leurs résultats par rapport à 1994, tandis que l'extrême gauche double les siens. Le PCF a, en Seine-Maritime, perdu des points au profit des socialistes, mais fait un peu mieux qu'en 1994 dans l'Eure.

Dans ce département, comme pour toute la région, le député RPR Jean-Louis Débré, élu local, n'a pu éviter à son groupe de se faire devancer par la liste Pasqua-Villiers, l'UDF arrivant troisième, avec 8 %. Globalement, l'extrême droite est en baisse de plus de trois points. Le FN bat le MN, alors que la quasi-totalité des élus et des cadres régionaux sont passés dans le camp des mérédites. Les chasseurs réalisent une percée dans l'Eure.

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
6,43	8,11	21,82	9,08	6,72	7,97	11,67	12,42	6,56	3,42	5,75

## Le Havre

I, 116 141 A, 58,84 % E, 45 476.  
PS ..... 9036 19,86 PC ..... 5947 13,07  
RPFIE ..... 4956 10,89 RPR-DL ..... 4760 10,46  
Verts ..... 4442 9,76 FN ..... 3577 7,98  
LO-LCR ..... 3227 7,09 UDF ..... 3200 7,03  
MN ..... 2202 4,84 CPNT ..... 1829 4,02  
M. imp. ..... 723 1,58 MEI ..... 651 1,43  
4J ..... 514 1,13 VEF ..... 280 0,61  
PLN ..... 124 0,27 97,2 8 0,01  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Le Petit-Quevilly

I, 11 629 A, 56,84 % E, 4 719.  
PS ..... 1547 32,78 PC ..... 608 12,88  
LO-LCR ..... 419 8,87 FN ..... 418 8,85  
RPFIE ..... 372 7,88 RPR-DL ..... 351 7,43  
Verts ..... 261 5,53 UDF ..... 217 4,59  
MN ..... 172 3,64 M. imp. ..... 82 1,73  
4J ..... 80 1,69 MEI ..... 78 1,65  
CPNT ..... 74 1,56 VEF ..... 21 0,44  
PLN ..... 19 0,40 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00

## Sotteville-lès-Rouen

I, 19 530 A, 51,60 % E, 8 862.

PS ..... 2784 31,41 Verts ..... 956 10,78  
PC ..... 840 9,47 RPFIE ..... 822 9,27  
LO-LCR ..... 729 8,93 RPR-DL ..... 645 7,27  
RPFIE ..... 580 9,11 LO-LCR ..... 567 8,91  
Verts ..... 513 8,06 FN ..... 432 6,79  
RPFIE ..... 432 6,79 UDF ..... 250 3,93  
MN ..... 226 3,55 MEI ..... 111 1,74  
M. imp. ..... 110 1,72 CPNT ..... 102 1,60  
4J ..... 87 1,36 VEF ..... 33 0,51  
PLN ..... 26 0,40 97,2 20 0,31  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Saint-Étienne-du-Rouvray

I, 16 127 A, 58,54 % E, 6 360.

PS ..... 1519 23,88 PC ..... 1352 21,25  
RPFIE ..... 580 9,11 LO-LCR ..... 567 8,91  
Verts ..... 513 8,06 FN ..... 432 6,79  
RPFIE ..... 432 6,79 UDF ..... 250 3,93  
MN ..... 226 3,55 MEI ..... 111 1,74  
M. imp. ..... 110 1,72 CPNT ..... 102 1,60  
4J ..... 87 1,36 VEF ..... 33 0,51  
PLN ..... 26 0,40 97,2 20 0,31  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## MAINE-ET-LOIRE

Terre centriste, le Maine-et-Loire a donné au sein de la droite la primauté à la liste UDF. Mais l'addition des scores des listes de François Bayrou, de Charles Pasqua et de Nicolas Sarkozy est en recul de neuf points par rapport au score des listes Baudis et de Villiers en 1994 (39,62 % contre 48,45 %). Les chasseurs, il est vrai, passent de 2,9 % à 8,19 % des suffrages exprimés. La gauche « plurielle » (PS, Verts et PC), avec 34,5 % des suffrages, ne rejoint donc pas l'opposition. Le PS perd d'ailleurs six points par rapport au total des trois listes Tapie, Rocard et Chevénement en 1994, tandis que le PC gagne un point (de 2,85 % à 3,80 %), et que les Verts doublent leur résultat de 1994 pour retrouver leur niveau de 1989.

I, 497 560 V, 239 515 A, 51,86 %

B. et N., 18 230 E, 220 831.

PS (Hollande) ..... 45527 20,61  
UDF (Bayrou) ..... 33051 14,96  
RPFIE (Pasqua) ..... 31525 12,19  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 27307 12,36  
Vets (Cohn-Bendit) ..... 22262 10,08  
CPNT (Saint-Josse) ..... 18094 8,19  
LO-LCR (Laguiller) ..... 9753 4,41  
PC (Hue) ..... 8396 3,80  
FN (Le Pen) ..... 8151 3,69  
M. imp. (Miguet) ..... 4036 1,82  
MIN (Méret) ..... 3720 1,68  
MEI (Waechter) ..... 3144 1,42  
4J (Larroutourou) ..... 2446 1,10  
VEF (Maudruix) ..... 2061 0,93  
PLN (Frappé) ..... 1245 0,56  
PH (Chanut-Sapin) ..... 88 0,03  
PVE (Cotten) ..... 11 0,00  
97,2 (Jos) ..... 11 0,00  
LN (Guerrin) ..... 3 0 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I, 209 931; A., 42,11 %; E., 110 486. – UDF, 36 187 (32,75 %); G. pl., 33 911 (30,69 %); RPR, 20 006 (18,11 %); FN, 8 592 (7,78 %); écol., 5 765 (5,22 %); ext. d., 3 116 (2,82 %); div. d., 2 909 (2,63 %).

Prés. 1995 : A, 17,83 %. – Chirac, 59,49 %.

## Laval

I, 32 716 A, 53,15 % E, 14 379.  
B. et N., 18 684 E, 22 081.

PS (Hollande) ..... 4184 29,09 RPR-DL ..... 1944 13,51  
UDF ..... 1867 12,99 Verts ..... 1762 12,25  
RPFIE ..... 1599 11,09 LO-LCR ..... 644 4,47  
PC ..... 558 3,88 FN ..... 491 3,41  
MEI ..... 285 1,98 CPNT ..... 276 1,91  
MN ..... 235 1,63 M. imp. ..... 191 1,32  
4J ..... 182 1,26 VEF ..... 89 0,61  
PLN ..... 59 0,41 97,2 ..... 15 0,10  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## PAYS DE LA LOIRE



Le score de la liste Pasqua-de Villiers est particulièrement important dans cette région où la Vendée – fief de Philippe de Villiers – et la Sarthe avaient voté « non » à Maastricht en 1992 : la liste du Rassemblement pour la France obtient ainsi près de 17 % des voix dans la région, soit environ quatre points de plus que la moyenne nationale. Le vote anti-Maastricht est toutefois en recul par rapport aux élections européennes de 1994, où M. de Villiers avait rallié 21 % des suffrages. Les chasseurs réalisent aussi une belle performance, avec 7 % des voix.

Ce scrutin marque aussi une progression générale de la gauche « plurielle », qui devance la droite (RPR-DL et UDF) en Mayenne et en Loire-Atlantique. A l'échelle régionale, les Verts franchissent la barre des 10 %, tandis que le PC enregistre un léger plus (4,46 %, contre 3,62 % en 1994). Réunissant à peine plus de 5 % des voix, les deux listes d'extrême droite confirment le faible score du Front national en 1994 (5,98 %).

## LO

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

I, 406 619 V, 211 684 A, 47,94 %
B. et N., 14 472 E, 197 212.
RPFIE (Pasqua) ..... 62920 31,90
PS (Hollande) ..... 38139 19,33
RPR-DL (Sarkozy) ..... 18689 9,47
UDF (Bayrou) ..... 17792 9,02
CPNT (Saint-Josse) ..... 15211 7,71
Verts (Cohn-Bendit) ..... 14969 7,59
LO-LCR (Laguiller) ..... 6223 3,15
PC (Hue) ..... 6071 3,07
FN (Le Pen) ..... 5204 2,63
M. imp. (Miguet) ..... 2870 1,45
MN (Méret) ..... 2397 1,21
MEI (Waechter) ..... 2385 1,20
4J (Larroutourou) ..... 1932 0,97
VEF (Maudruix) ..... 1419 0,71
PLN (Frappé) ..... 924 0,46
97,2 (Jos) ..... 58 0,02
PVE (Cotten) ..... 9 0,00
PF (Allenbach) ..... 0 0,00
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00
LN (Guerrin) ..... 0 0,00
<b>12 juin 1994:</b> I, 386 098; A, 40,71 %; E, 213 458. – Villiers, 74 173 (34,75 %); Baudis, 44 007 (20,62 %); Rocard, 27 475 (12,87 %); Tapie, 17 691 (8,29 %); Goustat, 10 700 (5,01 %); Le Pen, 9 792 (4,59 %); Wurtz, 5 110
<b>Prés. 1995:</b> A, 18,89 %. – Chirac, 60,50 %.

## PICARDIE



**La Picardie, où des problèmes informatiques ont retardé la transmission des résultats, réserve son lot de surprises et de votes d'humeur à chaque scrutin européen. Alors que la région avait battu le record du « non » lors du référendum sur le traité de Maastricht, cela ne l'avait pas empêchée, deux ans plus tard, d'accorder à Bernard Tapie un score supérieur à sa moyenne nationale. Les chasseurs picards, qui avaient créé la surprise lors du scrutin de 1989, ravissent la vedette, cette fois encore, aux listes concurrentes. La liste Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) est en progression, par rapport à 1994, de plus de seize points dans la Somme – selon des résultats partiels – et de cinq points dans l'Aisne. Le PC est parvenu à se maintenir, en dépit d'une assez nette progression de l'extrême gauche. Le total des scores des deux listes d'extrême droite est inférieur à celui du FN en 1994, d'un point dans l'Oise et dans l'Aisne, de près de trois points dans la Somme.**

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
6,36	7,54	19,22	7,15	13,25	6,98	10,60	11,79	8,10	3,31	5,63

## AISNE

François Hollande est largement en tête devant Charles Pasqua, qui, grâce à ses résultats dans les secteurs ruraux, devance de 382 voix Nicolas Sarkozy. Celui-ci est en tête de la droite dans les villes. François Bayrou ne parvient pas à percer dans un département sans grande tradition centriste. La grande surprise de ce scrutin est constituée par la liste des chasseurs, qui obtient 15 117 voix. Lors des précédentes élections européennes, elle n'en avait récolté que 7 801. Mais, là encore, il y a une grande différence entre les campagnes et les villes puisque dans celles-ci les Verts devancent les chasseurs. Arlette Laguiller, qui avait obtenu 6 162 voix lors du précédent scrutin, obtient cette fois 11 397 suffrages.

**L, 341 741 V, 166 532 A, 51,26 %**  
B. et N., 10 836 E, 155 696.  
PS (Hollande) ..... 33902 21,77  
RPFIE (Pasqua) ..... 18378 11,80  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 17996 11,55  
CPNT (Saint-Josse) ..... 14129 9,07  
FN (Le Pen) ..... 13258 8,51  
PC (Hue) ..... 12311 7,90  
LO-LCR (Laguiller) ..... 10629 6,82  
UDF (Bayrou) ..... 10464 6,72  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 10313 6,62  
MN (Méret) ..... 5025 3,22  
M. imp. (Miguet) ..... 3016 1,93  
MEI (Waechter) ..... 2474 1,58  
4J (Larroutourou) ..... 1798 1,15  
VEF (Maudruix) ..... 1066 0,68  
PLN (Frappé) ..... 887 0,56  
97,2 (Jos) ..... 30 0,01  
PH (Chanut-Sapin) ..... 17 0,01  
PVE (Cotten) ..... 3 0,00  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
LN (Guerrin) ..... 0 0,00

**12 juin 1994:** I, 369 165; A, 43,79 %; E, 194 287. – Baudis, 40 707 (20,95 %); Tapie, 27 930 (14,38 %); Rocard, 25 080 (12,91 %); Le Pen, 24 884 (12,81 %); Villiers, 21 617 (11,13 %); Wurtz, 16 083 (8,28 %); Goustat, 7 783 (4,01 %); Chevénement, 6 409 (3,30 %); Laguiller, 6 157 (3,17 %); Isler-Béguin, 5 480 (2,82 %); Lalonde, 3 792 (1,95 %); G. Touati, 2 098 (1,08 %); Schwartzberg, 1 793 (0,92 %); Frappé, 1 239 (0,64 %); Gluckstein, 1 121 (0,58 %); A. Touati, 910 (0,47 %); Cottet, 737 (0,38 %); Simeoni, 467 (0,24 %); Aillaud, 0; Moussaoui, 0.  
**Rég. 1998:** I, 368 803; A, 38,73 %; E, 215 453. – PS-PC, 70 917 (32,92 %); RPR-UDF, 64 763 (30,06 %); FN, 36 785 (17,07 %); LO, 16 665 (7,73 %); Verts, 10 702 (4,97 %); CPNT, 9 149 (4,25 %); écol., 6 472 (3,00 %).  
**Prés. 1995:** A, 17,97 %. – Jospin, 54,55 %.

**Loire**  
I, 15 469 A, 56,95 % E, 6 349.  
PS ..... 1729 27,23 RPR-DL ..... 812 12,78  
RPFIE ..... 714 11,24 Verts ..... 628 9,89  
UDF ..... 519 8,17 LO-LCR ..... 462 7,27  
PC ..... 406 6,39 FN ..... 327 5,15  
CPNT ..... 259 4,07 MN ..... 155 2,44  
M. imp. ..... 118 1,85 MEI ..... 83 1,30  
4J ..... 67 1,05 VEF ..... 37 0,58  
PLN ..... 33 0,51 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Saint-Quentin**  
I, 35 961 A, 53,59 % E, 15 717.  
PS ..... 3553 22,60 RPR-DL ..... 2200 13,99  
RPFIE ..... 1768 11,24 PC ..... 1497 9,52

SOISSONS	SOMME										
<b>Les résultats de la Somme sont incomplets à l'heure où nous avons imprimé le journal à la suite d'un dysfonctionnement des serveurs informatiques de la préfecture. Toutefois, le PS paraît en nette progression par rapport à 1994 sans avoir pu néanmoins récupérer tous les suffrages qui s'étaient portés sur Bernard Tapie. L'extrême gauche devance le PC dans les trois principales villes de l'Oise. L'extrême droite est en recul par rapport à 1994, sauf à Beauvais. La droite résiste relativement, sauf encore à Beauvais. Mais dans ce département où le RPR avait été secoué par les tentations d'alliance avec le FN de son patron départmental, Jean-François Mancel, la liste de Charles Pasqua devance celle de Nicolas Sarkozy.</b>											

**A NOS ABONNÉS**  
UN SEUL NUMÉRO  
0/803/022/021\*

exclusivement réservé pour :

FAIRE SUIVRE  
OU SUSPENDRE  
VOTRE ABONNEMENT

\*0,99 F TTC/mn.

**Rég. 1998:** I, 495 349; A, 40,10 %; E, 283 750. – PS-PC, 79 409 (28,04 %); RPR-UDF, 71 322 (25,19 %); FN, 69 008 (24,37 %); LO, 17 606 (6,15 %); Verts, 14 292 (5,05 %); div. d., 13 370 (4,72 %); écol., 12 216 (4,31 %); CPNT, 6 127 (2,16 %).  
**Prés. 1995:** A, 18,89 %. – Chirac, 51,12 %.

## Beauvais

I, 32 086 A, 52,27 % E, 14 496.  
PS ..... 3290 22,69 RPFIE ..... 1732 11,94  
FN ..... 1535 10,98 RPR-DL ..... 1554 10,72  
Verts ..... 1290 8,89 LO-LCR ..... 1045 7,20  
UDF ..... 1005 6,93 PC ..... 847 5,84  
MN ..... 714 4,92 CPNT ..... 487 3,35  
MEI ..... 281 1,93 M. imp. ..... 251 1,73  
4J ..... 212 1,46 VEF ..... 115 0,79  
PLN ..... 73 0,50 LN ..... 6 0,04  
PVE ..... 1 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

## Compiègne

I, 22 267 A, 51,93 % E, 10 172.  
PS ..... 1953 19,19 RPR-DL ..... 1757 17,27  
RPFIE ..... 1602 15,74 UDF ..... 1020 10,02  
Vert ..... 939 9,23 FN ..... 730 7,17  
LO-LCR ..... 555 5,45 MN ..... 418 4,10  
PC ..... 347 3,41 CPNT ..... 244 2,39  
M. imp. ..... 219 2,15 MEI ..... 192 1,88  
4J ..... 100 0,98 VEF ..... 65 0,63  
PLN ..... 31 30 PVE ..... 0 0,00  
PFE ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

## Creil

I, 14 775 A, 63,12 % E, 5 195.  
PS ..... 1459 28,08 FN ..... 684 13,16  
RPFIE ..... 516 9,93 Verts ..... 478 9,20  
RPR-DL ..... 408 7,85 LO-LCR ..... 386 7,43  
PC ..... 352 6,77 MN ..... 278 5,35  
UDF ..... 249 4,79 CPNT ..... 112 2,15  
MEI ..... 88 1,69 M. imp. ..... 77 1,48  
4J ..... 65 1,25 VEF ..... 21 0,40  
PLN ..... 15 0,28 97,2 ..... 7 0,13  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## CHARENTE

Le RPR, affaibli par des querelles internes lors des sénatoriales de l'automne dernier, subit un sérieux revers. La liste Sarkozy-Madelin, pourtant soutenue par le sénateur Henri de Richemont et le président de région Jean-Pierre Raffarin, est devancée par celle de Charles Pasqua. De son côté, l'UDF, qui dirige la mairie d'Angoulême et le conseil général, n'arrive qu'en cinquième position. Les socialistes, qui détiennent les quatre sièges de député depuis 1997, confirment leur implantation : la liste Hollande recueille autant de voix que l'addition des listes Rocard et Tapie aux européennes de 1994. Les Verts, en revanche, sont en dessous de leur moyenne nationale et arrivent derrière la liste Chasse, pêche, nature et traditions.

**I, 254 201 V, 121 286 A, 52,28 %**  
B. et N., 9 403 E, III 883.

PS (Hollande) ..... 28529 25,32  
RPFIE (Pasqua) ..... 14779 13,20

RPR-DL (Sarkozy) ..... 13081 11,69

CPNT (Saint-Josse) ..... 10753 9,61

UDF (Bayrou) ..... 9199 8,22

Vert (Cohn-Bendit) ..... 905 8,09

PC (Hue) ..... 852 7,61

LO-LCR (Laguiller) ..... 5683 5,07

FN (Le Pen) ..... 4417 3,94

MN (Méret) ..... 2291 2,04

MEI (Waechter) ..... 1705 1,52

4J (Larroutourou) ..... 1172 1,04

VEF (Maudruix) ..... 952 0,85

PLN (Frappé) ..... 530 0,47

97,2 (Jos) ..... 52 0,04

LN (Guerrin) ..... 6 0,00

PVE (Cotten) ..... 1 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00

LN (Guerrin) ..... 0 0,00

**Rég. 1998:** I, 334 577 V, 188 327 A, 43,71 %

B. et N., 11 391 E, 176 936.

CPNT (Saint-Josse) ..... 47008 26,56

PS (Hollande) ..... 28684 16,21

RPFIE (Pasqua) ..... 17048 9,63

RPR-DL (Sarkozy) ..... 14765 8,34

PC (Hue) ..... 14559 8,22

UDF (Bayrou) ..... 12805 7,23

Vert (Cohn-Bendit) ..... 10500 5,93

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 51

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



La gauche avait contesté l'hégémonie des droites lors des législatives de 1997, puis remporté la majorité relative lors des régionales de 1998. Arrivée en tête dans la région (18,2%), la liste PS confirme cette évolution et stabilise ses positions. Mais il s'agit d'une position fragile. La liste Hollande est, en effet, talonnée par celle de M. Pasqua (16,3%) qui devance nettement celle de M. Sarkozy (11,5%). Cette percée de Charles Pasqua affaiblit la position du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (DL), et lui ouvre surtout des perspectives à Toulon où sa liste, emmenée localement par Jean-Charles Marchiani, arrive en tête avec plus de 20 % des suffrages et devance de 4 points les listes FN et MN. L'extrême droite, elle, souffre de son éclatement : alors que Bruno Mégrét est légèrement devancé par Jean-Marie Le Pen, le score de leurs deux listes dépasse à peine 14 %, soit 13 points de moins qu'aux régionales de 1998 et 3 points de moins qu'aux européennes de 1994.

LO-LCR PC PS Verts CPNT UDF RPR-DL RPFIE FN MN Div.  
4,24 7,70 18,23 8,91 6,51 7,04 11,49 16,36 7,85 6,84 4,76

## ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Bien qu'arrivant en tête dans le département ainsi que dans les centres urbains, la gauche « plurielle » ne retrouve pas son score de 1994, ni même celui des régionales de 1998. L'émergence de l'extrême gauche, et surtout des chasseurs, qui pointent en 3<sup>e</sup> position au niveau départemental et arrivent à la 2<sup>e</sup> place dans la quasi-totalité des communes rurales, explique cet état de fait. A droite, la liste de Charles Pasqua devance celle de Nicolas Sarkozy de plus de quatre points, et M. Bayrou n'a pas réussi à capter d'électorat bas-alpin. Le total des voix de droite est plus faible que celui de la liste RPR-UFD des régionales de 1998. Enfin l'extrême droite (FN et MN) perd plus de 8 % des voix par rapport aux régionales de mars 1992.

I., 104 855 V, 54 348 A, 48,16 %  
B. et N., 3 600 E, 50 748.

PS (Hollande) ..... 10190 20,07  
RPFIE (Pasqua) ..... 7453 14,68  
CPNT (Saint-Josse) ..... 5432 10,70  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 5268 10,38

PC (Hue) ..... 4965 9,78  
Vert (Cohn-Bendit) ..... 4266 8,40

UDF (Bayrou) ..... 3295 6,49  
LO-LCR (Laguiller) ..... 2605 5,13

FN (Le Pen) ..... 2531 4,98  
MN (Méret) ..... 1959 3,86

M. imp. (Miguet) ..... 858 1,69  
MEI (Waechter) ..... 857 1,68

4 J (Larroutou) ..... 448 0,79  
VEF (Maudru) ..... 403 0,79

PLN (Frappé) ..... 210 0,41  
PVE (Cotten) ..... 8 0,01

PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00

LN (Guerin) ..... 0 0,00  
97,2 (Jos) ..... 0 0,00

12 juin 1994 : I., 85 721; A., 45,41 %, E., 44 220; - Baudis, 12 158 (14,49%); Tapie, 6 881 (15,56%); Rocard, 5 466 (12,36%); Villiers, 4 808 (10,87%); Le Pen, 3 618 (8,18%); Wurtz, 2 890 (6,54 %); Goustat, 2 370 (5,36 %); Isler-Béguin, 1 622 (3,67 %); Lalonde, 1 041 (2,35 %); Chevénement, 968 (2,19 %); Schwartzberg, 792 (1,79 %); Laguiller, 754 (1,71 %); Simeoni, 187 (0,42 %); Frappé, 182 (0,41 %); G. Touati, 160 (0,36 %); Gluckstein, 131 (0,30 %); A. Touati, 113 (0,26 %); Cotten, 79 (0,18 %); Aillaud, 0; Moutoussamy, 0.

Rég. 1998 : I., 89 919; A., 34,98 %; E., 54 799; - RPR-UDF (30,76 %); G. pl., 17 937 (32,73 %); div. g., 8 204 (14,97 %); FN, 7 385 (13,48 %); div. g., 693 (1,26 %).

Prés. 1995 : A., 18,33 % - Chirac, 54,97 %.

## Gap

I., 24 530 A, 53,42 %, E., 10 713.  
RPFIE ..... 2205 22,44 UDF ..... 1474 13,75  
PS ..... 1953 12,70 PC ..... 1023 9,15  
Vert ..... 977 8,74 UDF ..... 871 7,79  
MN ..... 720 6,44 PC ..... 451 4,03  
LO-LCR ..... 324 2,89 M. imp. .... 182 1,62  
CPNT ..... 178 1,59 MEI ..... 140 1,25  
VEF ..... 93 0,83 4 J ..... 48 0,42  
PLN ..... 27 0,24 PVE ..... 0 0,00  
PVE ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Le Cannet

I., 24 854 A, 53,30 %, E., 11 176.

RPFIE ..... 2277 20,37 RPR-DL ..... 2026 18,12  
PS ..... 1839 16,45 FN ..... 1023 9,15

Vert ..... 977 8,74 UDF ..... 871 7,79

MN ..... 720 6,44 PC ..... 451 4,03

LO-LCR ..... 324 2,89 M. imp. .... 182 1,62

CPNT ..... 178 1,59 MEI ..... 140 1,25

VEF ..... 93 0,83 4 J ..... 48 0,42

PLN ..... 27 0,24 PVE ..... 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Grasse

I., 23 946 A, 54,94 %, E., 10 355.

RPFIE ..... 2228 21,51 PS ..... 1739 16,79

Vert ..... 119 11,53 RPR-DL ..... 1191 11,50

UDF ..... 852 8,68 FN ..... 827 7,98

PC ..... 596 5,75 MN ..... 517 4,99

LO-LCR ..... 374 3,61 CPNT ..... 349 3,37

M. imp. ..... 157 1,51 MEI ..... 156 1,50

VEF ..... 95 0,91 4 J ..... 58 0,56

PLN ..... 16 0,15 PVE ..... 2 0,01

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Menton

I., 19 087 A, 55,21 %, E., 8 145.

RPFIE ..... 1640 20,20 RPR-DL ..... 1343 16,48

PS ..... 1273 15,62 FN ..... 814 9,99

Vert ..... 648 7,93 UDF ..... 618 7,58

MN ..... 522 6,40 PC ..... 436 5,35

LO-LCR ..... 288 3,53 CPNT ..... 201 2,46

M. imp. ..... 134 1,64 MEI ..... 122 1,49

VEF ..... 41 0,50 4 J ..... 40 0,49

PLN ..... 18 0,22 PVE ..... 3 0,03

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Saint-Laurent-du-Vaucluse

I., 17 175 A, 54,18 %, E., 7 554.

RPFIE ..... 1871 24,76 PS ..... 1291 17,09

RPR-DL ..... 905 11,98 MN ..... 647 8,56

Vert ..... 638 8,44 FN ..... 627 8,30

MN ..... 505 6,68 PC ..... 343 4,54

LO-LCR ..... 223 2,95 CPNT ..... 159 2,10

MEI ..... 117 1,54 M. imp. .... 103 1,36

VEF ..... 56 0,74 4 J ..... 41 0,54

PLN ..... 26 0,34 PVE ..... 2 0,02

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## Vallauris

I., 15 202 A, 54,80 %, E., 6 572.

RPFIE ..... 1465 22,29 PS ..... 1118 17,01

RPR-DL ..... 881 13,40 FN ..... 666 10,13

Vert ..... 572 8,70 PC ..... 457 6,95

MN ..... 416 6,32 UDF ..... 366 5,56

LO-LCR ..... 200 3,04 CPNT ..... 142 2,16

M. imp. ..... 105 1,59 MEI ..... 68 1,03

VEF ..... 63 0,95 4 J ..... 38 0,57

PLN ..... 12 0,18 97,2 ..... 3 0,04

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

## BOUCHES-DU-RHÔNE

I., 668 055 V, 286 849 A, 57,06 %

B. et N., 11 440 E, 275 409.

PS (Hollande) ..... 4612 26,14

RPFIE (Pasqua) ..... 38832 14,09

FN (Le Pen) ..... 25417 9,22

Vert (Cohn-Bendit) ..... 25012 9,08

UDF (Bayrou) ..... 21342 7,74

PC (Hue) ..... 16722 6,07

MN (Méret) ..... 16039 5,82

LO-LCR (Laguiller) ..... 9602 3,48

CPNT (Saint-Josse) ..... 7423 2,69

MEI (Waechter) ..... 4257 1,54

4 J (Larroutou) ..... 4074 1,47

VEF (Maudru) ..... 1548 0,74

PLN (Frappé) ..... 646 0,23

PVE (Cotten) ..... 54 0,01

Vert (Cohn-Bendit) ..... 36 0,01

PH (Chanut-Sapin) ..... 27 0,00

LN (Guerin) ..... 9 0,00

PF (Allenbach) ..... 1 0,00

12 juin 1994 : I., 664 068; A., 50,29 %; E., 318 206; - Baudis, 82 045 (25,78 %); Le Pen, 60 864 (19,13 %); Villiers, 48 475 (15,23 %); Tapie, 39 450 (12,40 %); Rocard, 28 997 (9,11 %); Wurtz, 19 966 (6,27 %); Isler-Béguin, 8 076 (2,54 %); Lalonde, 5 907 (1,86 %); Goustat, 5 755 (1,81 %); Chevénement, 5 184 (1,63 %); Laguiller, 3 736 (1,17 %); Schwartzberg, 3 435 (1,08 %); Frappé, 1 439 (0,45 %); A. Touati, 1 273 (0,40 %); G. Touati, 1 139 (0,36 %); Simeoni, 80 (0,31 %); Cotten, 736 (0,23 %); Gluckstein, 729 (0,23 %); Moutoussamy, 10 (0,01 %); Aillaud, 0.

Rég. 1998 : I., 676 929; A., 44,38 %; E., 6 649; B. et N., 3 172 E, 42 394.

PS (Hollande) ..... 8624 20,34

RPFIE (Pasqua) ..... 5816 13,71

RPR-DL (Sarkozy) ..... 514

**La Seyne-sur-Mer**

I, 40 831 A., 63,56 % E., 14 205.  
RPFIE .... 2428 17,09 PS ..... 2357 16,59  
PC ..... 1869 13,15 FN ..... 1265 8,90  
RPR-DL .. 1258 8,85 Verts ..... 1125 7,91  
MN ..... 1053 7,41 UDF ..... 885 6,23  
LO-LCR .. 839 5,90 CPNT ..... 524 3,68  
M. imp. .. 233 1,64 MEI ..... 216 1,52  
4 J ..... 80 0,56 VEF ..... 49 0,34  
PLN ..... 24 1,16 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Six-Fours-les-Plages**

I, 24 592 A., 55,73 % E., 10 440.  
RPFIE .... 2119 20,29 PS ..... 1738 16,64  
RPR-DL .. 1278 12,24 UDF ..... 909 8,70  
MN ..... 868 8,31 FN ..... 855 8,18  
Verts ..... 755 7,23 PC ..... 517 4,95  
CPNT .... 479 4,58 LO-LCR ..... 412 3,94  
M. imp. .. 198 1,89 MEI ..... 188 1,80  
4 J ..... 73 0,69 VEF ..... 41 0,39  
PLN ..... 10 0,09 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**La Valette-du-Var**

I, 15 067 A., 55,87 % E., 6 331.  
RPFIE .... 1270 20,06 PS ..... 1149 18,14  
RPR-DL .. 735 11,60 FN ..... 628 9,91  
PC ..... 399 6,16 MN ..... 386 6,09  
LO-LCR .. 323 5,10 CPNT ..... 218 3,44  
M. imp. .. 109 1,72 MEI ..... 99 1,56  
4 J ..... 52 0,82 VEF ..... 33 0,52  
PLN ..... 11 1,17 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**VAUCLUSE**

La liste socialiste arrive en tête mais elle n'atteint pas les 19 %. Moins de 5 000 voix la séparent de la liste Pasqua, qui arrive en deuxième position, distançant nettement la liste RPR-DL (15,4 % contre 11,35 %), sur laquelle figurait Marie-Josée Roig, maire d'Avignon. A Carpentras, la liste Pasqua devance même celle de François Hollande. Alors que le FN avait obtenu la troisième place en 1994 avec 16,59 % et la deuxième aux régionales de 1998 avec 26,98 %, les deux listes d'extrême droite sont en dessous de la barre des 15 %. A Orange, dont le maire, Jacques Bompard, soutient M. Le Pen, ce dernier arrive en troisième position, derrière François Hollande et Charles Pasqua, avec 15,56 % des suffrages contre 7,15 % à Bruno Mégrét.

I, 328 555 V., 164 562 A., 49,91 %  
B. et N., 9 206 E., 155 356.

PS (Hollande) ..... 28877 18,58  
RPFIE (Pasqua) ..... 23932 15,40  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 17636 11,35  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 14563 9,37  
FN (Le Pen) ..... 13713 8,82  
CPNT (Saint-José) ..... 12376 7,96  
PC (Hue) ..... 9971 6,41  
UDF (Bayrou) ..... 9595 6,17  
MN (Mégrét) ..... 9557 6,15  
LO-LCR (Laguiller) ..... 6523 4,19  
MEI (Waechter) ..... 2536 1,63  
M. imp. (Miguet) ..... 2465 1,58

**RHÔNE-ALPES**

**La division de la droite républicaine n'a pas réellement entamé son capital de confiance en Rhône-Alpes. Désormais, la liste de Charles Pasqua figure en tête. Elle devance celles du RPR et de l'UDF dans les départements de Rhône, de l'Isère, de la Loire et de l'Ain. Ce sont les Verts qui, une nouvelle fois, créent la surprise en réalisant des scores beaucoup plus élevés qu'aux élections européennes de 1994 et aux régionales de 1998. L'implantation des écologistes se renforce à Grenoble avec 17,19 % des voix. A Lyon, leur progression est également spectaculaire dans la quasi-totalité des arrondissements, mais surtout dans le premier, dont le maire est Vert, et où Daniel Cohn-Bendit recueille près de 24 % des suffrages. L'extrême droite, qui s'était fortement implantée ces dernières années dans la région, enregistre un net recul. Jean-Marie Le Pen devance presque partout Bruno Mégrét, même dans les communes de l'Est lyonnais, considérées jusqu'alors comme un fief mégrétiste.**

LO-LCR	PC	PS	Verts	CPNT	UDF	RPR-DL	RPFIE	FN	MN	Div.
4,89	6,30	21,17	10,92	4,83	10,10	12,41	14,05	5,88	3,93	5,46

**AIN**

Le résultat de la liste Holland reste inférieur au total réalisé par la gauche non communiste en 1994. A Bourg-en-Bresse, la liste socialiste fait mieux que les listes Sarkozy et Pasqua réunies. En troisième position dans le département, le RPR et DL s'écoutrent : la liste Pasqua, qui les précède de plus de trois points, a pu bénéficier du soutien de Charles Millon. L'extrême droite recule de plus de 2 % : la liste de M. Mégrét devance celle de M. Le Pen à Bourg-en-Bresse et à Oyonnax. Les chasseurs réalisent de gros scores dans la Dombes et dans les communes rurales. Arlette Laguiller fait plus que doubler son pourcentage. Les Verts devancent la liste Bayrou avec de bons résultats dans les grandes villes et dans le pays de Gex.

I, 323 080 V., 137 479 A., 57,44 %  
B. et N., 8 175 E., 129 304.

PS (Hollande) ..... 26898 20,80  
RPFIE (Pasqua) ..... 19642 15,19  
RPR-DL (Sarkozy) ..... 15434 11,93  
Verts (Cohn-Bendit) ..... 12810 9,90  
UDF (Bayrou) ..... 12382 9,57

**Bourg-en-Bresse**

I, 22 240 A., 60,11 % E., 8 467.  
RPFIE .... 2317 27,36 RPR-DL ..... 1139 13,45  
UDF .... 860 10,15 PC ..... 451 5,32  
LO-LCR .. 368 4,34 MN ..... 358 4,22  
FN ..... 347 4,09 CPNT ..... 171 2,01  
M. imp. .. 111 1,31 MEI ..... 107 1,26  
4 J ..... 66 0,77 VEF ..... 53 0,62  
PLN ..... 24 0,28 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Oyonnax**

I, 11 018 A., 63,39 % E., 3 830.

PS ..... 740 19,32 RPFIE .... 685 17,88  
RPR-DL .. 498 13,00 Verts ..... 329 8,59  
PC ..... 310 8,09 UDF ..... 305 7,96  
MN ..... 262 6,84 FN ..... 239 6,24  
LO-LCR .. 173 4,51 CPNT ..... 118 3,08  
M. imp. .. 71 1,85 MEI ..... 55 1,43  
4 J ..... 18 0,46 VEF ..... 17 0,44  
PLN ..... 10 0,26 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**ARDÈCHE**

Malgré un résultat légèrement inférieur (8,92 %) à la moyenne nationale, les Verts réalisent une spectaculaire progression dans ce département : ils triplent le résultat obtenu en 1994 et gagnent près de 6 000 suffrages. Les chasseurs, qui enregistrent 3 300 voix supplémentaires par rapport au précédent scrutin européen, confirment le résultat obtenu aux régionales de 1998. L'Ardeche avait alors été le seul département de Rhône-Alpes à élire un conseiller régional chasseur, qui figurait en neuvième position sur la liste européenne CPNT. C'est dans les cantons ruraux que les résultats des chasseurs sont les plus importants. Les résultats des listes FN et MN sont équivalents à ceux d'il y a cinq ans, et le PC maintient ses positions.

**Carpentras**

I, 17 122 A., 54,18 % E., 7 488.

RPFIE .... 1227 16,38 PS ..... 1158 15,46  
RPR-DL .. 1144 15,27 FN ..... 980 13,08  
Verts ..... 586 7,82 UDF ..... 506 6,75  
MN ..... 465 6,20 CPNT ..... 386 5,15  
PC ..... 343 4,58 LO-LCR ..... 254 3,39  
MEI ..... 129 1,72 M. imp. ..... 119 1,58  
VEF ..... 89 1,18 4 J ..... 63 0,84  
PLN ..... 35 0,46 PVE ..... 2 0,02  
4 J ..... 188 0,77 VEF ..... 161 0,69  
PLN ..... 88 0,37 PVE ..... 3 0,01  
97,2 ..... 1 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Cavaillon**

I, 1,213 748 V., 107 070 A., 49,90 %  
B. et N., 6 606 E., 100 464.

PS (Hollande) ..... 2125 16,69 RPFIE .... 1012 16,47  
RPFIE .... 691 11,25 FN ..... 632 10,29  
MN ..... 567 9,23 Verts ..... 535 8,71  
PC ..... 367 5,97 CPNT ..... 328 5,34  
UDF .... 324 5,27 LO-LCR ..... 238 3,87  
MEI ..... 132 2,14 M. imp. ..... 113 1,84  
VEF ..... 95 1,54 4 J ..... 48 0,78  
PLN ..... 28 0,45 PVE ..... 6 0,09  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Orange**

I, 15 997 A., 50,34 % E., 7 608.

PS ..... 1302 17,11 RPFIE .... 1239 16,28  
FN ..... 1184 15,56 RPR-DL ..... 984 12,93  
UDF ..... 549 7,21 MN ..... 544 7,15  
Verts ..... 522 6,86 CPNT ..... 345 4,53  
PC ..... 292 3,83 LO-LCR ..... 246 3,23  
M. imp. .. 113 1,48 MEI ..... 106 1,39  
VEF ..... 84 1,10 4 J ..... 68 0,89  
PLN ..... 29 0,38 97,2 ..... 1 0,01  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**ISÈRE**

A gauche, un transfert de voix s'est effectué au profit des Verts, qui doublent leur score des régionales de 1998 et se placent en deuxième position derrière le PS. Ils réalisent leurs meilleures scores dans l'agglomération grenobloise, ce qui laisse augurer d'après négociations pour les municipales. L'extrême gauche confirme sa progression et devrait envoyer à Strasbourg la seule députée iséroise, quatrième sur la liste LO-LCR. A droite, le transfert des voix à très largement bénéficié à M. Pasqua, qui arrive en tête des listes de la droite républicaine. Même augmenté des voix obtenues par M. Mégrét, le résultat de M. Le Pen enregistre un net recul : l'extrême droite perd au total près de neuf points par rapport aux régionales de 1998.

**Prives**

I, 5 944 A., 54,49 % E., 2 576.

PS (Hollande) ..... 567 22,01 RPFIE .... 340 13,19  
UDF .... 317 12,30 RPR-DL ..... 298 11,56  
Verts ..... 235 9,12 PC ..... 203 7,88  
CPNT ..... 155 6,01 FN ..... 114 4,42  
LO-LCR .. 114 4,42 MN ..... 84 3,26  
MEI ..... 51 1,94 4 J ..... 35 1,35  
M. imp. .. 31 1,20 VEF ..... 24 0,93  
PLN ..... 9 0,34 PVE ..... 0 0,00  
PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**DROME**

La percée la plus spectaculaire est

réalisée par les Verts, qui multiplient leurs suffrages par trois depuis 1994. La liste de Daniel Cohn-Bendit arrive même en deuxième position dans un quart des cantons. C'est souvent dans ces mêmes cantons que les chasseurs, qui progressent de trois points, réalisent leurs meilleures scores. La gauche « plurielle » apparaît majoritaire par rapport aux trois listes de droite dans la ville RPR de Valence. Thierry Cornillet, président du Parti radical, maire de Montélimar et huitième de la liste Bayrou, permet à cette liste d'obtenir plus de 19 % dans sa ville, à deux points du PS. L'extrême droite, FN et MN, maintient ses positions et reste forte sur la région de Romans et sur Pierrelatte, dans le sud.

**Lyon**

I, 296 062 V., 145 287 A., 51,25 %  
B. et N., 8 555 E., 136 732.

CPNT (Saint-José) ..... 10008 7,73  
FN (Le Pen) ..... 7581 5,86  
PC (Hue) ..... 6331 4,89  
LO-LCR (Laguiller) ..... 5855 4,52  
MN (Mégrét) ..... 5349 4,13  
M. imp. (Miguet) ..... 2254 1,74  
MEI (Waechter) ..... 1958 1,51  
VEF (Maudru) ..... 1283 0,99  
4 J (Larroutrou) ..... 980 0,75  
PLN (Frappé) ..... 479 0,37  
97,2 (Jos) ..... 34 0,02  
PVE (Cotten) ..... 26 0,02  
PF (Allenbach) ..... 0 0,00  
PH (Chauvet-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerin) ..... 0 0,00

**12 juin 1994 : I, 304 769 ; A., 50,71 % ; E., 142 382. – Baudis, 37 81 (26,56 %) ; Villiers, 15 948 (13,73 %) ; Rocard, 19 070 (13,39 %) ; Le Pen, 17 249 (12,11 %) ; Tapie, 16 734 (9,55 %) ; Wurtz, 16 410 (4,31 %) ; Goustat, 5 712 (4,01 %) ; Isler-Béguin, 4 561 (3,20 %) ; Chevénement, 3 544 (2,49 %) ; Lalonde, 3 303 (2,32 %) ; Laguiller, 2 908 (2,04 %) ; Schwartzberg, 2 299 (1,61 %) ; G. Touati, 790 (0,55 %) ; Frappé, 759 (0,55 %) ; Gluckstein, 570 (0,40 %) ; Touati, 492 (0,35 %) ; Cotten, 478 (0,34 %) ; Simeoni, 406 (0,29 %) ; Aillaud, 0 ; Moutoussamy, 0.****Rég. 1998 : I, 320 301 ; A., 47,63 % ; E., 159 876. – RPR-UDF, 53 917 (33,72 %) ; G. pl., 50 337 (31,49 %) ; FN, 29 732 (18,60 %) ; div. d., 12 711 (7,95 %) ; LO, 6 811 (4,26 %) ; div. s., 3 789 (2,37 %) ; div. g., 2 579 (1,61 %).**

Prés. 1995 : A., 19,92 % – Chirac, 57,43 %

**VEF (Maudru)**

I, 10 156 A., 63,47 % E., 4 555.

4 J (Larroutrou) ..... 1044 0,76  
RPFIE .... 435 0,31  
PVE (Cotten) ..... 127 0,09  
PH (Chauvet-Sapin) ..... 0 0,00  
LN (Guerin) ..... 0 0,00

**Bourgoin-Jallieu**

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LE MONDE / MARDI 15 JUIN 1999 / 53

Lyon, 3 <sup>e</sup> arrondissement									
I., 39 676 A., 51,85 % E., 18 501.	CPNT ....	99 1,46 M. imp....	98 1,44	(10,34 %) ; Wurtz, 7 358 (6,42 %) ; Isler-Béguin, 3 899 (3,40 %) ; Goustat, 3 378 (2,95 %)	PLN ..... 33 0,48 PVE .... 12 0,17	Verts (Cohn-Bendit) ..... 20938 13,20	Annecy		
PS ..... 3807 20,57 RPFIE .... 2873 15,52	4) ..... 47 0,69 VEF .... 43 0,63	PH ..... 20 0,29 PLN .... 14 0,20	20,29 (2,48 %) ; Schwartzenberg, 2 232 (1,95 %) ; Laguiller, 2 109 (1,84 %) ; G. Touati, 606 (0,53 %) ; Frappe, 546 (0,48 %) ; Gluckstein, 486 (0,42 %) ; Simeoni, 470 (0,41 %) ; A. Touati, 393 (0,34 %) ; Cotten, 328 (0,29 %) ; Allaud, 0 ; Moutousamy, 0.	UDF (Bayrou) ..... 19204 12,11	I., 29 449 A., 55,76 % E., 12 450.				
RPR-DL .. 2684 14,50 UDF .... 2409 13,02	PVE ..... 8 0,11 97,2 .... 1 0,01	PF ..... 0 0,00 LN .... 0 0,00	21,09 (2,48 %) ; Schwartzenberg, 2 232 (1,95 %) ; Laguiller, 2 109 (1,84 %) ; G. Touati, 606 (0,53 %) ; Frappe, 546 (0,48 %) ; Gluckstein, 486 (0,42 %) ; Simeoni, 470 (0,41 %) ; A. Touati, 393 (0,34 %) ; Cotten, 328 (0,29 %) ; Allaud, 0 ; Moutousamy, 0.	FIN (Le Pen) ..... 8306 5,23	PS ..... 2547 20,45 RPR-DL .. 1842 14,79				
Verts ... 2318 12,52 FN .... 1052 5,68	LO-LCR. .... 0 0,00 LN .... 0 0,00	Rillieux-la-Pape	Rég. 1998 : I., 252 872 ; A., 46,73 % ; E., 12 991. - C. pl., 44 242 (34,27 %) ; RPR-UFD, 43 336 (33,56 %) ; FN, 20 311 (15,73 %) ; écol., 5 734 (4,44 %) ; div., 5 707 (4,42 %) ; LO, 5 133 (3,98 %) ; ext. d., 4 648 (3,60 %).	PC (Hue) ..... 6627 4,17	UDF .... 1763 14,16 Verts .... 1685 13,53				
LO-LCR. .... 920 4,97 MN .... 755 4,08	PC ..... 749 4,04 M. imp.... 259 1,39	CPNT .... 9 1,46 M. imp.... 98 1,44	Prés. 1995 : A., 19,91 % - Chirac, 56,07 %.	LO-LCR (Laguiller) ..... 6557 4,13	RPFIE .... 1616 12,97 FN ..... 601 4,82				
PC ..... 749 4,04 M. imp.... 259 1,39	PS ..... 3807 20,57 RPFIE .... 2873 15,52	PH ..... 20 0,29 PLN .... 14 0,20	CPNT (Saint-Josse) ..... 5335 3,36	PC ..... 542 4,35 LO-LCR. .... 522 4,19					
MEI ..... 214 1,15 CPNT .... 191 1,03	RPR-DL .. 1366 14,12 RPFIE .... 1275 13,18	PVE ..... 8 0,11 97,2 .... 1 0,01	MN (Méret) ..... 5265 3,32	MIN ..... 448 3,59 MEI ..... 310 2,48					
VEF ..... 143 0,77 4) ..... 114 0,61	LO-LCR. .... 477 3,53 PC .... 323 5,69	UDF ..... 120 0,06 PVE .... 1 0,00	MEI (Waechter) ..... 3708 2,33	M. imp.. 196 1,57 CPNT .... 139 1,11					
PLN ..... 12 0,06 PVE .... 1 0,00	PC ..... 417 7,35 PC .... 323 5,69	LO-LCR. .... 470 5,46 CPNT .... 113 1,99	M. imp. (Miguel) ..... 3315 2,09	VEF (Maudru) ..... 2045 1,28					
PF ..... 0 0,00 PH .... 0 0,00	LO-LCR. .... 310 5,46 CPNT .... 113 1,99	MEI ..... 104 1,83 M. imp.... 84 1,48	4) (Larroutourou) ..... 1236 0,77	PLN ..... 31 0,24 PVE .... 8 0,06					
LN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00	MEI ..... 104 1,83 M. imp.... 84 1,48	Rég. 1998 : I., 252 872 ; A., 46,73 % ; E., 12 991. - C. pl., 44 242 (34,27 %) ; RPR-UFD, 43 336 (33,56 %) ; FN, 20 311 (15,73 %) ; écol., 5 734 (4,44 %) ; div., 5 707 (4,42 %) ; LO, 5 133 (3,98 %) ; ext. d., 4 648 (3,60 %).	PLN (Frappé) ..... 567 0,35	PF ..... 0 0,00 PH .... 0 0,00					
Lyon, 4 <sup>e</sup> arrondissement									
I., 19 640 A., 49,12 % E., 9 672.	CPNT .... 47 1,00 VEF .... 46 0,81	PLN ..... 16 0,28 PVE .... 0 0,00	PLN (Cotten) ..... 70 0,04	LN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00	Annemasse				
PS ..... 1897 19,61 Verts .... 1601 16,55	PH ..... 0 0,00 PH .... 0 0,00	PF ..... 0 0,00	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	I., 13 789 A., 62,02 % E., 4 960.					
RPR-DL .. 1366 14,12 RPFIE .... 1275 13,18	LO-LCR. .... 5 0,00 LN .... 0 0,00	Rillieux-la-Pape	PS ..... 1161 23,40 RPFIE .... 684 13,79	PS ..... 1161 23,40 RPFIE .... 684 13,79					
UDF ..... 1260 13,02 LO-LCR. .... 497 5,13	PC ..... 479 4,95 FN .... 428 4,42	Rég. 1998 : I., 252 872 ; A., 46,73 % ; E., 12 991. - C. pl., 44 242 (34,27 %) ; RPR-UFD, 43 336 (33,56 %) ; FN, 20 311 (15,73 %) ; écol., 5 734 (4,44 %) ; div., 5 707 (4,42 %) ; LO, 5 133 (3,98 %) ; ext. d., 4 648 (3,60 %).	LO-LCR (Laguiller) ..... 6557 4,13	Verte-savoye					
PC ..... 479 4,95 FN .... 428 4,42	PS ..... 1345 23,71 RPFIE .... 706 12,44	LO-LCR. .... 120 1,24 MEI .... 117 1,20	CPNT (Saint-Josse) ..... 5335 3,36	PC ..... 542 4,35 LO-LCR. .... 522 4,19					
MN ..... 500 3,10 M. imp.... 141 1,45	RPR-DL .. 1205 16,46 RPFIE .... 1072 14,64	VEF ..... 86 0,88 4) ..... 62 0,64	MN (Méret) ..... 5265 3,32	MIN ..... 448 3,59 MEI ..... 310 2,48					
CPNT .... 120 1,24 MEI .... 117 1,20	LO-LCR. .... 417 7,35 PC .... 323 5,69	UDF ..... 125 3,77 MEI .... 216 1,71	MEI (Waechter) ..... 3708 2,33	M. imp.. 196 1,57 CPNT .... 139 1,11					
VEF ..... 86 0,88 4) ..... 62 0,64	PC ..... 240 3,27 M. imp.... 124 1,69	LO-LCR. .... 131 0,95 4) .... 127 1,01	M. imp. (Miguel) ..... 3315 2,09	VEF ..... 49 0,98 4) ..... 30 0,60					
PLN ..... 30 0,31 PLN .... 9 0,09	LO-LCR. .... 249 3,40 MN .... 241 3,29	CPNT ..... 115 0,91 VEF .... 78 0,62	4) (Larroutourou) ..... 1236 0,77	PLN ..... 31 0,24 PVE .... 8 0,06					
PVE ..... 4 0,04 PF .... 0 0,00	PC ..... 240 3,27 M. imp.... 124 1,69	PLN ..... 33 0,26 PH .... 4 0,03	PLN (Frappé) ..... 567 0,35	PF ..... 0 0,00 LN .... 0 0,00					
LN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	PF ..... 0 0,00	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	LN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00					
Lyon, 5 <sup>e</sup> arrondissement									
I., 26 496 A., 50,73 % E., 12 711.	MEI ..... 93 1,27 CPNT .... 90 1,22	PLN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PS ..... 2664 20,95 UDF .... 1996 15,70	CPNT .... 1316 19,32 RPFIE .... 1207 17,72	Rég. 1998 : I., 252 872 ; A., 46,73 % ; E., 12 991. - C. pl., 44 242 (34,27 %) ; RPR-UFD, 43 336 (33,56 %) ; FN, 20 311 (15,73 %) ; écol., 5 734 (4,44 %) ; div., 5 707 (4,42 %) ; LO, 5 133 (3,98 %) ; ext. d., 4 648 (3,60 %).	LO-LCR (Laguiller) ..... 6557 4,13	Annemasse					
RPFIE .... 1799 14,15 RPFIE .... 1763 13,86	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	CPNT (Saint-Josse) ..... 5335 3,36	PC ..... 542 4,35 LO-LCR. .... 522 4,19					
Verts ... 1665 13,09 FN .... 605 4,75	LO-LCR. .... 638 5,07 FN .... 560 4,45	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	MN (Méret) ..... 5265 3,32	MIN ..... 448 3,59 MEI ..... 310 2,48					
LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	PC ..... 242 3,27 M. imp.... 124 1,69	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	MEI (Waechter) ..... 3708 2,33	M. imp.. 196 1,57 CPNT .... 139 1,11					
MN ..... 408 3,20 M. imp.... 199 1,56	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	M. imp. (Miguel) ..... 3315 2,09	VEF ..... 49 0,98 4) ..... 30 0,60					
MEI ..... 174 1,36 CPNT .... 153 1,20	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	4) (Larroutourou) ..... 1236 0,77	PLN ..... 31 0,24 PVE .... 8 0,06					
4) ..... 89 0,70 VEF .... 85 0,66	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	PLN (Frappé) ..... 567 0,35	PF ..... 0 0,00 LN .... 0 0,00					
PLN ..... 26 0,20 PVE .... 8 0,06	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	LN ..... 0 0,00 97,2 .... 0 0,00					
PH ..... 1 0,00 97,2 .... 1 0,00	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PF ..... 0 0,00 LN .... 0 0,00	LO-LCR. .... 247 3,52 CPNT .... 194 2,26	LO-LCR. .... 1234 9,81 PC .... 763 6,07	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
Lyon, 6 <sup>e</sup> arrondissement									
I., 26 496 A., 47,48 % E., 14 036.	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PS ..... 2006 21,41 RPFIE .... 2669 19,01	CPNT .... 1325 25,70 PC .... 844 16,37	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
UDF ..... 2441 17,39 PS .... 2091 14,89	RPFIE .... 498 9,66 FN .... 488 9,46	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
Verts ... 1277 9,09 FN .... 652 4,64	LO-LCR. .... 530 9,57 FN .... 447 8,07	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
LO-LCR. .... 448 3,19 LO-LCR. .... 405 2,88	LO-LCR. .... 530 9,57 FN .... 447 8,07	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PC ..... 315 2,24 M. imp.... 197 1,40	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
CPNT .... 191 1,36 MEI .... 147 1,04	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
VEF ..... 103 0,73 4) .... 72 0,51	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PLN ..... 26 0,20 PVE .... 8 0,06	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PH ..... 1 0,00 97,2 .... 1 0,00	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) ..... 58 0,03	Annemasse					
PF ..... 0 0,00 LN .... 0 0,00	LO-LCR. .... 532 9,64 RPR-DL .. 307 5,95	LO-LCR. .... 549 4,31 PC .... 526 4,13	97,2 (Jos) .....						

PS. Nicolas Sarkozy a bénéficié du même avantage puisque Margie Sudre, ancienne secrétaire d'Etat dans le gouvernement Juppé et personnalité réunionnaise, était en troisième position sur sa liste. La grogne des dirigeants RPR locaux devant ce choix n'a pas aidé Charles Pasqua. En revanche, François Bayrou démontre la force du centrisme à la Réunion.

I, 386 898 V, 128 085 A, 66,89 %  
B. et N., 10 029 E, 118 036.

PS (Hollande) ..... 40129 33,99

RPR-DL (Sarkozy) ..... 22357 18,93

UDF (Bayrou) ..... 18204 15,41

Vert (Cohn-Bendit) ..... 6958 5,89

PC (Hue) ..... 6657 5,63

RPFIE (Pasqua) ..... 5657 4,79

4 J (Larrouy) ..... 3321 2,81

LO-LCR (Laguiller) ..... 3113 2,63

M. imp. (Miguet) ..... 2707 2,29

FN (Le Pen) ..... 2590 2,19

PLN (Frappé) ..... 2414 2,04

MN (Méret) ..... 1969 1,66

VEF (Maudru) ..... 1239 1,04

CPNT (Saint-Josse) ..... 692 0,58

PVE (Cotten) ..... 14 0,01

PH (Chanut-Sapin) ..... 14 0,01

97,2 (Jos) ..... 9 0,00

MEI (Waechter) ..... 6 0,00

LN (Guérin) ..... 4 0,00

PF (Allenbach) ..... 2 0,00

**12 juin 1994:** I, 346 182; A, 76,11 %; E, 77 736; Baudis, 30 950 (40,12 %); Rocard, 14 968 (19,40 %); Tapie, 7 952 (10,31 %); Wurtz, 3 971 (5,15 %); Moutoussamy, 3 719 (4,82 %); Frappé, 3 033 (3,93 %); Villiers, 2 383 (3,09 %); Le Pen, 2 146 (2,78 %); Laguiller, 2 144 (2,78 %); Isler-Béguin, 1 746 (2,26 %); Lalonde, 1 667 (2,16 %); Chevénement, 1 651 (2,14 %); Goustan, 808 (1,04 %); A. Touati, 0; Simeoni, 0; Schwartzenberg, 0; Cotten, 0; G. Touati, 0; Allaud, 0.

**Rég. 1998:** I, 390 007; A, 38,07 %; E, 223 052; PCR, 71 239 (31,94 %); UDF, 33 536 (15,04 %); div. 33 392 (14,97 %); RPR, 31 700 (14,21 %); div. d, 24 927 (11,18 %); div. g, 17 155 (7,69 %); LO, 2 825 (1,27 %); Verts, 2 463 (1,10 %); MDC, 2 232 (1,00 %); FN, 1 863 (0,84 %); aut., 1 720 (0,77 %).

**Prés. 1995:** A, 25,43 %; Jospin, 56,07 %.

**Saint-Denis**

I, 62 736 A, 68,16 % E, 18 491.

PS ..... 6073 32,84 RPR-DL ..... 4349 23,51

UDF ..... 1815 9,81 Verts ..... 1352 7,31

RPFIE ..... 1176 6,35 PC ..... 628 3,39

FN ..... 554 2,99 LO-LCR ..... 541 2,92

M. imp. ..... 495 2,67 J ..... 475 2,56

MN ..... 383 2,07 PLN ..... 339 1,83

VEF ..... 183 0,98 CPNT ..... 108 0,58

PH ..... 14 0,07 LN ..... 4 0,02

PVE ..... 2 0,01 PF ..... 0 0,00

MEI ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Le Port**

I, 18 994 A, 63,71 % E, 6 316.

PS ..... 2818 44,61 PC ..... 818 12,95

RPR-DL ..... 605 9,57 UDF ..... 347 5,49  
4 J ..... 306 4,84 Verts ..... 266 4,21  
PLN ..... 251 3,97 M. imp. ..... 199 3,15  
LO-LCR ..... 196 3,10 RPFIE ..... 155 2,45  
FN ..... 128 2,02 MN ..... 121 1,91  
VEF ..... 68 1,07 CPNT ..... 38 0,60  
PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00  
PH ..... 0 0,00 MEI ..... 0 0,00  
LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Saint-André**

I, 22 437 A, 67,18 % E, 6 994.

UDF ..... 3564 50,95 PS ..... 1530 21,87

RPR-DL ..... 433 6,19 PC ..... 261 3,73

Vert ..... 234 3,34 RPFIE ..... 157 2,24

LO-LCR ..... 141 2,08 FN ..... 140 2,00

M. imp. ..... 106 1,51 PLN ..... 93 1,32

VEF ..... 57 0,81 CPNT ..... 22 0,31

PVE ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

MEI ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Saint-Louis**

I, 25 329 A, 71,88 % E, 6 590.

PS ..... 2701 40,98 RPR-DL ..... 1039 15,76

PC ..... 867 13,15 UDF ..... 643 9,75

Vert ..... 259 3,93 RPFIE ..... 211 3,20

LO-LCR ..... 138 1,97 MN ..... 111 1,58

M. imp. ..... 106 1,51 PLN ..... 93 1,32

VEF ..... 57 0,81 CPNT ..... 22 0,31

PVE ..... 1 01 97,2 ..... 1 01

MEI ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Saint-Paul**

I, 47 707 A, 77,21 % E, 10 229.

RPR-DL ..... 2604 25,45 PS ..... 2333 22,80

PC ..... 1449 14,16 Verts ..... 860 8,40

RPFIE ..... 663 6,48 PC ..... 611 5,97

LO-LCR ..... 327 3,19 4 J ..... 312 3,05

M. imp. ..... 258 2,52 MN ..... 221 2,16

FN ..... 194 1,89 PLN ..... 164 1,60

VEF ..... 163 1,59 CPNT ..... 70 0,68

PVE ..... 0 0,00 PF ..... 0 0,00

MEI ..... 0 0,00 MEI ..... 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Saint-Pierre**

I, 38 294 A, 68,77 % E, 11 024.

PS ..... 3336 30,26 RPR-DL ..... 2631 23,86

PC ..... 959 8,69 UDF ..... 954 8,65

Vert ..... 756 6,85 RPFIE ..... 494 4,48

M. imp. ..... 351 3,18 4 J ..... 338 3,06

LO-LCR ..... 302 2,73 PLN ..... 262 2,37

MN ..... 228 2,06 MN ..... 210 1,90

VEF ..... 130 1,17 CPNT ..... 67 0,60

MEI ..... 6 0,05 PVE ..... 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

LN ..... 0 0,00 97,2 ..... 0 0,00

**Le Tampon**

I, 34 180 A, 58,54 % E, 12 656.

RPR-DL ..... 3578 28,27 PS ..... 2781 21,97

UDF ..... 1632 12,89 RPFIE ..... 1265 9,99

Vert ..... 863 6,81 PC ..... 475 3,75

FN ..... 361 2,85 M. imp. ..... 325 2,56

PLN ..... 297 2,34 J ..... 296 2,33

LO-LCR ..... 280 2,21 MN ..... 262 2,07

VEF ..... 151 1,19 CPNT ..... 89 0,70

97,2 ..... 1 0,00 PVE ..... 0 0,00

PF ..... 0 0,00 PH ..... 0 0,00

MEI ..... 0 0,00 LN ..... 0 0,00

**Wallis-et-Futuna**

Comment pour le civisme de son électoral, ce territoire du Pacifique est loin d'approcher son record de participation des précédentes européennes (71,85 %). La liste de François Hollande obtient plus de la moitié des suffrages : elle comptait dans ses rangs, il est vrai, un enfant du pays, l'ancien député (appartenant socialiste) Kamilo Gata, déjà candidat en 1994 sur la liste de Michel Rocard. Le faible score de la liste de Nicolas Sarkozy s'explique surtout par la quasi-

## MAYOTTE

Comme il y a cinq ans, la participation des Mahorais à ce scrutin a été particulièrement faible. Les listes de Nicolas Sarkozy et de François Bayrou, lequel était soutenu par le mouvement populaire mahorais MMP, arrivent en tête au coude à coude. A elles deux, elles confortent sensiblement le score obtenu par la droite en 1994, tandis que la gauche plurielle reste stable. La surprise vient de l'extrême droite : les listes Méret et Le Pen totalisent plus de 5 % des suffrages et cinq fois plus de voix qu'en 1994.

**12 juin 1994:** I, 41 773 A, 71,24 % E, 11 805.

RPR-DL (Sarkozy) ..... 4236 35,88

UDF (Bayrou) ..... 4059 34,38

PS (Hollande) ..... 1157 9,80

Vert (Cohn-Bendit) ..... 695 5,88

MN (Méret) ..... 397 3,36

RPFIE (Pasqua) ..... 283 2,39

PC (Hue) ..... 204 1,85

MEI (Miguet) ..... 204 1,72

LN (Guérin) ..... 15 0,12

PVE (Cotten) ..... 0 0,00

PF (Allenbach) ..... 0 0,00

PH (Chanut-Sapin) ..... 0 0,00

LO-LCR (Laguiller) ..... 0 0,00

G. Touati, 0; Allaud, 0.

**12 juin 1994:** I, 31 919 A, 69,25 % E, 9 721.

Baudis, 5 335 (54,88 %); Tapie, 1 972 (20,29 %); Rocard, 1 046 (10,76 %); Frappé, 429 (4,41 %); Isler-Béguin, 314 (3,23 %); Chevénement, 232 (2,39 %); Villiers, 162 (1,67 %); Le Pen, 135 (1,39 %); Wurtz, 96

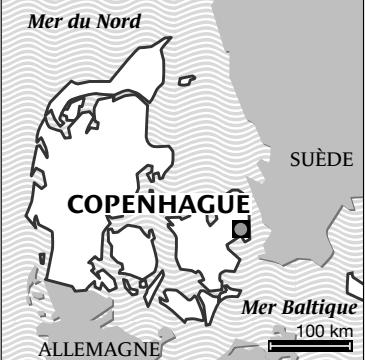
**DANEMARK**

**16 SIÈGES**  
5,3 millions d'habitants.  
4,1 millions d'électeurs.

Vote le 10 juin.

Représentation proportionnelle à l'échelon national (les îles Féroé et le Groenland ne font pas partie de l'Union européenne). L'électeur peut voter pour une liste entière ou indiquer sa préférence en faveur de candidats individuels. Certains partis indiquent quels sont les candidats qui ont leur préférence sur la liste. Chaque électeur dispose d'une voix. Electeurs et éligibilité : tout citoyen des pays membres de l'Union européenne âgé de dix-huit ans.

Formations	%	Sièges
Venstre (libéraux)	22,7	5
SOC (sociaux-démocrates)	16,0	3
Jun-B (anti-européens)	15,7	3
RV (libéraux-radicaux)	8,9	1
Konservative (conservateurs)	8,2	1
Folk. B (gauche anti-européenne)	7,1	1
SF (ex-communistes)	6,9	1
DF (extrême droite)	5,6	1
CD (chrétiens-démocrates)	3,4	
Juin 1994. - Venstre (libéraux), 19,0 %, 4 sièges ; Konservative (conservateurs), 17,7 %, 3 sièges ; SD (sociaux-démocrates), 15,8 %, 3 sièges ; Mouvement de juin (anti-Maastricht), 15,2 %, 2 sièges ; Mouvement populaire contre l'union, 10,3 %, 2 sièges ; SF (socialistes populaires), 8,6 %, 1 siège ; Radicax, 8,5 %, 1 siège ; divers, 4,9 %.		

**ESPAGNE**

**64 SIÈGES**  
39,4 millions d'habitants.  
31,8 millions d'électeurs.

Vote le 13 juin.

Représentation proportionnelle au niveau national (liste bloquée). Vote et éligibilité à dix-huit ans pour tous les citoyens de l'Union européenne.

Elections simultanées pour les communautés autonomes (sauf la Galice, le Pays basque, la Catalogne et l'Andalousie) et élections municipales.

Formations	%	Sièges
PP (Parti populaire, droite)	39,60	27
PSOE (Parti socialiste)	35,34	24
Izquierda unida (Gauche unie, communistes)	5,78	4
CIU, CDC (centre droit catalan)	4,49	3
CE (nationalistes modérés)	3,11	2
Coalition nationaliste (dont PNV basque)	2,97	2
Bloc nationaliste galicien	1,67	1
Euskal Herriarrak	1,49	1
Verts	1,44	
Juin 1994. - PP (Parti populaire), 40,2 %, 28 sièges ; PSOE (Parti socialiste), 30,8 %, 22 sièges ; Izquierda unida (Gauche unie, communistes), 13,4 %, 9 sièges ; CIU (centre droit catalan), 4,6 %, 3 sièges ; CN (coalition nationaliste), 2,8 %, 2 sièges ; divers, 7,2 %.		

**FINLANDE**

**16 SIÈGES**  
5,1 millions d'habitants.  
4 millions d'électeurs.

Vote le 13 juin.

Représentation proportionnelle à l'échelon national avec vote préférentiel. Electeurs et éligibilité : tout citoyen de l'Union européenne âgé de dix-huit ans.

La Finlande a adhéré à l'Union européenne le 1er janvier 1995.

Formations	%	Sièges
KOK (conservateurs)	25,3	4
KESK (centristes)	21,3	4
SDP (sociaux-démocrates)	17,8	3
VIHR (Verts)	13,4	2
VAS (ex-communistes)	9,1	1
SFP (libéraux)	6,8	1
Fédération chrétienne	2,4	1

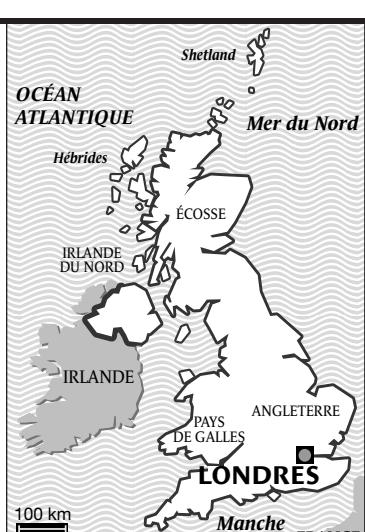
**ROYAUME-UNI**

**87 SIÈGES**  
59,2 millions d'habitants.  
45,6 millions d'électeurs.

Vote le 10 juin.

Par la loi du 14 janvier 1999, le scrutin majoritaire à un tour a été remplacé par la représentation proportionnelle en Angleterre, en Ecosse et au pays de Galles. Il s'agit d'un scrutin régional de liste bloquée dans onze régions. La proportionnelle, basée sur le système du vote unique transférable, est appliquée pour les trois sièges attribués à l'Irlande du Nord. Electeurs : tout citoyen de l'Union européenne âgé de dix-huit ans (les membres de la Chambre des lords ont également le droit de vote, contrairement aux élections nationales). Eligibilité : tout citoyen de l'Union européenne âgé de vingt et un ans.

Formations	%	Sièges
Angleterre, Ecosse, pays de Galles	37,5	34
Conservateurs	28,0	26
Travaillistes	13,0	9
Libéraux-démocrates	6,0	2
Verts	8,0	3
Indépendants	?	2
SNP (nationalistes écossais)	?	2
Plaid Cymru (pays de Galles)	?	2



## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Pro-European Conservative Party (scission des conservateurs) ..... NC

Irlande du Nord (résultats non parvenus)

UUP (unionistes protestants) .....

DUP (unionistes protestants) .....

SDLP (parti social-démocrate et travailliste) .....

Sinn Féin (nationalistes catholiques) .....

Juin 1994. - Grande-Bretagne Travailleuses, 42,70 %, 62 sièges ; Conservateurs, 26,80 %, 18 sièges ; Libéraux-démocrates, 16,10 %, 2 sièges ; SNP (nationalistes écossais), 3,10 %, 2 sièges ; Verts, 3,00 % ; Plaid Cymru (pays de Galles), 1,00 %. Irlande du Nord : Parti unioniste démocratique (protestants), 29,20 %, 1 siège ; Parti social-démocrate et travailliste (catholiques modérés), 28,90 %, 1 siège ; Parti unioniste officiel (protestants), 23,80 %, 1 siège ; Sinn Féin (nationalistes catholiques), 9,86 %.

100 km

**GRÈCE**

**25 SIÈGES**  
10,5 millions d'habitants.  
8,9 millions d'électeurs.

Vote le 13 juin.

Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national. Seuls les partis ayant obtenu au moins 3 % des voix peuvent participer à la répartition des sièges. L'électeur (dix-huit ans au moins) vote pour une seule liste, sans possibilité de panachage ou de vote préférentiel. Le vote est obligatoire. Eligibilité : tout citoyen de l'Union européenne âgé de vingt et un ans.

Formations	%	Sièges
ND (conservateurs)	36,07	9
Pasok (socialistes)	32,88	9
KKE (communistes)	8,65	3
Dikki (gauche populaire)	6,87	2
SYN (communistes pro-européens)	5,14	2
POLAN (droite populaire)	2,28	

Juin 1994. - Pasok (socialistes), 37,64 %, 10 sièges ; ND (conservateurs), 32,66 %, 9 sièges ; Printemps politique (nationalistes), 8,65 %, 2 sièges ; Parti communiste, 6,29 %, 2 sièges ; Coalition de gauche, 6,25 %, 2 sièges ; divers, 8,47 %.

250 km

Crète

YUGOSLAVIE BULGARIE

ALBANIE MAC TURQ

ATHENES Mer Ionienne

MER MÉTÉOROLOGIQUE

50 km

**PAYS-BAS**

**31 SIÈGES**  
15,7 millions d'habitants.  
12,2 millions d'électeurs.

Vote le 10 juin.

Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national. Il y a dix-neuf circonscriptions administratives, mais les voix sont comptabilisées au niveau national. Un choix préférentiel est possible sur les listes. Electeurs et éligibilité : tout citoyen de l'Union âgé de dix-huit ans.

Formations	%	Sièges
CDA (chrétiens-démocrates)	26,9	9
PvdA (socialistes)	20,1	6
VVD (libéraux)	19,7	6
Vert gauche	11,9	4
SGP, RPF, GPV (protestants)	8,7	3
Democraten 66 (centre gauche)	5,8	2
SP (extrême gauche)	5,0	1

Juin 1994. - CDA (chrétiens-démocrates), 30,8 %, 10 sièges ; PvdA (socialistes), 22,9 %, 8 sièges ; VVD (libéraux), 17,9 %, 6 sièges ; Democraten 66 (centre gauche), 11,7 %, 4 sièges ; SGP, RPF, GPV (protestants), 7,8 %, 2 sièges ; Arc-en-ciel (écologistes), 3,7 %, 1 siège.

50 km

BELGIQUE ALLEMAGNE

AMSTERDAM

MER MÉTÉOROLOGIQUE

50 km

FRANCE

BELGIQUE ALLEMAGNE

AMSTERDAM

MER MÉTÉOROLOGIQUE

## Le galet à l'euroéenne

par Pierre Georges

**NUIT D'ÉLECTIONS.** Les estimations tombent en fourchette, ce qui laisse amplement le temps de lire le courrier. Et justement, d'un lecteur albigeois, une lettre moqueuse et une recette hilarante : celle du cormoran au court-bouillon. Pour avoir incité ici la population à manger ce volatil mortifère et piscivore - ce qui valut quelques couinements outrageux des défenseurs de l'espèce ailée -, ce correspondant farceur nous a communiqué l'art d'accorder la bûche.

« Vous n'avez pas donné la recette, dit-il. En voici une fort ancienne, bien connue en Cotentin. » Donc voici, telle que transmise, « la recette du cormoran » : « Prenez-le bien en chair. Trucidez selon le rite. Videz, plumez, salez. Préparez un court-bouillon avec les verdures du marché. Cherchez sur la plage un gros galet bien rond que vous laverez soigneusement. Mettez le tout à feu vif. Rajoutez régulièrement de l'eau chaude, pour que ça baigne en permanence. Avec une grande fourchette vous piquez de temps en temps le galet : quand il sera vraiment tendre, le cormoran sera à point ».

Jolie fable, la cuison du galet, pour un soir d'élections ! Coriaice l'animal ! Et coriaices les électeurs ! Dans l'agitation des longues fourchettes justement, les états-majors des grandes maisons d'habitude ou leurs maîtres queux piquaient, tâtaient la caillasse. Avec des mines déconfites, au RPR, ou soulagées, au PS. Ce n'était effectivement pas du tout cuit, le galet à l'euroéenne !

Non seulement les électeurs avaient très peu, mais très mal, voté. Prenons deux listes, l'une trublion, l'autre trublion : les Verts et les chasseurs. Hormis la coriaice bête de scène Charles

Pasqua et l'indépendantiste centriste François Bayrou, Verts et chasseurs seront bien les seuls à avoir sensiblement amolli le caillou en ce rude dimanche. Ces frères ennemis aux vieilles haines rassies, amoureux de la nature, mais pas de la même ou pas du même amour, ont réellement, à leur mesure, fait un triomphe.

Les dépêches annonçaient du 20 % bon poids dans certains quartiers de la capitale pour Daniel Cohn-Bendit, braconnier notoire en eaux écologistes et vrai européen. Et du 21 % en Gironde pour la liste Chasse Pêche Nature Traditions, furieusement antieuropéenne et dressée sur ses affûts. Le dernier chic parisien contre le vieux chic girondin, si l'on voulait caricaturer ! Imagine-t-on en Europe un autre pays qui puisse, dans un même élan et une même légitimité, envoyer neuf députés Verts et six députés chasseurs se courser férolement à Strasbourg ?

Alors pourquoi ? Eh bien, dira-t-on au risque de surprendre, de choquer peut-être, parce que, d'une certaine manière, ils sont apparus les uns et les autres vivants, au sens de la vie quotidienne. Ils ont existé dans cette campagne. Sous leurs couleurs, drapeaux en tête ! Electeurs partagés d'une France paradoxale et éclatée, ouverte ou fermée, urbaine ou rurale, progressiste ou conservatrice. Electeurs déchirés entre deux idées du bonheur de vivre déjà en Europe ou seulement en France, plutôt qu'entre deux générations. Ils sont bien les uns et les autres, les fils rivaux du galet à l'euroéenne, recette que n'aurait résumé, sauf aveuglément, à une simple et rituelle affaire de vote protestataire.

## Les sujets de philosophie au baccalauréat

Les 344 243 candidats au baccalauréat général ont ouvert, lundi 14 juin au matin, les séries d'épreuves de la session 1999, avec la philosophie, selon la tradition. Les 185 368 candidats des séries technologiques font de même l'après-midi. Nous publierons mardi 15 juin les sujets qui leur auront été proposés (*Le Monde* daté 16 juin).

● Sujets de la série L, au choix, affectés d'un coefficient 3 :

1) A quoi reconnaît-on qu'un événement est historique ?

2) La liberté humaine est-elle limitée par la nécessité de travailler ?

3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la fonction de l'expérience et de l'observation, posant notamment que « Généraliser serait donc une fonction, observer en serait une autre. Rien de plus faux que cette conception du travail de synthèse, rien de plus dangereux pour la science et la philosophie ».

Cette épreuve reste classique. En revanche, celle d'histoire-géographie, programmée cette semaine, a lieu dorénavant en deux parties. La première comporte, en histoire ou en géographie au choix, deux compositions et un exercice nouveau, l'étude de documents. La seconde partie, qui porte obligatoirement sur l'autre matière, donne le choix entre deux croquis de géographie ou deux commentaires d'un document d'histoire. A l'épreuve orale de français des séries générales et technologiques le nombre de groupements de textes a été réduit et l'épreuve de lettres aménagée pour tenir compte de la réduction de quatre à trois du nombre d'œuvres à étudier.

● Sujets de la série ES, au choix, affectés d'un coefficient 4 :

1) Peut-on se mentir à soi-même ?

2) A quelles conditions une activité est-elle un travail ?

3) Commentaire d'un texte de Nietzsche sur l'indépendance et le libre arbitre, dans lequel on peut notamment lire : « Le "libre arbitre" ne veut proprement rien dire d'autre que ne pas sentir ses nouvelles chaînes ».

**LEONARD DE VINCI**  
**3ème cycle**  
**INGÉNIERIE ET NÉGOCIATION COMMERCIALES INTERENTREPRISES**  
Pour devenir  
Ingénieur d'affaires/  
Chef de produits "b to b"  
Recrutement Bac +4/5, Ingénieurs, DEA,  
DESS, ESC... jusqu'à fin juillet 99  
Formation d'octobre 99 à septembre 2000  
dont 6 mois de mission en entreprise  
[www.devinci.fr/inici](http://www.devinci.fr/inici)  
Brochure et dossier au 01 41 16 73 12  
Courriel ou E-mail : [inici@devinci.fr](mailto:inici@devinci.fr)  
INCI - Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
92916 Paris La Défense Cedex

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

## A nos lecteurs

En raison des élections européennes, « Le Monde de l'économie » paraîtra avec « Le Monde interactif » mardi 15 juin, journal daté 16 juin.

# Le gouvernement a donné le coup d'envoi à la privatisation du Crédit lyonnais

Les actions seront proposées au public à partir du 15 juin

**LE COUP D'ENVOI** à la privatisation du Crédit lyonnais a été donné samedi 12 juin par Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Le préplacement des actions démarra mardi 15 juin. Reprenant la publicité du Crédit lyonnais, le ministre a lancé : « Nous vous devions une nouvelle banque, la nouvelle banque est là, il reste aux épargnants français à se l'approprier en devenant actionnaires. »

La banque aura finalement coûté plusieurs dizaines de milliards de francs au contribuable. « Lorsque la crise du Crédit lyonnais a commencé en 1993, le coût annoncé était de 50 milliards de francs. Il a doublé, à 100 milliards, lorsque nous sommes arrivés [en 1997]. Le gouvernement s'est attaché depuis à améliorer la situation de cette banque », a souligné M. Strauss-Kahn, se gardant bien de donner des chiffres ; la facture exacte ne sera pas connue avant plusieurs années.

Les actions seront proposées aux investisseurs institutionnels

entre 22,5 et 26,2 euros (147,59 à 171,86 francs), ce qui valorise la banque entre 41,1 à 48 milliards de francs. Les particuliers bénéficient d'une remise de 0,7 euro et paient donc leurs titres entre 21,8 et 25,5 euros. Le prix définitif sera arrêté le 28 juin, après avis de la Commission des participations et des transferts. Les salariés pourront détenir jusqu'à 5 % de leur banque.

Innovation de cette privatisation, les membres du groupe d'actionnaires partenaires (GAP) se sont réunis à Bercy samedi matin, et ont disposé d'une heure pour décider de leur entrée dans le GAP. Ils ont tous « irrévocablement » accepté le prix annoncé, sachant qu'ils payent de surcroît une prime comprise entre 1,9 et 3,5 %. La banque verte sera, comme prévu, le premier actionnaire du Lyonnais, avec 10 % du capital. Dans un entretien paru lundi 14 juin dans *Les Echos*, M. Strauss-Kahn se dit très favorable « à un avenir commun entre le Crédit agricole et le Crédit lyonnais ». Les assureurs AGF (filiale d'Al-

lianç) et Axa détiendront respectivement 6 % et 5,5 %, le Crédit commercial de France 1 %, l'italienne Banca Intesa (filiale du Crédit agricole), l'espagnole BBV, et l'allemande Commerzbank auront respectivement 2,75 %, 3,75 % et 4 %. Les sept actionnaires détiendront, après une augmentation de capital de 8 milliards de francs, 33 % du capital du Crédit lyonnais, l'Etat en conservant 10 %.

### DÉCOTE SENSIBLE

Le prix annoncé par le gouvernement représente une décote sensible par rapport aux derniers cours du certificat d'investissement (titres sans droit de vote cotés actuellement en Bourse) du Crédit lyonnais, qui ont clôturé à 31 euros (203,5 francs) vendredi 11 juin. Les modalités d'échange titres/CPI seront précisées lundi 14 juin. L'action Crédit lyonnais sera cotée pour la première fois le 8 juillet.

Enfin, un conseil d'administration de la banque publique s'est tenu dimanche 13 juin. Il a été marqué, après d'après négocia-

Pascale Santi

